

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**La République de Chypre: 50
ans après**

**The Republic of Cyprus: 50
Years After**

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides

With Associate Editors / Avec la collaboration de
Christos Iacovou & Thalia Tassou

Contributors / Contributions de
Jean Antoine Caravolas

Jean Catsiapis

Stephanos Constantinides

Giorgos Georgiou

Maria Herodotou

Christos Iacovou

Phivos Klokkaris

Despina Michael

Lefteris Papaleontiou

Fotini Katy Mirante-Psaltakis

Volume 19, No. 2, Autumn/Automne 2011

2

ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES

Études Helléniques / Hellenic Studies

DIRECTEURS / EDITORS

Stephanos CONSTANTINIDES

Centre for Hellenic Studies and Research Canada-KEEK

Michael DAMANAKIS

University of Crete - Greece

Panayotis Tsakonas

University of the Aegean - Greece

ÉDITEUR EXTERNE / EXTERNAL EDITOR

Kathryn RADFORD

McGill University - Canada

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL BOARD

Ioannis ARMAKOLAS

Paris ARNOPOULOS

Jacques BOUCHARD

Jean CATSIAPIS

Georgia CATSIMALI

Peter CHIMBOS

Van COUFOUDAKIS

Marios EVRIVADES

Kostas GOULIAMOS

Maria HERODOTOU

Antonios HOURDAKIS

Kostas IFANTIS

Joseph JOSEPH

George KANARAKIS

Dimitrios KARAGEORGOS

Alexander KITROEFF

George KOURVETARIS

Konstantinos MAGLIVERAS

George PAGOULATOS

Theodoros PELAGIDES

Ioannis PYRGOTAKIS

Ioannis PHILIPPOUSSIS

Athanassios PLATIAS

Nicholas SAMBANIS

Ioannis SEIMENIS

Dimitris XENAKIS

University of Macedonia (Greece)

Concordia University (Canada)

Université de Montréal (Canada)

Université de Paris X (France)

University of Crete (Greece)

University of Western Ontario (Canada)

University of Nicosia (Cyprus)

Panteion University (Greece)

European University (Cyprus)

La Trobe University, (Australia)

University of Crete (Greece)

University of Athens (Greece)

University of Cyprus (Cyprus)

Charles Sturt University - Bathurst (Australia)

University of Crete (Greece)

Haverford College (U.S.A.)

Northern Illinois University (U.S.A.)

University of the Aegean (Greece)

Athens University of Economics and Business (Greece)

University of Piraeus (Greece)

University of Crete (Greece)

Dawson College (Canada)

University of Piraeus (Greece)

Yale University (U.S.A.)

University of the Aegean (Greece)

University of Crete (Greece)

Published twice a year (Spring - Autumn) by the **Centre for Hellenic Studies and Research Canada, -KEEK, the University of Crete, Centre of Intercultural and Migration Studies-EDIAMME, Department of Primary Education and the University of the Aegean Post-Graduate Program in «Political, Economic and International Relations in the Mediterranean», Department of Mediterranean Studies.**

Articles for publication, books for review and general correspondence should be addressed to Études helléniques/ Hellenic Studies:

**Centre for Hellenic Studies
and Research Canada-KEEK**

C.P. 48571

**1495 Van Horne
Outremont, (Québec), Canada**

H2V 4T3

Tel: (514)276-7333

Fax: (514)4953072

E-mail: K12414@er.uqam.ca

University of Crete

Department of Primary Education

Centre of Intercultural and Migration

Studies (EDIAMME)

Rethymno University Campus

Rethymno, 74100, Greece

Tel: +28310-77605, Fax: +28310-77636

E-mail: ediamme@edc.uoc.gr

http://www.ediamme.edc.uoc.gr

Subscription orders, inquiries, single orders and back issues should be addressed / could be obtained from this address also. *Études helléniques/ Hellenic Studies* is an interdisciplinary, bilingual (French - English) journal devoted to the study of issues prevailing among Greeks in both Greece proper and the numerous Greek communities abroad.

Subscription Rates/Frais d'abonnement	One year/Un an	Europe (par virement)*
Individuals/Particuliers	\$ 50.00	50 €
Institutions	\$ 70.00	70 €
Support/Soutien	\$ 100.00	100 €

*Compte chèques postaux à Paris: CCP no 2846134E020

IBAN FR72 2004 1000 0128 4613 4E02 057

BIC PSSTFRPPPAR

Revue publiée deux fois par an (Printemps-Automne) par le Centre de recherches helléniques Canada-KEEK, l'Université de Crète (Centre d'études interculturelles et de l'immigration-EDIAMME du Département d'Education Primaire) et l'Université de la Mer Egée (Programme d'études supérieures de deuxième et troisième cycle, «Sciences politiques, économiques, et relations internationales dans la Méditerranée», Département d'études méditerranéennes).

Tous les articles, les recensions et la correspondance générale doivent être adressés aux **ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES**, C.P. 48571, 1495 Van Horne, Outremont, (Québec), Canada, H2V 4T3, Tel: (514) 276-7333, Télécopieur: (514) 495-3072 (E-mail: k12414@er.uqam.ca). Pour les abonnements, les informations, pour tout numéro courant ou ancien de la revue, prière de vous adresser aux **ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES** à l'adresse ci dessus.

ÉTUDES HELLÉNIQUES / HELLENIC STUDIES est une revue interdisciplinaire bilingue (français-anglais) consacrée à la recherche: elle a pour objet l'étude de l'hellénisme tant de la Grèce que de la diaspora.

Gutenberg Publishing

Didodou 37

Athens 10680

Tel.: 210-3808334

Fax: 210-3642030

e-mail: info@dardanosnet.gr

Dépôt légal / Legal Deposit

National Library of Canada

Bibliothèque nationale du Québec

2e trimestre 2007

ISSN: 0824-8621

Volume 19, No 2, 2011

Spring /Printemps 2011

Table des matières / Table of Contents

La République de Chypre: 50 Ans Après	
Stephanos Constantinides	7
The Republic of Cyprus: 50 Years After	
Stephanos Constantinides	15
Chypre: Un Enjeu Prépondérant de l'équilibre Géopolitique et Géostratégique Est-Méditerranéen	
Fotini Katy Mirante-Psaltakis	23
The Security Issue Of The Cyprus Problem	
Phivos Klokkaris	63
The Cyprus Question in the Context of Geopolitics and Grand Strategy	
Christos Iacovou	87
The relationship of the Soviet Union with the Republic of Cyprus 1960-1964	
Despina Michael	97
British Bases in Cyprus and Signals Intelligence	
Giorgos Georgiou	121
La Question Chypriote devnt les juridictions Européennes	
Jean Catsiapis	131
Réalisations de la littérature chypriote depuis le début de l'indépendance	
Lefteris Papaleontiou	143
Colonialism and Independence in Cypriot Prose writings	
Maria Herodotou	161
Nikos Nikolaidis de Chypre	
Jean Antoine Caravolas	187
Livres Reçus / Books Received	203
Chronologies	207

La République de Chypre: 50 ans après

Stephanos Constantinides*

Aperçu historique

Après une longue lutte anticoloniale Chypre est devenu un État indépendant en 1960. Il y avait eu auparavant, en 1954, l'incroyable déclaration du sous-secrétaire d'État aux Colonies Henry Hopkinson qui disait: «Chypre ne pourra jamais prétendre à une indépendance complète», suivie de la lutte armée de l'EOKA de 1955 à 1959. En 1958 l'Archevêque Makarios, abandonnant l'objectif de l'Enosis, c'est-à-dire de l'union avec la Grèce, se déclare favorable à l'indépendance de l'île. Dès la fin de 1958, et au début de 1959, le Gouvernement grec négocie directement avec la Turquie sur le principe même de l'indépendance. Le 11 février 1959, Athènes et Ankara se mettent d'accord sur ce principe, avec l'accord de Zurich. Le 19 février 1959, un traité était signé à Londres entre la Grèce, la Turquie, la Grande Bretagne et avec l'accord de Mgr Makarios comme représentant des Grecs de Chypre et le docteur Fasil Küçük en tant que représentant des Chypriotes turcs. Le traité de Londres prévoyait les grandes lignes de la Constitution chypriote qui fut élaborée par la suite.

L'indépendance accordée par le traité de Londres a été caractérisée par un observateur, le diplomate français Jean-François Drevet, de «fausse» indépendance en raison de plusieurs restrictions imposées au nouvel État. Le même observateur d'ailleurs se demande si la Constitution imposée aux Chypriotes en 1960 ne constituait pas une sorte d'apartheid.¹ En fait, le traité d'établissement impose à Chypre une souveraineté limitée et garantit les droits que les trois puissances se sont arrogées d'imposer, comme leur présence militaire dans l'île et leur droit d'intervenir dans ses affaires intérieures par les autres traités conclus entre elles à ces fins. La Grande Bretagne s'arrogea en outre le droit de garder deux bases militaires souveraines dans l'île d'une superficie de 255 km², soit 2,8% du territoire chypriote.

* Centre de recherches helléniques Canada - KEEK

La Constitution réservait 30% des emplois publics à la minorité turque représentant seulement 18,3% de la population. Elle prévoyait même qu'il y aurait 40% de Chypriotes turcs dans l'armée de la République. En outre dans ce partage de pouvoirs en faveur des Chypriotes turcs la Constitution mettait les deux communautés à égalité dans de nombreux cas, en les forçant à décider ensemble. En réalité, le pouvoir exécutif était partagé entre un président de la République issu de la Communauté grecque et un vice-président issu de la Communauté turque. Le vice-président turc disposait du droit de veto sur la plupart des décisions du pouvoir exécutif. Le choix des ministres et les hauts fonctionnaires ainsi que la promulgation des lois se faisaient obligatoirement par accord conjoint du président et du vice-président. Au niveau du pouvoir législatif la Chambre des représentants comprenait 15 Turcs et 35 Grecs, ce qui était disproportionné puisque la Communauté turque avait 30% des sièges, soit beaucoup plus que son importance numérique. Mais ce qui était encore pire pour le fonctionnement du pouvoir législatif résidait dans la disposition constitutionnelle requérant des majorités séparées pour les affaires les plus importantes et en particulier pour la fiscalité. Ainsi, 8 députés turcs seulement pouvaient bloquer toute décision de la Chambre des représentants.

Le pouvoir judiciaire était aussi partagé entre les deux Communautés. La Cour constitutionnelle, qui effectuait des arbitrages importants au niveau du pouvoir exécutif et législatif était composée d'un juge issu de chaque Communauté, alors que la présidence était assurée par un étranger.

Chose encore plus importante, le nouvel État était en pratique sous une tutelle tripartite, celle de la Grande Bretagne, la Grèce et la Turquie. En effet, le traité de garantie signé le 16 août 1960, donnait un droit d'intervention aux trois puissances garantes, la Grande Bretagne, la Grèce et la Turquie, soit d'un commun accord soit séparément, pour rétablir l'ordre constitutionnel. Des juristes de réputation internationale, cependant, ont très tôt jugé ce traité comme allant à l'encontre du droit international et de la Charte de l'ONU, surtout alors que Chypre était devenue membre de cette organisation internationale et plus tard de l'Union européenne. D'ailleurs Chypre a dénoncé en 1964 le traité de garantie devant les menaces turques d'intervenir militairement dans l'île. D'autre part, Ankara a justifié son intervention militaire de 1974 pour rétablir l'ordre constitutionnel dans l'île par l'existence du traité de garantie. Bien que le coup d'État contre Mgr Makarios ait échoué en moins de 10 jours, l'invasion turque, puis l'occupation de l'île, s'est maintenue jusqu'à présent coupant en deux le territoire de la République.

Proposition de révision de la constitution

Dans ces conditions «force fut de constater que la constitution d'un compromis n'était pas viable».² L'Archevêque Makarios présenta un document proposant une révision de la constitution, avec 13 amendements. Le rôle de la Grande Bretagne dans cette affaire a été suspect. Ainsi les Britanniques se présentaient au début comme favorables à cette révision et le Haut commissaire britannique à Nicosie participa même à la formulation de ces points. Plus tard les Britanniques ont tenté de nier leur implication laissant toute la responsabilité à Mgr Makarios. La révision proposée favorisait l'abolition des éléments séparatifs de la Constitution. Ainsi le président et le vice-président de la Chambre des représentants auraient été élus en commun par les deux Communautés, une partie des votes séparés auraient été aussi abolis et il n'y aurait pas eu de municipalités turques séparées dans les villes.

En décembre 1963, commence l'insurrection turque après un incident mineur de la police à Nicosie, qui a tenté de perquisitionner une voiture conduite par des Chypriotes turcs. La police soupçonnait que la voiture transportait des armes. Les ministres Chypriotes-turcs ainsi que les fonctionnaires de la Communauté turque ont quitté leurs fonctions, alors que sous l'impulsion de la Turquie a été créée une administration séparée. Il y a eu ainsi la création des enclaves turques dont la plus importante comprenait une partie de Nicosie, séparée par la ligne verte instaurée par les Britanniques. En effet, l'armée britannique a été chargée de faire respecter le cessez le feu intervenu le 30 décembre 1963.

Devant les menaces d'intervention turque le gouvernement chypriote s'adressa au Conseil de Sécurité de l'ONU, qui, le 4 mars 1964, décida que le gouvernement de la République restait le seul représentant de l'île, même après le départ des ministres Chypriotes-turcs. Par la même décision a été créée une force de paix, l'UNFICYP, qui a été envoyée dans l'île où elle stationne encore aujourd'hui.

Les tentatives de solution de la crise

Entre 1964 et 1967 il y a eu différentes tentatives pour résoudre la crise chypriote. Les Américains, qui craignaient l'influence soviétique sur l'île, se sont mêlés à cette crise et ont mandaté l'ancien secrétaire d'État Dean Acheson d'aider les parties à trouver un compromis. Acheson prépara le plan portant son nom, qui prévoyait en apparence l'Enosis. En pratique il s'agissait d'un plan de partition de l'île puisqu'il proposait la cession à la Turquie de la presqu'île du Karpas pour y établir une base militaire. En fait, il y a eu diverses versions du plan

Acheson et dans une de ces versions on prévoyait même de céder à la Turquie l'île grecque de Kastelorizo. Acheson avait lui-même avoué plus tard que son plan avait été présenté aux Grecs comme celui de l'Enosis et aux Turcs comme celui de la partition.³

L'effort américain avait comme principal objectif d'éviter le conflit entre deux alliés de l'OTAN, la Grèce et la Turquie, qui affaiblissait le flanc sud-est de cette organisation militaire. Cet effort n'a pas abouti, car les parties intéressées et en particulier l'Archevêque Makarios, n'ont pas accepté le plan américain.

En août 1964 l'aviation turque a bombardé la partie ouest de Chypre, Tillyria, quand les forces militaires chypriotes ont tenté d'empêcher la création d'une enclave turque dans la région.

L'installation de la dictature militaire en Grèce à partir de 1967 a été catastrophique pour Chypre. Les colonels grecs ont retiré de Chypre la force militaire hellénique envoyée dans l'île par le gouvernement démocratique de Georges Papandréou. La politique, qui prévoyait jusque là l'union avec la Grèce a été abandonnée en faveur d'une solution, qui favorisait un État indépendant. La junta militaire grecque n'a cessé d'intervenir à Chypre et de soutenir une série d'actes subversifs contre le gouvernement de l'Archevêque Makarios.

Le coup d'État et l'intervention turque

Le 15 juillet 1974, un coup d'État organisé par la garde nationale contrôlée par la junte a renversé Mgr Makarios, donnant le prétexte à une intervention militaire turque, le 20 juillet 1974. Une deuxième intervention entre le 15 et le 16 août 1974 a conduit à l'occupation de 37% de l'île par la Turquie.

La Turquie est intervenue soi-disant pour rétablir l'ordre constitutionnel. Les autorités issues du coup d'État n'ont duré que 8 jours. L'ordre constitutionnel a été rétabli rapidement, non pas par la Turquie, mais par la pression internationale et l'Archevêque Makarios président de la République, qui avait quitté Nicosie à la suite du coup d'État, rentra à Chypre en décembre 1974. Cependant, l'occupation turque d'une partie de l'île continue depuis et en plus Ankara tente de changer les données démographiques par la colonisation.

L'après 1974

Plusieurs rondes de négociations depuis 1974 jusqu'à aujourd'hui n'ont pas abouti à cause de l'intransigeance turque et la volonté d'Ankara de maintenir l'île divisée par une présence militaire, qui dépasse 40.000 soldats. De plus, il y a une

destruction systématique du patrimoine culturel historique de la partie occupée. Un plan, préparé par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a été rejeté par les Grecs de Chypre dans un referendum, le 24 Avril 2004. Ce plan maintenait, en réalité, la présence turque dans l'île et transformait la République de Chypre en protectorat. D'autres pourparlers entre les parties ont repris plus tard, mais sans succès jusqu'à maintenant.

Le fond de la question chypriote est le but avoué de la Turquie d'avoir Chypre, directement ou indirectement, sous son contrôle. L'actuel ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu l'a écrit cyniquement et sans scrupules, avouant que la soi-disant protection des Chypriotes turcs n'était qu'un prétexte. Ainsi dans son livre *La Profondeur stratégique*, il a affirmé, après une analyse approfondie de l'importance stratégique de Chypre, que «même s'il n'y avait aucun Turc dans l'île, la Turquie devait avoir un intérêt pour Chypre», justement à cause de son importance stratégique.⁴

Un pas important dans la consolidation de la position internationale de la République de Chypre a été son entrée dans l'Union européenne, le 1^{er} mai 2004. Chypre est d'ailleurs membre de plusieurs organisations internationales, ce qui renforce sa position à l'étranger. Il ne faut pas oublier que l'effort d'Ankara soutenu, par intermittence par les Britanniques et les Américains, vise à remplacer l'État chypriote, internationalement reconnu, par une structure étatique hybride sous son propre contrôle.

Malgré ces vicissitudes, les progrès réalisés par la République de Chypre pendant ses cinquante ans d'indépendance ont été considérables. Entre 1960 et 1974 le taux de croissance annuel moyen du produit national brut a été supérieur à 7%. Le taux d'inflation annuel n'a pas dépassé 2,2% et sur le plan social il y a eu une mise en oeuvre de plusieurs mesures s'agissant de la santé et de la sécurité sociale. Le régime démocratique a été aussi consolidé.

Après 1974, malgré le fait que l'invasion turque a détruit la majeure partie de l'économie de Chypre, ce pays a réussi à surmonter les effets de l'occupation et à atteindre un niveau élevé de croissance économique. Ainsi, en 1981 Chypre, grâce à un «miracle économique», est devenue à nouveau un pays prospère. Certes, aujourd'hui, le pays fait face à de sérieux problèmes économiques, en grande partie à cause de l'instabilité financière mondiale, mais aussi en partie en raison d'une gestion économique, qui est devenue avec le temps déficiente.

Quelques aspects de la réalité chypriote

Dans ce volume des *Études helléniques-Hellenic Studies* nous tentons de présen-

ter quelques aspects de la réalité chypriote de ces 50 années d'indépendance.

Fotini Psaltakis dans son article constate que Chypre est un territoire d'une importance géostratégique et géoéconomique prépondérante. Un espace où les rapports de force, les stratégies de puissance et la récurrence des luttes d'influence contribuent à maintenir un équilibre géopolitique particulièrement fragile.

Phivos Klokkaris pose la question de la sécurité dont il croit qu'elle est liée aux problèmes auxquels Chypre fait face. L'auteur analyse cette question dans sa véritable dimension et soutient que la sécurité est une condition préalable à la paix, la liberté et la démocratie.

Christos Iacovou examine les interrelations entre la géopolitique et la haute stratégie dans le contexte de la question chypriote. Il analyse la formation de la stratégie turque basée sur la position géopolitique de Chypre, depuis les années 1950 jusqu'à nos jours. De plus il compare les adaptations de la politique turque sur Chypre à celles de la Grèce depuis l'invasion de 1974.

Despina Michael examine le premier stade de la relation entre la République de Chypre et l'Union Soviétique à partir d'un certain nombre de documents du Ministère des Affaires Étrangères de Chypre ainsi que d'autres sources entre 1960 et 1964. Elle met l'accent sur les principales préoccupations de l'Union Soviétique et plus particulièrement sur les activités de l'OTAN en Méditerranée Orientale.

Jean Catsiapis dans son article examine les décisions les plus importantes de la Cour de Justice des Communautés Européennes et de la Cour Européenne des droits de l'homme, qui évoquent les conséquences de l'invasion de Chypre par l'armée turque en 1974. Il analyse les arrêts de ces juridictions européennes, qui sanctionnent les violations du droit international par la Turquie et son armée, au détriment de la République de Chypre et de ses citoyens.

Dans une autre sphère d'intérêts, celle de la littérature, Lefteris Papaleontiou présente de façon schématique la littérature chypriote contemporaine. L'auteur suit l'évolution de cette littérature des 50 dernières années depuis la proclamation de l'indépendance. L'auteur met l'accent sur les réalisations de la littérature chypriote de cette période en se limitant cependant à la poésie et à la prose. Il conclut que la littérature contemporaine chypriote est en bonne voie et a tendance à suivre l'évolution de la littérature grecque moderne.

Maria Herodotou dans son article analyse les écrits chypriotes en prose dans le cadre de la théorie post-coloniale, en vue de montrer l'évolution de l'expérience coloniale, telle que celle-ci est perçue par les écrivains chypriotes. L'auteur se concentre sur les écrits en prose depuis 1950, principalement ceux, qui

se réfèrent à la lutte anti-coloniale. Elle examine en particulier la réponse donnée par les écrivains chypriotes au discours colonial de Lawrence Durrell dans son roman *Citrons Acides* (*Bitter Lemons*). L'article traite aussi brièvement la période post-coloniale et en particulier expose comment les auteurs représentent l'indépendance et les développements politiques contemporains en fonction des différentes idéologies.

Jean Caravolas dans son article présente l'écrivain chypriote Nikos Nikolaidis, considéré comme le meilleur écrivain chypriote contemporain. Il soutient que Nikolaidis a été admis au panthéon de la littérature néohellénique déjà de son vivant et que ses écrits continuent toujours d'intéresser, d'être publiés, étudiés et honorés, tant en Grèce qu'à Chypre.

Cinquante ans après son indépendance, Chypre a survécu à une pléthore de complots et de menaces ainsi qu'à l'intervention militaire turque de 1974. Elle a réussi à sauvegarder sa personnalité internationale et à devenir membre de l'Union européenne. L'année prochaine elle assumera la présidence de cette Union, ce qui pour un petit État est en soi un exploit. Certes, le pays fait face toujours aux menaces d'Ankara et dans le contexte international actuel de crise, à des difficultés économiques. Néanmoins, la découverte probable de gaz naturel dans sa zone économique exclusive fait apparaître un élément nouveau, qui pourrait favoriser de nouvelles alliances dans la région en faveur d'un changement des rapports géopolitiques régionaux. Le rapprochement avec Israël ainsi que l'intérêt des grandes puissances pour les ressources énergétiques de la région, les bonnes relations de Nicosie avec la Russie, qui a secouru Chypre avec un prêt, dans le contexte difficile actuel, sont des indices favorables à la République de Chypre. A condition bien-sûr, que ses élites politiques puissent exploiter en faveur du pays ce nouveau contexte géopolitique, qui est en train de se former dans la région et place l'île dans une position de force face à la Turquie.

NOTES

1. Jean-François-Drevet, *Chypre, Ile extrême, Chronique d'une Europe oubliée*, Paris, Éditions Syros/Alternatives, 1991, p.143-150.
2. Alain Blondy, *Chypre*, Paris, Que-sais-je? Presses Universitaires de France, 1998, p. 116.
3. Th. A. Couloumbis, *The USA, Greece and Turkey. The troubled Triangle*, New York, Praeger, 1983, p.46-47.

4. Ahmet Davutoglu, *La Profondeur Stratégique* (éd. grecque), Athènes, Éditions Poiotita, 2009, p. 275.

The Republic of Cyprus: 50 years after

Stephanos Constantinides*

Historical Preview

After a long anti-colonial struggle, Cyprus became independent in 1960. There had been earlier, in 1954, the incredible statement of the British Under-Secretary of State for the Colonies Henry Hopkinson, that Cyprus would never be granted full independence followed by the EOKA armed struggle from 1955 to 1959.¹ In 1958, Archbishop Makarios, abandoning the goal of Enosis, union with Greece, stated in favor of the independence of the island. By the end of 1958-early 1959, the Greek Government negotiated directly with Turkey on the principle of independence. On February 11, 1959, Athens and Ankara concur on this principle with the agreement of Zurich. On February 19, 1959 a treaty was signed in London between Greece, Turkey and Britain taking note that the treaty had been accepted by the Representative of the Greek-Cypriot Community, Archbishop Makarios, and the Representative of the Turkish-Cypriot Community, Dr. Fasil Küçük. The Treaty of London provided an outline of the Cyprus Constitution which was developed later.

The independence, granted by the Treaty of London, was characterized by one observer, the French diplomat Jean-François Drevet, as a «false» independence due to several restrictions imposed on the new state. The same observer also questions whether the Constitution imposed on Cypriots in 1960 was not a kind of apartheid.² In fact, the Treaty of Establishment imposes on Cyprus a limited sovereignty and guarantees the rights that the three powers were arrogated to impose, such as their military presence on the island and the right to intervene in its internal affairs by treaties concluded between them for these purposes. Furthermore Britain arrogated to itself the right to keep sovereign military bases on the island with an area of 255 km², or 2.8% of the Cypriot territory.

The constitution reserved 30% of government jobs to the Turkish minority of 18.3%. This proportion was even higher, attaining 40% in the army of the Re-

* Centre for Hellenic Studies and Research Canada-KEEK

public. Also in this division of powers in favor of the Turks, the Constitution was putting the two communities on an equal footing in many cases, forcing them to decide together. In reality, the executive power was shared between a president from the Greek community and a vice-president from the Turkish community. The Turkish vice-president had a veto over most decisions of the executive. It was mandatory that the choice of ministers and senior officials and the promulgation of laws be made by agreement of both the President and the Vice-President. The legislature, the House of Representatives, consisted of 15 Turks and 35 Greeks, a disproportionate analogy, giving to Turks 30% of the seats, while they represented only 18.3% of the population. But what was even worse for the functioning of the legislature was the constitutional provision requiring separate majorities for the most important cases, particularly taxation. Thus, only eight Turkish MPs were able to block any decision of the House of Representatives.

The judiciary was also shared between the two communities. The Constitutional Court, which was conducting significant trade-offs in the executive and legislature, was composed of one judge from each community, while the presidency was assured by a foreigner.

More importantly, the new State was in practice under a tripartite supervision, that of Great Britain, Greece and Turkey. Indeed, the Treaty of Guarantee, signed on August 16, 1960, gave a right of intervention to the three guarantor powers, Britain, Greece and Turkey, either by agreement or separately, to restore constitutional order. Legal experts of international reputation, however, have found early this treaty as running counter to international law and UN Charter, especially as long as Cyprus became a member of this international organization and, later, of the European Union. Moreover, Cyprus in 1964 denounced the treaty of guarantee because of the Turkish threats to intervene militarily on the island. On the other hand the Turkish military intervention in 1974, justified by the existence of the treaty of guarantee, would restore constitutional order on the island. Instead, although the coup had failed in less than ten days, the Turkish invasion was maintained, cutting the island in two.

Proposed Revision of the Constitution

In these conditions, «it was obvious that the formation of compromise was not viable.»³ Archbishop Makarios presented a paper proposing a revision of the constitution, with 13 amendments. The British role in this case is suspect. Thus, the British were at the beginning in favor of this revision and the British High Commissioner in Nicosia even participated in the formulation of these points. Later they tried to deny their involvement, leaving all responsibility to Makarios. The

proposed revision favored the abolition of the separate elements of the Constitution. So the president and vice-president of the Chamber of representatives would be elected jointly by the two communities, one of the separate votes would also be abolished and there would be no separate Turkish municipalities in the cities.

In December 1963, a Turkish insurrection took place in Nicosia after a minor police incident, which tried to search a car driven by the Turkish Cypriots. The police suspected that the car was carrying weapons. The Turkish Cypriot ministers and officials have left office, while under the influence of Turkey was established a separate administration. There was, thus, the creation of the Turkish enclaves which comprised the largest part of Nicosia, separated by the Green Line established by the British. Indeed, the British army was responsible for enforcing the cease-fire occurred on Dec. 30, 1963.

Faced with the threat of Turkish intervention, the Cyprus government addressed the Security Council of the United Nations on March 4, 1964, which decided that the Government of the Republic was the only representative of the island even in the absence of Turkish Cypriots who had left. By the same decision, was created a peacekeeping force, UNFICYP, which was sent to the island.

Efforts to Resolve the Crisis

Between 1964 and 1967, there have been various efforts to resolve the Cyprus crisis. Americans, fearing Soviet influence on the island, got involved and mandated the former Secretary of State Dean Acheson to assist parties to reach a compromise. Acheson prepared the plan that bears his name, which apparently included the Enosis. In practice, it was a plan for partition of the island as it planned to cede to Turkey the peninsula of Karpas in order to establish a military base. In fact, there have been various versions of the plan Acheson and one of these versions was expected to yield even to Turkey the Greek island of Kastelorizo. Acheson had himself admitted later that his plan was presented to the Greeks as that of Enosis and to the Turkish Cypriots as that of the partition.⁴

The American effort had as main objective to avoid conflict between the two NATO allies, Greece and Turkey, which would weaken the southeastern flank of NATO. These efforts were not successful because the parties concerned and, in particular, Archbishop Makarios did not accept the American plan.

In August 1964 the Turkish Air Force bombed the western part of Cyprus, Tillyria, when the Cypriot military forces tried to prevent the creation of a Turkish enclave in the region.

The installation of the military dictatorship in Greece in 1967 was catastrophic for Cyprus. The Greek colonels withdrew from Cyprus the Greek military force, sent to the island by the democratic government of George Papandreou. The policy, which till then previously provided for the union with Greece, was abandoned in favor of a solution that favored an independent state. The Greek military junta has continued to intervene in Cyprus and support a series of subversive acts against the government of Archbishop Makarios.

The Coup and the Turkish Intrevention

On July 15, 1974, a coup organized by the National Guard controlled by the junta overthrew Makarios, giving a pretext for military intervention of Turkey on July 20, 1974. A second intervention between 15 and 16 August 1974 led to the occupation of 37% of the island by Turkey.

Turkey intervened ostensibly to restore constitutional order. The authorities from the coup lasted only eight days. The constitutional order was restored quickly, not by Turkey, but by international pressure and the president Archbishop Makarios returned to Cyprus in December 1974. However, the Turkish occupation of part of the island continues since, and in addition Ankara is trying to change the demographics by colonization.

The Post-1974

Several rounds of negotiations since 1974 until today have not been successful due to Turkish intransigence and its effort to keep the island divided by a military presence that exceeds 40,000 soldiers. In addition, there is a systematic destruction of the historic cultural heritage of the occupied part. A plan prepared by the Secretary General Kofi Annan was rejected by the Greeks of Cyprus in a referendum held on April 24, 2004. This plan actually kept the Turkish presence on the island and transformed the Republic of Cyprus into a protectorate. Further talks between the parties resumed later, but without success so far.

The bottom line of the Cyprus issue is the avowed purpose of Turkey having Cyprus, directly or indirectly, under its control. The current Minister of Foreign Affairs of Turkey Ahmet Davoutoglou wrote in a cynical and unscrupulous way, admitting that the so-called protection of Turkish Cypriots was only a pretext. Thus in his book entitled *Strategic Depth* he stated, after a thorough analysis of the Cyprus's Strategic importance, that «even if not a single Turk lived on the island., Turkey would have an interest in Cyprus», precisely because of its strategic importance.⁵

An important step in strengthening the international position of the Republic of Cyprus was joining the European Union on May 2004. Cyprus is also a member of several international organizations, reinforcing its international position. We must not forget that Ankara supported the effort, at times by the British and Americans, to replace the Cypriot state, internationally recognized by a hybrid state structure under its own control.

Despite these vicissitudes, the progress made by the Republic of Cyprus, during its fifty years of independence, has been considerable. Between 1960 and 1974, the average annual growth rate of gross domestic product exceeded the 7%. The annual inflation rate did not exceed 2.2% and, socially, there have been implemented various measures in terms of health and social security. The democratic system was also strengthened.

After 1974, despite the fact that the Turkish invasion destroyed much of the economy of Cyprus, Cyprus has managed to overcome the effects of the occupation and achieve a high level of economic growth. In 1981, Cyprus, for what was called an «economic miracle», has once again become a prosperous country. Of course, today the country faces serious economic problems, largely because of global economic instability, but also partly because of economic management which has become defective over time.

Some Aspects of the Cypriot Reality

In this volume of *Études helléniques-Hellenic Studies*, we try to present some aspects of the Cypriot reality during the years of independence.

Fotini Psaltakis, in her article, notes that Cyprus is an area of important geo-strategic and geo-economic casting. A space where power relations, strategies of power and the recurrence of power struggles help to maintain a geopolitical balance is particularly fragile.

Phivos Klokkaris raises the question of security that he believes it is linked to the problems facing Cyprus. The author examines this question in its true dimension and argues that security is a prerequisite for peace, freedom and democracy.

Christos Iacovou examines the interconnections between geopolitics and grand strategy in the context of the Cyprus issue. He analyzes the formation of the Turkish strategy based on the geopolitical position of Cyprus, since 1950 until today. In addition, the author compares adaptations and Turkish policy on Cyprus to those of Greece since the Turkish invasion of 1974.

Despina Michael reviews the first stage of the relationship between the Republic of Cyprus and the Soviet Union from a number of documents of the Ministry of

Foreign Affairs of Cyprus and other sources between 1960 and 1964. The author focuses on major concerns of the Soviet Union and in particular on the activities of NATO in Eastern Mediterranean.

Jean Catsiapis, in his article, reviews the most important decisions of the Court of Justice of European Communities and the European Court of Human Rights, which evoke the consequences of the invasion of Cyprus by the Turkish army in 1974. He analyzes the decisions of European courts to punish violations of international law by Turkey and its army, to the detriment of the Republic of Cyprus and its citizens.

In another sphere of interest, that of the literature, Lefteris Papaleontiou shows schematically Cypriot contemporary literature. The author follows the evolution of this literature of the past 50 years, during the period of independence. The author focuses on the achievements of the literature of this period in Cyprus but is limited, however, to poetry and prose. He concludes that contemporary literature of Cyprus is on track and it tends to follow the evolution of modern Greek literature.

Maria Herodotou, in her article, analyzes the Cypriot prose writings in the context of postcolonial theory, to show the evolution of the colonial experience as seen by Cypriot writers. She focuses on the prose writings since 1950, mainly referring to the anti-colonial struggle. She examines, in particular, the response by Cypriot writers in colonial discourse by Lawrence Durrell in his novel *Bitter Lemons*. The article also discusses briefly the post-colonial period and in particular how the authors are presenting independence and contemporary political developments based on different ideologies.

Jean Caravolas, in his article, presents the novelist Nikos Nikolaidis-the Cypriot, considered the best contemporary writer of Cyprus. He argues that Nikolaidis was admitted to the pantheon of Neo-Hellenic literature during his lifetime and his writings still continue to interest, to be published, studied and honored, both in Greece and Cyprus.

Fifty years after its independence, Cyprus has managed to survive a plethora of plots and threats as well as the Turkish military intervention of 1974, save its international personality and becoming a member of the European Union. Next year the country will assume the EU presidency, which for a small state is in itself an achievement. Nevertheless Cyprus still faces threats from Ankara and in the context of the current international crisis it is confronted to economic difficulties. However, the probable discovery of natural gas in its Exclusive Economic Zone reveals a new element that could foster new alliances in the region in favor of a changing regional geopolitical equilibrium. The rapprochement with Israel

and the interest of major powers for the energy resources of the region, good relations with Russia - which has helped Cyprus with a loan in the current challenging environment- constitute arguments in favor of the Republic of Cyprus. Provided of course that its political elites can exploit the new geopolitical context that is being formed in the region while positioning the island in a strong position against Turkey's threats.

NOTES

1. The British Under-Secretary of State for the Colonies Henry Hopkinson during a debate in the House of Commons on Cyprus, declared that there were certain territories in the Commonwealth 'which...can never expect to be fully independent'.
2. Jean-Francois Drevet, *Cyprus, the Extreme Island, Chronicle of a Forgotten Europe*, Paris, Editions Syros / Alternatives, 1991, p.143-150.
3. Alain Blondy, *Cyprus*, Paris, Que-sais-je? Presses Universitaires de France, 1998, p.116
4. T. A. Couloumbis, *The United States, Greece and Turkey. The Troubled Triangle*, New York, Praeger, 1983, p.46-47.
5. Ahmet Davoutoglou, *The Strategic Depth* (ed. Greek), Athens, Poiotita Publishing, 2009, p. 275.

Chypre: Un Enjeu Prépondérant de L'équilibre Géopolitique et Géostratégique Est-Méditerranéen

Fotini Katy MIRANTE-PSALTAKIS*

ABSTRACT

Cyprus: a divided country, militarized, continuously coveted, pivotal, having a key geostrategic and geoeconomic role now, but, above all, an island marked by a singular history, a rupture that of 1974, as well as a permanent conflictuality, immutable... A space where power relations, strategies of power and the recurrence of power struggles help to maintain a geopolitical balance particularly volatile and subject to latent tensions, stubborn resentments related to a complex reality after all requiring a certain humility.

RÉSUMÉ

Chypre: un territoire divisé, militarisé, continûment convoité, charnière, un enjeu géostratégique et désormais géoéconomique prépondérant; mais, surtout, une île marquée par une Histoire singulière, une rupture: celle de 1974, ainsi que par une conflictualité pérenne, immuable... Un espace où les rapports de force, les stratégies de puissance et la récurrence des luttes d'influence contribuent à maintenir un équilibre géopolitique particulièrement fragile, soumis à des tensions latentes, à des rancœurs tenaces, elles-mêmes liées à une réalité somme toute complexe nécessitant une certaine humilité.

La mainmise ottomane sur Chypre s'est achevée en 1878, alors que son territoire était concédé à la Grande-Bretagne par La Porte et donc, rattaché à l'Empire britannique.¹ Dès lors, Chypre a été inscrite dans la stratégie impériale du Royaume-Uni, puissance européenne et coloniale non riveraine du bassin méditerranéen. Ce n'est qu'en 1960, à l'issue des accords de Zurich et de Londres, que les Chypriotes ont accédé à l'autonomie, sous la forme d'une République as-

* Analyste auprès du Ministère français de la Défense

sociée au «*Commonwealth*». Cette indépendance était toutefois partielle, puisque la Grande-Bretagne est parvenue à maintenir deux bases militaires sur le territoire chypriote. Chypre focalisait alors les intérêts rivaux de Londres, d'Athènes et d'Ankara: elle constituait un espace charnière en Méditerranée orientale, ouvert sur la Turquie; tandis que son gouvernement entretenait des relations étroites avec les autorités grecques et de surcroît, aspirait au rattachement à la Grèce. En cela, Chypre pouvait déstabiliser la frontière méridionale turque ou consolider la situation géostratégique de la Turquie dans la région. L'intégration éventuelle du territoire chypriote dans le giron hellène a souvent été redoutée et définitivement enrayée en juillet 1974, lorsque la Turquie s'est emparée militairement de près de 40% de la République de Chypre, sous prétexte de protéger sa communauté turco-musulmane. Depuis lors, la partition territoriale demeure inchangée, révélant les rancœurs tenaces et les conséquences possibles du conflit gréco-turc. L'avenir de cette île est aujourd'hui scellé entre les ambitions stratégiques de certaines puissances et le devenir d'un peuple divisé, inscrit dans une dynamique géopolitique qui le dépasse.

Durant la Guerre froide, les forces alliées de l'OTAN disposaient des espaces grec et turc, ainsi que des capacités de projection de Chypre. Grâce à cette collaboration politique et stratégique et en cas de crise ou de tensions, l'Alliance atlantique bénéficiait d'une assise territoriale, capable d'accueillir des renforts, de maintenir une sécurité régionale relative, d'assurer l'acheminement de moyens stratégiques et de permettre le transport de matières énergétiques. Sur les grandes voies de la circulation maritime internationale, l'Est-méditerranéen constitue en effet un carrefour majeur régulièrement emprunté par les bateaux-citernes qui transportent du pétrole; elle est également un accès vers les «mers chaudes» pour les pays situés au Nord de la mer Noire, notamment la Russie et les territoires d'Asie centrale. À cet égard, la Turquie, la Grèce, Chypre ainsi que le canal de Suez sont des espaces incontournables pour pénétrer l'aire méditerranéenne ou en sortir par l'Est et le Nord-Est. Ils déterminent les «verrous», de même que les pivots du bassin oriental de la Méditerranée, en raison de leur position excentrée respective qui offre et associe des possibilités stratégiques particulières.

Le territoire chypriote: une position à la fois centrale et excentrique en Méditerranée orientale

La question chypriote constitue la pierre angulaire du contentieux turco-hellène. La division de son territoire est la conséquence immédiate de cette opposition, mais elle ne détermine pas une entrave à son implication dans les desseins militaires de l'OTAN et de ses alliés. La situation géostratégique de

Chypre se caractérise par une position géographique particulière, à la fois centrale du fait de sa localisation charnière entre l'Anatolie, le Levant, le canal de Suez et la Crète, et excentrique parce que s'ouvrant sur les côtes les plus reculées du bassin oriental de la Méditerranée. Au regard des puissances étrangères désireuses d'étendre leur influence dans la région et du fait de ses nombreuses possibilités stratégiques, Chypre apparaît comme un pivot grâce auquel il est possible de couvrir le littoral levantin. L'île détient également une position centrale au cœur des flux périphériques de la circulation méditerranéenne, au même titre que le canal de Suez, les détroits des Dardanelles, du Bosphore, d'Anticythère, de Karpathos et de Gibraltar, parce qu'elle constitue l'extrémité la plus orientale de la Méditerranée, incluse dans la sphère d'influence occidentale. Le trafic maritime méditerranéen est directement lié à ces «verrous» stratégiques, dans la mesure où leur position géographique particulière permet d'atteindre la région ainsi que d'en sortir. Au cours de la Guerre froide, les deux pôles latéraux du bassin méditerranéen, que sont précisément Chypre et Gibraltar, étaient la chasse gardée de la Grande-Bretagne. Il est vrai que les Britanniques ont disposé d'une base aéronavale à l'entrée de la Méditerranée occidentale jusqu'en 1991.² La situation de carrefour du territoire chypriote facilite l'observation et le contrôle de l'accès au Levant par voie aérienne et maritime, de même qu'elle lui confère une position privilégiée entre l'Occident et l'Orient, particulièrement propice à la surveillance militaire des régions attenantes. Chypre est encadrée par la Grèce, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël et l'Égypte. À la charnière de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, son territoire occupe une position particulièrement stratégique à 60 km des côtes turques et à près de 200 km du littoral syrien et libanais. La situation géographique chypriote est complémentaire des territoires hellène et turc, ce qui implique une étroite collaboration entre les trois pays sur le plan stratégique. En effet, Chypre peut permettre ou soutenir la projection de forces en direction du Proche-Orient et du canal de Suez, et de surcroît, être associée aux schémas militaires qui intègrent la Grèce et la Turquie. Rappelons que l'île chypriote couvre la côte méridionale turque et constitue un relais régional important, lié à la Crète, parce que positionné à l'avant de son territoire. Chypre est en outre le seul État du bloc occidental, qui bénéficie d'une proximité relative avec l'isthme de Suez. Située entre l'Asie mineure au Nord, le Proche-Orient à l'Est et au Sud, et en cela, contournée par les axes de communication maritimes qui mènent aux territoires levantins, africains et européens, Chypre constitue un avant-poste continûment stratégique dans l'Est-méditerranéen, notamment depuis la Guerre froide. L'île est aujourd'hui un point d'appui essentiel pour la surveillance et la protection du Proche-Orient où les conflits de voisinage sont multiples et durables. Il faut dire que l'instabilité et la sécurité de cette région

limitrophe sont régulièrement compromises par les politiques gouvernementales levantines, qui oscillent entre des préceptes démocratiques, monarchiques et oligarchiques nécessitant une certaine vigilance.

Force est de considérer cet éventail de possibilités et du fait de la complémentarité géostratégique de Chypre avec la Grèce et la Turquie, l'Alliance atlantique a inscrit le territoire chypriote dans la stratégie méditerranéenne de l'OTAN depuis la Guerre froide. Il convient de rappeler à cet égard que les bases militaires britanniques présentes sur place ont une importance considérable et que la Grande-Bretagne, puissance régionale notamment grâce à Chypre, appartient à l'OTAN depuis sa fondation. En dépit de ces connivences, l'utilisation d'un tel dispositif militaire, dans le cadre de missions strictement britanniques, otaniennes ou impliquant les États-Unis, s'effectue plus ou moins à l'écart des orientations politiques et défensives de Nicosie. Les forces occidentales ont utilisé le territoire chypriote à maintes reprises, notamment parce que les bases que contrôle la Grande-Bretagne sur le terrain conviennent particulièrement à ce type d'opération régionale. En cas de crise, Chypre peut constituer un point d'appui intéressant, mais également soutenir certaines actions militaires otaniennes de façon suffisamment discrète et donc, contribuer à l'efficacité des missions affectées aux bases militaires hellènes et turques voisines. Le territoire chypriote est en cela une assise stratégique additionnelle, susceptible de renforcer le dispositif régional de l'OTAN et de parfaire son fonctionnement sans que le pays ne soit intégré à l'Alliance atlantique. Cette grande île de l'Est-méditerranéen est à la fois un tremplin stratégique éventuel et indirect du flanc Sud-Est de l'OTAN, dont le rôle est corrélé à la stratégie des États-Unis en Méditerranée orientale. En effet, l'utilisation des facilités militaires chypriotes par les forces américaines a souvent été soupçonnée, à défaut d'être confirmée. Chypre est associée à la logique défensive régionale de l'Alliance atlantique en Méditerranée du Centre-Est depuis la période de la Guerre froide et ne peut par conséquent pas être totalement occultée de ses desseins stratégiques zonaux, attendu qu'elle complète le rôle de la Crète, notamment pour le contrôle du trafic pétrolier et la protection du canal de Suez. En raison de leur position géographique respective et du fait de leur latitude semblable, les îles de Chypre et de la Crète déterminent un axe géostratégique tripartite, complété par Malte, qui couvre latéralement toute la Méditerranée orientale. Cette artère régionale privilégiée se compose de la Crète en son centre, de l'île de Malte³ à son extrémité occidentale et se clôt par le territoire chypriote qui couvre les terres levantines à l'Est. Parce que positionnée exactement à l'arrière de Chypre, la Crète détermine en effet la protection naturelle, en particulier aérienne, de son territoire. En revanche, l'espace chypriote constitue la couverture radar et aérienne du Proche-Orient, ce qui implique une

organisation conjointe»créto-chypriote«pour optimiser l'efficacité des opérations militaires éventuelles en direction du littoral levantin. Il est vrai que Chypre, tout comme la Crète, peut offrir les avantages d'un vaste «porte-avions», qui bénéficie de surcroît d'une localisation intéressante à l'avant des côtes proche-orientales, zone névralgique et continûment instable du bassin méditerranéen.

Au cours de la Guerre froide, l'île chypriote était déjà considérée comme une plate-forme stratégique tournée vers la région levantine, enjeu majeur des forces américaines. La doctrine Eisenhower,⁴ qui, en 1957, mettait l'accent sur le Proche-Orient comme centre d'intérêt primordial des États-Unis, réaffirmait corollairement l'importance stratégique de l'île chypriote limitrophe. Du fait de sa vocation traditionnelle de relais méditerranéen, Chypre détermine en outre une véritable «plaque tournante» entre le Proche-Orient et l'Europe, par le biais de laquelle de nombreux échanges officiels et officieux s'organisent. Elle abrite d'authentiques réseaux d'espionnage au profit de quelques gouvernements étrangers, soucieux de protéger leurs intérêts dans la région.⁵ Sous l'influence des conflits israélo-arabes, notamment lors de l'intervention des forces israéliennes au Liban en 1982, des groupes contestataires se sont progressivement installés sur le territoire chypriote, dont la situation géographique est propice au rayonnement régional de leurs revendications. En cela, Chypre est devenue une terre d'accueil pour les différentes factions issues des zones limitrophes, ainsi qu'un relais territorial des actions terroristes proche-orientales.

L'île chypriote est à la fois un relais et un accès stratégique immédiat vers le Machrek inscrits dans le giron occidental, de même que la couverture aérienne et l'ouverture maritime naturelle du territoire israélien. En ce sens, Chypre tient un rôle essentiel dans la protection de l'État d'Israël, d'autant plus que seuls 150 km environ séparent les côtes chypriotes de la façade levantine. Dans le cadre d'une mission de soutien éventuelle au gouvernement israélien, dont le territoire ne bénéficie pas d'une profondeur stratégique suffisante, Chypre pourrait ainsi constituer un poste de surveillance prépondérant pour couvrir l'ensemble de la région. Son importance somme toute significative dans la sécurisation du territoire israélien, conjuguée à la présence des forces turques au Nord de l'île chypriote, est une donnée additionnelle déterminante à considérer lorsqu'il s'agit de comprendre l'alliance de Tel-Aviv avec Ankara.

Aujourd'hui, Chypre constitue corollairement un enjeu stratégique et un danger potentiel pour la Turquie. Or, la violation de son territoire par les forces turques en 1974 et la division spatiale qui s'ensuivit ont définitivement et subséquentement écarté les craintes d'Ankara quant à l'enrôlement probable d'une île limitrophe dans le giron hellène. De l'avis des autorités turques, une telle

hypothèse aurait en effet exposé directement la frontière Sud de leur territoire à la menace grecque: une éventualité à la fois inacceptable et inquiétante pour le gouvernement turc. Il est vrai que Chypre constitue une brèche importante sur la principale ligne de défense méridionale de la Turquie. En cela, l'île chypriote peut permettre l'encerclement du territoire turc par le Sud et de surcroît, mettre les ports de Yumurtalik et d'Iskenderun en position d'instabilité. La domination et le contrôle du Nord de Chypre assurent en quelque sorte le maintien d'un pôle de stabilité stratégique au profit de la Turquie dans une zone particulièrement vulnérable, ainsi qu'une couverture militaire ininterrompue au Sud du territoire anatolien. Chypre s'étend sur près de 9.250 km², dont 3.355 km² sont occupés par la Turquie, c'est-à-dire 36,3 % de sa superficie totale.⁶ Elle détermine la troisième plus grande île du bassin méditerranéen, après la Sicile et la Sardaigne. Son littoral s'étire sur 648 km environ, dont la moitié est toujours contrôlée par les forces turques. Chypre est composée essentiellement d'espaces terrestres, puisque seulement 10 km² de sa surface globale sont recouverts par les eaux. Il convient à cet égard d'ajouter que l'occupation militaire turque a amputé l'île de ses terres les plus fertiles, situées au Nord d'une ligne de démarcation qui divise son territoire depuis la ville de Pyrgos à l'Ouest jusqu'à Famagouste à l'Est et coupe, de surcroît, latéralement sa capitale: Nicosie.⁷

La situation géopolitique de Chypre au cours de la Guerre froide et l'importance des luttes d'influence à cet égard

*«La sécurité absolue à laquelle aspire une puissance
se solde par l'insécurité absolue de toutes les autres»*

Henry KISSINGER

La situation et les possibilités géostratégiques de Chypre ont eu des conséquences particulières et notables sur la destinée des insulaires chypriotes, soumis aux aléas de ce potentiel convoité au cours d'une histoire aussi longue que mouvementée. Durant la Guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique voulaient y asseoir une suprématie durable, de manière à conforter leur influence régionale et à entraver l'étalement ou toute tentative d'expansion du bloc adverse dans l'Est-méditerranéen: les rapports de force Est-Ouest en présence inscrivaient alors Chypre dans une logique de contrôle antagonique. Il est vrai que l'île chypriote déterminait un enjeu disputé autant par Washington que par Moscou, dont l'importance était considérable sur le maintien des équilibres géostratégiques dans la région. Dans le même temps, les visées hégémoniques

de la Grande-Bretagne avaient pour but de contrôler cet espace insulaire charnière, par le biais duquel il était possible d'observer l'Est-méditerranéen, de même que les territoires orientaux et méridionaux limitrophes.

Après le développement des missiles intercontinentaux soviétiques en 1957, les États-Unis ont adopté la stratégie nucléaire de la « riposte graduée »⁸ en 1962. L'URSS était désormais capable d'atteindre des cibles américaines et donc, de mettre directement en danger le territoire de son principal ennemi. En cas d'agression du bloc communiste, la riposte graduée aurait tout d'abord privilégié une contre-offensive régionale sur le sol européen, notamment grâce à l'usage d'armes nucléaires tactiques, dont le rayon d'action est court, avant d'employer des moyens de défense de longue portée, dits stratégiques, pour frapper directement le territoire soviétique. En cela, l'Europe ne bénéficiait plus d'une couverture défensive américaine optimale, attendu que son territoire était susceptible de constituer la première ligne de front d'un conflit Est-Ouest éventuel. Les États européens étaient donc directement exposés au feu nucléaire soviétique et déterminaient de ce fait une zone privilégiée de la riposte graduée, à partir de laquelle il était possible de contenir une avancée des troupes du Pacte de Varsovie. Dans l'hypothèse d'un conflit régional, la Grèce, la Turquie et Chypre auraient déterminé des pôles stratégiques de soutien pour la défense occidentale, de même que des cibles potentielles privilégiées de la stratégie adverse. Le Secrétaire d'État du président américain Dwight Eisenhower: John Foster Dulles, considérait notamment les trois territoires de l'Est-méditerranéen comme des relais névralgiques déterminants, subordonnés à la sphère d'influence états-unienne.

L'utilisation probable de fusées soviétiques de longue portée a permis, d'une part, d'équilibrer les forces Est-Ouest et d'autre part, de réaffirmer la menace communiste, ce qui a encouragé le déploiement progressif de bases militaires à la périphérie de l'URSS et incité, dans le même temps, John Foster Dulles à tenter d'intégrer Chypre dans l'OTAN.⁹ Or, le débarquement des troupes turques au Nord du territoire chypriote dans la matinée du 20 juillet 1974 a définitivement condamné la perspective d'un tel enrôlement, d'autant plus que cette crise exacerbait l'antagonisme latent entre la Grèce et la Turquie, États membres de l'Alliance atlantique et seuls garants officiels de son flanc Sud-Est. Les autorités soviétiques ont essayé de profiter de la partition territoriale chypriote pour s'immiscer progressivement dans les affaires litigieuses de l'île. L'URSS envisageait de s'y imposer durablement, afin de contrebalancer la mainmise américaine qui bénéficiait de l'orientation pro-occidentale de Chypre. Il faut dire que Moscou et Washington avaient une politique particulièrement ambiguë à l'égard du gouvernement chypriote, mais également vis-à-vis des autorités

grecques et turques, dont l'intérêt était de ne pas compromettre leur influence respective en Méditerranée orientale. En dépit de la situation déplorable qui sévissait à Chypre, les États-Unis et l'Union soviétique ont choisi d'appliquer une politique cordiale à l'égard des rivaux égéens et mené parallèlement une stratégie clientéliste suffisamment équilibrée envers chacun d'eux, pour tenter de fixer les termes d'un rapprochement durable.

Au cours de la Guerre froide, Chypre déterminait, selon Moscou, un relais stratégique particulièrement intéressant, ainsi qu'un point d'appui éventuel pour l'approvisionnement et la réparation des bâtiments de sa flotte régionale: l'*Eskadra*¹⁰. En outre, la proximité géographique entre le territoire chypriote et le littoral levantin était susceptible de faciliter la politique de rapprochement soviétique à l'égard des États arabes du Proche-Orient, et pouvait surtout permettre le renforcement des commodités militaires de l'URSS en Syrie. Il est vrai que Chypre n'est éloignée que de deux heures en bateau de Tartous et de Lattaquié, qui constituaient les seuls ports d'attache de la flotte soviétique au Proche-Orient, au cours des rivalités Est-Ouest. Afin de préserver ses intérêts régionaux, la politique de Moscou a donc consisté, pour l'essentiel, à fragiliser l'attachement chypriote au camp occidental, notamment grâce à la mise en œuvre d'un rapprochement avec Nicosie.¹¹ Pour ce faire, l'URSS s'est appuyée sur les revendications de l'*AKEL*,¹² qui épousait les fondements idéologiques communistes puis s'est inspiré des thèses prosoviétiques après que les aspirations au rattachement à la Grèce eurent été déçues. Le parti politique *AKEL*, de même que le président de la République de Chypre Monseigneur Makarios,¹³ prônaient la voie neutraliste du non-alignement et dénonçaient corollairement «l'impérialisme américain», ce qui confortait la politique expansionniste de l'URSS en Méditerranée orientale et pouvait de surcroît soutenir les intérêts communistes dans une région particulièrement stratégique et directement soumise aux antagonismes Est-Ouest. Il convient de préciser que, durant cette période de tensions, la Tchécoslovaquie a fourni des armes, sous le contrôle des autorités soviétiques, à l'Archevêque Makarios et permis d'amorcer un rapprochement entre Chypre et la sphère d'influence communiste. Les visées soviétiques vis-à-vis du territoire chypriote répondaient avant tout à leur politique stratégique de pénétration en Méditerranée du Centre-Est, qui nécessitait en outre de se rapprocher conjointement de la Grèce et de la Turquie. Dans les années 1960, peu après l'indépendance de Chypre, Moscou a choisi de mettre en œuvre une politique de soutien en faveur d'Ankara et reconnu l'existence de deux communautés distinctes sur l'île chypriote: une position qui rejetait implicitement l'*Énosis*, c'est-à-dire l'union de Chypre à la «mère patrie» grecque. Les tentatives de rapprochement avec la Turquie ont débuté en 1963 et se sont poursuivies tout

au long de la décennie suivante. Elles ont permis au gouvernement turc d'éviter que des liens trop étroits se scellent entre Mgr Makarios et Moscou. Dans le même temps, Ankara bénéficiait d'une aide économique soviétique substantielle et additionnelle à celle des États-Unis, jugée insuffisante.

L'URSS soutenait la démilitarisation de Chypre et de surcroît, le démantèlement des bases militaires britanniques sur son territoire, position pour laquelle Athènes n'a jamais opposé d'objections véritables. Le contrôle de Chypre par les forces occidentales déterminait une gêne considérable pour la flotte soviétique, qui devait systématiquement contourner l'espace charnière chypriote pour atteindre ses commodités syriennes. De ce fait, l'*Eskadra* ne pouvait nullement esquiver les radars britanniques installés à Chypre et donc, agir avec discrétion et efficacité. Pour Moscou, la permanence du conflit gréco-turc avait de nombreux avantages, en particulier ceux d'entraver la bonne marche du dispositif stratégique occidental dans l'Est-méditerranéen, de briser les tentatives d'«atlantisation» partielle ou totale de Chypre et par conséquent, de compromettre la crédibilité de la stratégie américano-otomanienne dans la région. L'évolution déplorable des relations d'Athènes avec Ankara fragilisait en effet la stabilité du flanc Sud-Est de l'OTAN, chargé de la sécurité d'une zone soumise à des tensions déjà virulentes. Aussi, la politique directrice de l'Alliance atlantique en Méditerranée orientale consistait-elle à consolider les positions stratégiques hellène et turque, pour optimiser la logique de défense en réseau à laquelle les bases militaires sous son égide étaient soumises et de surcroît, permettre une flexibilité d'action sur tous les fronts. En 1972, une revue soviétique publiait à cet égard: *«La politique de l'OTAN vis-à-vis de Chypre reste inchangée: mettre en place un gouvernement fantoche pour une étape transitoire vers la liquidation de l'indépendance étatique de la République de Chypre, puis réaliser 'la double Enosis', c'est-à-dire partager l'île entre la Grèce et la Turquie et transformer le territoire de Chypre en base de l'OTAN, en une tête de pont contre les pays arabes*¹⁴. Il faut dire que la crise chypriote n'avait nullement permis à l'URSS d'exercer une influence suffisante dans la région, susceptible d'aboutir à l'arbitrage de Moscou et surtout de maintenir un équilibre des forces Est-Ouest durable. Chypre était un enjeu à la fois pour l'Union soviétique et les États-Unis, dans la mesure où la proximité levantine avait une importance particulière pour les deux blocs. En 1964, la VI^e flotte américaine s'était opposée notamment aux vedettes turques, qui tentaient de débarquer sur les côtes chypriotes – la lettre¹⁵ du président des États-Unis, Lyndon Johnson, adressée à son homologue turc en 1964, avait succédé à cette confrontation armée en Méditerranée orientale.

La division du territoire chypriote a provoqué par la suite un remaniement brutal du complexe défensif occidental affecté à l'Est-méditerranéen. Rappelons

qu'à la demande du Congrès, les États-Unis ont imposé, en conséquence, un embargo sur les armes à la Turquie¹⁶, dont la politique agressive mettait à mal la stabilité géopolitique régionale. Les autorités turques ont répondu instamment et fermement à la directive américaine en interrompant les activités des bases militaires sous l'égide de la grande puissance sur l'ensemble de leur territoire. Destabilisé par l'opposition frontale des États-Unis, le gouvernement turc a dans le même temps choisi d'engager un rapprochement avec la Libye, notamment pour équiper ses bombardiers en pièces détachées. À cette occasion, Ankara a clairement perçu les limites de son partenariat militaire avec Washington. En effet, malgré l'importance géostratégique de la Turquie, le gouvernement américain ne pouvait certainement pas constituer un allié indéfectible d'Ankara face à l'implication de territoires névralgiques, tels que Chypre et la Grèce, dans la question chypriote.

Après l'intervention des forces turques à Chypre, les directives politiques et militaires des États-Unis à l'égard de Nicosie ont eu pour objectif principal de trouver un terrain d'entente favorable aux deux membres rivaux de l'OTAN: la Grèce et la Turquie. Il fallait à la fois maintenir l'omniprésence de la voix outre-Atlantique dans les affaires méditerranéennes et contrarier les tentatives de pénétration soviétiques dans la région. Pour parvenir à un accord sur Chypre, Washington a privilégié une résolution équilibrée entre les deux partenaires du flanc Sud-Est de l'OTAN, qui assurait conjointement la prépondérance américaine dans une zone fondamentale de la stratégie occidentale. Les tensions chypriotes constituaient une entrave perpétuelle aux plans de contrôle régionaux des États-Unis, qu'il était devenu essentiel de limiter. Il faut dire que les orientations politiques neutralistes du président Makarios gênaient considérablement la prééminence américaine en Méditerranée orientale, ce qui confortait l'inimitié de Washington à l'égard de Nicosie.

Après 1974, les États-Unis ont essayé de se rapprocher de Chypre, dans la perspective toujours de bénéficier de sa localisation avantageuse. La concrétisation d'une alliance militaire entre les autorités occupantes turques du Nord de l'île et la grande puissance a été fortement soupçonnée tout au long de cette période. Washington et Ankara auraient organisé en effet des négociations officieuses ainsi que des tractations périodiques, relatives à l'attribution de facilités locales aux forces américaines, à la construction d'une base navale à Karakum, dans le Nord de Chypre, et à l'installation d'une rampe de missiles nucléaires dans la péninsule de Karpas. Des rumeurs analogues, qui ont eu également pour conséquence d'inquiéter le gouvernement grec, ont circulé quant à l'intention de la Turquie d'installer une base aérienne¹⁷ à Lefkoniko ou Gecitkale – en turc –, à l'Est de Nicosie.¹⁸

Par la suite, les relations turco-américaines ont été resserrées grâce à la création d'une Force de déploiement rapide, placée sous le contrôle des États-Unis, dont la mission était d'aboutir à la constitution d'une défense élargie et opérationnelle au-delà du bassin oriental de la Méditerranée afin de couvrir notamment le golfe Arabo-Persique. En 1984, le Sénat américain a décidé de subordonner, de manière officielle, l'aide militaire octroyée à la Turquie à diverses concessions, en particulier territoriales, dans le Nord de Chypre. Dans le même temps, Nicosie a ouvert la fraction méridionale de son territoire à l'accueil de facilités aériennes et navales en faveur du dispositif stratégique américano-otarien dans la région. L'étroitesse des liens qui unissait Chypre au camp occidental était facilitée par le maintien des bases militaires britanniques sur place et la crainte d'une agression turque par le Nord. Afin d'éviter une telle menace, le gouvernement chypriote a choisi de se rapprocher des États-Unis, considérés comme une puissance militaire protectrice. Nicosie a privilégié une collaboration durable avec Washington, qui permettait notamment d'organiser des manœuvres militaires communes, ainsi que d'associer le territoire chypriote aux desseins stratégiques états-uniens, dans l'éventualité d'une intervention armée au Proche-Orient. Peu avant la dissolution de l'URSS, l'ambassade soviétique à Chypre ne comptait pas moins de trois conseillers militaires,¹⁹ dont la présence soulignait et réaffirmait l'intérêt de Moscou pour le territoire chypriote et ses environs. Après 1974, la situation géostratégique de l'île a semblé prévaloir sur sa partition et la virulence du conflit gréco-turc dans la région. Cette division territoriale n'a en effet pas remis en cause l'appartenance de Chypre au bloc occidental, ce qui a compromis le développement de relations durables entre Nicosie et Moscou.

Au cours des rivalités Est-Ouest, la singularité géographique de Chypre a fait de son territoire une tête de pont, située à l'avant de la façade levantine, directement soumise au contrôle des forces occidentales et donc, étroitement liée à sa sphère d'influence. L'installation et la stabilisation de deux bases militaires britanniques sur place, lambeaux stratégiques d'un passé colonial glorieux, sont l'aboutissement de cette réalité. Il convient de préciser par ailleurs que le gouvernement chypriote dispose aujourd'hui d'une base militaire autonome près de la ville de Paphos, installée non loin du littoral Sud-Ouest de l'île: la base Andréas Papandréou. La Turquie contrôle pour sa part deux bases militaires implantées dans la partie de l'île qu'elle occupe depuis 1974:

- la base de Kyrénia-Girne, située à proximité de la ville de Kyrénia, non loin de la côte septentrionale de la «République turque de Chypre du Nord»;
- ainsi que la base de Lefkoniko-Geçitkale, installée plus au Sud à l'intérieur des terres – précisément au Sud-Ouest de la ville de Trikomo.

Selon toute vraisemblance, la militarisation excessive du territoire insulaire chypriote répond aux enjeux particulièrement stratégiques qui lui sont associés, de même qu'elle met en exergue l'état de tensions extrême, inhérent à la question chypriote depuis la Guerre froide.

Les bases militaires britanniques à Chypre: points d'appui d'une stratégie régionale tripartite

«La puissance dépend de l'empire de l'onde».

Antoine-Marin LEMIERRE²⁰

La proclamation de l'indépendance de Chypre a été entérinée de manière officielle le 16 août 1960, après quatre-vingt-deux années passées sous le contrôle exclusif de la Grande-Bretagne. La tutelle étrangère britannique n'a cependant pas été totalement écartée, dans la mesure où deux bases militaires ont été maintenues sur place en vertu d'accords stratégiques conclus entre Londres et Nicosie.²¹ Chypre est aujourd'hui directement associée au giron occidental, du fait de ce passé colonial et de son appartenance à la sphère d'influence britannique: le «*Commonwealth*». La République de Chypre est donc officiellement et librement placée sous l'allégeance de cette monarchie européenne, aux côtés de quarante-neuf autres États, dont Malte en Méditerranée. Eu égard à sa situation géostratégique privilégiée, à son ouverture sur le Proche-Orient, à sa localisation névralgique à l'avant de l'isthme de Suez et à son rôle de carrefour maritime au centre des voies de la circulation du pétrole, le maintien de bases militaires occidentales à Chypre est primordial. Il faut dire qu'après la nationalisation du canal de Suez et par suite de la riposte militaire conjointe anglo-franco-israélienne contre l'Égypte en 1956, l'île chypriote est devenue la plus grande base militaire, sous l'égide de la Grande-Bretagne, déployée dans l'Est-méditerranéen. Notons que la valeur stratégique de Chypre a été renforcée, au même titre que celle de la Turquie, après le démantèlement des bases britanniques en Iran et la défection de l'allié perse – révolution iranienne de 1979 –, jusque-là favorable à la sphère occidentale.

Parce que la Grande-Bretagne est parvenue à préserver sa souveraineté sur les bases militaires dont elle dispose à Chypre – désignées sous les termes de «*Sovereign Base Areas*»²² –, le gouvernement chypriote ne peut aujourd'hui nullement exercer sa pleine autorité sur l'ensemble du territoire national – qui correspond à la partie non occupée par les forces turques.²³ Une fraction de cet espace est soumise au contrôle d'une puissance étrangère et se trouve de ce fait régie par des accords

stratégiques réciproques, définissant les principes d'une souveraineté concédée à la Grande-Bretagne. Le dispositif militaire britannique installé à Chypre se compose précisément de deux bases aériennes de grande envergure:

- la base d'Akrotiri dans le Sud de l'île, à proximité de Limassol;
- et la base de Dhékélia, entre Famagouste et Larnaca, qui offre des commodités de mouillage, mais non d'accostage, aux forces navales britanniques – ce qui diffère des facilités rendues à la Grande-Bretagne sur l'île de Malte.

Il est à noter que le maintien de bases militaires sous l'égide de la Grande-Bretagne à Chypre génère des avantages financiers substantiels aux insulaires chypriotes, attendu que les retombées économiques qui en résultent équivalent à près de trente millions de livres sterling par an.²⁴ Ce complexe militaire constitue l'un des plus importants relais stratégiques britanniques, inscrit hors du territoire national. Son utilisation est réservée à la Grande-Bretagne de façon officielle et exclusive. Or, du fait de leur singularité et de leurs capacités, notamment géostratégiques, les bases chypriotes en question se trouvent indirectement liées à la logique de défense de l'OTAN dans l'Est-méditerranéen depuis la Guerre froide. Il convient en outre de préciser que les forces militaires britanniques ont utilisé, par deux fois, ce dispositif défensif excentré et ce:

- en 1956, lors de la crise de Suez;
- puis en 1958, pour soutenir le roi Hussein de Jordanie, confronté à des mouvements d'opposition virulents dirigés contre les inclinations pro-occidentales de sa politique étrangère.

Ces interventions régionales ont confirmé l'orientation levantine du champ d'action et de surveillance des sites défensifs chypriotes. Avant 1956, Londres détenait une position privilégiée en Méditerranée, faisant de la Grande-Bretagne une puissance régionale, au même titre que la France. Les Britanniques entendaient alors bien conserver la maîtrise du bassin méditerranéen, dont la situation charnière entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie constituait un avantage certain et immuable. Il faut dire que la mer Méditerranée, associée au «Croissant fertile» et de surcroît au golfe Arabo-Persique, était une zone particulièrement névralgique de la stratégie britannique, parce que formant le tronçon intermédiaire de la «route des Indes», avant même de déterminer un axe majeur du trafic pétrolier actuel. Concrètement, la prépondérance de la Grande-Bretagne dans la région méditerranéenne a été maintenue de 1914 à 1922, puis de 1920 à 1932, à la faveur d'un protectorat et d'un mandat qui soumettaient respectivement l'Égypte et l'Irak.

Parmi les quatre mille soldats britanniques, affectés en permanence sur les sites militaires de Chypre, environ mille sont directement attachés à la «*Royal Air Force*». Les deux bases, sous l'égide de Londres, couvrent près de 2,9 % de la superficie totale du territoire insulaire chypriote sur environ 99 km². Au cours de la Guerre froide, la Grande-Bretagne disposait également d'une station d'écoute à Épiskopi, à l'extrême Sud de l'île, chargée d'intercepter les messages diplomatiques et militaires transmis au Moyen-Orient.²⁵ Elle était affiliée à la grande station de détection de Cheltenham, située à l'Ouest de Londres, dont la mission était de contrôler les communications du bloc soviétique. Les Britanniques bénéficiaient par ailleurs d'une station radar à Troödos, considérée comme l'une des plus performantes au monde. Ils disposaient enfin d'un hélicoptère à Dhékélia, proche de la zone occupée par l'armée turque depuis 1974. Tout au long des rivalités Est-Ouest, l'URSS affirmait que les messages radars, reçus et interceptés par la station de Troödos, étaient systématiquement communiqués, sous la couverture de l'OTAN, à Washington. Les Soviétiques prétendaient de plus que 170 techniciens américains assuraient sur place le recueil et le traitement des informations en question.²⁶ La présence officieuse des États-Unis sur les sites militaires britanniques de Chypre et l'étroite collaboration anglo-américaine, sans être formellement confirmées, ont été ponctuellement admises et en partie prouvées, notamment lors de certains conflits régionaux. Citons pour exemple le débarquement de militaires américains à l'aéroport de Larnaka, sur la côte orientale de Chypre, en 1982, dont la mission était de ravitailler les «forces de la paix» au Liban.²⁷ Durant la Guerre froide, les États-Unis auraient également bénéficié de facilités radios locales dans la péninsule de Karpas – région sous domination turque, située dans la partie septentrionale de Chypre. Rappelons en effet que le gouvernement américain projetait d'installer une base navale, dans le Nord de l'île, pour soutenir ses missions au Proche-Orient. En contrepartie, la Turquie aurait bénéficié d'une aide financière additionnelle, ainsi que de l'appui politique des autorités états-uniennes, mais aucune information supplémentaire tangible n'a jamais été révélée à ce sujet.

Jusqu'en 1979,²⁸ les bases militaires chypriotes ont été associées aux bases crétoises et maltaises dans l'orchestration de la défense occidentale dans l'Est-méditerranéen. Il convient de rappeler que Chypre, la Crète et Malte forment un axe géostratégique, qui traverse le bassin oriental de la Méditerranée et couvre de surcroît une partie des territoires périphériques de la région. Au cours des rivalités Est-Ouest, le champ de projection des sites militaires chypriotes permettait d'observer et de défendre les aires anatolienne, levantine, moyen-orientale, ainsi que de sécuriser le canal de Suez. Les bases militaires crétoises avaient pour mission de surveiller et/ou de protéger, avec l'appui de Chypre, la mer Égée au

Nord; l'Afrique au Sud, en particulier la Libye et l'Égypte; le Proche-Orient à l'Est et l'isthme de Suez au Sud-Est. L'alliance géostratégique entre la Crète et Chypre était rendue possible, du fait notamment de la proximité de leur territoire respectif. Dans le cadre de la logique militaire affectée à cet axe tripartite, l'île de Malte supervisait la zone charnière qui unissait les bassins oriental et occidental de la Méditerranée, ainsi qu'une partie du Maghreb. De 1947 à 1991, la complémentarité des infrastructures militaires occidentales dans le bassin méditerranéen s'appliquait selon une logique défensive régionale, qui incluait les bases turques, grecques, chypriotes, maltaises – de 1972 à 1979 –, italiennes, françaises – jusqu'en 1966 – et espagnoles.

L'interdépendance optimale et maîtrisée entre l'ensemble des commodités militaires méditerranéennes, placées sous la surveillance conjointe des forces américaines et otaniennes, a permis d'assurer une forme de paix et de stabilité somme toute relatives dans la région tout au long de la Guerre froide – si l'on en juge d'après la partition de Chypre en 1974. Les Grecs estimaient notamment que cette organisation militaire en réseau, qui implique la participation de la Turquie, ne préservait nullement leurs intérêts nationaux et ne modérait en aucun cas leurs inquiétudes à l'égard du gouvernement turc – maintenues durant et aux termes des rivalités Est-Ouest. La constance dans la perception de cette menace a suscité la recherche de moyens et de stratégies annexes ou alternatives, afin d'apaiser les craintes existantes et contribuer au maintien de la paix. Selon Athènes, les autorités turques pouvaient compromettre la sécurité de la Nation grecque et constituaient en cela un danger permanent et latent pour le pays. Les Hellènes évoquaient à cet égard les violations répétées de leur frontière aérienne et maritime par les forces turques. Dans ce contexte d'insécurité exacerbé, la Grèce a privilégié la mise en œuvre de rapprochements politiques et militaires régionaux, de façon à considérer ses intérêts propres à l'écart des grandes instances internationales.

Le dogme défensif unifié des territoires grec et chypriote

La situation conflictuelle, qui a persisté de part et d'autre de la mer Égée tout au long de la Guerre froide, y a encouragé le déploiement continu de bases militaires. La déliquescence de l'URSS a brisé les conditions stratégiques jusque là dominantes et entraîné la réorientation du dispositif défensif occidental, parce que des enjeux régionaux d'une nature nouvelle présentaient un danger ou un intérêt particulier. Ces bouleversements décisifs de la scène géopolitique mondiale ont impliqué la remise en question des données stratégiques, nées des rivalités Est-Ouest. Dans le même temps, la disparition de la menace soviétique

et l'implication des États-Unis comme puissance unique et incontestée du système international ont incité Athènes à se rapprocher de Nicosie. Il est vrai que la division du territoire chypriote avait compromis la confiance des autorités helléniques à l'égard de l'OTAN et du gouvernement américain. En revanche, les nombreuses affinités culturelles partagées entre les Grecs et les Chypriotes, leur appartenance ethnique et religieuse commune et leurs craintes réciproques à l'encontre de la Turquie, ont constitué un terrain d'entente propice à la réalisation d'un partenariat politique et militaire.

Selon toute vraisemblance, le contexte géopolitique transitoire du début des années 1990 a favorisé la mise en œuvre d'une entente gréco-chypriote, fondée sur des intérêts mutuels.²⁹ Le maintien d'un dialogue continu et étroit entre Athènes et Nicosie a conforté le développement d'une coopération opportune pour chacun des deux partenaires en novembre 1993, désignée sous le nom de : «doctrine défensive unifiée des territoires grec et chypriote»³⁰ et annoncée officiellement un an plus tard, en 1994. Ce rapprochement permet aujourd'hui d'assurer une certaine cohésion politique et stratégique entre la Grèce et Chypre. L'objectif à long terme étant en effet de soutenir la constitution d'un espace unifié et ininterrompu entre les deux territoires voisins.³¹ L'accord fixe pour ce faire les règles d'une stratégie commune, qui repose sur un principe d'autodétermination pour tenter de réduire les contraintes de la dépendance militaire vis-à-vis des puissances étrangères. L'alliance bilatérale en question s'applique notamment à créer une logique à la fois défensive et dissuasive, de façon à satisfaire les aspirations et les intérêts de chacun des partenaires; à maintenir un climat de sécurité optimum; à préserver l'intégrité de leur territoire national et donc, à mettre en œuvre un véritable front commun. En cela, toute offensive fomentée contre l'un des deux alliés serait considérée comme une atteinte portée réciproquement à Chypre et à la Grèce. Conformément à cette entente mutuelle post-Guerre froide, les espaces hellène et chypriote déterminent en effet un territoire uni, dont la défense s'organise en commun à la faveur de fondements stratégiques de complémentarité. Dans l'éventualité d'une confrontation entre la Grèce et la Turquie, les forces grecques pourraient ainsi bénéficier de l'appui chypriote. Cela est d'autant plus important en raison de la localisation privilégiée de Chypre à proximité de l'aire turque, susceptible de permettre le lancement d'une action militaire d'envergure contre les centres vitaux du Sud de la Turquie. La défense hellénique disposerait de l'élément chypriote comme une extension naturelle du territoire national grec, notamment dans l'élaboration d'une stratégie de riposte éventuelle à l'encontre d'Ankara. L'aboutissement de cette entente témoigne des liens particulièrement solides et étroits partagés entre Chypre et la Grèce, et n'est pas sans rappeler le concept de l'*Énosis* que le régime dictatorial grec avait repris à

son compte en 1973. Après la division du territoire chypriote en 1974, la menace turque qui pesait sur la République de Chypre a favorisé une forme d'insécurité latente et bouleversé les rapports de force en présence, ce qui a renforcé les appréhensions helléno-chypriotes à l'égard de la Turquie et de surcroît, encouragé la recherche d'une alternative stratégique concrète. Dans un tel contexte d'animosités avérées, le territoire défensif et unifié gréco-chypriote tend à limiter les inquiétudes existantes et participe au maintien d'une certaine stabilité régionale. Cette alliance doit à terme consolider les stratégies défensives des deux États partenaires, dans le but notamment d'entraver une offensive turque éventuelle.

Lors de sa création, l'engagement conjoint susdit devait principalement soutenir les politiques à la fois extérieure et militaire de la Grèce et de Chypre, en particulier face à «l'ennemi» commun turc. L'entente helléno-chypriote a nécessité une coordination progressive des objectifs et des intérêts de chacun, pour éviter toute opposition interne. Le but de cette union est également d'atténuer l'influence américaine dans les affaires nationales grecques et chypriotes, notamment en matière de sécurité et de défense, ainsi que de préserver les intérêts respectifs de Nicosie et d'Athènes, souvent en inadéquation avec ceux des États-Unis. Les efforts en ce sens se focalisent sur la construction d'une aire géostratégique globale, permise par la fusion des territoires hellène et chypriote, dont les visées pourraient être défensives. Cette zone élargie dispose de points d'appui et de relais à la fois insulaires et continentaux, qui confortent l'élaboration d'une approche stratégique aéronavale et terrestre aboutie. La Thrace occidentale, limitrophe de la Turquie, la Crète qui clôture la mer Égée par le Sud, ainsi que Chypre, située non loin du littoral levantin, constituent les aires frontalières de cet espace bipartite.

Au cours de la Guerre froide, l'importance et la singularité géostratégiques de Chypre ont inscrit son territoire dans des schémas militaires régionaux contradictoires, qui ont eu pour conséquence de soumettre Nicosie à l'influence des États-Unis et de l'Union soviétique. L'achèvement des rivalités Est-Ouest n'a pas véritablement changé la donne, bien que la question chypriote ait compromis l'ingérence et la tutelle protectrice des puissances étrangères dans les affaires méditerranéennes. L'impasse consécutive à cette crise sans précédent a temporairement entravé le fonctionnement de la défense occidentale en Méditerranée du Centre-Est, dans la mesure où elle a exacerbé des questions litigieuses inextricables dont les effets sont multiples et complexes. À défaut de pouvoir établir un compromis acceptable en faveur des parties en présence, le problème chypriote marque durablement l'Est-méditerranéen, mettant l'accent sur des rivalités locales particulièrement virulentes, ainsi que sur l'impuissance des instances européennes et internationales à cet égard.

La prépondérance de Chypre dans l'optique géostratégique et géopolitique actuelle

Aujourd'hui, l'un des enjeux majeurs du bassin méditerranéen dépend de sa «ceinture Nord» et plus exactement, de son verrou oriental. Celui-ci est protégé par la complémentarité géostratégique de la Grèce, de la Turquie et de Chypre, ainsi que par la position charnière de l'Iran qui prolonge le territoire turc. S'agissant plus précisément de l'île chypriote, elle détient une position privilégiée dans l'Est-méditerranéen, à l'arrière du golfe Arabo-Persique et de l'isthme de Suez. Chypre est en effet située à proximité des zones de tensions proche-orientales et de ce fait, accueille un dispositif de défense et de surveillance qui couvre la façade levantine. Cette île géographiquement excentrée ne cesse de constituer, depuis la Guerre froide, la couverture stratégique d'Israël, dans la mesure où elle détermine une ouverture terrestre et un relais maritime potentiels pour le territoire israélien. De plus, Nicosie partage des valeurs occidentales non antagonistes avec Tel-Aviv. L'espace chypriote est donc susceptible de constituer un accès à la mer pour les forces israéliennes, dont le territoire ne bénéficie pas d'une profondeur stratégique suffisante. Chypre est également positionnée sur le principal axe de défense méridional turc, ce qui peut déterminer un danger éventuel et immédiat pour la Turquie en cas de conflit. Dans le même temps, le territoire chypriote conjugue des caractéristiques géostratégiques opportunes pour la Russie, qui tente de se rapprocher des États méditerranéens afin de contrebalancer l'influence des États-Unis dans la région. Chypre n'est distante que de 75 km des côtes turques, elle est encadrée par la façade levantine à l'Est et au Sud, se situe non loin du canal de Suez et à proximité de la base militaire russe de Tartous sur le littoral syrien, et de surcroît, occupe une position géographique charnière particulièrement stratégique à l'extrémité du bassin oriental de la Méditerranée. En cela, le territoire chypriote demeure un enjeu important de la stratégie américaine et russe, relative à la région. Les contentieux inhérents à cet espace sont en effet susceptibles d'exacerber les rivalités de pouvoir à la fois locales et régionales, ainsi que les luttes d'influence qui s'exercent entre les puissances extérieures dominantes non riveraines de l'Est-méditerranéen, notamment en période de crise ou de tensions. Chypre conserve un intérêt significatif sur le plan stratégique depuis la fin de la Guerre froide, en dépit de l'évolution de la stratégie militaire qui ne rend plus nécessaire le maintien de ports d'escale et limite l'utilisation des bases d'écoute au profit des radars et des satellites. Pour autant, le rôle de l'île chypriote a considérablement changé, mettant en exergue de nouveaux enjeux qui privilégient les régions situées à l'Est de la Méditerranée orientale. Aussi, l'évacuation du pétrole caucasien et centre-asiatique

vers la baie d'Iskenderun requiert-elle le contrôle et la surveillance ininterrompue des voies de communication maritimes qui encadrent l'espace chypriote. À cet égard, la complémentarité territoriale entre la Turquie et Chypre est essentielle à la mise en œuvre d'une stratégie de contrôle des ressources énergétiques et de surcroît, à l'efficacité de la logique de puissance américaine dans la région.

Selon toute vraisemblance, Chypre constitue aujourd'hui un élément fondamental de la stratégie occidentale dans l'Est-méditerranéen. Elle peut permettre des projections maritimes et aériennes vers l'isthme de Suez, et contribuer à parfaire la logique militaire américano-otaniennne dans les régions alentour. Il faut dire que la proximité entre le territoire chypriote et le littoral levantin³² est particulièrement propice à la surveillance et à l'écoute des communications tant du Proche-Orient que de Suez. L'une des sections les plus importantes au monde de la *CIA* y est installée.³³ Ce pôle stratégique du renseignement américain est un point d'appui privilégié pour l'observation et le renseignement appliqués au Moyen-Orient et à l'Asie. Bien que les États-Unis n'aient toujours pas de facilités militaires à Chypre, ils peuvent disposer des bases britanniques présentes sur l'île dans le cadre de l'OTAN. En outre, la proximité géographique de Chypre avec la base aérienne d'Incirlik, qui est aujourd'hui l'un des principaux dispositifs militaires du bassin méditerranéen, est susceptible d'inscrire le territoire chypriote dans des schémas d'action intégrant la Turquie: cela notamment afin de compléter les missions militaires assignées aux bases britanniques présentes sur l'île et de conforter la stratégie régionale des États-Unis qui implique l'utilisation des commodités turques attenantes. Il est donc possible, depuis le territoire chypriote, de renforcer la position de la Turquie grâce à l'envoi de forces militaires sur place en cas de conflit, de surveiller l'espace anatolien, ainsi que d'observer le canal de Suez et la façade levantine jusqu'au golfe Arabo-Persique.

Depuis le lancement de la stratégie de l'endiguement ou du «*containment*» en mars 1947, la Méditerranée orientale constitue un espace stratégique prépondérant de la logique de puissance et de contrôle des États-Unis. La région est associée à une défense en réseau tripartite, qui s'appuie sur la complémentarité géographique de la Grèce, de la Turquie et de Chypre. Cette stratégie triangulaire «gréco-turco-chypriote» conjugue des fonctions défensives à la fois sur le plan offensif et dissuasif, ainsi que des capacités de surveillance ininterrompues, à l'échelle régionale. La combinaison de ces potentialités militaires assure l'organisation d'une défense flexible et efficace, sous l'égide des États-Unis et de l'OTAN, en Méditerranée orientale ainsi que dans ses zones adjacentes. Conformément à cette approche régionale, la fonction principale des bases

militaires chypriotes, grecques et turques est à présent de servir d'assise à une série d'actions en direction des régions couvertes par les capacités de projection conjointes de la Grèce, de la Turquie et de Chypre, ainsi que de soutenir des opérations sur des territoires où les États-Unis disposent de points d'appui, c'est-à-dire au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie centrale. Aujourd'hui, Chypre, la Grèce et la Turquie ne s'opposent plus à une menace unilatérale, telle que l'URSS au cours de la Guerre froide, mais à un danger plurilatéral qui souligne la diversification actuelle des fronts à combattre. Dans le cadre de la stabilisation géopolitique de l'Est-méditerranéen, les territoires chypriote, hellène et turc sont inclus dans une zone à la fois névralgique et de vulnérabilité, du fait de la complexité et de la multiplicité des menaces régionales, de l'enjeu pétrolier propre à cet espace géographique charnière et par suite du danger terroriste qui crée une donne stratégique globale. La maîtrise des crises inhérentes à la région repose sur l'efficacité et les capacités d'adaptabilité de la stratégie américano-otaniennne, à laquelle les bases militaires turques, hellènes et indirectement chypriotes sont associées. En somme, la souplesse et la flexibilité de ce dispositif stratégique régional dans le temps et l'espace permettent de maintenir un champ de projection ouvert sur l'ensemble des zones limitrophes du bassin oriental de la Méditerranée.

Les attentats terroristes de 2001, de même que la fin de la Guerre froide en 1991 et la division du territoire chypriote en 1974, ont introduit des ruptures successives dans la continuité de la stratégie occidentale, en particulier américaine, dans l'Est-méditerranéen. Pour autant, Chypre, la Grèce et la Turquie demeurent des bases arrière déterminantes et nécessaires pour toute intervention militaire aboutie, située dans l'Est, le Sud et le Nord du bassin méditerranéen. Les trois territoires constituent des pôles de stabilité, limitrophes des Balkans, de l'Asie centrale, du Proche- et du Moyen-Orient; ils déterminent corollairement des «plaques tournantes» des réseaux terroristes arabes, ainsi que l'entrée privilégiée de ces derniers en Europe. La présence durable d'infrastructures défensives sur place permet le maintien de moyens et de capacités stratégiques optimales; tandis qu'elle assure une rapidité d'action indispensable à l'efficacité du dispositif américano-otanienn dans les territoires qui encadrent l'Est-méditerranéen. Il est vrai que l'arc de crise et l'épicentre des enjeux géostratégiques et géoéconomiques actuellement privilégiés par les puissances dominantes se situent entre le Proche-Orient et l'Asie centrale, ce qui correspond à une aire géographique élargie où de nombreux conflits et la plupart des gisements pétroliers de la planète sont concentrés. Les territoires chypriote, hellène et turc constituent à cet égard des pôles géostratégiques primordiaux, attendu que leurs capacités de projection couvrent ces régions névralgiques de la stratégie mondiale.

La Méditerranée orientale présente également un intérêt singulier et grandissant pour la Russie. Il convient de rappeler qu'elle est une voie d'accès vers les mers chaudes et constitue le plus court chemin entre la mer Noire et l'océan Indien, si bien que le canal de Suez détermine une artère maritime stratégique pour Moscou depuis la Guerre froide. Il faut dire que l'Est-méditerranéen demeure un espace privilégié pour l'exportation du pétrole caucasien et caspien sous l'égide de la Russie. Or, depuis la décomposition de l'URSS, le gouvernement russe subit les incidences d'une crise intérieure importante, qui tend à gêner ses aspirations géoéconomiques régionales. Héritière de l'Union soviétique, la Russie s'efforce de développer son influence ainsi que de renforcer son rôle stratégique dans la région, afin d'y protéger les enjeux qu'elle considère comme prépondérants. Dans le prolongement de cette politique régionale, Moscou a conclu un accord commercial avec Nicosie pour la vente de missiles antiaériens aux Chypriotes-grecs en janvier 1997.³⁴ À cette occasion, les autorités russes ont rappelé leur attachement à la région et leur rôle à la fois déterminant et équilibrant en Méditerranée orientale. La Grèce a jugé ce rapprochement globalement favorable, dans la mesure où il est susceptible d'atténuer ses craintes à l'égard de la Turquie. Il est vrai que le maintien des forces turques dans le Nord de Chypre tend à conforter les tensions turco-hellènes. Dans le même temps, la poursuite de la détente des relations entre Athènes et Ankara, débutée entre 1996³⁵ et 1999,³⁶ semble contribuer favorablement à la stabilisation de l'Est-méditerranéen.³⁷ Dans l'hypothèse d'une résolution partielle ou totale du conflit gréco-turc, Chypre ne pourrait en effet plus constituer un tremplin stratégique pour la Russie, qui tente de se rapprocher de Nicosie pour signifier son rôle privilégié dans la région. Rappelons que l'île chypriote détient une position pour le moins névralgique dans l'Est-méditerranéen et y constitue à cet égard un bastion important de la défense occidentale. Les tentatives de pénétration russes en Méditerranée orientale quelques années après la déliquescence de l'Union soviétique réaffirment la volonté de Moscou de se distinguer de la politique régionale américaine et de surcroît, de s'y opposer. Les autorités russes essaient de conserver, voire de renforcer dans certains cas, leur influence régionale au sein de cet espace charnière, dans le but notamment de permettre le désenclavement de leur territoire et précisément, de maintenir une ouverture maritime ininterrompue depuis le flanc Sud-Ouest de la Russie jusque sur les rives de l'Est-méditerranéen. La situation géographique de Chypre est de ce point de vue primordiale. Le pétrole russe et les nombreuses convoitises qu'il suscite, du fait de sa portée géoéconomique grandissante, agissent sur l'équilibre des géostratégies globales de la région. Le silence somme toute relatif, qui a fait suite à la chute de l'URSS –

qualifiée de «*plus grande catastrophe de l'histoire russe*»³⁸ par Vladimir Poutine, lors de sa présidence – ne correspond aucunement au retrait définitif de la Russie du théâtre géopolitique méditerranéen. En dépit de la restructuration du dispositif militaire américain et malgré le déploiement de nouvelles structures occidentales dans la région, le gouvernement russe n'abandonne en effet nullement cette ouverture maritime particulièrement stratégique: cela tend corollairement à accroître l'importance de la Turquie, de la Grèce et de Chypre, dont les territoires sont soumis à des luttes d'influence grandissantes et durables.

D'un point de vue strictement stratégique, l'élargissement de l'Alliance atlantique à certains États issus de l'ancien glacis soviétique – adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'Alliance atlantique en 1999; puis intégration de la Bulgarie et de la Roumanie en 2004 – ne remet pas en cause le rôle fondamental des territoires chypriote, hellène et turc, en raison notamment de leur position géographique respective dans l'Est-méditerranéen et du fait de la présence durable de bases et de commodités militaires, sous l'égide des États-Unis, de l'OTAN et de la Grande-Bretagne, sur place. Il faut dire que la logique réticulaire affectée au dispositif défensif américano-otanien en Méditerranée orientale assure une cohésion pérenne et surtout optimale au triangle géostratégique «helléno-turco-chypriote» depuis la Guerre froide. La complémentarité à la fois géographique – entre les territoires susdits – et surtout fonctionnelle – conjugaison des capacités stratégiques et militaires –, qui associe Chypre, la Turquie et la Grèce dans des schémas d'action réciproques depuis les années 1950 et 1960, tend à conforter la connectivité, c'est-à-dire le degré de connexion, entre ces trois espaces limitrophes. En ce sens, le rayonnement et le rôle géostratégiques de l'île chypriote dépendent en partie de l'importance des territoires hellène et turc en la matière – et inversement –, ainsi que des enjeux qui leur sont conjointement liés. Il convient de préciser à cet égard que la portée stratégique de Chypre a été considérablement renforcée, par suite de son intégration dans l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. En effet, l'île chypriote constitue à présent l'État le plus oriental de l'U.E. – la Grèce occupait jusque-là cette position géostratégique fondamentale – et de surcroît, détermine la frontière d'un espace qui s'étire aujourd'hui non loin des eaux levantines: une situation qui semble répondre favorablement au déplacement vers l'Est des menaces et des enjeux désormais privilégiés par l'OTAN et les États-Unis, et donc, correspondre à l'évolution géographique des objectifs stratégiques actuels...

Vers la redéfinition des équilibres géostratégiques régionaux

Les équilibres géostratégiques en Méditerranée orientale, pour lesquels la problématique chypriote constitue une question centrale et déterminante, sont depuis peu marqués par une dynamique triangulaire qui oppose la Turquie, Israël et Chypre. Selon toute vraisemblance, l'éventualité d'un conflit énergétique dans l'Est-méditerranéen ne serait pas à exclure dans un contexte géopolitique et stratégique régional particulièrement instable, conforté par une inflexion hégémonique turque étroitement liée aux importantes réserves pétrolifères et gazières dans la région, ainsi que par la volonté israélienne d'exploiter une partie des ressources naturelles en question et la récurrence de la problématique chypriote. Le déploiement militaire mis en œuvre par Ankara en Méditerranée orientale au mois de septembre 2011, en particulier le renforcement des patrouilles navales sur le terrain, semble confirmer l'ambition du gouvernement islamo-conservateur turc – AKP³⁹ – d'étendre son influence sur un périmètre autrefois inclus dans la sphère impériale ottomane – le Premier ministre du pays: Monsieur Recep Tayyip Erdogan, a rappelé à cet égard les liens historiques de la Turquie avec ce territoire. Depuis 2010, la volonté de maintenir et de consolider la puissance régionale turque met en lumière une logique davantage militaire *Hard Power* –, au détriment d'une approche plus diplomatique – *Soft Power* –, portée par une volonté d'apaisement des tensions avec les États voisins. S'agissant des relations turco-israéliennes, les démonstrations de force, présentées comme des mesures de rétorsion à l'encontre d'Israël,⁴⁰ constituent une véritable rupture, somme toute opportune, si l'on considère les oppositions grandissantes d'Ankara à l'encontre du gouvernement israélien au sujet des réserves énergétiques de la région. D'importants gisements, notamment gaziers, ont en effet été découverts dans les eaux territoriales chypriotes, israéliennes et libanaises. La signature d'un accord entre Nicosie et Tel-Aviv en décembre 2010, ayant pour principal objectif de délimiter la frontière maritime⁴¹ entre les deux États et donc de faciliter la prospection, est aujourd'hui largement contestée par la Turquie. Les positions militaires turques au Nord du territoire chypriote tendent en effet à exacerber les aspirations irrédentistes d'Ankara, relatives aux ressources énergétiques limitrophes. La Turquie souligne notamment le fait que les zones concernées par ces prospections seraient sous la surveillance continue de la marine et de l'aviation turques, attendu que les dissensions sur Chypre et la partition de son territoire demeurent. Pour autant, un accord entre Ankara et la «République turque de Chypre du Nord – RTCN» a d'ores et déjà été conclu, afin de permettre à la compagnie pétrolière turque TPAO de s'implanter dans les eaux septentrionales chypriotes. Il est à noter que la Turquie avait procédé par le passé à des ma-

nœuvres navales d'intimidation, afin d'entraver l'exploration d'hydrocarbures au sein de l'espace maritime de l'île de Chypre. Aujourd'hui, la situation dans l'Est-méditerranéen est inquiétante. L'affirmation de la menace turque, consécutive aux questions pétrolières et gazières, s'associe à un important déploiement militaire en Méditerranée orientale. Le renforcement des mouvements de la flotte et de l'aviation turques dans la zone, notamment en mer Égée, l'augmentation significative des vols d'observation, en particulier sur l'île grecque de Kastélorizo dans le Sud-Est-méditerranéen et l'envoi de plus d'une dizaine de bateaux militaires au Nord de Chypre, contribuent à conforter l'éventualité d'un danger imminent. Le pré-positionnement corollaire des forces adverses, en particulier le déploiement de l'escadre israélienne chargée de la sécurisation des forages régionaux, le maintien de quelques navires de guerre grecs à proximité de Kastélorizo et de Chypre, la préparation des armées navale et de l'air helléniques en cas de crise, ainsi que la mise en état d'alerte des bases militaires chypriotes sous l'égide britannique, attestent en effet d'une situation géostratégique de plus en plus conflictuelle...

De toute évidence, cette crise énergétique initialement tripartite remet en question l'axe israélo-turc débuté en 1996⁴² – puis renforcé la décennie suivante –, de même qu'elle accroît les tensions inhérentes à la problématique chypriote et de surcroît, entrave les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. La stratégie de domination spatiale soutenue par Ankara, que suscitent ces enjeux géoéconomiques et énergétiques grandissants, semble succéder à la logique d'influence, incontestablement plus flexible, privilégiée par le gouvernement turc depuis quelques années dans son environnement proche. L'hostilité croissante de la Turquie à l'égard d'Israël, susceptible d'encourager une certaine proximité avec le monde arabe, le rapprochement déterminant de Nicosie avec Tel-Aviv, la mise en œuvre d'un pacte de défense gréco-israélien en septembre 2011 du fait des tensions actuelles,⁴³ ainsi que le soutien des États-Unis⁴⁴ et de l'UE aux explorations pétrolières et gazières chypriotes, entraînent la redéfinition progressive des rapports de force régionaux, ainsi que le renforcement de l'instabilité géopolitique dans l'Est-méditerranéen – conflit gréco-turc; mutations déterminantes en Égypte, en Tunisie, en Libye et en Syrie; perpétuation des tensions israélo-palestiniennes... Le développement d'une dynamique géopolitique et sécuritaire nouvelle en Méditerranée orientale ne réaffirmerait-il pas, *in fine*, le rôle charnière de Chypre, à mi-chemin entre l'Orient et l'Occident?

NOTES

1. Profondément marquée par l'hellénisme, Chypre fut conquise par les Turcs en 1571, puis cédée à la Grande-Bretagne par l'Empire ottoman en 1878. En contrepartie, Londres accorda son appui militaire à la Turquie contre l'Empire russe. En 1914, la Grande-Bretagne abrogea le traité de 1878 et annexa Chypre, en raison du soutien de l'Empire ottoman à l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale. Cette annexion fut reconnue par la Turquie dès l'achèvement du conflit, en vertu de l'article 20 du traité de Lausanne signé en 1923.
2. Les dernières troupes britanniques ont quitté Gibraltar en 1991.
3. La Grande-Bretagne et la République de Malte conclurent un accord le 26 mars 1972, qui permettait aux autorités anglaises de baser leurs forces aériennes et navales, ainsi que celles de l'OTAN à Malte. L'accord ne fut cependant pas reconduit en 1979, ce qui obligea les Britanniques à quitter Malte.
4. ZORGBIBE, Charles, 1995, *Histoire des relations internationales de 1945 à 1962*, (Pluriel), Paris, Hachette.
5. VANER, Semih, 1996, «Chypre et l'Union européenne», *Politique étrangère* n° 3/96, automne.
6. Site internet de la CIA: <https://www.cia.gov/>
7. DREVET, Jean-François, 1991, *Chypre, Ile extrême, Chronique d'une Europe oubliée*, Paris, Syros/Alternatives.
8. POIRIER, Lucien, 1988, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Complexe.
9. VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.
10. L'*Eskadra* ou «*Ve Sovmedron*» correspond à la flotte soviétique, affectée à la Méditerranée orientale. Les bâtiments de l'escadre en question ont été détachés du dispositif naval soviétique de la mer Noire durant la Guerre froide.
11. RICHARTÉ, Marie-Pierre, 1995, «*La partition de Chypre. Étude géopolitique en Méditerranée orientale*», Thèse de Doctorat, Paris IV-Sorbonne.
12. *AKEL* est un parti communiste, fondé en 1926. Il fut longtemps soutenu par la majorité électorale chypriote.
13. Chypre est une démocratie présidentielle. L'archevêque Makarios en a été élu le président de la République en 1960, en 1968 puis en 1973. Durant sa présidence, il a choisi de ménager à la fois l'URSS et *AKEL*. Il a rejoint le camp des «non-alignés» pour éviter d'être débordé par l'Union soviétique et le parti communiste *AKEL*, qui soutenait Moscou.
14. VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.

15. Cette lettre envoyée au Premier ministre Ismet İnönü, condamnait l'utilisation éventuelle du matériel militaire de l'OTAN, dans l'hypothèse du débarquement de forces turques sur le territoire chypriote.
16. «Greece and NATO», 1987, *Hellenic Institute for Defense and Foreign Policy*.
17. Il est à noter que cette base militaire est aujourd'hui active.
18. CROUZATIER, Jean-Marie, 1988, *Géopolitique de la Méditerranée*, Paris, PubliSud.
19. VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.
20. BOZDEMIR, Michel, 1989, *Les clés de la Méditerranée, Turquie, Grèce, Chypre*, (dossier n° 25), Paris, FEDN.
21. DREVET, Jean-François, 1991, *Chypre, Ile extrême, Chronique d'une Europe oubliée*, Paris, Syros/Alternatives.
22. «Sovereign Base Areas» ou «S.B.A.S.» signifie en français: «base aérienne souveraine».
23. VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.
24. The Guardian, 5 avril 1982.
25. VANER, Semih, 1996, «Chypre et l'Union européenne», *Politique étrangère*, n° 3/96, automne.
CONSTANTINIDES Stephanos & CATSIAPIS Jean, 2001, *The European Union and Eastern Mediterranean (Cyprus, Greece, Turkey). From the Summit of Helsinki to the Summit of Nice*, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 9 (2), Spring .
26. VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.
27. International Herald Tribune, 21 novembre 1983.
28. En effet, les forces britanniques et celles de l'OTAN ont été retirées de Malte en 1979.
29. COULOUMBIS Theodore A., DOKOS Thanos, ARISTOS Aristotelous, 1996, *Le dogme défensif unifié des territoires grec et chypriote*, Athènes, ELIAMEP.
30. ARISTOS, Aristotélous, 1995, *O Eniaios Amyntikos Choros Elladas-Kyprou / Le territoire de défense unifiée gréco-chypriote*, Athènes, ELIAMEP.
31. STOPHOROPOULOS, Thémios, 1997, «*I Géopolitiki tis Anatolikis Mésogeiou kai to Dogma tou Eniaiou Amyntikou Chorou* / La géopolitique de la Méditerranée orientale et la doctrine de l'espace de défense unifiée», *Yearbook / IDIS*.
32. Chypre n'est éloignée que d'environ 100 km de la Syrie.
33. VANER, Semih, 1996, «Chypre et l'Union européenne», *Politique étrangère*, n° 3/96, automne.

CONSTANTINIDES Stephanos & CATSIAPIS Jean, 2001, *The European Union and Eastern Mediterranean (Cyprus, Greece, Turkey). From the Summit of Helsinki to the Summit of Nice*, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 9 (2), Spring.

34. *Le Monde*, 10 janvier 1997, «L'achat de missiles par Chypre ranime la tension entre Athènes et Ankara».
35. S'agissant des relations bilatérales gréco-turques, l'année 1996 a correspondu à deux événements majeurs: l'un a concerné le contentieux relatif à l'îlot égéen d'*Imia* ou de *Kardak*, pour lequel la Turquie et la Grèce revendiquent l'appartenance territoriale; l'autre est lié à l'émergence du soutien politique hellène, mené par le Premier ministre et chef du gouvernement socialiste Costas Simitis, à la candidature turque auprès de l'Union européenne. Voir Stephanos Constantinides et Paris Arnopoulos, 1996, *The Aegean Dispute*, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 4 (2), Autumn.
36. L'année 1999 a été marquée par un élan de solidarité réciproque, qui a succédé à de violents séismes sur les territoires hellène et turc.
37. BILENER, Tolga, mars-avril 2005, «La Turquie, les Balkans et la Grèce», *Questions internationales*, n° 12.
38. BAVEREZ, Nicolas, 15 mars 2007, «De la guerre froide à la paix glacée», *Le Point*, n° 1800.
39. AKP: Parti de la justice et du Développement.
40. Ces mesures ont été prises par le gouvernement turc après l'intervention des forces militaires israéliennes, le 31 mai 2010, chargées de contraindre les passagers d'une embarcation humanitaire à destination de Gaza.
41. L'accord concerne plus exactement les Zones économiques exclusives - ZEE - des territoires chypriote et israélien. Il doit permettre la recherche commune de gisements sous-marins au sein d'importantes réserves gazières, localisées dans la région.
42. Cette alliance stratégique bilatérale, soutenue par les États-Unis, permettait notamment l'organisation de manœuvres militaires communes, ainsi que le maintien de relations étroites dans une région marquée par de nombreuses tensions.
43. Cet accord entre la Grèce et Israël a été signé secrètement, par suite des manœuvres militaires turques navales et aériennes dans l'Est-méditerranéen.
44. Il convient de préciser que le lancement des prospections gazières dans la Zone économique exclusive de Chypre est mené par une compagnie américaine «*Noble Energy*».

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme, 1961, «La République de Chypre», (Notes et Études documentaires), *La Documentation française*, n° 2800.
- ARISTOTELOUS, Aristos, 1995, «O Eniaios Amyntikos Choros Elladas-Kyprou / Le territoire de défense unifiée gréco-chypriote», Athènes, *ELIAMEP*.
- ATTALIDES, Michael, 1979, *Cyprus, Nationalism and International Politics*, Edinburgh, Q Press Ltd.
- BAVEREZ, Nicolas, 15 mars 2007, «De la guerre froide à la paix glacée», *Le Point*, n° 1800.
- BILENER, Tolga, mars-avril 2005, «La Turquie, les Balkans et la Grèce», *Questions internationales*, n° 12.
- BITSIOS, Dimitri, 1975, *Cyprus, the Vulnerable Republic*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies.
- BLANC, Pierre, 1998, «Chypre, une île à hauts risques», *Revue de Géographie et de Géopolitique Hérodote*, n° 90.
- BLANC, Pierre, 2000, *La déchirure chypriote: géopolitique d'une île divisée*, (Histoire et perspectives méditerranéennes), Paris, L'Harmattan.
- BLONDY, Alain, 1998, *Chypre*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BOZDEMIR, Michel, 1989, *Les clés de la Méditerranée, Turquie, Grèce, Chypre*, (dossier n° 25), Paris, FEDN.
- COULOUMBIS Theodore A., DOKOS Thanos, Aristos Aristotelous, 1996, «Le dogme défensif unifié des territoires grec et chypriote», Athènes, *ELIAMEP*.
- CONSTANTINIDES Stephanos, ARNOPOULOS Paris, 1996, *The Aegean Dispute*, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 4 (2), Autumn.
- CONSTANTINIDES Stephanos, CATSIAPIS Jean, 2000, *The European Union and Eastern Mediterranean after Helsinki, Cyprus-Greece-Turkey*, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 8 (2), Autumn.
- CROUZATIER, Jean-Marie, 1988, *Géopolitique de la Méditerranée*, Paris, PubliSud.
- CROUZET, François, 1973, *Le conflit de Chypre: 1946-1959*, (Études de cas de conflit internationaux), Bruxelles, Éditions Émile Bruylant, 2 tomes.
- DREVET, Jean-François, 1991, *Chypre, Ile extrême, Chronique d'une Europe oubliée*, Paris, Syros/Alternatives.
- DREVET, Jean-François, 2000, *Chypre en Europe*, (Histoire et perspectives méditerranéennes), Paris, L'Harmattan.

ÉMILIANIDES, Achille, 1982, *Histoire de Chypre*, (Que sais-je?), Paris, Presses Universitaires de France.

ERTEKUN, Necati, 1981, *The Cyprus Dispute and the Birth of the Turkish Republic of Northern Cyprus*, Oxford, K. Rustem and Brother.

FEYZIOGLU, Tuhra, 1984, *Chypre, mythes et réalités, documents sur le problème de Chypre*, Ankara, Institut de Politique étrangère.

«Greece and NATO», 1987, *Hellenic Institute for Defense and Foreign Policy*.

International Herald Tribune, 21 novembre 1983.

KASSIANIDES, Yoann, 2005, *La politique étrangère américaine à Chypre (1960-1967)*, Paris, L'Harmattan.

Le Monde, 10 janvier 1997.

PÉCHOUX, Pierre-Yves, 1976, «Les dimensions géographiques d'une guerre localisée: Chypre, 1974-1976», *Revue de Géographie et de Géopolitique Hérodote*, n° 3.

PÉCHOUX, Pierre-Yves, 1988, «Chypre, géopolitique d'une île fracturée», *Revue de Géographie et de Géopolitique Hérodote*, n° 48.

PÉCHOUX, Pierre-Yves, 1998, «Lettre des frontières de Chypre», *Revue de Géographie et de Géopolitique Hérodote*, n° 90.

POIRIER, Lucien, 1988, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Complexe.

POLYVIOU, Polyvios, 1980, *Cyprus, Conflict and Negotiation (1960-1980)*, London, Duckworth.

Revue Études Helléniques, Printemps 2006, «La France et la question chypriote ou les zigzags de la politique chypriote de la France de 1965 à 2005», Volume 14, n° 1.

Revue Études Helléniques, Automne 2010, «L'Europe du Sud-Est à la croisée des chemins», Volume 18, n° 2.

RICHARTÉ, Marie-Pierre, 1995, «La partition de Chypre. Étude géopolitique en Méditerranée orientale», Thèse de Doctorat, Paris IV-Sorbonne.

STOPHOROPOULOS, Thémos, 1997, «I Géopolitiki tis Anatoliki Mésogeiou kai to Dogma tou Eniaiou Amyntikou Chorou / La géopolitique de la Méditerranée orientale et la doctrine de l'espace de défense unifiée», *Yearbook / IDIS*.

The Guardian, 5 avril 1982.

TRIANTAPHYLLOU, Dimitrios, 2001, *Greek-Turkish Relations in the Era of Globalization*, Herndon (Virginie), Brassey's.

VANER, Semih, 1985, «Chypre, petite île, grandes puissances», *Politique étrangère*, n° 1.

VANER, Semih, 1988, *Le différend gréco-turc*, (Histoire et perspectives méditerranéennes), Paris, L'Harmattan.

VANER, Semih, 1996, «Chypre et l'Union européenne», *Politique étrangère*.

ZORGBIBE, Charles, 1995, *Histoire des relations internationales de 1945 à 1962*, (Pluriel), Paris, Hachette.

CHRONOLOGIE – CHYPRE

OCCUPATION OTTOMANE ET DOMINATION BRITANNIQUE

1571

Chypre est conquise par les Ottomans. Ces derniers organisent sur l'île, alors peuplée de Grecs, l'immigration de quelque 20 000 Turcs musulmans d'Anatolie, qui sont avec les Chypriotes convertis, les ancêtres des Chypriotes-turcs.

4 juin 1878

Au congrès de Berlin, l'Empire ottoman cède à la Grande-Bretagne le droit d'administrer Chypre, mais en garde la souveraineté formelle.

5 novembre 1914

Suite à la déclaration de guerre ottomane aux Alliés, Chypre est annexée par la Grande-Bretagne.

24 juillet 1923

La Turquie vaincue doit reconnaître cette annexion et renonce à toute revendication sur Chypre – traité de Lausanne.

10 mars 1925

L'île devient finalement une colonie de la Couronne britannique. Commence alors un mouvement en faveur de l'autodétermination, qui porte les germes de l'actuel différend gréco-turc, tandis que de nombreux Chypriotes-grecs souhaitent former une union avec la Grèce, l'Énosis, la communauté turque s'y oppose, prônant la partition de l'île, Taksim.

21 octobre 1931

Première révolte des Chypriotes-grecs contre l'occupant anglais, émeute connue sous le nom d'Oktovriana.

15 janvier 1950

Comme l'église orthodoxe chypriote, 96 % des Chypriotes-grecs se prononcent en faveur du rattachement à la Grèce, lors d'un référendum organisé par l'archevêque Makarios III.

Juillet 1954

Les Britanniques élaborent une nouvelle Constitution acceptée par la population d'origine turque, mais rejetée par l'EOKA – Organisation nationale des combattants chypriotes – pro-grecque.

VERS L'INDÉPENDANCE

1^{er} avril 1955

Début de la lutte armée menée par l'EOKA contre les Britanniques.

6-7 septembre 1955

Conférence tripartite entre la Grande-Bretagne, la Grèce et la Turquie sur Chypre et émeutes anti-grecques à Istanbul.

1956

Après la nationalisation du canal de Suez et l'expédition anglo-française contre l'Égypte, Chypre devient la plus grande base militaire britannique en Méditerranée orientale.

15 novembre 1957

La communauté turque crée le TMT – Türk Mudafa Teskilat –, «Organisation de la résistance turque».

1958

Les affrontements intercommunautaires se multiplient, d'abord à Nicosie puis dans toute l'île.

11 et 19 février 1959

Accords tripartites de Zürich et de Londres entre le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie, et signature d'un traité préparant la naissance d'un État chypriote indépendant. Élaboration d'une Constitution, dont le communautarisme est la clé de voûte.

INDÉPENDANCE DE CHYPRE, VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES

16 août 1960

Proclamation de l'indépendance de la «République de Chypre», dirigée par un président grec, l'archevêque Makarios, et par un vice-président turc, Fazıl Küçük. Londres, Athènes et Ankara se portent garants de la souveraineté et de l'intégrité du nouvel État.

30 novembre 1963

Suite à des propositions de modifications constitutionnelles du président Makarios, qui sont perçues par la communauté turque comme visant à abolir les règles essentielles du partage communautaire du pouvoir et à restreindre les droits de la minorité turque, des violences intercommunautaires se déclenchent. Au mois de décembre, les affrontements font plus de 130 morts.

4 mars 1964

Adoption de la résolution 186 de l'ONU créant l'UNFICYP – Force de l'ONU chargée du maintien de la paix à Chypre – forte de 7 000 hommes, chargée d'assurer la surveillance des lignes du cessez-le-feu et le maintien de la zone tampon.

16 septembre 1964

Le Secrétaire général des Nations unies désigne Galo Plaza, ancien président équatorien, médiateur de l'ONU pour Chypre. Il soumet un rapport le 23 juin 1965 qui conclue à la nécessité de contacts et de réunions régulières entre les deux parties pour parvenir à un règlement pacifique du conflit.

19 décembre 1972

Signature d'un accord d'association entre la République de Chypre et la Communauté européenne. Cet accord entre en vigueur le 1^{er} juin 1973.

COUP D'ÉTAT ET DIVISION DE L' ÎLE

15 juillet 1974

Mgr Makarios est renversé par un coup d'État de la garde nationale chypriote, encouragé par la junte militaire au pouvoir à Athènes depuis le 21 avril 1967, qui place à la

présidence un ennemi déclaré des Turcs, Nicolas Sampson, favorable à l'Énosis. L'opération fait 200 morts Chypriotes-grecs.

20 juillet 1974

Le Premier ministre turc, Bülent Ecevit, ordonne l'opération «Attila». Les troupes turques débarquent à Kyrénia dans le Nord de Chypre pour une «opération de paix qui vise à protéger les Chypriotes-turcs».

23 juillet 1974

Chute des «Colonels» au pouvoir à Athènes et fin du putsch à Nicosie où le chef du Parlement, Glafcos Cléridès, assure l'intérim.

24-30 juillet 1974

Les trois puissances garantes de l'indépendance de Chypre – Royaume-Uni, Grèce et Turquie – réunies à Genève, instituent une «zone de sécurité» tenue par les Casques bleus de l'ONU et reconnaissent l'existence de deux administrations autonomes. Elles se réunissent à nouveau en août.

14-16 août 1974

L'armée turque progresse vers l'Est et occupe le Nord de Chypre, soit 38 % du territoire, entraînant la partition de l'île et poussant à l'exil 80 000 Chypriotes-grecs.

À la suite de ces événements, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte un certain nombre de résolutions qui élargissent le mandat de l'UNFICYP, afin que la Force puisse surveiller le cessez-le-feu de facto déclaré le 14 août 1974 ainsi que la zone tampon entre les lignes de la Garde nationale de Chypre et des forces turques et chypriotes-turques.

1^{er} novembre 1974

L'Assemblée générale de l'ONU vote la résolution 3212 demandant le renforcement de l'UNFICYP pour contrôler la «ligne verte» ou «ligne Attila» de 180 kilomètres qui coupe l'île et la capitale Nicosie d'Est en Ouest.

7 décembre 1974

Mgr Makarios revient à la présidence jusqu'en 1977.

13 février 1975

Le dirigeant chypriote turc, Rauf Denktash, proclame «l'État autonome, laïc et fédéré de Chypre».

2 août 1975

Glafcos Cléridès et Rauf Denktash signent à Vienne à l'issue d'un cycle de négociations intercommunautaires, un accord sur l'échange de population. Ainsi, près de 110 000 Chypriotes-turcs sont regroupés au Nord, tandis que 585 000 Chypriotes – dont 180 000 refoulés du Nord – s'installent dans le Sud.

Juin 1976

Rauf Denktash est élu «président de l'État fédéré turc de Chypre».

NÉGOCIATIONS ET PERSPECTIVES EUROPÉENNES

12 février 1977

Rauf Denktash et Mgr Makarios signent à Vienne, sous l'égide de l'ONU, un accord basé sur le principe d'un État fédéral bi-communautaire, bi-zonal et non-aligné.

3 août 1977

Mort de Mgr Makarios, entraînant l'arrêt des négociations et la remise en question de l'accord précédent.

1978

Reprise des négociations avec le successeur de Mgr Makarios, le président Spyros Kyprianou.

19 mai 1979

Rencontre au sommet entre Spyros Kyprianou et Rauf Denktash, sous l'égide de l'ONU, aboutissant à un accord en deux points sur les mêmes bases que l'accord du 12 février 1977.

15 novembre 1983

La République turque de Chypre Nord – RTCN – est proclamée, mais reconnue uniquement par Ankara.

1984-1987

Le Secrétaire général de l'ONU présente en 1984 un avant-projet de paix qui ne connaît pas de suite sérieuse. S'ensuit une série de pourparlers sous l'égide de l'ONU entre Spyros Kyprianou et Rauf Denktash, pour parvenir à une solution négociée, mais aucun progrès n'est enregistré.

30 janvier-2 février 1988

Première rencontre, depuis dix ans, des chefs de gouvernement grec et turc, à Davos en Suisse.

3 juillet 1990

Le gouvernement de la République de Chypre demande son adhésion à la Communauté européenne. Rauf Denktash et Ankara évoquent l'annexion de la « RTCN » par la Turquie.

10 avril 1992

La résolution 750 du Conseil de sécurité de l'ONU réaffirme l'indépendance, l'intégrité territoriale et la citoyenneté unique de l'île, dans le cadre d'une fédération bicommunautaire et bizonale.

25 novembre 1992

La résolution 789 du Conseil de sécurité de l'ONU désigne la partie turque comme unique responsable du manque de progrès dans les négociations et demande une « diminution sensible » des forces turques présentes à Chypre.

14 février 1993

Glafcos Cléridès est élu président de la République de Chypre, 19 ans après son intérim consécutif à la fin du putsch de 1974.

30 juin 1993

Dans un avis, la Commission européenne estime « recevable » la demande d'adhésion de Nicosie et souligne que le gouvernement chypriote l'a faite « au nom de toute l'île ».

Novembre 1993

La Grèce et Chypre signent un accord de défense commune.

6 mars 1995

Le Conseil des Affaires générales de l'Union européenne confirme la recevabilité de la demande d'adhésion de la République de Chypre.

REGAIN DES TENSIONS ET CRISE DES MISSILES

1996

Série d'incidents sur la «ligne verte» et la zone tampon. Le 15 août, Rauf Denktash et Tansu Ciller, ministre turque des Affaires étrangères appellent à la reprise des négociations intercommunautaires.

4 janvier 1997

Le gouvernement Cléridès annonce l'achat de missiles russes S-300. Colère d'Ankara qui menace d'intervenir militairement et décide de négocier de son côté avec la Belgique et les Pays-Bas l'achat de missiles sol-air. L'émissaire américain obtient finalement du président Cléridès un délai de 18 mois avant le déploiement des missiles.

11-15 août 1997

Après une première rencontre le 9 juillet à New York, la rencontre à Genève entre Rauf Denktash et Glafcos Cléridès, sous l'égide de l'ONU, est un échec.

4-5 novembre 1997

Ankara organise au Nord de Chypre les plus grandes manœuvres militaires depuis 1974.

VERS L'ADHÉSION À L'UNION EUROPÉENNE

30 mars 1998

Les négociations d'adhésion de la République de Chypre avec Bruxelles débutent.

La Turquie et la RTCN officialisent la création d'un «conseil d'association» parallèle au conseil d'adhésion de la République de Chypre à l'Union européenne.

5 février 1999

Le gouvernement de la RTCN rejette le déploiement d'une force internationale sur l'île, réclamée par la partie chypriote grecque le 3 février.

4 novembre 2001

Le Premier ministre turc Bülent Ecevit évoque de nouveau une possible annexion de la partie Nord de l'île si la partie grecque adhère à l'Union européenne.

27 novembre 2001

La Turquie déclare rejeter toute formule qui réduirait la communauté turque de Chypre à l'état de minorité et se dit déterminée à sauvegarder ses intérêts sur l'île divisée.

4 décembre 2001

Première rencontre entre Glafcos Cléridès et Rauf Denktash depuis quatre ans. Le sommet a lieu dans la zone tampon séparant le Sud du Nord de l'île. Ils décident d'ouvrir en janvier 2002 des négociations directes pour mettre fin à la division de l'île.

L'ONU ET LE RÉGLEMENT DU CONFLIT

16 janvier 2002

Début des négociations directes, sous l'égide de l'ONU, entre les deux dirigeants qui se rencontrent hebdomadairement.

30 juin 2002

Les négociations se terminent sans qu'un accord de principe n'ait été trouvé.

9 octobre 2002

La Commission européenne recommande que le conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002 accepte l'entrée de Chypre, le 1^{er} mai 2004, dans l'Union européenne.

11 novembre 2002

Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, présente un plan au Conseil de sécurité proposant la réunification de Chypre en un seul pays sous un gouvernement fédéral, composé de deux États égaux. Ce plan est remis à Glafcos Cléridès et Rauf Denktash, qui doivent se prononcer sur les propositions du plan avant la date limite du 28 février 2003.

12-13 décembre 2002

À l'issue du Conseil européen de Copenhague, la République de Chypre est officiellement reconnue comme l'un des 10 nouveaux États qui intégreront l'Union européenne en mai 2004.

16 février 2003

Tassos Papadopoulos, chef du parti de Centre-Droit Diko, est élu président de la République de Chypre avec 51,51% des voix contre le président sortant, Glafcos Cléridès, qui recueille 38,80 % des suffrages.

11 mars 2003

Faute d'accord entre le nouveau président Tassos Papadopoulos et Rauf Denktash sur le plan proposé par l'ONU, Kofi Annan réunit les deux hommes à La Haye pour de nouvelles négociations et propose que son plan de paix soit directement soumis à référendum dans les deux parties de l'île, le 30 mars 2003. Rauf Denktash refuse cette solution, estimant le plan «inacceptable» pour les Chypriotes-turcs.

16 avril 2003

Signature du traité d'adhésion à l'Union européenne par la République de Chypre.

Avril 2003

Ouverture ponctuelle de la frontière entre les deux parties du territoire insulaire chypriote.

24-31 mars 2004

Négociations quadripartites – Grèce, Turquie, Chypriotes-grecs et -turcs – en Suisse. Le Secrétaire générale de l'ONU, Kofi Annan, soumet son plan de réunification de l'île, «révisé et amendé» et tente de parvenir à un accord avant l'adhésion de Chypre à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. En raison de désaccords persistants entre les parties, Kofi Anna

décide de soumettre son plan par référendum aux deux communautés le 24 avril 2004.

24 avril 2004

Référendums à Chypre sur la réunification de l'île: les Chypriotes-grecs rejettent massivement le plan de réunification de l'ONU par 75,83% des voix, alors que les Chypriotes-turcs le plébiscitent avec 64,91 % de «oui».

1^{er} mai 2004

Intégration officielle de la République de Chypre dans l'Union européenne. La partition du territoire chypriote est maintenue: le droit communautaire ne s'appliquera donc pas à la partie occupée du Nord de l'île.

20 février 2005

Élections législatives anticipées en «République turque de Chypre Nord «ou» RTCN»: le parti républicain turc – CTP, Centre-Gauche – du Premier ministre Mehmet Ali Talat, favorable au plan de réunification de l'île proposé par l'ONU, remporte les élections avec 44,5% des voix.

2008

L'Euro devient la monnaie officielle de la République de Chypre.

THE SECURITY ISSUE OF THE CYPRUS PROBLEM

Phivos Klokkaris*

RÉSUMÉ

L'auteur définit la question de la sécurité du problème de Chypre dans sa véritable dimension. Il soutient que la sécurité est une condition préalable à la paix, la liberté et la démocratie. La stabilité à long terme de la région dépend de l'application de ce principe de la même façon à Chypre comme à tous les Etats de la région.

ABSTRACT

The author defines the Security issue of the Cyprus Problem in its proper dimension. He argues that security is a prerequisite to peace, freedom and democracy. The long term stability of the region depends on the application of this principle in equal measure to Cyprus as to all the states of the region.

Introduction

Negotiations are currently underway for a new political settlement in Cyprus.

Solving the security problem of Cyprus is a key element in these negotiations. Bearing in mind that solutions are often determined by the way a problem is defined, it is important to cast the *Cyprus Security Problem* in its proper dimensions.

The current threats to Cyprus security, both internal and external, can be traced back to the birth of the Republic of Cyprus and before. Historically, external threats came from Cyprus's volatile geopolitical environment and the competing interests of regional and global actors. Internal threats have emanated from the ethnic and religious differences among Cypriots and the way that such differences were exploited by external actors, mainly by Britain and Turkey.

* Lieutenant General (Ret.)

What is important at this point is to assess the current and future relevance of such threats. This will help define the security problem of Cyprus more accurately and help provide solutions that will make sense both for Cyprus as well as for Western security in this troubled region of the world.

Geopolitics

Cyprus, in the course of its long history, suffered greatly and indeed is still suffering as a result of its geostrategic importance. Strong regional and global powers have always sought control of the island as a means of advancing their own national interests. In its more recent history Cyprus has suffered what is perhaps the most serious attack on its geographical integrity and its national identity. The Turkish invasion of 1974 and the ensuing military occupation of a large part of Cyprus was followed by a deliberate attempt to alter the island's demographic character by illegally transferring thousands of Turkish settlers to the island.¹ Turkey's intention is to increase the Turkish Islamic ethnic element in Cyprus at the expense of the islands' Greek Christian population (in violation of international law) and establish a regime subject to Turkish hegemony. The location of Cyprus between the main oil producing, and oil consuming, regions of the world emphasises its geostrategic importance. Cyprus is located next to vital trade and oil routes that stretch from Central Asia through the Middle East and the Suez Canal to Europe. It is close to oil sources and their pipeline terminals on the Eastern Mediterranean coast (on the Turkish part Ceyhan and on the Israeli part Haifa). Ceyhan especially is emerging as an important energy link across from Cyprus on the Alexandretta Gulf of Turkey. The Kirkuk-Ceyhan pipeline transfers oil from north Iraq to the West through Ceyhan, and the sea lanes along the northern coast of Cyprus. The Baku-Tbilisi-Ceyhan (BTC) pipeline transfers oil from the Caspian Sea to the West through Turkey, and the sea corridor north of Cyprus. There are also plans to ship oil from Ceyhan to India, through the port city of Ashkelon in Israel and then by pipeline to the Red Sea port of Eilat where it can be shipped to East Asia.²

Cyprus also forms a communication and intelligence bridge between Asia, Africa and Europe. The bulk of air transportation from Europe to the Middle East crosses the Cyprus airspace. Important infrastructure supports air and naval military operations in the Middle East, surveillance over the Eastern Mediterranean, as well as intelligence gathering and communications monitoring of the Middle East, North Africa and beyond. Broadcasting stations for military purposes and propaganda, and state-of-the-art intelligence installations on the British military bases form part of the Echelon System.³

The fact that the British military bases in Cyprus are among the few overseas military facilities to have been retained by the UK into the twenty first century, underscores their geostrategic importance. They are necessary to the UK to secure its national interests in the area, especially those related to security and energy. The geopolitical importance of both Cyprus and the British military bases on the island has increased in recent years as a result of the increased instability in the Middle East with the escalating Israeli-Palestinian conflict, the Lebanon crisis, and the wars in Gaza, Iraq and Afghanistan.

Turkey

Turkey plays a significant role in shaping the security environment of Cyprus. Therefore, it is necessary to analyse its intentions and aspirations for Cyprus. Turkey has made it clear that it aims to become a strong regional power in the Middle East, the Southern Balkans and the Caucasus region. Turkey's efforts to secure this objective include the assumption of a hegemonic attitude over its neighbours coupled with an intensive military build-up. Large military forces backed by large military industrial and procurement programmes, and a strong war industry help ensure Turkey's importance as a NATO Member. Its regional role is emphasized with large-scale participation in UN sponsored multinational forces and EU sanctioned activities.

Turkey's regional role is further strengthened through its control of vital energy routes to the West, such as the Ceyhan terminal of the BTC, Kirkuk pipelines and water resources to the Middle East through the harnessing of the sources of the Tigris and Euphrates rivers.

Exploitation of its geostrategic importance and its considerable leverage over its relations with the US, Russia, the EU, the Middle East, the Balkans and the countries of the Caucasus region has helped Turkey obtain additional political, military and economic benefits. At home, Turkey has discredited the Kurdish independence movement and has succeeded in branding the PKK as a 'terrorist' organisation, and therefore undeserving of any international support. On the contrary, Turkey has successfully induced the EU and successive US governments into providing it with billions of dollars and Euros in military and economic aid, and has even convinced Russia to accept a redefinition of Turkish role in the Black Sea region.⁴

Moreover, Turkey's declared opposition to the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq aims to further frustrate secessionist efforts of its own Kurdish minority and help Turkey pursue additional privileges for western exploitation and transfer of northern Iraqi oil.

With the encouragement of the US, Turkey has increased its mediation role in the Middle East and even offered to mediate between Russia and Georgia. Similarly, Turkey's efforts to join the EU, with the help of the US, and the UK, aims to increase its geopolitical importance. So does its cooperation with the US in the war against terrorism, the cessation of the Iranian nuclear programme and the stabilisation in Iraq and the Caucasus area. Turkey strengthens its cooperation with Syria and the Palestinians while the Israeli-Turkish strategic cooperation is deteriorating.

In the Aegean Sea however, Turkey continues its aggressive policy. Through military power projection and systematic violations of Greek sovereign rights over sea and air space, Turkey aims to change the existing status quo between the two countries. In Western Thrace, Turkish policy has focused on using the Muslim minority as a tool for political pressure on Greece.⁵

As far as Cyprus is concerned, Turkey pursues the strategic objective established in the 1950s by Nihat Erim, a well-known Turkish jurist and later politician who was instrumental in defining Turkish policy toward Cyprus. In his 1956 Cyprus-related reports,⁶ Erim called for Turkish intervention rights and the presence of Turkish military forces in Cyprus to ensure the security of the south coast of Turkey and enhance the Turkish role in the Middle East, and Eastern Mediterranean. This objective was secured with the Treaties of Guarantee⁷ and Alliance⁸ which were made part of the 1960 Cyprus settlement. Erim further counselled in favour of partition of Cyprus and demographic change of the island by encouraging Turks to come to Cyprus from abroad. Nihat Erim was the Turkish Prime Minister Menderes' adviser on the Cyprus issue and he supported that "Cyprus was never Greek".⁹

Today, with the northern part of Cyprus being under occupation of strong military forces, the Turks felt that they could easily extend their political control over the entire island and could therefore extend their geopolitical control further over the Eastern Mediterranean.

Erim's objectives were fully implemented by the Turkish invasion and occupation of northern Cyprus in 1974. The expulsion of the Greek inhabitants in the north, and their replacement by mainland Turks in violation of international law, as well as the 1983 unilateral declaration of independence of the illegal Turkish Republic of Northern Cyprus (the "TRNC"),¹⁰ can all be traced back to Erim's grand plan.

Over the past 35 years, Turkey's objectives have received strong support from the USA and the UK. Such support was particularly manifested in connection with the 2004 plan for the settlement of the Cyprus problem, sponsored by UN

Secretary General Kofi Annan. The “Annan Plan”, as it came to be known, envisioned a demilitarised Cyprus with limited sea and air sovereign rights, with Turkey having effective control over the whole island (intervention rights for Turkish military forces that were to remain in Cyprus indefinitely).¹¹

To further ensure this outcome, Turkey refused to accept inclusion in the Annan Plan of any legislation of the Republic of Cyprus regarding the establishment of the continental shelf and sea zones. The Turkish side also refused to accept the agreement signed in 2003 between the Republic of Cyprus and Egypt on Exclusive Economic Zones (EEZ), and the exploitation of Cyprus’ considerable offshore oil and gas reserves. It also refused to incorporate the Montreux Convention of 1936.

Turkey also insisted on separate search and rescue responsibilities between the two Cyprus “constituent states”, with the establishment of separate search and rescue co-ordination centres. Turkey demanded, and was successful in incorporating into the Annan Plan, several bilateral agreements between Turkey and the “TRNC” to include the coastal security and search and rescue, which gave Turkey the right to have unlimited access to Cyprus sea and airspace, without having to seek the permission of the “United Republic of Cyprus”.¹²

Furthermore, there were limitations placed on the Republic of Cyprus concerning the disposal of its territory to facilitate military international operations. Any such activity would need the consent of both Turkey and Greece. Any participation of Cyprus in EU – ESDP activities could only occur if such activities did not violate any of the terms of the Treaties of Guarantee and Alliance of 1960.¹³

Based on the provisions of the Annan Plan, the Republic of Cyprus, Greece and Turkey would not have the right to keep navy and air forces in Cyprus. This restriction, however, actually only adversely affected Cyprus and Greece, and not Turkey. Turkey maintains naval and air-force bases on its coast in the Eastern Mediterranean, immediately opposite Cyprus. Turkey would have the right to conduct any aeronautical activity in and around Cyprus without the permission of the Republic of Cyprus, since its bilateral agreements with the “TRNC” gave it that right. The ultimate objective of the Annan Plan was to neutralise the geopolitical role of Greece and Cyprus in the Eastern Mediterranean sea, and to transform Cyprus into a Turkish dependency.

Turkish ability to project air and naval power over and around Cyprus is of great importance because it enables Turkey to control the routes of trade and petroleum from the Far and Middle East through the Suez Canal to the West, as well as the oil pipeline terminals to the Eastern Mediterranean coasts. It also

makes Turkey, together with Britain and Israel, the exclusive guardians of Western interests in the Eastern Mediterranean.

During the current negotiations Turkey has taken every opportunity to emphasize that the area of the Eastern Mediterranean is of great interest to it, for use by its air and naval forces, and disputes the sovereign rights of the Republic of Cyprus over the island's maritime zone and the Nicosia Flight Information Region (FIR).

Turkey's then Minister of Foreign Affairs, Ali Babacan, stated on September 10 2008 that Turkey does not recognise that the two communities (Greek and Turkish) in Cyprus could even discuss the matter of security. This theme has been picked up by the new Turkish Foreign Minister, Ahmed Davutoglu, who has made it clear that the system of guarantees established for Cyprus under the 1960 settlement cannot be altered as this is a matter that affects the stability of the Eastern Mediterranean and the role of Turkey. Similar statements were made by the Chief of the Turkish Armed Forces, General Basboug.¹⁴ Furthermore, Turkey has established a policy of harassing the research efforts, for hydrocarbon resources in Cyprus's EEZ by the use of its naval forces which constitutes a violation of international law.

Despite the accession of Cyprus to the EU, Turkey's occupation forces remain in Cyprus. At present it is estimated that about 43,000 Turkish soldiers, a ratio of 3:1 in comparison with the national guard of the Republic of Cyprus, is stationed in the northern part of the Island.¹⁵

The composition of the Turkish military forces include mechanised and armoured formations (296 tanks, 212 artillery guns, 677 armoured infantry battle vehicles), which are deployed in a forward offensive formation against the free areas.¹⁶ These forces are meant to exercise strong psychological pressure against the Greek Cypriots, in an effort to induce them to accept a solution to the Cyprus problem that would serve the strategic interests of Turkey.

As a result of its 1974 invasion, Turkey perpetuated serious war crimes against the Greek Cypriot people of Cyprus. Many such crimes regarding mistreatment and murder of civilians and prisoners of war have gone unpunished.¹⁷

Turkey is, also in violation of the 1949 Geneva Convention. Since 1974, Turkey has continued illegally and systematically to import Turkish settlers into Cyprus (115,000 by 2003¹⁸ and 160,000¹⁹ by 2008) with the clear intention of altering the island's demographic balance. As a result, the Turkish Cypriots (88,000)²⁰ have become a minority in the North. There are now two Turkish settlers for every one Turkish Cypriot.²¹ Turkey, with provocative statements and actions

organizes naval and air military exercises, and constantly harasses Cyprus government sponsored oil and gas searches within Cyprus's EEZ, continues to challenge the sovereign rights of Cyprus – Montego Bay 1982 International Treaty on the law of sea. Turkey also refuses to recognise that the islands have their own continental shelf and EEZ.

Turkey is systematically trying to force the Republic of Cyprus to stop its programme of oil and gas exploration in the EEZ agreed with Egypt in the sea area south of Cyprus. Turkey also disputes Cyprus's sovereign rights over its air space and continuously violates the Nicosia FIR with military aircrafts which in turn poses a serious threat to civil aviation in the area.

Turkey conducts aeronautical military exercises in this area, notably the exercise codenamed *Seawolf*. In November 2008, Turkish warships harassed the activities of a Norwegian oceanographic vessel acting on behalf of the Republic of Cyprus in its EEZ. The latter, having no way to respond and protect its rights, had no other choice but to refer the incident to the UN. To no avail, however, and with Turkey occupying a seat on the Security Council, no remedy is expected.

Ahmet Davutoglu, the new Turkish Foreign Minister and architect of the “zero problem” theory of Turkish foreign policy, clearly suggests in his theories of Turkey's “strategic depth” that Turkey's benign attitude toward its regional neighbours, by the exercise of a “maximum cooperation” policy in order to bring economic benefits from regional peace, does not include the Republic of Cyprus since it affects Turkish vital interest.²²

Greece

The Greek Cypriots (82% of the total population of Cyprus) waged an anti-colonial liberation struggle between 1966 – 1959, against British rule, with the purpose and willingness to unite the island with Greece. They were unsuccessful in the unification and the result of their struggle was the establishment of the Republic of Cyprus as an independent state in 1960. In fact the nascent republic was imposed upon the people of Cyprus by granting a fettered independence and dysfunctional constitutional arrangements providing extraordinary veto powers to the Turkish Cypriots (18% of the population).

Greece, after the independence of Cyprus and the Turkish Cypriot rebellion of 1963 inspired and organized by Turkey, transferred military forces to Cyprus to protect the Greek Cypriots from Turkish aggression. These forces were withdrawn in 1967. In 1974, Greece during the dictatorship period, staged a coup in Cyprus on July 15, 1974 and overthrew the legal government of

Archbishop Makarios. The illegal intervention, lasted one week and just after the Turkish invasion of Cyprus on July 20 1974, the dictatorship in Greece collapsed.

After the Turkish invasion and the continuation of the occupation of the northern part of the island, the Republic of Cyprus and Greece, established defence cooperation in 1993 to discourage further expansionist intentions of Turkey.

Greece in contrast to Turkey, has never defined itself as a regional actor. Nor has it had any recent imperial history to look back upon with nostalgia. Huge numbers of Greeks were expelled mainly from Turkey as well as other parts of the region. Greece's effort to absorb millions of such victims of ethnic cleansing, plague Greek social and economic order to this day. Today, Greece has neither the political will nor the motivation and mission to project any form of expansionism beyond its borders. Its commitments to the Cyprus issue are focused to help the solution of the problem, rather than expand its role on Cyprus. In this respect, Greece supports the suspending of the obsolete treaties of Guarantee and Alliance of 1960, as well as the intervention rights of her guarantors, Greece, Turkey and Britain. It's an attitude stressing the dedication of Greece to disengage itself from Cyprus, in contrast to Turkey whose strategic interest is to control the island.

Britain

Britain also has an important role for the solution of the Cyprus problem, and the issue of local and regional security. The British intention is to secure and strengthen the regime governing the British bases, and to retain and even extend its control over Cyprus waters. In 2004, Britain insisted on an additional protocol to the Treaty of Establishment of 1960 that included the demarcation by a single British expert of sea zones that the Republic of Cyprus would not have been able to claim as part of its territorial waters.²³

The protocol also gave the UK the right to enjoy complete and unimpeded access for any purpose to the waters adjacent to the sovereign base areas. Any dispute about the interpretation of this additional protocol would have been resolved by consultation, and would not have been referred to any international tribunal or third party for settlement.

The British bases are a colonial remnant, and in some quarters of the British policy establishment, it is apparently felt that this may ultimately create problems. The Annan Plan, therefore, presented the opportunity to have secured the UK's legal rights over the territory by popular referendum.

The UK even offered a large part of the British bases to Cyprus to urge implementation of the 2004 Annan Plan. Britain's 2004 offer should be seen in conjunction with efforts to secure the full demilitarisation of Cyprus and the elimination of the island's role in the context of ESDP. Such British willingness to swap part of the territory of the bases for strengthening their legal status and expanding their claims over the sea space adjacent to the remaining base areas is consistent with a broader British strategic perspective. Following the end of WWII, Britain together with the US helped craft for itself a particular strategic advantage in the Eastern Mediterranean. By giving Cyprus, then a British colony, control over a disproportionately large part of the air and sea space of the Eastern Mediterranean, it essentially ensured for itself the *de-jure* air and sea dominance over the area. Cyprus' independence meant that this area now belonged to Cyprus. Cyprus's own military weakness and the presence of the British Bases meant therefore that effectively this area remained under British strategic control.

Effective strategic control over the air and sea territory around Cyprus is perhaps the one unifying thread that runs through modern Cyprus history, from its independence struggle in the 1950s to the Greek coup and the Turkish invasion that followed in 1974, through the various phases of the negotiations to reach a settlement before, as well as after Cyprus' accession to the EU.

At a first glance this would suggest both Britain and Turkey share an interest in keeping Cyprus weak and internally divided without any significant military and political role in Europe or in the region; its internal stability and survival dependant on the preservation of a precarious balance between Greek and Turkish Cypriots. Turkish strategic interests over Cyprus and the Aegean on the other hand, are best served by a level of instability and tension which will enable Turkey to continue extending its firm control over Cyprus and the Greek islands of the Eastern Aegean.

However, a demilitarised and politically weak Cyprus will not help the achieving stability of the region. Neither will it serve the interests of the EU and western security.

It is important to note that in the context of its own accession, the UK excluded its bases in Cyprus from the jurisdiction of the EU. The bases are therefore not part of EU territory and can be used exclusively for the interests of Britain, avoiding any EU-related responsibilities or constraints. Britain can, therefore, freely use the bases to support any of its allies in the context of NATO, especially the US. British actions can be explained in the context of efforts to sustain its role in the area of the Eastern Mediterranean and the Middle East, under a broader US strategic umbrella.

The British bases constitute one of the three corners of the triangle that dominates the Eastern Mediterranean under such US umbrella, the other two being Israel and Turkey. The UK shares many of the US's interests in this sensitive area. The recent international developments, including energy security, large-scale terrorist action, Middle East instability, the Iraq and Afghan wars, and the Iranian nuclear development programme, all argue for an increase in the importance of the bases. It is also clear that the UK is reluctant to share this role with other EU member states.

It is important to appreciate that unlike Turkey, Britain's interest in Cyprus and in the region involves the ability and potential to project power and do not include intentions of demographic alterations of the island.

Security and Defence of Cyprus

Security is a fundamental factor in the existence and proper function of a state. It relates to the preservation of a state's independence and territorial integrity, the implementation of sovereign rights, the preservation of the freedom and security of its citizens, and the protection of its political, economic and cultural way of life.

To fulfil its security obligations, a state must possess adequate defence capabilities against military, economic, diplomatic and asymmetric threats. To secure such defence capabilities, a state must have reliable military forces and must participate in global security organisations and in political and military alliances. The possession of a credible defence capability provides deterrence and contributes to the promotion of peace and security.

Especially after the appearance of asymmetric threats, no country can defend itself alone against all types of threats, but especially the new types of threats that are more diverse, less visible and less predictable. An effective intelligence capability is an indispensable part of an adequate state defence.

The Republic of Cyprus faces serious security problems and threats that emanate from the aggressive and expansionist intentions of Turkey against Cyprus, as well as an increasingly volatile Middle East. Threats that include terrorism, proliferation of weapons of mass destruction, and organised crime are particularly difficult to deal with.

The Republic of Cyprus has limited defence capabilities, especially with regards to its airspace and territorial waters, which cover an extensive part of the Eastern Mediterranean. The military cooperation with Greece enhances the defence capabilities of the Republic of Cyprus, but not to the required level as far as

military forces, strategic intelligence, and psychological and electronic warfare capabilities are concerned.

Because of the continuation of the occupation Cyprus's northern part, Cyprus established a defence co-operation with Greece in 1993. The *Doctrine of Unified Defence Area* was declared between Prime Minister Andreas Papandreu and President Glafkos Clerides with the purpose to discourage any expansionist intentions of Turkey against Cyprus. There was also a purpose of enhancing the deterrent capabilities of the Cyprus National Guard, especially in the sea and air area. The defence co-operation between the two countries was active throughout the period 1993-2000. The main effort was given to the joint aeronautical military exercises in the area between the Greek island of Kastellorizo and Cyprus, where the EEZ's of the two states adjoins. This co-operation has been gradually degraded especially when the discussion for a solution of the Cyprus problem started under UN secretary general Kofi Annan.

The EU umbrella provides the Republic of Cyprus with some degree of security on a strategic level, but the threats still exist because of the geographical position of Cyprus in the vicinity of the volatile area of the Middle East, and the Turkish expansionist policy against the island.

Today, Cyprus' sovereignty is de facto split into four parts. The legitimate, internationally recognised government, Republic of Cyprus controls the free areas in the southern part of the island. Turkey controls the northern third of the island, which its military occupies, while the UN controls over the buffer zone with the UK claiming exclusive de jure authority over its extensive military bases (almost 100 square miles of the island).

To be effective, the new Cypriot state, which would be the result of a new settlement, must have a single national security strategy based on common national and state interests. The national security strategy of the new state should focus on the following objectives: the maintenance of the autonomy and power of the state; the protection of national interests; the defence against threats to the security and sovereignty of the state, as well as the preservation of peace, stability and security both in Cyprus and in the region that surrounds it.

To formulate such national security strategy, it is necessary for the Greek and Turkish Cypriots to define common national interests for the Cyprus Republic, and identify the probable threats against its security, both conventional and asymmetric. The new state must free itself of foreign guardianships and limitations to its sovereign rights. It must also avoid having any part of its sovereignty exercised by any other country.

The 1960 Constitutional Structure: Invitation for Abuse

The 1960 regime of international guaranties, based on the treaties of Guarantee and Alliance involving Britain, Greece and Turkey, proved to be a disaster for the Republic of Cyprus due to the fact that they were imposed on the Cypriots under duress. These were not the expression of the public will, and they violated the right of the Republic of Cyprus to freely exercise its independence and sovereignty, and fully enjoy the benefits of international law. The 1960 system of guaranties not only failed to protect the Republic of Cyprus, but was also used as leverage to forward the interests of the guarantors at the expense of those of the Republic of Cyprus. As a result, independence, territorial integrity, security and constitutional order of Cyprus were primarily violated by the guarantors themselves.

The dysfunctional 1960 Constitution offered its guarantors perfect opportunities for intervention. When in 1963 the President of the Republic proposed some amendments to facilitate the functioning of the state, the Turkish community, guided by Turkey, responded with rebellion. In December 1963, the Turkish Cypriot ministers withdrew from the cabinet and Turkish public servants left their posts. After 1963, the declared aim of the Turkish Cypriot leadership, acting on instructions from the Turkish Government, was the partitioning of Cyprus. On the Greek side, the coup that was staged in Cyprus on 15th July 1974 by the Greek military junta, then in power in Greece, and its Greek Cypriot collaborators briefly overthrew the government of President Makarios. Turkey used this criminal act as a pretext to launch an invasion on July 20 against the Republic of Cyprus. The invasion was carried out in two stages (July 20-22, and August 14-16) in which Turkish troops eventually occupied 36.2% of the island's territory. The invasion caused physical and economic devastation for the Greek Cypriots with about 5,000 Greek Cypriot casualties (killed and missing in action), 10,000 injured, and the entire northern third of the island ethnically cleansed with almost all Greek Cypriot presence wiped-out.

Ankara tried to justify the invasion as a “peace operation” aimed at restoring the constitutional order disturbed by the coup, but even after the restoration of constitutional order with the assumption of power by the House President, Glafcos Clerides, on July 23, and the return of President Makarios to the island in December 1974, the Turkish troops remained. Turkey's plan for partition and colonization of Cyprus came into full effect. About 200,000 Greek Cypriots, 70% of the population in the north, were forced to leave their homes in the occupied area and were turned into refugees. The few Greek Cypriots who remained in

their homes after the completion of the invasion were gradually forced through intimidating methods to leave their homes and move to the south.²⁴ By 2008, fewer than 500 enclaved Greek Cypriots have remained in the occupied areas, mainly in the Karpasia area. Turkey continues with the occupation of 36.2% of Cyprus's territory, in utter disregard of repeated UN resolutions²⁵ calling for the respect of the independence, sovereignty and territorial integrity of the Republic of Cyprus, as well as the withdrawal of all foreign troops from its territory, and the adoption of all practical measures to promote the effective implementation of the relevant resolutions.

This attitude of Turkey, as well as the continuing violation of the fundamental human rights of the people of Cyprus, has been condemned by international bodies, such as the UN General Assembly, the European Parliament, the Non-Aligned Movement, the Commonwealth and the Council of Europe. The declassified report of the Council's Commission of Human Rights reveals the extent of the atrocities committed by the Turkish forces of occupation.²⁶

Several rounds of inter-communal talks between the island's two main communities (Greek Cypriots and Turkish Cypriots) have not led to any positive development. To a great extent, the blame should be attributed to Turkey's intransigence and continuing efforts to partition the island by means of maintaining its occupation force and by the systematic colonisation of the occupied part of Cyprus in violation of international law, including the Geneva Convention 1949. The systematic destruction of the demographic balance of the island, as well as the alteration of the historic and cultural heritage of the northern part of Cyprus under Turkish occupation are well documented by international observers.²⁷ Turkey has tried to create a separate Turkish Cypriot economy, totally dependent on Turkey. Furthermore, in 1983, Turkey established the illegal regime of the "Turkish Republic of North Cyprus",²⁸ where Greek Cypriot properties were illegally appropriated.

Over the past 35 years, Turkey has both exploited, and violated the treaties of Guarantee and Alliance of the 1960 settlement. The Treaty of Alliance provides for 650 Turkish soldiers to be stationed in Cyprus, where as the present number, as mentioned above is approximately 43,000. Despite the fact that the treaties clearly provide for Turkey and the other two guarantors to preserve the independence, territorial integrity and security of the Republic of Cyprus, by interpreting article IV of the Treaty of Guarantee as giving it right to take unilateral military action in Cyprus, Turkey invaded and occupied the northern part of the island. This interpretation is inconsistent with article 53 of the UN charter, according to which only the Security Council may authorize the use of

military action, as well as with article 2(4) which prohibits the use or the threat or the use of force by states in their international relations.

As the 2004 Annan Plan revealed, Turkey's insistence on the presentation for the treaties of Guarantee and Alliance of 1960 (and its self-asserted right to unilateral action) clearly reveal Turkey's strategic objective of military and political control of Cyprus.

This view is further supported by the fact that during the Annan Plan negotiations, Turkey refused to accept any suggestion to make actions taken under the Treaty of Guarantee subject to approval by the Security Council of the UN. Today, Turkey supports the Annan plan provisions for the security of Cyprus.

Cyprus' Accession to the EU

The application of such obsolete treaties of Guarantee and Alliance cannot be justified after the accession of the Republic of Cyprus to the EU. Cyprus would continue to be under the guardianship of three other states, two of which are members of the EU (UK and Greece), and the third (Turkey) outside of the EU. Incidentally, another unacceptable term included in the Annan Plan put limitations in Cyprus's participation in ESDP activities, to the extent of not affecting provisions of the treaties of the 1960 Guarantee and Alliance.

In the case of the adoption of the Annan Plan, the intervention rights of the guarantor powers would have been enhanced to include not only the federal state, but also the component states.²⁹

The Republic of Cyprus would have been fully demilitarised, but Greece and Turkey would have maintained military contingents on Cyprus under their direct command, without the government of Cyprus having any say. Despite the fact that defence policy was a competence of the government, there was an inability to exercise it because of the lack of military forces and any kind of co-ordinating staff as the Tripartite Headquarters and the Committee of Ministers provided by the 1960 Treaty of Alliance were to be abolished.

One thing that was made perfectly clear during the Annan Plan discussions was that the Turkish Cypriots, in all instances, supported the interests of the Turkish government over the interests of the united Cyprus state that was being created. One could assume that the reason was the pressure that the Turkish Cypriot community was being subjected to by the Turkish military stationed in Cyprus and the hundreds of thousands of Turkish settlers whose future hinged on the future role of Turkey in Cyprus. The Turkish Cypriots supported ceding

Cyprus's sovereign rights to Turkey regarding maritime zones, continental shelf, navigation, aviation and coastal security, as well as in the area of ESDP and the availability of Cyprus's territory to support international operations.³⁰

With the benefit of hindsight, the results of the 2004 referendum on the Annan Plan are not surprising. The concessions necessary to obtain Turkish acceptance (many of these worked into the plan by the UN arbitrator during the last phases of the process), were sure to doom the plan with the Greek Cypriots.

The fact that EU accession went forward despite the failure of the Annan Plan, is in my opinion the most important positive development in the history of the Cyprus problem. There is now finally a chance for both Turkish and Greek Cypriots to construct their common homeland under the European political economic and ideological concepts that can guarantee security, democratic prosperity, peace and respect for human rights. One would also believe that Turkish accession would create a positive dynamic for the resolution of the Cyprus dispute. Yet one would be mistaken. Turkey's ability to circumvent rules and requirements in its own accession process, aided and abetted of course by particular members of the EU and the United States of America, has meant that this important chance of fairly and honourably resolving the Cyprus problem is also likely to be lost.

Demilitarization

In this context, it becomes necessary also to address demilitarization, an issue that features quite prominently in the current negotiations. Today, all EU countries, including the island of Malta, which is smaller than Cyprus, have their own military forces. Military forces are indispensable for the effective protection of a state from threats against its security. They are a country's main instrument exercising its sovereign rights on land, sea and air, and protect its national interests. In the case that we reach an agreement for the settlement of the Cyprus problem, it is necessary to proceed with the full withdrawal of all foreign military forces stationed on Cyprus's territory. It is essential, however, that the Cypriot state should retain the right to develop its own military forces.

The full demilitarisation of Cyprus, in the sense of a ban on Cyprus forces, cannot be justified. The self defence right is an inherent right of any state. It is secured by article 51 of the UN Charter with the purpose of contributing to peace and security. Cyprus's geographical position is of great geopolitical importance. In the case of a crisis, the demilitarisation will easily be violated by other countries. Cyprus is located close to the Middle East, at the most sensitive part of the EU's

boundaries where threats could emerge against the security of the EU. Cyprus must be able to contribute to European security, including energy security. Without having military forces, Cyprus will not be able to exercise its sovereign rights and will be unable to fully participate in ESDP. A ban on Cyprus forces would, of course, benefit Turkey. Turkey, because of its location near Cyprus, could easily intervene on, and around Cyprus, without any resistance. Britain too would benefit from it.

Its military bases are not part of the Cypriot state and, therefore, not subject to demilitarisation, would be able to take continued full advantage of the island's geographical position. In my opinion, a demilitarized Cyprus in the long-term will be against the strategic interests of Cyprus, but also the EU and the west, because it will be a source of instability in the Eastern Mediterranean.

Due to its geographical position, and its own resources, Cyprus could contribute to the new European Security Strategy (ESS)³¹ and help Europe face its global challenges such as migration, depletion of energy and natural resources, third-world poverty, disease, regional conflicts, terrorism, proliferation of weapons of mass destruction, state failures and organised crime.

Europe shares in the responsibility of ensuring global security. Cyprus can assist the EU in its strategic task to promote a ring of well governed countries to the east of the EU, and on the borders of the Mediterranean.³² Cyprus's geographical position and its infrastructure could support a broad scope of surveillance and other activities in the Middle East. It could provide the EU with a secure base to support operations and control sensitive energy, supply routes and take precaution measures to face asymmetric threats such as terrorism, illegal immigration etc.

Security Recommendations

Based on the analysis of the Cyprus security environment and taking into account the experience of the discussions for the Annan Plan, my security recommendations move along two axes.

The first axis addresses the necessity to secure the independence, autonomy and territorial integrity of the new state. This could be accomplished by suspending the obsolete treaties of Guarantee and Alliance of 1960, and therefore suspending the intervention rights of foreign countries. The withdrawal of foreign military forces from Cyprus as well as the illegal settlers is also an important requirement. No sovereign rights of Cyprus should be ceded to any other country, especially over sea or airspace, as occurred with the Annan Plan.

Also, there must be no limitations to the participation of Cyprus in the ESDP, or in the use of its territory for international military operations.

My second axis refers to the establishment of a new security system capable of protecting the national interests of Cyprus and efficiently facing the conventional or asymmetric threats against its security, and the security of EU. It is paramount that the new state maintains its own military forces, that it is fully integrated in ESDP and that it participates in alliances and organisations of collective security.

A small country like Cyprus, being in an area of great geostrategic importance in the vicinity of the Middle East, will be in danger of conventional and asymmetric threats and will not be able to exercise its sovereign rights without having its own military forces. Cyprus's military forces could be organized on a professional basis including Greek- and Turkish Cypriots. Cyprus needs a small but modern and capable army to accomplish the security demands of both the state and the EU.

At this point I deem necessary to make a clarification which, in my opinion, is of crucial importance. Namely, that the creation of a successful military organization presupposes that the Greek- and Turkish Cypriots share the same values and national interests. The spirit of confidence must be allowed to prevail among the members of the military organization, who should be free from the dependence and influence of foreign nations. However, as things stand at present, Cypriots have not shown an inclination to build such a positive environment in order to build a viable and effective military organization in the context of a common state. Nevertheless, if the two sides are unable to build, and operate, a joint security force protecting the common national interest of the people of Cyprus, it becomes questionable whether the two sides can build a common state.

Despite being a full EU Member State, Cyprus has not yet been fully incorporated into the Security System of the EU. This presupposes Cyprus becoming a member of NATO's partnership for peace programme (PfP) and concluding a bilateral security agreement with NATO. Today, Cyprus is the only EU member state that is not a member of NATO or the PfP. For this reason, Cyprus cannot fully participate in ESDP activities and is subject to important restrictions. According to the EU declaration of the council meeting in Copenhagen on December 12, 2002, and the security agreement of information between the EU and NATO (March 2003), Cyprus is not able to take part in EU military operations conducted using NATO assets – operations known as "Berlin Plus".

Cyprus is also unable to participate in EU and NATO consultations on security

matters. In addition, Cyprus may not receive classified NATO information. As such, Cyprus should seriously examine upon the solution of the Cyprus problem the proposition of applying for NATO membership. The EU regards NATO as the basic pillar for its member collective defence.

My recommendations on the security issue are therefore based on three basic arguments. First, such recommendations and indeed the right to self-defence are fully consistent with international law. *Second*, such recommendations do not only favour the Greek Cypriot side. On the contrary, the intention is to secure the autonomy and the sovereign rights of Cyprus for the benefit of both communities. Third, such recommendations take into account the geopolitical environment of Cyprus and the demand to fully participate in security systems of Western countries. These recommendations support Cyprus's national interests and strengthen the geopolitical importance of the island for the benefit of the interests of both Cyprus and the West. In addition, these recommendations contribute to the strengthening of the new EU Security Strategy that focuses on asymmetric threats and promotes a ring of well-governed countries to the east of the EU and along the Mediterranean rim. A solution to the Cyprus issue, based on a security system which provides for the independence and autonomy of Cyprus will contribute to its long term stability which will be for the benefit of the island, the EU and Western Security in particular.

The negotiations between Greek Cypriots and Turkish Cypriots for the solution of the Cyprus problem are again under way. Based on the public statements, it is clear that the Turkish side insists on retaining the 1960 security system which keeps Cyprus under the guardianship of the guarantor powers. This is not acceptable by the Greek Cypriot side since it violates the independence and the sovereign rights of Cyprus. It is therefore necessary that the Turkish side revises its position with the purpose of reaching a viable solution to secure the independence and sovereignty of Cyprus. We need a security system to support the national interests of Cyprus and the EU, as well as to contribute to the stability, peace and security of the Eastern Mediterranean region and worldwide.

The Role of Cyprus in Regional Security

Cyprus is a small country in an area of great strategic importance involving the international security and energy needs of the western countries. Despite the fact that it is now a member of the EU, Cyprus unfortunately is faced with serious security problems as Turkey continues to occupy the northern part of the island

with a large military force. Over the last 35 years, Turkey has systematically imported more than 160,000 settlers in violation of international obligations, such as the Geneva Convention of 1949 and Security Council resolutions, specifically UNSC Resolution 353/1974.

The 1960 Treaties of Alliance and Guarantee are no longer compatible with a fair and viable solution to the Cyprus problem. The people of Cyprus do not have confidence in the guarantor powers because they have not fulfilled their obligations under the Treaties. Instead of protecting Cyprus, they have used the treaties as a pretext to secure their own national interests at the expense of the island, and they have proved to be dangerous for the Republic of Cyprus. The 1974 coup and the resulting invasion, occupation and colonisation of the northern part of the island are the result of actions taken by the guarantor powers.

Any new settlement of the Cyprus problem should therefore do away with any and all intervention rights of foreign countries, and should ensure the withdrawal of foreign military forces and illegal settlers. The security system, under any new settlement, must preserve the independence of Cyprus by protecting its national interests and securing its sovereignty. This system should provide for effective Cypriot military forces that will be able to participate in EU sponsored security activities. Cyprus should certainly participate in the PfP, and should seriously consider applying for full NATO membership upon the solution of the problem.

Cyprus' geographical position and its infrastructure could support the implementation of the new European Union Security Strategy (ESS).³³ This support could be enhanced with the contribution of Cyprus's military forces. A fully demilitarized Cyprus will be incapable to perform such tasks. The EU, in the context of its new EES established three strategic objectives in 2003 to defend its security and to promote its values. Namely:

- (1). Active involvement of the EU in tackling new key threats, which are more diverse, less visible and less predictable. These threats include terrorism, proliferation of weapons of mass destruction, regional conflicts, state failure and organized crime.
- (2). Building security in the regions surrounding the EU by promoting a ring of well governed countries to the east of the EU and on the borders of the Mediterranean with whom the EU can enjoy close and cooperate.
- (3). Strengthening of the international order based on effective multilateralism.

The adoption of a security system in Cyprus that supports the national interests of Cyprus and provides for Cyprus's inclusion in the EU security system, will

contribute to the maintenance of peace, stability and security in the area of the Eastern Mediterranean. The implementation of this proposal, however, challenges Turkey's strategic objectives (established in the 1950s) to have military and political control over the whole island. To accomplish its objectives, Turkey wants to secure the continuation of the treaties of Guarantee and Alliance of 1960 that grant intervention rights and permit Turkey to maintain military forces in Cyprus. Turkey wants to be able to continue its colonisation efforts by transferring more Turkish settlers to the island. Being able to effectively control the Turkish Cypriots and induce them to support the national interests of Turkey at the expense of Cyprus is an essential factor in Turkey's ability to achieve its standing objectives.

The demilitarisation of Cyprus and the limitations on its sovereignty on the sea and in the air are also essential for Turkey. Greece is most likely to accept the suspension of the Treaties of Guarantee and Alliance of 1960 while Britain's position is unclear.

It is clear that it will be impossible for Greek and Turkish Cypriots to reach a settlement and find a viable solution that would secure the independence and sovereignty of Cyprus if Turkey insists on its strategic objectives. Even if the two communities were to reach an agreement at the negotiations for all other chapters with the exception of security, the whole agreement package would still collapse with negative consequences for the people of Cyprus, and for the stability and security of the region.

Conclusion

A viable solution must secure a common future for all Cypriots within the EU, without any third party having the right to intervene and affect its future. If we secure these requirements, the Greek and Turkish Cypriots could define common national interests, which constitute the basis for a common security strategy. These interests should include independence, territorial integrity and full sovereignty over land, sea and air. The new state must be able to protect itself and the lives and welfare of its citizens. It must be able to ensure the application of human rights and safeguard basic freedoms, including economic prosperity and stability for its entire people. If we fail to get rid of the third parties, Cyprus will not be able to solve its security problem, nor will it find a viable solution, and thus will remain a divided island and an area of foreign antagonism. This goes against the interests of Cyprus as well as all western countries.

The main obstacle to reaching a comprehensive agreement to the security

problem of Cyprus is Turkey's strategic interest in controlling the island. To overcome this obstacle, it is necessary to have a more active intervention by both the UN and the EU to ensure that Turkey complies with the fundamental provisions of international law. As things stand at present, the difficulties in reaching an agreement on the security chapter rests on the inability of Cyprus to establish a common security strategy acceptable to both Greek and Turkish Cypriots. A common security strategy presupposes the adoption of common national interests and a common perception of the conditions that threaten such interests. Demilitarization of Cyprus only benefits Turkey. It will increase Turkey's regional importance at the expense of Cyprus's strategic space. The demilitarization would neither be in the interest of the EU and western security because the security vacuum on the island would create instability in an already sensitive area of the Eastern Mediterranean. As long as Turkish Cypriots support the national interests of Turkey at the expense of those of their own country, it is impossible to establish a common Greek and Turkish Cypriot security for Cyprus, and therefore impossible to reach an agreement on the security chapter and find a viable solution to the Cyprus problem.

Turkey is not only a threat to Cyprus security. A neo-Ottoman Turkey with hegemonic and revisionist aspirations is not only a threat to the region but to Western security as well. There have been great efforts lately to present Turkey as a modern democratic state that is, and will continue to be, a force of stability. Turkey's new "zero problem" foreign policy and its carefully crafted image as a regional peace maker, seriously misses the real potential of neo-Ottomanism, as it misreads the true nature and legacy of Turkish Ottoman history: A history of cultural, religious and ethnic oppression, economic exploitation and a total disregard of those humanitarian concepts and democratic freedoms that form the basis of Western liberal civilization. In fact a closer examination of the "zero problem" and Turkish policy suggests a benign attitude toward neighbouring states provided they bow to Turkish hegemony. Cyprus is a victim of this strategy.

For those former Turkish subjects in the region with any remnant of historical memory, boasts of a benign golden age of Ottoman regional hegemony sounds completely absurd.

I conclude by stating that security is a prerequisite to peace, freedom and democracy. The long term stability of the region depends on the application of this principle in equal measure to Cyprus as to all the states of the region.

NOTES

1. Laakso Jaakko, *Colonisation by Turkish settlers of the occupied part of Cyprus*, Report (Doc. 9799), 2 May, 2003. Council of Europe Committee on Migration, Refugees and Demography.
2. Garbis Koharian., "The Conquest of Eurasia: NATO's war for the world's Heartland" Article in the Armenian News Network/Groong, Thursday, 11 June 2009.
3. O'Malley, B. & Craig, I., *The Cyprus Conspiracy: America, Espionage and the Turkish Invasion*, I.B. Tauris & Co Ltd, (1999), London, pp. 81.
4. *US declare PKK 'a common enemy'*. BBC, Friday, 2 November 2007, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/7074361.stm, *EU supports Turkey against PKK 'terrorists': Interview with EU Enlargement Commissioner Olli Rehn.*, Published EurActiv, Tuesday 23, October 2007.
5. Koumakis Leonidas, *The Miracle: A True Story*, Third Edition (1995) Athens p. 127.
6. George Angeletopoulos presentation at the IV International Conference on Cyprus, Nicosia, Cyprus, May 2008, on *Nihat Erim's reports on Cyprus*.
7. Appendix B of the Constitution of the Republic of Cyprus - Treaty of Guarantee, <http://www.cyprus.gov.cy>
8. Appendix C of the Constitution of the Republic of Cyprus - Treaty of Alliance, <http://www.cyprus.gov.cy>
9. Erim Nihat, *Bildigrim ve Gordugum Olculer Incinde Kibris*. Ankara (1976) pp. 169 – 170. (Translation by Neoklis Sarris, I Alle Plevra., Vol. I Athens 1977).
10. Under Security Council Resolution 541 (1983) and 550 (1984) the so-called "TRNC" is not a recognised state.
11. Article 8 of the Foundation Agreement and Annexes III and IV of the Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem, ("the Annan Plan"), UN, 31st March 2004, Fifth Edition. <http://www.unficy.org/>
12. Annex III, attachment 10 and 11, Foundation Agreements of the Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem ("the Annan Plan"), UN, 31st March 2004, Fifth Edition. <http://www.unficy.org/>
13. Article 8 of the Foundation Agreement of the Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem ("the Annan Plan"), UN, 31st March 2004, Fifth Edition. <http://www.unficy.org/>
14. *O Politis*, Cypriot Daily Newspaper, 19th September, 2008. (ref.code: 817037).
15. Press and Information Office, Republic of Cyprus *The Cyprus Question, A Brief Introduction*, p.1.0., 372/2008 <http://www.moi.gov.cy/MOI/pio/pio.nsf/All/1A907466A6F4C923C22575940024550F?OpenDocument>
16. Letter dated February 21st, 2007 from the Permanent Representative of Cyprus to

- the UN addressed to the Secretary-General 28/02/2007. <http://www.cyprus.gov.cy/MOI/pio/pio.nsf/All/4FC90989378EAD00C225729000290986?OpenDocument>
17. European Commission of Human Rights Report., CYPRUS AGAINST TURKEY., (Adopted on 10 July 1976) <http://www.cyprus-dispute.org/materials/echr/index.html>., *Greek Cypriot Bodies Identified*. BBC, Tuesday, 11 August 2009.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/8196106.stm>., CASE OF VARNAVA AND OTHERS v. TURKEY., <http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/4acc5ef12.pdf>
 18. Laakso Jaakko, *Colonisation by Turkish settlers of the occupied part of Cyprus*, Report (Doc. 9799), 2nd May, 2003. Council of Europe Committee on Migration, Refugees and Demography.
 19. Press and Information Office, Republic of Cyprus *The Cyprus Question, A Brief Introduction*, p.51 372/2008.
 20. Statistical service of the Republic of Cyprus, *Demographic report 2006*.
 21. Coufoudakis, Van., “*Human Rights Violations in Cyprus by Turkey*”, Press and Information Office, Republic of Cyprus, p.1.0 431/2008.
 22. According to the Turkish Foreign Minister, Ahmet Davutoglu, Cyprus, because of its strategic location, should be among Turkey’s main policies even if not a single Turk lived on the island. Ahmet Davutoglu, *Stratejik Derinlik, Türkiye’nin Uluslararası Konumu*, Istanbul, Kiire Yayinlan, 2001, pp. 179., Uslu Emrullah., *Ahmet Davutoglu: The Man behind Turkey’s Assertive Foreign Policy*: Eurasia Daily Monitor Volume: 6, Issue: 57, March 25, 2009.
 23. Annex II Articles 6 and 7 of the Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem (“the Annan Plan”), UN, 31st March 2004, Fifth Edition.
 24. Press and Information Office, Republic of Cyprus, *The Cyprus Question, A Brief Introduction*, p.1.0., 372/2008.
 25. UN Security Council Resolution 353, July 20, 1974.
 26. Cyprus v Turkey Application No. 25781/94 European Court of Human Rights, 10th May 2001
 27. Laakso Jaakko, *Colonisation by Turkish settlers of the occupied part of Cyprus*, Report (Doc. 9799), 2nd May, 2003. Council of Europe Committee on Migration, Refugees and Demography.
<http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc03/EDOC9799.htm>
Autocephalous Greek Orthodox Church of Cyprus v Coldberg and Feldman Fine Arts Inc 917F.2d 278, US Court of Appeals for the 7th Circuit, Decision of 24th October 1990. <http://www.uniset.ca/microstates/917F2d278.htm>
Press and Information Office, Republic of Cyprus *The Cyprus Question, A Brief Introduction* p.1.0., 372/2008,

<http://www.moi.gov.cy/MOI/pio/pio.nsf/All/1A907466A6F4C923C22575940024550F?OpenDocument>

28. UN Security Council Resolutions 541 (1983), 550 (1984).
29. Article 1, Annex III: Additional Protocol to the Treaty of Guarantee; the Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem ("the Annan Plan"), UN, 31st March 2004, Fifth Edition. <http://www.unficy.org/>
30. The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem ("the Annan Plan"), UN, 31st March 2004, Fifth Edition.
31. European Security Strategy 8th December 2003, Council of Europe, Brussels.
32. *Ibid.*
33. *Ibid.*

The Cyprus Question in the Context of Geopolitics and Grand Strategy

Christos Iacovou*

RÉSUMÉ

Le but de cet article est d'examiner les interrelations entre la géopolitique et la haute stratégie dans le contexte de la question chypriote. Il examine la formation de la stratégie turque basée sur la position géopolitique de Chypre du milieu des années 1950 jusqu'à nos jours et la manière dont les gouvernements turcs l'ont mise en œuvre et d'une façon réussie. Par ailleurs, cette étude compare les différentes adaptations de deux politiques étrangères, celle de la Grèce et celle de la Turquie sur la question de Chypre après l'invasion turque de 1974.

ABSTRACT

The aim of this paper is to examine the interrelationship between Geopolitics and Grand Strategy in the context of the Cyprus Question. It examines the formation of the Turkish Grand Strategy based on the geopolitical position of Cyprus from mid 1950's until nowadays and the ways the Turkish governments implemented it in a successful way. Furthermore, it compares the different adaptations of both Greek and Turkish foreign policies over the Cyprus issue after the Turkish invasion of 1974.

Introduction

Member States of the international system have certain strategic objectives, whether they are long-term or short-term, consistent or contradictory. In this way, the internal and external environment of a country creates different requirements and is the source of challenges and opportunities for the attainment of objectives and goals of the state.

The strategy of adaptation a state follows, is a proof of how national power structures are adapted to the interdependence of national and international system. Within this context, the states function as adaptive entities attempting through their foreign policy as well as their security policy to maintain their basic

* Cyprus Research Center-KYKEM

structures, namely the political, economic and social characteristics, within acceptable limits. The above constitute the essence of what, in the context of the strategic studies, is called Grand Strategy. In other words, Grand Strategy sets goals in hierarchy taking into account the international environment and the desired position of a country in order to mobilize the broader national capacity and resources of the state to achieve three key objectives a) stability, b) welfare and c) security. A prerequisite for the realization of Grand Strategy is to identify weaknesses and opportunities at national level in order to address effectively the risks and to exploit opportunities.

One of the key factors for the development and formation of the Grand Strategy is Geopolitics. For the purpose of this article Geopolitics¹ is defined as the interdependence between the geographic and political options made by one state in order to utilize and enhance the military, economic and diplomatic power. Therefore, the geopolitical analysis takes into account the existence of international competition in relation to strategic planning in various areas such as military force (geostrategy), economy (geoeconomy), the natural environment, demographic trends, etc.

Cyprus in Terms of Geography

Cyprus is located in the northeastern part of the Eastern Mediterranean, between the parallels 34° 33' and 35° 42' N and meridians 32° 16' and 34° 35' A. It occupies an area of 9,251 square kilometers (3,572 square miles) and is the third largest Mediterranean island after Sicily and Sardinia. Its maximum length of 225 km (distance between Cape Drepanon and St. Andrew) and a width of 94 km (distance between Cape Kormakitis and Cat). The total coastline is 782 km.

The nearest country to Cyprus is Turkey (Asia Minor), whose southern coasts are just 70 km from the northern coast of Cyprus. There are about 100 km to the east coasts of Syria, while the southern coasts of Africa (Egypt) is 350 kilometers from Cyprus. Greece, located in the northwest, is the closest European country to Cyprus. The distance of the easternmost part of Greek territory, the island of Kastelorizo, is about 270 km from Cyprus.

Geographically, Cyprus holds a dominant position in the Eastern Mediterranean. This position of the island influenced greatly its course of history and culture in general. The main features of the position of Cyprus are:

Cyprus is situated in the middle of the ancient world (Syria, Egypt, Mesopotamia, Asia Minor, Greece and Crete). That's why, it is not surprising that Cyprus has experienced an ancient civilization.

The geographical position of the island between three continents, Europe, Asia and Africa, enables Cyprus to develop trade and tourist relations with countries of these continents.

The Suez Canal is in a relatively short distance from the southern coast of Cyprus (the distance between Cyprus and Port Said is about 370 km). The operation of the canal, since 1869, has helped the Mediterranean to communicate with the Red Sea and Indian Ocean and the development of international trade. The proximity of Cyprus to such key artery, Mediterranean-Red Sea-Indian Ocean, lends the island its particular strategic importance in modern history.

The oil-producing Middle Eastern countries are very close to Cyprus. The transportation of oil, of this valuable form of energy to Europe is made either through the Suez Canal or through pipelines leading to coastal cities of Lebanon, Syria and Turkey, located in a short distance east of Cyprus (cities of Tripoli and Sidon, Lebanon, and Banigias Tartus, Syria, and Dortyol, Turkey). The importance of these pipelines was proved following the closure of the Suez Canal during the period 1967-1974, as a result of the «Six Day War» between Egypt and Israel.

The sea artery, Black Sea - Bosphorus - Dardanelles - Marmara - Aegean - Mediterranean region, lies in a short distance northwest of Cyprus. The artery has contributed to the spread of Greek culture and the development of Greek commerce for centuries.

The land artery, Mediterranean-Persian Gulf, through the valleys of the rivers Orontes, Euphrates-Tigris, is located east of Cyprus. The artery contributed to the development of trade relations both between Syria and Mesopotamia, and among various Mediterranean countries.

The prominent location of Cyprus in the key area of the Eastern Mediterranean is the main reason why the island was occupied at different times by various conquerors who have left their stamp on the Cyprus landscape. Britain, who lost bases in other areas, still retains two major military bases and many rights in Cyprus, which demonstrates the strategic importance of the Island. In 1974, Turkey invaded the island and, ever since, occupies 34,85% of its territory.

The Formation of Turkey's Grand Strategy in Cyprus

In order to understand the key fact of Cyprus' contemporary history, which is the 1974 Turkish invasion, is of significant importance to analyze the interplay between geopolitics and the Grand Strategy decisions of the Turkish foreign policy vis a vis Cyprus, from mid 1950's until today.

In 1956, the then Prime Minister of Turkey Adnan Menderes asked Professor of Constitutional Law, Nihat Erim, to prepare a strategic plan on which to base the long-term aspirations of Turkey on Cyprus.²

Nihat Erim delivered two reports to the government of Menderes in late 1956. Those reports became the strategic master plan of Turkish foreign policy on Cyprus.

That plan has been acceptable by all Turkish governments regardless of political and ideological differences and which has been followed with a steady and systematic consistency.

The key points of the reports were:

1. The claims by Turkey over Cyprus should be based on political reasons. However, to avoid poisoning relations between Britain - Turkey - Greece, whatever status will be granted to the island, the best solution is the middle ground partition (taxim).
2. The island has two different communities, each has the right to self-determination. The future of the two communities, two peoples, independence, unification with the motherland, continuation of British sovereignty will be decided by referendum in each community separately.
3. The principle of self-determination should apply after the transfer of Greek population in order to be under the administration of its choice. Such a population transfer would not cause unnecessary inconvenience but it will help to secure the rights of the Turkish community which is now a minority, and, at the same time, it will meet Turkey's security concerns and will prevent a future crisis.
4. Turkey should define the most suitable form of partition, according to her national interests, taking into account the economic and military interests and the interests of the Turkish Cypriots. In the security of the area which will be allocated to the Greeks of Cyprus, Turkey should be an integral part because the whole issue is related to her security. Greece is unable to claim the same right for the Turkish area since the island's distance from Turkey is 45 nautical miles and from Greece 600 ones.
5. Turkey should seek the free passage of Turkish population to Cyprus. Provided that we take our measures, the total Turkish population of Cyprus may increase and reach the proportion that it had during the Ottoman Era. Then, we will not worry about the outcome of a referendum, either for the future of the entire island or for the partition.³

The report was written in 1956 and identified distinct short, medium and long term strategic goals on whom the Turkish Grand Strategy in Cyprus was based. It is important to note that for the fulfillment of these goals, all the Turkish governments of the past 55 years agreed and no government has deviated from the basic principles, as well as the respective Turkish military elite who, whenever asked, gave solutions without any political interference.

In conclusion, although these reports were drawn up in 1956, 55 years later, they remain relevant and major strategic documents that prove the consistency and stability with which the Turkish governments applied them and pursue their strategic aims to Cyprus.

The situation after the Turkish Invasion of 1974

In the case of the Cyprus problem, as it has been shaped after the invasion of 1974, the correlation between Grand Strategy, Geopolitics and the Security factor, in relation to the strategic goal of solving the problem, has been decisively influenced by the manner in which both, Turkey and Greece, adjusted their policies to the new strategic environment created by the conflict of 1974.

Ever since, Greece and Turkey have followed two different patterns of adaptation of their foreign policy systems vis a vis Cyprus. This difference reflects, to a large extent, both the new strategic environment created by the invasion of 1974, and the strategic priorities both states paid on the issue of Cyprus. Greece followed the model of Acquiescent Adaptation⁴ and Turkey the model of Intransigent Adaptation.⁵

Greece – The model of Acquiescent Adaptation

Following the fall of the Junta in 1974, the Greek governments paid high priority in continuing the democratization of the country, by maintaining the structures of the social system and economic development. For the Greek governments, that goal could be achieved through the acquiescence and acceptance of the limits posed on Greece by the requirements of both the international and regional environment. Regarding the international environment, the requirements imposed the continuity of good relations with the U.S. and, later, the integration into the evolving European supranational institution (EU). From the outset, these targets were set at a higher priority than any other objectives of Greek foreign policy. This resulted to the demotion of the regional challenges by the Greek foreign policy priorities and therefore the Cyprus issue has come to be considered as a secondary one in the hierarchy of the goals of the Greek foreign policy. The decision

makers of Greek foreign policy have consolidated the view that Greece is not able to restore the strategic environment of Cyprus in the pre-1974 situation, because they considered that they could not change the requirements of the strategic environment in the Eastern Mediterranean. Since 1974, the Greek foreign policy on Cyprus has been governed by the logic that any attempt to overthrow the strategic consequences of the Turkish invasion in Cyprus was essentially a zero-sum game in which Greece would come out defeated. Thus, the solution should be found on the basis of a painful compromise. This rendered the Greek policy on Cyprus extremely prone to foreign influence with the permanent result to respond favorably to the recommendations of the international environment.

At the level of the political elite of Greece, this assessment regarding the form and the character of international and regional system adapted acquiescently the Greek foreign policy on Cyprus and inevitably led to maneuvers that placed the solution of the problem on the basis of acceptance of the strategic achievements of Turkey. The positive response of the Greek government in 2002 regarding the Annan plan, without taking into account the negative psychological climate that was created among the Greeks of Cyprus, after the publication of the draft, is a glaring continuation of the logic of the doctrinal acquiescence which characterizes the options of Greek foreign policy on Cyprus after 1974.

Turkey – Intransigent Adaptation

The Turkish foreign policy on Cyprus, particularly after 1974, followed the model of intransigent adaptation. The strategic victory of Turkey, following the invasion as well as the obvious strategic weakness of the Greek overall policy after 1974, benefited significantly Ankara to implement the model of intransigent adaptation.

After 1974, Turkey tried to convert the strategic area of the eastern Mediterranean, and more specifically where there was a Greek-Turkish conflict of interest, in order to comply with the requirements of its strategic aims. That is, the Turkish state has not shown that would alter its foreign policy and its political system because of requests from the international environment. This situation favored particularly by the fact that the U.S. as a superpower ally of Turkey, strongly perceived, at least until recently, the military and bureaucratic establishment of Ankara as the most important guarantee to promote American interests in the region. Within this context of increased confidence the U.S. support has given as well as the geopolitical victory in 1974, the decision makers of the Turkish foreign policy on Cyprus believe that the Greco-Turkish equation in

Cyprus is like participating in a zero-sum game in which the Turkish side will be definitely the winner.

The application of two completely opposite behavioral patterns of foreign policy was inevitable to be reflected in a plan to solve the Cyprus problem as the Annan plan, which internalized most of the strategic objectives of Turkey in Cyprus while calling on the Greek side to agree to a framework of strategic compromise according to the terms of Turkey.

The geopolitical environment of Cyprus has a large deficit of security for three reasons: a) the Turkish strategy aiming at hegemony remains unaltered, b) instability in the Middle East continues (conflicts and asymmetric threats) and c) any security guarantee from the EU is still at the stage of expectation. Therefore, the security factor is a dire need to be implemented in a final plan in order to ensure the stability and prosperity of the state entity that will result from the solution.

Turkish Coercive Diplomacy

Analyzing the strategy of Turkey in Cyprus after 1974, one can realize that it has been based on the exploitation of both the geopolitical advantages Ankara gained after the invasion and the ongoing military superiority of the country aiming to achieve its geopolitical goals of extending direct control over the strategic space of Cyprus, that covers a significant part of the Eastern Mediterranean.

In particular, Turkey has followed systematically a specific strategy after 1974:

a) She strengthens her position in Cyprus by creating legal grounds (eg efforts to legalize her presence in Cyprus or to gain international recognition for the pseudostate of "TRNC" b) weakens the Republic of Cyprus by undermining its legal underpinnings (e.g., the constant question posed by Ankara against both the legitimacy of the Republic of Cyprus as well as the options of the Republic of Cyprus to exercise the legal right of defense) c) Forces Cyprus on concessions under the threat of war (e.g. the crisis on the issue of S300 missiles, where Turkey managed to impose her will on the final decision of the Republic of Cyprus through the threat of military violence), and d) within this context the cost of a potential war is expected to be small for Turkey under the following conditions:

- When the defender is unable to raise substantial resistance (e.g. Greece and Cyprus have failed to create a strong doctrine of deterrence strategy against Turkish aggression since 1974) and
- When the circumstances create a framework for convergence of Turkish interests with those of major powers, particularly the U.S., just as in the Cold

War and post-Cold War context of US – Turkish relations.

The systematic threat of using violence by Turkey, which has become too obvious during the post-Cold War period, is intended to create a momentum in order to cause the maximum political effect. In parallel, Turkey has sought and achieved, at a large extend, to cultivate for herself the image of a decisive opponent who can always use the advantage gained by the military correlation of forces to impose her will. This supports the effort to become a regional hegemonic power in the strategically sensitive areas of the Eastern Mediterranean.

The coercive strategy pursued by Turkey is the most significant chapter in Greco-Turkish relations. Regardless of the internal problems the Turkish state faces and the overexpansion that features Turkish foreign policy, Turkey is gaining ground constantly.

The inefficient Greek foreign policy on Cyprus from 1955 until 1974, due to the dependence on the external factors, has resulted to the alienation of Greece from both the fundamental political demands of the Greeks of Cyprus and the major developments taking place in the Eastern Mediterranean. The substantial alienation of Greece from the geopolitics of the Eastern Mediterranean, that has been taking place since 1974, paved the way for Turkey to obtain four key advantages over Greece: a) to keep the island as a strategic hostage b) to consider the Republic of Cyprus as her satellite, c) to contain any geopolitical presence of Greece in the Eastern Mediterranean (the failure of the doctrine of the Unified Defense Area is the most unequivocal confirmation of this conclusion), and d) to increase her strategic control in the Eastern Mediterranean, which enables convergence of interest in geostrategic level with U.S., which is a prerequisite for her upgrade as a regional power.

The geopolitical advantages resulted from Turkey's invasion in Cyprus have greatly been protected from Ankara through strategic coercion applied systematically against Cyprus over the last twenty years. Given this reality, Turkey makes it clear to the international actors involved in the Cyprus Peace Process that there are certain limits within which she can make some «concessions». The Turkish governments project the image that they negotiate from a position of power, particularly when they know that the Republic of Cyprus does not have the ability to overthrow the strategic environment imposed since 1974. This situation facilitates the international mediators to submit peace plans favorable to Turkey and to exert more pressure on the Greek side to accept a solution that legitimize both the administrative and geographic separation of the two communities on the basis of the realities the Turkish Army has imposed. The strategic option of the governments of Greece and Cyprus from 1974 onwards, to seek a solution based

on the administrative and territorial division of the island, having already accepted that they can not reverse the negative consequences of the 1974 defeat, has resulted to the gradual drift of the Greek side to the Turkish positions. The Annan Plan was not a surprise. It was the product of the Turkish strategic coercion and the inability of the Greek side to cause strategic changes in Cyprus since 1974.

The Geopolitical Vision of Ahmed Davutoglu Over Cyprus

With the appointment of Professor Ahmet Davutoglu in May 2009 to the position of Foreign Minister of Turkey, an extensive literature has developed regarding his geopolitical vision for Turkey's place in the international arena.

As a scientist, Davutoglu is a great connoisseur and operator of the theoretical model of Halford Makinter's (1861-1947) geopolitical analysis. In other words, he knows very well the Anglo-Saxon geopolitical school, adjusting it to the major strategic objective of the Turkish Grand Strategy which is to seek the best possible geopolitical role for Turkey in the 21st century. His views have been consolidated in his book *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, (Strategic Depth: The Position of Turkey on the international Scene) which was first published in 2001. Davutoglu tries to make the classical geopolitical coupling. On the one hand, he describes the geographical advantage of «strategic depth» deriving from the Turkish position in the international system and on the other he tries to explain what should be the policy objectives of Turkey dictated by geography, i.e. the balancing between the country's integration in Western institutions and the policy to exercise central and leading role in the Muslim world.⁵

Davutoglu substantiates his view as follows: Turkey is not a regional state but a geopolitical center. Turkey occupies a central position between Europe - Asia - and Africa with an infinite geographical depth which spans in three successive geographic zones: the near-land area (Balkans, Caucasus, Middle East), near-sea basins (Black Sea, Eastern Mediterranean, Caspian, Red Sea and Persian Gulf) and a near-continental area (Europe, North Africa, Central and East Asia. Also, for Davutoglu, Turkey's Ottoman past provides additional historical depth.⁶

What Davutoglu essentially suggests is that Turkey has the geopolitical advantage to become a powerful factor of the Euro-Asian security system. This will allow Turkey to emerge as a force of international stature in the forthcoming decades.

As regards the Cyprus problem, when Davutoglu speaks of «zero friction with neighbors of Turkey» he does not refer to Cyprus because, according to his

geopolitical analysis, Cyprus should remain embedded in the security system imposed by Turkey since 1974. This fully serves the central role Davutoglu envisions for his country in the Eurasian chessboard. Specifically in his book, under the chapter «The strategic Gordian knot of Turkey: Cyprus», Davutoglu analyzes the geopolitical position of the island as follows: «Cyprus has a central position within the global continent since it is equidistant from Europe, Asia and Africa. Together with Crete, the island is in a line on which the sea routes intersect. Cyprus has a geographic position among the straits that separate Europe and Asia, and the Suez Canal that separates Asia and Africa. Simultaneously, the island can be a stable base and an aircraft carrier that will catch the pulse of the sea lanes of Aden and Hormuz, together with the basins of the Gulf and the Caspian, which are the most important routes connecting Eurasia and Africa». Davutoglu concludes by arguing: «A country that ignores Cyprus can not be active in global and regional policies.»⁷

Davutoglu continues crystallizing his strategy for Cyprus: «Cyprus can not be ignored by any regional or global power that makes strategic calculations in the Middle East, Eastern Mediterranean, the Aegean Sea, the Suez Canal, Red Sea and the Gulf. Cyprus is situated in such a great distance from all these regions, thus having the status of a parameter that directly affects them all. As far as Turkey is concerned, the strategic advantage she gained since the 1970's on this parameter, must not use it as a defensive Cyprus policy aiming at preserving the current status quo, but as a fundamental linchpin for an aggressive naval strategy of diplomatic character».⁸

NOTES

1. Ioannis Mazis, *Geopolitics*, (2002) Athens, p.p. 9-27.
2. Nihat Erim, *Bildigim ve gurdugum olculerde icinde Kibris* (Cyprus according to what I know and what I Saw), (1976), Istanbul,, p. 13.
3. Nihat Erim, *op.cit.* p.p. 26-57.
4. J. N. Rosenau, *The Study of Political Adaptation*, (1981), N. York: Nichols Publishing Co.
5. J. N. Rosenau, *op.cit.*
5. Ahmed Davutoglu, *Stratejik Derinlik: Türkiye'nin Uluslararası Konumu*, (*Strategic Depth: The Position of Turkey on the international Scene*), (2001), Küre Yay nlar , p.p. 37-61.
6. Ahmed Davutoglu, *op. cit.* p.p. 74-81.
7. Ahmed Davutoglu, *op. cit.* p.175.
8. Ahmed Davutoglu, *op. cit.* p. 180.

The Relationship of the Soviet Union with the Republic of Cyprus 1960-1964

Despina Michael*

RÉSUMÉ

Cet article examine les premiers stades de la relation entre la République de Chypre et l'Union soviétique ainsi que le révèlent un certain nombre de documents du ministère des Affaires étrangères de Chypre entre 1960-1964 et bien d'autres sources. L'accent est mis sur les principales préoccupations de l'Union soviétique telles qu'elles s'expriment dans les documents officiels: la souveraineté compromise de Chypre, son rôle central dans la guerre froide et les activités de l'OTAN en Méditerranée orientale.

ABSTRACT

This article will examine the early stages of the relationship between The Republic of Cyprus and the Soviet Union as it is revealed in a number of Ministry of Foreign Affairs Documents (Cyprus) 1960-1964 and other sources. Focus will be on the main concerns of the Soviet Union as they were expressed in official documents, regarding what was seen as Cyprus' compromised sovereignty, its central role in the Cold War and NATO's activities in the Eastern Mediterranean.

Introduction: The 'Orthodox Brotherhood'

On October 3, 1963 an article in the Soviet daily newspaper *Izvestia* (FAI/254: 126¹) insisted that NATO was 'nursing designs of turning Cyprus into a nuclear missile pad', an 'unsinkable NATO aircraft carrier' which would effectively seal the fate of the Cypriot people, denying them their sovereign rights and any chance of true independence. The occasion for the article was the third anniversary of Cyprus Independence Day on October 1st and the reference to Cyprus as a potential nuclear facility was part of the overarching theme: advocating the denuclearisation of the whole Mediterranean. This article was subsequently translated into English and sent to the Ministry of Foreign Affairs²

* La Trobe University, Melbourne, Australia

in Cyprus as a matter of course. Just a year earlier, the Soviets and the Americans had engaged in one of the most terrifying stand-offs of the whole Cold War over the existence of missiles in another island—this one in the Caribbean—Cuba. And less than a year after the aforementioned *Izvestia* article was published, Soviet nuclear submarines would be in the Eastern Mediterranean, not far from Cyprus, set on an apparent collision course with Turkey's navy and the United States Sixth Fleet.

Forty-seven years later, in a scene apparently resembling the 1964 Cold War scenario, it has been reported that Russia “will send two nuclear-powered submarines to protect [Cyprus's] right to exploration in its maritime zone”³. This is in response to Turkish threats against The Republic of Cyprus's long-term aim to explore its EEZ for oil and gas. The American-based company, Noble Energy, has commenced drilling in September 2011⁴ and, based on the international laws governing the sea, this move has been supported by the EU, United States, Russia and Israel⁵. Turkey, meanwhile, is planning naval and air force exercises in the area scheduled to commence September 15. Russia's Foreign Ministry spokesman, Alexander Lukashevich, has reiterated his government's support of Cyprus's legal rights⁶ but whether this has actually manifested in the form of nuclear submarines remains unconfirmed. Nevertheless, just the *mere possibility* of the Russian presence in the Eastern Mediterranean, patrolling the waters near Cyprus, has often been enough to give pause to the other power-brokers in the region. During the Cold War, it was NATO and the United States and now, half a century later, in a world where the power paradigm seems to be shifting dramatically, the Russian ‘warning’ or ‘threat’ seems to be aimed at a Turkey which is dramatically expanding its own power base in the region⁷. The current Mediterranean crisis can therefore be seen as one of the latest examples of the intricate and sometimes whimsical nature of the often unseen relationship between Russia and Cyprus.

Throughout the second half of the 20th century and in the first decade of the 21st it is a relationship often revealed in epiphanic moments which act as a reminder that, though not as noticeable as Cyprus's relationship with the West, nevertheless the Russian connection has been just as important. On June 29, 2010, for example, the eleventh member of a Russian spy ring was caught and arrested in Cyprus from where he later made his escape, possibly, it was thought, through ‘the Turkish-run enclave in northern Cyprus which is not recognised by the U.S. or most other countries’ (Smith and McGreal, *Guardian*, July 1, 2010) and therefore has no extradition treaties. While reports about this incident tended to blame the Greek Cypriot authorities and especially the court which

granted the alleged spy bail, two interesting comments posted on the internet at the time explained the cause in the following way: "Once again the Greeks have shown their loyalty lies with the Russians" and "If you want to blame anybody, blame the Greeks' "Orthodox brotherhood" with the Russians"⁸. *The Moscow Times* merely said "There is a heavy Russian presence in Greek Cyprus"⁹ while *New Delhi Television* was more specific about the matter, claiming that Russia's considerable economic and political influence in Cyprus are best exemplified in the power of Lukoil, 'the Russian energy giant' and by the fact that the current President of the Republic, Dimitris Christofias, is 'a communist who studied in Moscow'¹⁰. The inference quite clearly is that there is a long-standing Greco-Russian affiliation which encompasses cultural and religious commonalities¹¹ as well as economic¹² and political realities.

On April 21, 2004 just three days ahead of the referendum on the Annan Plan in Cyprus the Russian Federation vetoed a US and British-sponsored UN Security Council resolution on Cyprus which would have led to the implementation of a more extensive UN security force in Cyprus should the result of the referenda lead to the reunification of the island. Secretary-General Kofi Annan claimed that the aim of the resolution was to reassure the Cypriots (particularly the Greeks) of the UN commitment to their security should they agree to the implementation of the Plan. The Russian Ambassador at the time justified his country's veto by arguing that the resolution was essentially an 11th hour "attempt to influence the outcome of the referenda" (Lederer, 2004) which had moreover been put together far too hastily¹³. He insisted that the Cypriots make their decision without any kind of outside interference or pressure. There is no evidence that the Russian 'intervention' at this time had any real effect on the actual outcome of the referendum other than in attracting world-wide attention to the issue and perhaps offering, even obliquely, to the Greek Cypriots¹⁴, in particular, support for what was to be their very unpopular action in voting against the Plan¹⁵.

Seven years earlier in 1997, in another controversial act, the Russian firm Rosvoorouzhenie had negotiated with The Republic of Cyprus for the purchase and installation of S-300 defense missiles (Ayman, 2002). It was thought that, apart from the obvious 'provocation' to Turkey, the purchase was one way for the Greek Cypriots to gain Russian support at the UN Security Council level with regards to any discussion of the Cyprus 'problem' (Ayman, 2002, p. 11) and also to draw international attention once more to the ongoing security issues which beset the troubled island which was host to some 40,000 Turkish troops. From the point of view of the comparatively newly-emergent Russian Federation, it was a lucrative

financial deal on the one hand but it was also undoubtedly an opportunity to 'flex its muscles' and remind the international community—the US and NATO in particular—that Russian power and influence in the Mediterranean and the Middle East was far from over¹⁶. The fact that Russian personnel would be in Cyprus installing these missiles to be used potentially against a NATO member (i.e. Turkey) and in the by-then traditional NATO backyard (i.e. the Eastern Mediterranean) was deemed to be a significant threat to U.S. concerns in the region.

Consequently, another key facet of this stratagem was Russia's ability to make its presence felt in the Greece-Turkey conundrum (Cohen, 1997, p. 5) which often saw these two NATO allies at loggerheads, while both were being militarily supplied by their mutual ally, the United States (Mallinson, 2005, p. 5). The fact that both countries periodically felt inherently dissatisfied with their 'client status' (Uslu, 2003, pp. 75-77, 86-87, 91-92) was still another opportunity for Russian exploitation or manoeuvring. In the wider context of its long relationship with the Republic of Cyprus this was yet another example of the Russian propensity since the 1950s, to insinuate itself into the multi-threaded tapestry that is the Cyprus question either explicitly or implicitly, but never without its own agenda firmly in place.

Ministry of Foreign Affairs for the Republic of Cyprus, State Archives

The aim of this article is to focus on the eventful early years of the Republic of Cyprus and the Soviet response to Cypriot independence in 1960, the civil conflict of 1963-1964 and the threats of Turkish invasion made in June and August, 1964. Apart from secondary sources, I have used sources derived from official government documents from the Ministry of Foreign Affairs which are kept in the Cyprus State Archives in Nicosia. They contain a fascinating mixture of official diplomatic correspondence particularly from Embassies, private letters, translations of articles (especially from the Soviet press), reports, chronologies and telegrams. To the best of my knowledge these documents have been underutilised for the purposes outlined above and an ancillary aim of this research is to open up this area of primary source material for further research.

It should also be mentioned that other documents relating to this period in the records of the Foreign Offices/Ministries of Cyprus, Greece, the United Kingdom and United States have not been declassified and remain beyond the reach of the researcher. William Mallinson, for example, described in detail how

his attempts to access sensitive material from the Foreign and Commonwealth Office (UK) were denied him on the grounds that the release of such information 'would be likely to harm our relations with both Cyprus and the United States.' (Mallinson, 2007, p. 506) Greece's files, meanwhile on the whole Cyprus issue appear to be permanently sealed and the United States records, while highly accessible, have nevertheless been carefully edited. The actual Soviet Foreign Affairs records—a portion of which have been declassified—have yet to be consulted¹⁷. Clearly the limitations on the Cyprus researcher are numerous and hence any conclusions derived from source material must always be (by virtue of the gaps in knowledge) regarded as cautious and often contentious.

While it is true that most scholarly works on Cyprus and the Cyprus question make reference to Soviet concerns in the wider context of the Cold War, there has, it seems to me, been far more work done on the British and United States position and role in Cyprus while the Soviet 'contribution' has been clouded—understandably—by much more conjecture and far less solid research¹⁸. I would argue, as indicated above, that there has been a strong, pervasive and deep socio-economic, political and cultural impact on Cyprus by the Soviet Union/Russia which continues to this day and which needs to be fully articulated, assessed and explained. Moreover, while the Cypriot Ministry of Foreign Affairs documents offer, in the first instance, a predictable and standard picture of the establishment and then maintenance of positive diplomatic relations between Cyprus and the Soviet Union, they nevertheless also offer an added insight into the underlying tensions, pressures and ambiguities of the relationship between an essentially Western-sponsored state whose three primary Guarantor powers (Greece, Turkey and Britain) were all members of NATO and its monolithic Communist neighbour which regarded NATO as an ongoing threat to its own security.

Indeed the relationship between the Republic of Cyprus and the Soviet Union during the Cold War was a long and varied one, punctuated by periods of warm friendship (especially during the Makarios and Khrushchev era) and also by periods of what I would term 'concerned neutrality'—at least on the part of the Russians—especially in the immediate post-1974 period. The nature of the 'friendship' was never uniform. One common factor however was that due to the inherent inequity of the relationship in terms of power politics it was very often the various Cypriot Governments which more actively pursued this friendship, trying to create a lasting alliance with the Soviet Union as a counter-balance to the influence and indeed pressure of United States/NATO policy in the region. Is this then a story of unrequited love? Hardly. The Soviet Union clearly was concerned about Cyprus and its colonial status in the 1950s as the Cold War

began to heat up. This concern or interest continued to evolve throughout subsequent decades. Given the significance of the geo-strategic location of Cyprus in relation to its proximity to the Middle East¹⁹ and indeed to the Soviet Union itself, it was obvious that Cyprus would play a not insignificant part in the Cold War. As such, the Soviet Union could not and indeed did not ignore or remain indifferent to developments in Cyprus and most especially once the official independence of the country had been declared in August 1960.

Makarios, Communism and NATO

In fact the Soviet Union was one of the first countries to establish diplomatic relations with the newly-independent Cyprus (FA1/256: 79-85, January 30, 1964), the Soviet ambassador arriving in Cyprus on December 26, 1960 (FA1/989). Upon arrival he expressed the Soviet Union's appreciation for the Cypriot struggle against 'colonial domination', its commitment to 'the principles of self-determination' and furthermore intimated the support of 'the many million strong Soviet people to the people of Cyprus' (FA1/989, December 26, 1960). It was standard Soviet communist rhetoric which was to see the Soviet Union take on the mantle of the protector and supporter of the post-war era's many emergent, independent, de-colonised states, especially in Asia, Africa and Latin America (Zubok & Pleshakov, 1996, pp. 204-208). What made such statements worrisome to NATO, the U.S. and the U.K. in particular was the perceived unpredictability of the policies of President Makarios expressed firstly in his affiliation with the non-Aligned movement whose membership included other 'loose cannons' such as Nasser, Castro and Tito and secondly (and more importantly) with his apparent growing dependence on the Soviet Union²⁰.

Throughout the 1960s the Soviet Union established a number of official cultural and economic ties with Cyprus²¹, with the obvious aim of bringing both nations closer together on a number of levels. This included the education programme which encouraged Cypriot students to study in Soviet tertiary institutions. Reference is made to this in a 1963 Report from the Cypriot Embassy in Moscow which discusses the forty-six students currently studying in the Soviet Union, many of whom seem to be fanatical Communist sympathisers (FA1/254: 46, January 23, 1963)²². This report highlights the fact that the Cypriot students, in contrast to other international students in the Soviet Union (UK and French students are specifically referred to) do not become disenchanted with Communist ideology as a result of their stay there. Considering that the Cypriot Communist Party (AKEL) was one of the strongest in Europe, regularly garnering at least 30% of the Cypriot vote,²³ this is no idle comment. It also points

to an essential, underlying tension between an ostensibly Western-style country needing support outside the Western sphere since the latter seemed to be non-sympathetic to (in particular) Greek-Cypriot concerns about state sovereignty and the right of self-determination. In contrast, the Soviet Union constantly referred to the importance of allowing the Cypriot people to be 'completely independent' (FA1/256: 7, October 19, 1964; FA1/256: 84, May 10, 1966).

It seems clear from reports such as these that, at least on the official level, the Republic of Cyprus had no real love for Communism as a political ideology nor was it completely comfortable with AKEL's influence on the island. As reported in a 1962 telegram sent by the U.S. Embassy in Cyprus to the Department of State, (Wilkins, October 13, 1962) Makarios had vehemently expressed his own anti-Communist views²⁴ and explained his apparently non-aggressive tactics towards Cypriot communism thus: 'I cannot risk dissension within Greek Cypriot community, but I will crush Communists if they try to take over our democratic republic.'²⁵ This did not tally, however, with U.S. and British interpretations of the situation nor with their assessments of Makarios himself whom they regarded as essentially untrust-worthy²⁶. Despite statements of this kind, the reality was that Makarios had secured the electoral support of AKEL prior to the inception of the Republic and a commentator in the *Washington Post* (August 2, 1960) was moved to say that: 'The Cyprus Republic, due for independence August 16, will be the world's first state governed by churchmen and communists operating as partners.' Whether or not this was entirely true was irrelevant. A few months later, in January, 1961, Makarios informed the United States that he would not hesitate to call on the Soviet Union for support if sufficient economic aid was not forthcoming (Nicolet, 2001, p. 165).

It was a fine balancing act that President Makarios seemed ideally suited for, but which ultimately proved to be the major de-stabilising factor of his tenure in office. His personal desire for a truly independent, non-aligned Cyprus (FA1/254, October 10, 1963) seemed to coincide with the Soviet desire for an independent, de-militarised and NATO-free Cyprus (FA1/254: 126, October 3, 1963; FA1/254: 7, October 19, 1964; FA1/256: 80, May 16, 1966). However, either through political naïveté or a wilful denial of Cold War realities, he continued, especially while Khrushchev was in power, to follow this dangerous course of 'serving', as it were, two masters, in order, he hoped, to finally be free of all masters. Khrushchev, it should be noted, adopted, on the one hand, a rather fierce, often confrontational approach in his foreign policy, especially in his dealings with the West, but he also cultivated a peace-loving, 'soft' approach to secure friendship amongst the smaller nations (Zubok & Pleshakov, 1996, p.p. 185, 201-202, 247-

261; Donaldson & Noguee, 2005, pp. 88-90), posing as both their defender and liberator. It is therefore perfectly understandable that any pro-Soviet overtures made by Makarios as head of a newly-independent former British colony, whose sovereignty seemed to be severely compromised by the Western 'Big Brothers'-which still effectively dominated it-were entirely welcome to Khrushchev and were never ignored by his successors.

In the meantime, there were a number of anti-Soviet incidents in Cyprus throughout the 1960s that indicated quite clearly that the vocal anti-Communist contingent on the island was militant and of considerable concern for the Cypriot authorities, especially as they sought to maintain excellent relations with the Soviets. On July 8, 1962, for example, two British R.A.F. men took down two Soviet flags on display at the International Fair in Nicosia. An apology from the British High Commission followed (FA1/254: 26, July 9, 1962) and an irate Soviet letter addressed to the Cypriot Government clearly expressed the hope that 'similar incidents in the future' be prevented (FA1/254: 27, July 18, 1962). In 1967, however, the Soviet Embassy was again irritated by the Cypriot Government's response to the arrest of two possible Soviet spies who were allegedly spying 'against NATO' (FA1/992: 12, March 31, 1967)²⁷. Incidents such as these reinforced the unenviable position of Cyprus during the Cold War and highlighted Cypriot vulnerability in the face of the irreconcilable ideological differences which underpinned that war.

Britain's Nuclear Weapons

According to O'Malley and Craig the independence of Cyprus had, in any case, always been a 'sham' whose real purpose was to maintain Britain's strategic hold, to 'keep the island as an unsinkable aircraft-carrier and intelligence base in the global battle against the Soviets' (1999, p. 79), even if it meant the use of nuclear weapons in defending the West against another possible world war. British policy towards Cyprus mandated that the island should never come under the control of a government considered 'favourably disposed towards the USSR.' (1999, p. 81). In fact, the very idea of a possible Soviet base on the island was nothing short of anathema to the British and its objectives in the Middle East as well as to NATO and its objectives during the Cold War. As early as 1960²⁸, Britain, in the context of its role in NATO (Rogers, 2006, p. 6), had begun its deployment of 'tactical nuclear weapons' on the British base of Akrotiri in Cyprus and later in November 1961 'a permanent storage facility' was set up close by at Cape Gata (Moore, 2001, pp. 60, 63). On the eve of Cypriot independence and while the operation was supposed to be top secret, reports about this nuclear stockpiling

appeared in the British, Greek and Cypriot press (O'Malley and Craig, 1999, p. 86)²⁹ but I have yet to find any official statements on the matter in the Republic of Cyprus Foreign Ministry archive for this period³⁰. The silence is, of course, deafening.

Meanwhile the official Soviet response to NATO's alleged nuclear programme in the Mediterranean, especially from 1963 onwards, was vociferous and to the point. A letter to the Ministry of Foreign Affairs in Cyprus (FA1/254, May 21, 1963) warned of NATO's plans to deploy nuclear powered and armed submarines in the Mediterranean and base them in the British military bases in Cyprus and the ports of Malta and Spain. The letter strongly argues that the Cypriot government support the Soviet initiative to declare the Mediterranean a nuclear-free zone. A subsequent article from *Izvestia* (FA1/254: 125-126, October 3, 1963) insisted that Cyprus was being drawn into the NATO orbit, and the first reference (at least in the Foreign Ministry Archive) to Cyprus as a NATO nuclear missile pad was made³¹. By the end of 1963 First Secretary Nikita Khrushchev had delivered a lengthy letter to the United Nations (FA1/255: 1-16, December 31, 1963) which focussed on the dangers of atomic war, the need for general nuclear disarmament and the need to end all forms of colonialism and imperialism (and the military bases set up in their name). In particular, he insisted that territorial disputes needed to be solved without the use of force. Considering that fierce inter-communal fighting had broken out in Nicosia just a few days before, Khrushchev's letter is a timely document and could in fact be a description of the situation in Cyprus although he never explicitly named the island.

Khrushchev and the Crisis in 1963-1964

The fighting broke out on December 21 as a reaction to the Turkish Government's rejection of Makarios's proposed Thirteen Amendments to the Cypriot Constitution³² which would have radically altered the power-dynamic in the Republic's Constitution, significantly reducing the powers of the Turkish Cypriots while simultaneously removing the main causes for the deadlocks which had paralysed the government. This subsequently led to Turkish threats of military intervention which immediately drew the other Guarantor Powers and the United States into the fray. In the months which followed and as Cyprus descended into an incipient civil war, the Soviets began to play a prominent role in defusing and/or further inflaming the already tense situation which saw Turkey threatening to invade in February, March, June and August, 1964.

Khrushchev proved unwavering in his support for the Greek Cypriot position

and demanded that the principles of full state sovereignty and freedom from foreign intervention be permitted, once and for all, on Cyprus. His communications with Makarios often via the Soviet ambassador in Nicosia as well as his letters to U.S. President Johnson, Turkish Prime Minister Inonu, and the UN Security Council clearly conveyed the uncompromising nature of the Soviet position (Joseph, 1985, pp. 129-130). In addition, not only did the Soviets send arms to the Greek Cypriots³³, but their submarines and destroyers hovered around Cyprus much as the US Sixth Fleet (O'Malley and Craig, 1999, p. 103) did for the better part of the summer of 1964³⁴. The implied threat from the Soviets to the Turks and their American allies was very clear. The last thing the Soviets wanted was a partitioned island which could then more easily serve the needs of NATO (Norton in Salem, 1992, p. 103)³⁵. The last thing that the United States wanted was a unified island effectively controlled by the Greek Cypriots who might elect a communist-influenced³⁶ or pro-Soviet government: in other words, another Cuba. Moreover, neither side of the Cold War wanted a localised war which could potentially become another world war or a nuclear war.

The impending Turkish invasion in June was forestalled by the U.S. President threatening to withdraw U.S. support should the Soviet Union attack Turkey in response to the latter's invasion of Cyprus (James 2002, pp. 140-141). This was reinforced by the deployment of a U.S. naval contingent close to Cyprus (O'Malley & Craig 1999, p. 109). Moreover, the very real threat of Soviet involvement/intervention was not a fantasy and that consideration was probably the crucial factor which halted the Turkish operation, at least temporarily.

In August of that year when Turkey again threatened to invade, Makarios turned directly to the Soviet Union and Egypt for military support (Brands, 1987, p. 357). Khrushchev wrote to the Turkish Prime Minister, Inonu, urging him not to make a mistake which could 'expand the conflict, increase the danger of war' (FA1/255: 21, August 9, 1964)³⁷. At the same time, the Cypriot Foreign Minister informed the U.S. Ambassador that the Cypriot Government had formally asked the Soviets to intervene on their behalf (Nicolet 2001, p. 268). Later that day, the UN call for a ceasefire was complied with by both sides (O'Malley & Craig, 1999, p. 117). On August 15, the Soviet Union declared that it would 'help the Republic of Cyprus defend its freedom and independence from foreign invasion' (Nicolet 2001, p. 272). While the terms used were decidedly vague and subject to interpretation, nevertheless the Soviet announcement gave the Greek Cypriot and American administrations the strong impression that the Soviet Union would be prepared to support Cyprus militarily³⁸. Since the Turkish invasion did not actually occur until ten years later, when the political situation had changed

substantially³⁹, the Soviet pledge of 1964 was never put to the test⁴⁰.

As a consequence of the August crisis, the US and UN intensified their attempts to formulate a number of different plans to 'solve' the Cyprus problem while the divisions on the island became further entrenched and the beginnings of defacto partition concretised. Khrushchev continued to apply pressure at the UN. In a letter to the UN in mid-September, 1964, he stated again that: "the Soviet government hereby states that if there is an armed foreign invasion of Cypriot territory, the Soviet Union will help the Republic of Cyprus to defend its freedom and independence against foreign intervention" (Joseph, 1985, pp. 136-137). By the end of the month, the Soviet Union promised to supply the Cypriots with arms and equipment to the value of \$28 million (Norton in Salem 1992, p. 105) but, it should be noted, from late 1964 onwards the Soviets also became more and more overt in their rapprochement policy with Turkey (FA1/256: 83, May 11, 1966; FA1/255: 98, June 3, 1967; FA1/257: 33-34, April 16, 1968), now severely disaffected by the behaviour of the United States over Cyprus.

This was the beginning of a new chapter of Soviet-Turkish relations which would continue to evolve in a more collaborative, friendly way until the demise of the Soviet Union. It is probably not coincidental that in October, 1964, Khrushchev was deposed⁴¹ and the Soviets thereafter began to follow a less volatile and much more conciliatory policy with Turkey and ultimately with the West⁴². Its policy towards Cyprus also shifted, becoming more detached and referring to the Cyprus problem more in terms of a solution for both ethnic communities (FA2/264: 8, January 2, 1968; FA1/257, July 13, 1968; FA1/270: 10-13, June 14, 1971). In other words, support which favoured the Greek Cypriots had essentially disappeared by the time of the 1974 invasion.⁴³ This did not mean that the Soviet Union had lost interest in Cyprus or vice versa; rather, their way of expressing that interest had become far more ambivalent, cautious, pragmatic and, in a sense, less predictable.

Indeed this became the new pattern in the Soviet-Cyprus relationship over the next few decades where the might of the Russian superpower could often be used by Cyprus as some form of leverage in a given circumstance but which was at its core, often mere rhetoric, more bluff than substance. The unwavering certainty of Soviet support which Khrushchev had inspired was gone, but hopes still lingered that somehow the Russians would come through for Cyprus. Meanwhile, the Soviet Union followed any course which would wound NATO and the Western alliance or help it achieve its own objectives in the Mediterranean—including encouraging Cypriot independence, becoming friendlier with Turkey, promoting Nasser in Egypt and supporting emerging

Third World states. While the importance of AKEL to the Soviet Union cannot be completely discounted, it being a ready-made conduit for Soviet influence in Cyprus and one of the most important Communist parties in the Middle East (Adams, 1971)—nevertheless this could only be a secondary concern in the uncompromising Cold War era and most especially once the Greek junta's influence began to penetrate the island. Nowhere was this better revealed than in the immediate aftermath of the Turkish invasion of Cyprus in 1974 when the Soviets remained, effectively, on the sidelines, neither overtly condemning nor condoning⁴⁴.

Conclusion

In 2005 as part of the ongoing friendly relations between two islands whose history has been so greatly influenced by both their geographical locations and their affiliations during the Cold War, both real and imagined, a statue of the Cypriot President, Makarios, was presented as a gift from Cyprus to the Cuban Government. The latter installed the statue in the old city of Havana where it stands to this day. Castro and Makarios had both been an instrumental part of the Non-Aligned movement in an attempt to neutralise their countries' position in the Cold War. They had both relied on Soviet 'friendship' during those years even though Cyprus, in particular, was nominally and to all intents and purpose part of the Western sphere of influence. Both islands had also been home to nuclear weapons created and delivered by the two superpowers then engaged in their zero sum conflict. In Cuba it was of course the Soviet missiles installed in secret in 1962 whereas in Cyprus it was the nuclear weapons installed on the British base of Akrotiri, again in secret, in 1960. Did Cyprus actually become NATO's nuclear missile pad? Were the Soviets right in this? The Foreign Affairs documents from the State Archive only provide snatches from the Soviet perspective and offer little by way of what the Cypriot authorities actually thought about the situation. Until such time as more revealing documents are declassified, this can only be inferred. However, the evidence from other sources is fairly conclusive.

What we can say with certainty is that Britain used at least one of its sovereign bases on the island for just that purpose and given its close relationship with the United States and NATO, Cyprus had indeed become a potential nuclear launching pad. Moreover, by virtue of the British bases on Cyprus, of NATO/US and Soviet policy in the Eastern Mediterranean, the island had become not just a nuclear missile base, but more importantly, a nuclear target in a war not of its own making and in a war no-one, in any case, could win.

NOTES

1. The 'FA' designation is used on Ministry of Foreign Affairs documents which are housed in the Cyprus State Archives. All citations in this article prefaced by 'FA' refer to the aforementioned documents. I would like to take this opportunity to thank the Government of Cyprus and especially the staff of the Cyprus State Archives in Nicosia for their generous assistance during the three weeks I was doing my research there in July, 2009. I must add however that due to time restrictions I was unable to access any classified documents of confidential reports/communications between the two countries. That may have placed a significant constraint on this research insofar as being able to assess the full extent of the Cypriot Government's reaction to Soviet claims of Cyprus becoming a de facto NATO satellite. This is obviously a research project for the future.
2. Five years later the terminology being used by the Soviets in both *Pravda* and *Izvestia* was virtually identical (FA/258:104-106 October 5, 1968). NATO was trying 'to turn Cyprus into an "unsinkable atomic-rocket aircraft carrier" spearheaded against the Arab countries, the Soviet Union and other Socialist States'.
3. Ellis, R. 'Crisis in the Mediterranean,' *EuropeNews*, September 6, 2011 <http://europenews.dk/en/node/46965> accessed September 8, 2011. See also Fenwick, S. 'Russia Sends Nuclear Subs to Patrol Cyprus Waters – Report,' *cyprusnewsreport.com*, August 25, 2011 <http://www.cyprusnewsreport.com/?q=node/4540> accessed September 8, 2011; Stratford Global Intelligence, 'Russia: 2 Nuclear Submarines Deployed to Cyprus,' August 25, 2011 <http://www.stratfor.com/memberships/201054/sitrep/20110825-russia-2-nuclear-submarines-deployed-cyprus> accessed September 1, 2011. It should be noted that not much detail about the deployment (if it actually has occurred) has been revealed.
4. Evripidou, 'EU tells Ankara to back off,' *Cyprus Mail*, September 10, 2011 <http://www.cyprus-mail.com/eu/eu-tells-ankara-back/20110909> accessed September 10, 2011.
5. Evripidou, *op.cit.*; *The National Herald*, 'Cyprus Gets U.S., Russian Backing for Drilling, Making Turkey Furious,' September 6, 2011 <http://www.thenationalherald.com/category/Cyprus-Problem> accessed September 7, 2011;
The Israeli dimension of this story is due to the bilateral agreements signed between Israel and Cyprus regarding their collaborative exploration of their respective EEZs and the current dispute Turkey has with Israel over Gaza. See Aydinli, P. & Evripidou, S. 'Cyprus in middle of regional clash,' *Cyprus Mail*, September 10, 2011 <http://www.cyprus-mail.com/cyprus/cyprus-middle-regional-clash/20110907> accessed September 10, 2011.
6. On August 19, 2011, in a statement posted on the website of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, Information and Press Department.

http://www.mid.ru/brp_4.nsf/0/B104FCC31F6810AEC32578F40037701E accessed August 31, 2011.

7. See, for example, the report on Turkey's 2011 defense spending in *Hürriyet Daily News*, August 8, 2011 <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=confident-turkey-plans-to-raise-arms-expenses-to-historic-high-2011-08-08> accessed September 1, 2011. See also Turkish PM Erdogan's angry comments to the disaffected Turkish Cypriot protesters in early February 2011, where he clearly highlighted the importance of Cyprus to Turkey in terms of 'strategic interests' (Bahceli, *Cyprus Mail*, February 5, 2011).
8. The comments were posted beneath the online article 'Greek Cyprus police hunt for suspect in US-Russia spy case' from the *Hürriyet Daily News* July 1, 2010. <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=greek-cyprus-police-hunt-for-suspect-in-us-russia-spy-case-2010-07-01> accessed August 19, 2011.
A recent article in *France 24 International News* (accessed October 7, 2010) described the relationship between Russia and Cyprus in this way: "Shared Orthodox Christianity and a common historic rivalry with Turkey means the two countries have long enjoyed close relations."
9. *The Moscow Times*, July 6, 2011. <http://proxyma.themoscowtimes.com/news/article/how-a-suspected-spy-eluded-capture-in-cyprus/409771.html> accessed August 18, 2011.
10. *NDTV*, July 2, 2010 <http://www.ndtv.com/article/world/now-cyprus-hunts-for-russian-spy-paymaster-35053> accessed August 18, 2011.
11. Events such as the annual Cyprus-Russian Festival-Limassol and the Cyprus-Russian Gala (Nicosia) indicate the ongoing attempts at cultural sharing and also highlight the permanent presence of Russian nationals currently residing in Cyprus and the number of Russian tourists visiting the island (second only to Britain).
12. The high level of Russian investment in Cyprus is reflected in its investment in the "banking, energy, financial services and property sectors" amounting to 12.37 billion Euros during 2005-2010 (see *France 24 International News*, October 7, 2010). More recently, in the wake of Cyprus's recent economic crisis, it has been stated that Cyprus is seeking a significant loan (thought to be for approximately 2.5 billion Euros) from Russia (*Washington Post*, September 10, 2011) http://www.washingtonpost.com/business/markets/cyprus-finance-minister-says-russia-among-possible-foreign-lenders-to-help-service-debt/2011/09/09/gIQASg6oEK_story.html accessed September 10, 2011.
13. This was echoed the following year in comments made to Turkish journalists by the then Russian President Putin. See Soykok, J., *Journal of Turkish Weekly* January 12, 2005.
14. Labetskaya and Tarutin (2004, p. 17) refer to the fact that the Cypriot Foreign Minister, George Iacovou, had gone to Moscow shortly before the resolution was presented to the UN, allegedly to ask the Russian authorities to veto it.

15. It had already been gloomily predicted by commentators that the Greek Cypriots would vote against the Annan Plan and the Turkish Cypriots would vote for it. The then President of Cyprus, Tassos Papadopoulos' April 7 appeal to his Greek Cypriot compatriots not to accept the Plan had been a clear harbinger of what was to come as had been the periodic opinion polls conducted on the issue.
16. It should also be noted here that this was far from the first time that the Soviet Union had supplied arms to the Greek Cypriots. The Soviets were accused of supplying arms to the Greek Cypriots by Turkish Cypriot Vice-President Kutchuk in early March 1964 (FA1/254: 135, March 13, 1964) and July 1967 (FA1/255, July 12, 1967) but this was vehemently denied at the time by both the Soviets and the Greek Cypriots. Another famous instance of Soviet supply of arms to Cyprus occurred in March and October, 1965 (Uslu, 2003, p. 192; O'Malley & Craig, 1999, p.121). Other sources of supply of arms—apart from Greece—also included Czechoslovakia.
17. *The Cold War International History Project*, established at the Woodrow Wilson International Center for Scholars and its published journal (*The Bulletin of the Cold War International History Project*) have proved to be invaluable sources of information as they focus on recently declassified Cold War information from many different countries particularly the Soviet Union and Eastern bloc. However, I have yet to uncover any extensive Soviet files on Cyprus, Greece, Turkey, the Mediterranean or NATO.
18. The bibliography is so vast that I can only cite a few works published in the last ten years which represent the British and/or U.S. perspectives on the Cyprus issue: Dimitrakis 2010; Miller 2009; Asmussen, 2008; Faustmann and Peristianis, 2006; Mallinson, 2005; Uslu, 2003; James, 2002; Nicolet, 2001.
19. The Soviet Union, for example, championed the Egyptian cause during the Suez crisis in 1956 primarily as a way of limiting British and French influence in the Middle East (Donaldson & Noguee, 2005, p. 84). The Soviets were also very concerned about and sought to weaken/destabilise the Baghdad Pact (or CENTO) which was essentially an anti-Soviet alliance between Britain, Turkey, Iran, Iraq and Pakistan, aimed at containing Soviet influence/expansion in the Middle East.
20. On June 28, 1953, Makarios had affirmed that if Greece could not be more proactive in the Cypriot cause then the Cypriots would stretch out 'both right and left hands to accept help from both East and West' (Stefanidis, 1999, p. 44). The allusions were obvious and are indicative of the Archbishop's willingness to consider all avenues of assistance regardless of political ideology. This is also borne out by his continuing good relations with AKEL once he became President of the Republic.
21. See for example, the comments made by President Makarios to Soviet journalists in Cyprus on October 10, 1963 referring to the trade, economic and cultural contacts which had already been established (FA1/254, October 10, 1963). See also references made to the Soviet-Cypriot Trade Protocol for 1963 signed in Nicosia on January 25, 1963 (FA1/256: 79-85, January 30, 1964) and the Soviet-Cypriot cultural

- agreement 1966 signed in Moscow on May 10, 1966 (FA1/257: 2, December 30, 1967).
22. By the end of the decade, the numbers of Cypriot students studying in the Soviet Union was around 300 (Norton in Salem, 1992, p. 105).
23. This was still in evidence in the most recent parliamentary elections on May 22, 2011, when AKEL slightly increased its percentage of the vote to 32.67% as compared to its 2006 election result of 31.3%.
http://www.akel.org.cy/nqcontent.cfm?a_id=7824&lang=13 accessed September 1, 2011.
24. This was, in fact, to be expected from an Orthodox Archbishop who had in the 1950s been one of the leaders of the right-wing EOKA movement and is moreover no different to Egyptian President Nasser's pro-Soviet stance abroad and domestic anti-Communist stance.
25. The irony was that Makarios was actually 'dependent on the communist vote of AKEL' which constituted approximately 30% of the total vote in any election' (See Fouskas, 2001, p. 117).
26. As early as August, 1961, U.S. President Kennedy had, for example, expressed grave concerns about the situation in Cyprus particularly with regards to a possible Communist takeover (see Brands, 1987, p. 350).
27. A further complaint was made in October, 1967 (FA1/255: 128A, October 9, 1967) against the local publication of the autobiography of Stalin's daughter who had defected to the United States. The tone again is presumptive, demanding and cautionary. The following month the Soviet Embassy was protesting about the deliberate act of arson which destroyed an Embassy car (FA1/992: 104, November 28, 1967) and an explosion at the Soviet Show Hall in Nicosia which caused considerable damage (FA1/992: 126, December 12, 1967).
28. The actual strategic planning for this eventuality had occurred much earlier, in the 1950s. See Varnava, 2010, p. 87; Moore, 2001, p. 62.
29. What I find particularly surprising in this whole narrative about the 'top secret' nature of the British operations is the existence of the contemporary press reports about the nuclear stockpile. Nearly forty years later, these facts were basically "uncovered" for the first time by scholars (see Rhodes 2000 and Moore 2001) working from recently declassified Foreign Office documents. At the time of this 'discovery', former Cypriot President Clerides, who had been an active participant in the first government of The Republic of Cyprus, restricted himself to ambivalent statements such as "Britain might in the past have stored nuclear weapons at its bases in Cyprus" (Christou, *Cyprus Mail*, January 4, 2000) without being categorical about it. How could the 1960 press reports have been so easily forgotten? Moreover, according to Varnava (2010, p. 102) "the existence of nuclear weapons...was made known in the House of

Commons”, presumably in 1960. Unless there has been a collective amnesia on Cyprus, it is very difficult to account for the secret that was no secret which became a secret again.

30. A Cypriot Embassy report on the Turkish reaction to the Cuban Missiles Crisis dated November 5, 1962 (FA1/35: 9) matter-of-factly reports on the necessity of establishing NATO nuclear bases in both Greece and Turkey but makes no mention of any such bases in Cyprus.
31. In the years that followed, the Soviets made constant references to NATO’s devious schemes for Cyprus, to the need to expel the military bases from Cyprus and completely demilitarise the island (see FA1/256: 80, May 16, 1966; FA1/255, July 12, 1967; FA1/255, September 30, 1967; FA1/261: 225-228, February 20, 1969; FA1/261: 256-257, February 25, 1969). The emphasis, however, on the nuclear aspect of the story seemed to disappear. In fact, the terms ‘nuclear missile pad’ and ‘unsinkable aircraft carrier’ are much more prominent during the 1963-1964 period and may be a symptom firstly of the Cuban Missiles Crisis in 1962 and secondly of the resulting Soviet obsession with the de-nuclearisation of the Mediterranean. The dominant role of Khrushchev in the resolution of Cuban crisis and his apparent keen support of Makarios and Cyprus is unlikely to be coincidental as there seems to have been a distinct shift in the Soviet policy towards Cyprus and also in Soviet foreign policy overall, once Khrushchev was deposed in October, 1964.
32. See James (2002) and Soulioti (2006) and Markides (2001) for a discussion of the Amendments. For a very different analysis of the early Cyprus Republic see Moran (2001).
33. An accusation which they categorically denied on March 7 (FA1/254: 135, March 13, 1964).
34. Evriviades (1997, p. 60) highlights the little known, extensive and constant presence of the Soviet navy in the early 1960s: “The Soviet Mediterranean fleet...played cat and mouse games with the Sixth Fleet while a more deadly game was played in the depths of the Eastern Mediterranean by Soviet and U.S. conventional and nuclear armed submarines.”
35. Makarios seemed to share this perspective, remaining committed to the idea of a NATO-free Cyprus. On February 24, 2011, President Christofias upheld that position, vetoing a decision made by the Cypriot Parliament to join NATO’s Partnership for Peace program. While he gave no reasons for the veto, members of AKEL made it clear that NATO’s perceived involvement in the invasion and division of Cyprus made the issue very problematic. In addition, Christofias’s policy of demilitarizing the island necessarily precludes participation in NATO.
36. The U.S. and Britain had been so determined to keep the Soviets out of the Cyprus problem they had insisted that a NATO peacekeeping force be placed on the island rather than a UN force. Soviet involvement via the UN Security Council (Brands,

- 1987, p. 351) had to be avoided at all costs. However, due to the vehement opposition of the Makarios administration and the continuing Turkish threat to invade Cyprus, a UN peacekeeping force was secured instead and began to arrive in March, 1964.
37. This was much more conciliatory than the far more threatening statement Khrushchev made in the Kremlin on July 8, 1964 in which he warned Turkey of the 'dangerous chain reaction' which would be caused if Turkey were to invade Cyprus (*The Times*, July 9, 1964).
38. Zubok & Pleshakov (1996, p. 253) describe Khrushchev's 'two favourite political tools' as 'nuclear brinkmanship and strategic deception'. Since 1955 the United States Government and three Presidents had had to contend with Khrushchev's unswerving dedication to worldwide Socialist revolution and his determination to challenge the smug dominance of the West in any way possible and anywhere possible. Hence the Soviet confrontation with the United States in Berlin, Cuba and now Cyprus. See also Gaddis, 1978, pp. 232, 246. O'Malley & Craig (1999, p. 117) refer to a White House meeting on August 19 in which "Soviet threats" were described as having "brought the issue to the boil".
39. By the early 1970s, economic concerns in the USSR, plus increasing problems with China, had led the Soviets to adopt a more "relaxed", conciliatory approach to the United States (the policy of 'détente') which finally led to the end of the Vietnam War (Donaldson & Noguee, 2005, pp. 94-99; Gaddis, 1978, pp. 254, 265-271) and the diminishment of overtly confrontational policies.
40. By that time, it has been argued, that the Soviets who had always been the main military threat or deterrence to the Turks, had effectively given them the go-ahead (Nicolet, 2001, pp. 442-443).
41. I am not suggesting that Khrushchev's handling of the Cyprus crisis led to his deposition, but I think it may have been a factor. Given that there had been ongoing concerns amongst the Communist élite for years about his heavy-handed approach in foreign policy, his expansionist ideology which had placed the Soviet Union on the brink of nuclear war more than once and his overall daredevil approach of bluff and counter-bluff, it is not surprising that, two months after yet another threat to make war (to defend Cyprus), he was finally ousted.
42. According to Edmunds (1975, p. 37), for the post-Khrushchev Soviet leadership, it was imperative that in foreign policy "there were to be no more games of bluff."
43. The right-wing, rabidly anti-Communist military dictatorship in Greece during 1967-1974 and its direct (and increasing) involvement in Greek Cypriot politics reinforced this new Soviet approach with more than one Cypriot Foreign Ministry report pointing to this inevitable conclusion. (FA1/255, July 12, 1967; FA1/257: 8-9, November 22, 1967). A letter from the Cyprus Embassy in Moscow ended with these words: "So long as the present regime in Greece exists, the Soviet attitude on Cyprus

is expected to be anti-Greek.” (FA2/264: 8, January 2, 1968). But this was not the only reason. It made far more sense to woo the larger and potentially more strategically important Turkey not only for the obvious benefits of mutual trade and commerce but also because of Turkey’s importance to both the United States and NATO.

44. The Soviet Union’s responses to the events of July and August, 1974 which saw the island invaded and divided by Turkey were decidedly lukewarm (see FA2/266: 166-170, August, 1974). Despite the presence of their warships near Cyprus, they, like the US Sixth Fleet, made no moves to intervene militarily. Instead, the Soviets restricted themselves by and large to statements made at the United Nations and accusations levelled at NATO and the Greek Government for the debacle (O’Malley & Craig, 1999, pp. 174, 177; FA1/274: 258-260, August 22, 1974). On the eve of the second wave of the invasion, Acting President Clerides made a desperate offer to the Soviet Union of a Soviet military base on Cyprus. This was flatly refused by the Soviet Government which claimed they wouldn’t intervene except as part of a joint U.S.-Soviet intervention (Nicolet, 2001, pp. 437-238). Times had changed. Material assistance was offered after the second Turkish invasion (FA1/275: 4, October 18, 1974; FA1/275: 20, November 1, 1974; FA1/275: 39, December 10, 1974; see also support from Cuban Government: FA1/133: 92, September 16, 1974) and regular calls for the withdrawal of foreign troops and the complete demilitarisation of the island were made at the UN and via the Soviet press. Depending on the interpretation of events, either the new Soviet-Turkish relationship or the new Soviet-U.S. relationship now superseded all other concerns, even what used to be (for the Soviet leadership) vital, ideological ones.

REFERENCES

- Adams, T.W., *AKEL: The Communist Party of Cyprus*, Stanford, California: Hoover Institution Press, 1971.
- Aydinli, P. & Evripidou, S. ‘Cyprus in middle of regional clash,’ *Cyprus Mail*, September 10, 2011 <http://www.cyprus-mail.com/cyprus/cyprus-middle-regional-clash/20110907> accessed September 10, 2011.
- Ayman, Gulden S., ‘A Case of Brinkmanship: S-300 Missile Crisis,’ *Turkish Review of Balkan Studies*, Volume 7, 1997, pp. 5-34.
- Bahceli, S. ‘Erdogan lambasts ‘ungrateful’ north,’ *Cyprus Mail*, February 5, 2011 <http://www.cyprus-mail.com/cyprus/erdogan-lambasts-ungratefulnorth/20110205> accessed February 21, 2011.

Brands, H., 'America Enters the Cyprus Tangle, 1964,' *Middle Eastern Studies*, Vol. 23, No. 3, July, 1987, pp. 348-362.

Cohen, A., "The "Primakov Doctrine": Russia's Zero-Sum Game with the United States", *The Heritage Foundation*, No. 167, December 15, 1997, pp. 1-6.

Constantinides, Stephanos, Catsiapis, Jean, The European Union and Eastern Mediterranean after Helsinki, Cyprus-Greece-Turkey, *Études helléniques/Hellenic Studies*, 8 (2), Autumn 2000.

Dobell, W.M., 'Division over Cyprus', *International Journal*, Vol. 22, No. 2, Spring 1967, pp. 278-292.

Donaldson, R.H. & Nogee, J.L., *Russia Changing Systems, Enduring Interests*, London: M.E. Sharpe, 2005.

Dunphy, R. & Bale, T., 'Red Flag Still Flying? Explaining AKEL–Cyprus's Communist Anomaly,' *Party Politics*, Vol. 13, No. 3, 2007, pp. 287-304.

Edmonds, R. *Soviet Foreign Policy 1962-1973. The Paradox of Super Power*, London, Oxford University Press, 1975.

Ellis, R. 'Crisis in the Mediterranean,' *EuropeNews*, September 6, 2011 <http://europenews.dk/en/node/46965> accessed September 8, 2011.

Enginsoy, U. 'Confident Turkey plans to raise arms expenses to historic high,' *Hürriyet Daily News*, August 8, 2011.

<http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=confident-turkey-plans-to-raise-arms-expenses-to-historic-high-2011-08-08> accessed September 1, 2011.

Evriviades, M.L., 'Power Competition in the Eastern Mediterranean: An Historical Perspective and Future Prospects.' In *Security and Cooperation in the Eastern Mediterranean*, ed. A. Theophanous and V. Coufoudakis, Nicosia: Intercollege Press, 1997, pp. 53-68.

Fenwick, S. 'Russia Sends Nuclear Subs to Patrol Cyprus Waters – Report,' *cyprusnewsreport.com*, August 25, 2011. <http://www.cyprusnewsreport.com/?q=node/4540> accessed September 8, 2011.

Wilkins, 'Telegram From the Embassy in Cyprus to the Department of State', *Foreign Relations of the United States, 1961-1963, Volume XVI: Eastern Europe; Cyprus; Greece; Turkey*, p. 538. http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v16/pg_538 accessed August 25, 2011.

Fouskas, V., 'Reflections on the Cyprus Issue and the Turkish Invasions of 1974,' *Mediterranean Quarterly* 12.3, (Summer) 2001, pp. 98-127.

France 24 International News, 'Medvedev visits Cyprus amid Russian investment boom,' October 7, 2010. <http://www.france24.com/en/20101007-medvedev-visits-cyprus-amid-russian-investment-boom> accessed September 1, 2011.

Gaddis, J. Lewis, *Russia, the Soviet Union and the United States: An Interpretive History*, New York: John Wiley & Sons, 1978.

James, A., *Keeping the Peace in the Cyprus Crisis of 1963-64*, London: Palgrave, 2002.

Joseph, J.S., *Cyprus Ethnic Conflict and International Concern*, New York: Peter Lang, 1985.

Labetskaya, K. & Tarutin, I., 'The European Union's Cyprus Setback-The Greek South Rejects Unification With the Turkish North,' *Current Digest of the Russian Press*, No. 17, Vol. 56, May 26, 2004, pp.16-17.

Lederer, E.M., 'Russia Blocks UN Cyprus Resolution,' *Associated Press*, April 21, 2004. <http://www.globalpolicy.org/security/veto/2004/04021blocks.htm> accessed 25/10/2005

Mallinson, W., *Cyprus A Modern History*, London and New York: I.B. Tauris, 2005.

Mallinson, W., 'US Interests, British Acquiescence and the Invasion of Cyprus,' *British Journal of Politics and International Relations*, Vol 9, 2007, pp. 494-508.

Markides Weston, D., *Cyprus 1957-1963 From Colonial Conflict to Constitutional Crisis. The Key Role of the Municipal Issue*, Minneapolis, Minnesota: University of Minnesota, 2001.

Moore, R., 'Where Her Majesty's Weapons Were,' *Bulletin of the Atomic Scientists*, January-February, 2001, pp. 58-64.

Moran, M., 'Cyprus and the 1960 Accords: Nationalism and Internationalism,' *Journal of International Affairs*, Volume 6, Number 2, June-July, 2001.

NDTV, 'Now, Cyprus hunts for "Russian spy paymaster,"' <http://www.ndtv.com/article/world/now-cyprus-hunts-for-russian-spy-paymaster-35053> accessed August 18, 2011.

Nicolet, C., *United States Policy Towards Cyprus, 1954-1974: Removing the Greek-Turkish Bone of Contention*, Bibliopolis: Peleus, 2001.

Norton, A.R., 'The Soviet Union and Cyprus,' in Salem, N., *Cyprus A Regional Conflict and its Resolution*, London: MacMillan Press Ltd, 1992, pp.100-113.

O'Malley, B. and Craig, I., *The Cyprus Conspiracy*, London: I.B. Tauris, 1999.

Rogers, P., 'Britain's nuclear-weapons fix,' openDemocracy free thinking for the world, June 29, 2006, pp. 1-6, www.openDemocracy.net, accessed August 1, 2011.

Smith, H. & McGreal, C., 'Russian spy ring: Hunt for Canadian who skipped bail in Cyprus,' *Guardian*, July 1, 2010, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jun/30/russian-spy-ring-cyprus> accessed August 19, 2011.

Soulioti, S., *Fettered Independence: Cyprus, 1878-1964*, Volume One, Minneapolis, Minnesota: University of Minnesota, 2006.

Soykok, J., 'Russian Leader Putin: Isolation of Turkish Cypriots is not Fair,' *The Journal of Turkish Weekly*, January 12, 2005. <http://www.turkishweekly.net/news/1877/russian-leader-putin-isolation-of-turkish-cypriots-is-not-fair.html> accessed September 1, 2011.

Stefanidis, I.D., *Isle of Discord: Nationalism, Imperialism and the Making of the Cyprus Problem*, New York: New York University Press, 1999.

The Moscow Times, 'How a Suspected Spy Eluded Capture in Cyprus,' July 6, 2010. <http://proxyma.themoscowtimes.com/news/article/how-a-suspected-spy-eluded-capture-in-cyprus/409771.html> accessed August 18, 2011.

The National Herald, 'Cyprus Gets U.S., Russian Backing for Drilling, Making Turkey Furious,' September 6, 2011.

<http://www.thenationalherald.com/category/Cyprus-Problem> accessed September 7, 2011.

The Times, 'Khrushchev Warns Turkey on Cyprus: Call For Foreign Troops To Go,' July 9, 1964.

The Washington Post, 'Churchmen Join Reds in Cyprus Rule,' August 2, 1960.

The Washington Post, 'Cyprus finance minister says Russia among possible foreign lenders to help service debt,' September 10, 2011. http://www.washingtonpost.com/business/markets/cyprus-finance-minister-says-russia-among-possible-foreign-lenders-to-help-service-debt/2011/09/09/gIQASg6oEK_story.html accessed September 10, 2011.

Uslu, N., *The Turkish-American Relationship between 1947 and 2003: The History of a Distinctive Alliance*. New York: Nova Science Publishers, Inc, 2003.

Varnava, A., 'Reinterpreting Macmillan's Cyprus Policy, 1957-1960', *Cyprus Review* 22: 1 (Spring), 2010 pp. 79-106.

Verrier, A., 'Cyprus: Britain's Security Role' *The World Today*, Vol. 20, No. 3, March, 1964, pp. 131-137

Zubok, V & Pleshakov, C., *Inside the Kremlin's Cold War From Stalin to Khrushchev*, Cambridge, London, Harvard University Press, 1996.

Republic of Cyprus Ministry of Foreign Affairs State Archives:

FA1/989, December 26, 1960, 'Arrival of Soviet Ambassador.'

FA1/254: 26, July 9, 1962, 'Press Release.'

FA1/254: 27, July 18, 1962, 'Aide Memoire.'

FA1/35: 9-10, November 5, 1962, 'Report No. 24.'

FA1/254: 46, January 23, 1963, V. Kotsapas, 'Cypriot Students'.

FA1/254, May 21, 1963, 'Letter from USSR to the Government of the Republic of Cyprus.'

FA1/254: 125-126, October 3, 1963, V. Kondratyev, 'Olive Branches of Young Republic,' *Isvestia*.

FA1/254, October 9, 1963, B. Burkov, K. Nepominashchi, E. Sheveleva, 'Meetings in Cyprus,' *Pravda*.

FA1/254, October 10, 1963, 'The People of Cyprus Send Fraternal Greetings and Best Wishes to Soviet People: President of Cyprus Makarios Talks to Soviet Journalists,' *Pravda*.

FA1/255: 1-16, December 31, 1963, 'Khrushchev's message to the UN.'

FA1/256, January 30, 1964, 'Memorandum: Soviet-Cypriot Trade Protocol.'

FA1/256, January 30, 1964, 'Memorandum: Establishment of diplomatic relations between Soviet Union and Cyprus.'

FA1/254: 135, March 13, 1964, 'Soviet Embassy Response.'

FA1/256: 7, October 19, 1964, 'Announcement from the Presidential Palace.'

FA1/256: 84, May 10, 1966, 'Uphold the independence of Cyprus,' *Pravda*.

FA1/256: 83, May 11, 1966, 'Greeting Cables to Prime Minister of Turkey and President of Cyprus,' *Pravda*.

FA1/256: 80, May 16, 1966, N. Bragin, 'Repulse Dander of Cyprus Deal,' *Pravda*.

FA1/255: 98, June 3, 1967, E. Ipsarides, 'Re: Soviet News.'

FA1/255, July 12, 1967, Ambassador Lefkos Georghiades, 'Soviet Concern about Cyprus.'

FA1/255, September 30, 1967, K. Antonov, 'For Stronger Independence of Cyprus,' *Isvestia*.

FA1/992: 104, November 28, 1967, 'Letter from Soviet Embassy requesting compensation for Embassy car.'

FA1/255: 128A, October 9, 1967, 'Soviet complaint against publication of Allileuva's book, *20 Letters*.'

FA1/257: 8-9, November 22, 1967, 'Soviet statement to the UN about Greek Junta.'

FA1/992: 126, December 28, 1967, 'Letter from Soviet Embassy concerning explosion in Soviet Show Hall, Nicosia.'

FA1/257: 2, December 30, 1967, 'Chronology of Principal events in Soviet affairs, Jan-June 1966.'

FA2/264: 8, January 2, 1968, L.P. Georgiades, 'Letter from the Cyprus Embassy in Moscow'.

FA1/257: 33-34, April 16, 1968, 'Growing Neighbourly Relations,' *Izvestia*.

FA1/257, July 13, 1968, 'Joint Soviet-Turkish Communiqué.'

FA1/258: 104-106, October 5, 1968, A. Angelides, 'Soviet Manifestations on the anniversary of Cyprus Independence.'

FA1/261: 225-228, February 20, 1969, Y. Glukhov, 'NATO's Stakes in the Mediterranean,' *Pravda*.

FA1/261: 256-257, February 25, 1969, N. Bragin, 'Military Bases—Threat to Cyprus,' *Pravda*.

FA1/270: 10-13, June 14, 1971, 'Ankara Daily News on Soviet stand on Cyprus.'

FA1/274: 258-260, August 22, 1974, 'Soviet Government's Statement.'

FA2/266: 166-170, August, 1974, 'Confidential Report on Communist Policy and Tactics, August 1974.'

FA1/133: 92, September 16, 1974, 'Cuba's Contribution For Cypriot Refugees.'

FA1/275: 14, October 18, 1974, 'Donation by the Soviet Union to the People of Cyprus.'

FA1/275: 20, November 1, 1974, 'Soviet Aid For Refugees.'

FA1/275: 39, December 19, 1974, 'Part of the Soviet Assistance in Crude Oil Delivered To-day.'

British Bases in Cyprus and Signals Intelligence

Giorgos Georgiou*

RÉSUMÉ

Le but de cet article est d'examiner pourquoi Chypre a été et continue d'être essentielle pour les intérêts stratégiques occidentaux. L'auteur souligne que pendant la Guerre froide, les renseignements recueillis à Chypre ont contribué à maintenir le fragile équilibre avec le bloc soviétique, en évitant une Guerre nucléaire mondiale destructrice et en projetant la puissance du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'OTAN au Moyen-Orient et au-delà. La République de Chypre a complètement échoué à participer à ce grand jeu régional, même comme un spectateur actif. Au lieu de gagner, elle a accusé une grande perte.

ABSTRACT

The aim of this paper is to examine the question why Cyprus has been and continues to be vital for Western strategic interests. It points out that during the Cold War, Intelligence gathered in Cyprus helped maintain the fragile balance with the Soviet Bloc, avoiding a destructive global nuclear war and projecting UK, US and NATO power in the Middle East and beyond. The Republic of Cyprus failed utterly to participate in this regional Great Game even as an active spectator. Instead of gain, there was great loss.

The Embassy does not believe that the loss of Cyprus-owned physical infrastructure, nor the interruption of key resource exports from the island, would immediately affect the security, national economic security, and/or public health or safety of the United States. A Connecticut-sized Mediterranean island some 5000 miles from the East Coast of the United States, Cyprus simply is too small, too distant, and too lacking in natural resources to affect U.S. interests in that fashion. [...] Under the terms of the 1960 independence treaties, Great Britain was allowed to retain two "Sovereign Base Areas" (SBAs) and several isolated sites scattered

* Journalist with an interest in Intelligence

throughout Cyprus, such as the RAF radar dome on Mt. Olympus, the island's highest point, and various antenna arrays in Ayios Nikolaos, near Famagusta. Via varied formal agreements and informal arrangements, the United States enjoys some access to and benefits from these UK facilities. Unlike the Cyprus-owned infrastructure noted above, the damage or complete loss of SBA-housed facilities would pose a threat to our national security interests in the eastern Mediterranean.¹

This arrogant but perhaps realistic assessment by the US Ambassador in Nicosia sets the stage for what follows in this brief report. Comprising 254 sq km or approximately 3% of Cyprus territory, the so-called Sovereign Base Areas are probably the most important Western Intelligence listening post in the Eastern Mediterranean, monitoring communications in the Middle East, North Africa, the Balkans, Russia and beyond. Cyprus has also been a staging point for various UK-US Intelligence and military operations, one of the earliest being the overthrow of Iran's Prime Minister Mohammad Mossadegh in 1953 in the now infamous Operation AJAX.² Until very recently RAF Akrotiri was actively involved in the reconnaissance and air support of the war in Libya, as part of Operation Ellamy.

It was not until June 1947 that the full potential of Cyprus as a listening post started to be exploited, with the transfer of British personnel and equipment from Palestine and the creation of the Ayios Nikolaos Station near Famagusta, to house the 2 Wireless Regiment, later renamed as the 9 Signal Regiment. Soon, another British Signals Intelligence (SIGINT) station was moved from Iraq to the village of Pergamos, near Ayios Nikolaos, where it operated until September 1968. Up to one thousand British radio operators and technicians were stationed in the two sites during those first years, living in tents, surrounded by mud and exposed to the elements.³ Through the years the Ayios Nikolaos Station, in 1999 renamed as Joint Service Signals Unit (Cyprus), became one of the largest and most important SIGINT and ELINT (Electronic Intelligence) sites of the British Government Communications Headquarters (GCHQ), second only to RAF Menwith Hill in Yorkshire.

Cooperation between GCHQ and its US counterpart, the National Security Agency (NSA), in Cyprus was close from the beginning, albeit sometimes tense, based on the UKUSA Security Agreement.⁴ Ayios Nikolaos Station collected SIGINT and ELINT during the 1948 Arab-Israeli War, the 1956 Suez Crisis, the EOKA 1955-1959 Cypriot liberation struggle against British colonialism,⁵ the clashes between Greek- and Turkish Cypriots in 1963, the 1967 Six-Day War and the 1973 Yom Kippur War, to name just a few of the older and seemingly

never-ending conflicts in this volatile part of the world. The final Intelligence product was of huge importance to the decision makers in London and Washington, as it allowed them to plan and shape their policies with the immense advantage of near real-time flow of accurate information from the political arena as well as the battlefield.

Fine details of the way Ayios Nikolaos operated in the 1960s were revealed to the Scottish investigative journalist Duncan Campbell by Corporal John Berry on 18 February 1977. Berry had served at Ayios Nikolaos from 1966 until 1970 and gave Campbell an extensive account of his work there:

We were responsible for Iraqi, Egyptian, Greek Cypriot and Turkish Cypriot illicit communications. We also intercepted some Israeli, although I was never really sure who was basically responsible for Israeli interceptions, whether it was us or the Americans. There was certainly a task – there was a bank of sets in the intercept room that picked up Israeli communications. But we also got stuff fed back from NSA that they picked up as well. We had an American at 9 Signals. A guy called Dave Mallory who was NSA. I was involved with Iraqi intercept. And we had specific tasks, which were allocated to us from GCHQ. We had to intercept Iraqi Diplomatic, Air Force and Military traffic. Once you've identified a net, as an Iraqi Army net, it's fairly elementary, especially the Arab countries, to keep track of it. I mean the Russians employ very sophisticated techniques with changes of frequency and everything else. The Arabs employ much less sophisticated techniques and it's fairly easy to break their frequency rotas and times of new schedules, the times at which they transmit. Most of the Intelligence that we derived from Arab communications was concerned with whereabouts of units and the buildup subsequent to the Middle East War. We were very anxious to have information about the sort of Iraqi presence in Jordan in the 18 months following the June war in '67. [...] I certainly saw lots of other NATO countries intercept. Which was – well I mean a lot of it was casual, because the operators would be tuned in to a particular frequency, would pick up some Italian Diplomatic traffic or some French. [...] It was possible to get quite a lot of information about what the state of arms in the Turkish Cypriot fighting units was. Quite a lot of the communications were concerned with – and also interestingly – with illegal acquisition of British arms, because there was quite a leak at

one point. And various people were court-martialled selling British Army rifles to Turkish Cypriots.⁶

The range and scope of British and American SIGINT operations in Cyprus during the first decades of the Cold War become more evident after a very recent revelation concerning the mysterious circumstances surrounding the death of the UN Secretary General Dag Hammarskjöld in a supposed plane accident on 18 September 1961 in Northern Rhodesia - now Zambia. An American Intelligence officer stationed at the NSA Naval Security Group Command installation at Yerolakkos,⁷ west of Nicosia, recounts how he intercepted the transmission of the pilot of another plane in the area of the subsequent crash, closing in on the DC6 with Hammarskjöld on board, firing his plane's guns and then shouting "*I've hit it*".⁸ The American officer was thus able to monitor clearly the apparent attack that took place 5,340 km away.

A few years later the NSA station at Yerolakkos focused on the Palestinian Liberation Organization, Yasser Arafat's Fatah party and the Black September Organization, sometimes with deadly results. An NSA Arabic linguist responsible for the PLO Desk at Yerolakkos revealed that "*NSA would send intercepts detailing the movements of suspected terrorists to the CIA, which would in turn pass them on to Israeli intelligence – and some guy was dead. We'd get a message that so and so was coming through the Athens Airport and then you'd read in the Jerusalem Post that some poor sucker had been killed in an airport.*"⁹

British and American SIGINT installations in Cyprus continued their work throughout Turkey's invasion in 1974 and intercepted the very message by which the military junta in Nicosia reported to its Athens headquarters that the coup d'état against Archbishop Makarios had begun.¹⁰ Other examples of Ayios Nikolaos activities included monitoring the 1980-1988 Iran-Iraq war and the Soviet naval presence in the Eastern Mediterranean. Soviet ballistic missile tests in mainland USSR were possible since around 1964 by use of a US RCA company designed over-the-horizon (OTH) backscatter radar (codenamed COBRA SHOE) in the Akrotiri SBA.¹¹

Apart from various High Frequency (HF) antennae used for intercepting mainly military and diplomatic signals from around the world, Ayios Nikolaos also houses a HF Direction Finder (DF) that enables its operators to triangulate, pinpoint and analyze transmissions within a range of thousands of kilometers, monitoring bearings of transmitters and signal strength, thus enabling the construction of a virtual electronic map of troop movements and similar activities. Next to the HF DF, several satellite antennae form part of the UKUSA

ECHELON system,¹² automatically intercepting fax, emails, Internet, mobile phones, telephones etc from a multitude of geostationary communications satellites. However, the SIGINT importance of ECHELON has been in drastic decline during the past decade due to the wide use of fiber-optic communications.¹³

Twenty kilometers east of Ayios Nikolaos, Cape Greco used to be a NATO early warning communications site, part of the ACE HIGH¹⁴ network until the late 1980s. It ran from Norway through the UK and France, Italy, Greece and Turkey, where the Incirlik Air Base was linked with Cape Greco via troposcatter antennae. Cape Greco was in turn connected via microwave link to the RAF radar on top of Mount Olympus, providing NATO with live coverage of the airspace in the area. Armed Avro Vulcan strategic bombers were stationed at RAF Akrotiri as part of Britain's nuclear deterrent from 1969 to 1975, and were ready to retaliate in case of conflict with the Warsaw Pact, if the order was given via the ACE HIGH network. In 1994 the Cape Greco installation was destroyed with explosives by the British army before the site was returned to the Republic of Cyprus to become a National Guard camp.

Since 1970 Cape Greco has also been home to a powerful HF transmitter for Radio France. Since 2002 Voice of America also uses the 2MW transmitter, whereas British propaganda is broadcast by the British East Mediterranean Relay Station in Zygi and its apparent sister station just west of the Lady's Mile beach in Limassol, with both transmitting the BBC World Service in several languages. All stations cover much of the Middle East and North Africa.

The RAF radar on Mount Olympus continues to monitor civil and military air traffic over and around Cyprus, Syria, Lebanon, Israel and parts of Egypt and Turkey. The Troodos Station, Golf Section, formed in 1878 near the Troodos Square, is the oldest remaining British site in Cyprus. Being a detachment of the JSSU, it provides military planners and commanders with invaluable ELINT collected with a variety of sensors, looking for weaknesses in the defense networks of neighboring countries and detecting ships and aircraft by their radar and other electromagnetic radiation. The addition of the Starbrook system in 2006 allows Britain to scan the skies for satellites and other objects in space as small as 1,5m.¹⁵

The Episkopi Satellite Ground Section is also part of the JSSU and its primary role, according to the MoD, is to provide secure satellite communications off Cyprus, probably via the British Skynet satellite system, bridging the gap with the UK. Recently two of the three radomes of the station were removed; however security around the remaining radome and the nearby HF DF continues to be very high.

For many years the Akrotiri SBA was the site of a powerful shortwave transmitter, the Lincolnshire Poacher, a “Numbers Station” used by the Secret Intelligence Service (MI6) to transmit encrypted one-time pad instructions to undercover British agents in unfriendly regimes. The station went silent in July 2008, perhaps indicating that British spies have found easier and more efficient ways to communicate with their Legoland headquarters on the bank of the river Thames.

Next to the Akrotiri salt lake lies a huge curtain antenna, code-named PLUTO, which is a 100m tall, 200m wide, 1 MW OTH radar, detecting airplanes and missiles in countries as far as Afghanistan, Kazakhstan and parts of the Russian Federation. The vast receiving array of this OTHR lies in three rectangular structures at Ayios Nikolaos.

RAF Akrotiri is the biggest RAF air base outside the UK. Apart from its role as a staging post for military planes and troops for a wide range of operations, since the 1960s it has also been the base of American U-2 spy planes, flying as high as 20 km as far as Afghanistan, monitoring communications and collecting high resolution photos of territories being overflown. Recently the U-2s in Akrotiri participated in the enforcement of the no-fly zone over Libya. More controversial, however, is their use over Turkey and Lebanon, which in 2008 caused a diplomatic incident with the British government.

As revealed by WikiLeaks diplomatic cables, the U-2s were being used by the US to fly missions codenamed Cedar Sweep over Hezbollah locations in Lebanon, after which the Americans passed the Intelligence to the Lebanese authorities to help them track down Hezbollah militants. Likewise, the U-2s gathered Intelligence over Turkey and northern Iraq and the information was secretly supplied to the Turkish authorities in an operation codenamed Highland Warrior. The UK protested that *"in both cases, intelligence product is intended to be passed to third-party governments"*. What the UK actually feared was the possibility of being complicit in unlawful acts, or the Cyprus government finding out.¹⁶

It would be an omission in the context of this report not to refer briefly to some more recent US SIGINT operations in Cyprus. One was NSA's alleged collaboration with Crypto AG, the Swiss cryptographic and secure communications supplier trusted by many governments worldwide. According to various sources, NSA agents convinced Crypto AG to install backdoors on its equipment sold around the world, enabling the Americans to access the encrypted traffic produced by the machines used by foreign governments. From 1972 until 1992 Cyprus had been using 13 Crypto AG teleprinters linking the Ministry of Foreign Affairs in Nicosia with Cyprus diplomatic missions abroad.

When the Cyprus government was informed of the possibly compromised machines in 1992, their use was immediately discontinued. However, if the teleprinters were indeed rigged, it would mean that for twenty years the Americans had unimpeded access to virtually all the diplomatic correspondence of Cyprus.¹⁷

Another operation of the NSA in Cyprus, still ongoing, is enjoying diplomatic immunity. The roof of the US embassy in Nicosia is covered with various kinds of SIGINT antennae, installed by the secretive Special Collection Service¹⁸ and able to intercept nearly the full spectrum of frequencies. Mike Frost, a veteran of the Communications Security Establishment, the Canadian counterpart of the NSA, was trained by the SCS in Maryland on how to install similar systems in US and Canadian embassies around the globe and amassed 34 years of experience in SIGINT. In November 2000, together with Duncan Campbell, Frost prepared at my request a detailed analysis of several photos of the US embassy in Nicosia, concluding *inter alia* that

*At least part of the top floor of the US Embassy in Cyprus, is being used as an Operations Room to conduct a massive SIGINT collection operation. This operation consists of at least eight whip antennae of varying length, at least eight semi-directional Yagi antennae, two possible long wire HF antennae and at least five antenna boxes used to conceal an assortment of directional antennae. From the number and types of antennae and boxes visible it is thought that this is a 24/7 operation and covers most if not all of the radio spectrum. Below is a partial list of signals a site such as this would be able to listen to and copy: cellular telephones, nationwide and two way pagers, Internet communications, analogue and digital cordless telephones, radio frequency wireless modems, satellite telephone up/down links, terrestrial and satellite microwave communications, credit card and ATM transactions, HF radio communications and Tempest Radiation.*¹⁹

It is clear from Frost's analysis that the US embassy in Cyprus has sought and indeed has managed to complement to a great extent the SIGINT obtained and shared by the British on the island. This applies also to open source Intelligence gathering. A year after the closure of the FBIS station at Karavas in 1974, the US government obtained permission by the Cypriot Council of Ministers to reopen the station in Nicosia, where it operated as part of the US embassy. In 1985, FBIS was relocated to its present site at Archangelos,²⁰ having been absorbed by the Open Source Center in 2005, according to the recommendation of the 9/11 Commission. The station employs automatic speech recognition and translation and several other technologies to gather Intelligence from a variety of open sources including the Internet, public databases, the Press, radio, television,

video, geospatial data, photos and commercial imagery. In total, the OSC collects open source Intelligence from more than 160 countries in more than 80 languages.²¹

Despite being a Connecticut-sized Mediterranean island, too small and too distant from the US, for the better part of a century Cyprus has been and continues to be vital for Western strategic interests. During the Cold War, Intelligence gathered in Cyprus helped maintain the fragile balance with the Soviet Bloc, avoiding a destructive global nuclear war and projecting UK, US and NATO power in the Middle East and beyond. Unfortunately, the Cyprus state failed utterly to participate in this regional Great Game even as an active spectator. Instead of gain, there was great loss.

Since the beginning of the 21st century new transnational challenges have emerged. International terrorism and militant forms of radicalization, weapons proliferation, international organized crime, narcotics and human trafficking and the geo-political implications of climate change are now at the top of the agenda for policymakers worldwide.²² It remains to be seen if Cyprus will find a way to get even a small share of the profits in the international trade of Intelligence.

NOTES

1. Confidential diplomatic cable sent by US Ambassador in Nicosia Ronald L. Schlicher to the State Department on 29 January 2008, published by *WikiLeaks* on 1 September 2011 (Reference ID 08NICOSIA70). See <http://www.cablegatesearch.net>.
2. See *Politis* daily newspaper, 10 October 2000, p. 16.
3. For a more detailed review of the creation of the Ayios Nikolaos Station see the first part of my TV documentary *To Nησί των Κατασκοπών* (The Island of Spies) first broadcast by the CyBC on 24 March 2005 and available online at <http://video.google.com/videoplay?docid=620430361579534374>. See also Richard J. Aldrich, *GCHQ*, HarperPress, 2010, pp. 161-163, and Brendan O'Malley and Ian Craig, *The Cyprus Conspiracy*, I.B. Tauris, 1999, pp. 79-82.
4. See Nicky Hager's investigative masterpiece *Secret Power*, Craig Potton Publishing, 1996, and O'Malley and Craig, *op. cit.*, pp. 83 and 125.
5. See in general Peter Wright, *Spycatcher*, Viking, 1987, pp. 153-159.

6. To the best of my knowledge this is the first time that even a part of Berry's original account is published, as it is still considered Top Secret by Her Majesty's Government. The British Security Service, more widely known as MI5, had been monitoring Berry's account to Campbell and immediately arrested both. For their subsequent prosecution, the ABC Trial, see Geoffrey Robertson, *The Justice Game*, Vintage, 1999, pp. 104-134.
7. This NSA station operated from June 1957 until 23 April 1974. Other US monitoring sites in Cyprus included Mia Milia to the northeast of Nicosia and the US embassy. A CIA Foreign Broadcast Information Service (FBIS) station, collecting, translating and analyzing Intelligence from open sources in countries of the Iron Curtain was operating at Karavas. See O'Malley and Craig, *op. cit.*, pp. 82-84. FBIS Karavas was established in 1949. At the time of its closure on the day of the Turkish invasion on 20 July 1974 it had 85 employees, including 13 Americans. See document titled *Eyewitness Reports From The FBIS Mediterranean Bureau 20-23 July 1974*, dated 18 September 1974, describing the employees' escape to safety.
8. Susan Williams, *Who Killed Hammar skjöld?*, C Hurst & Co (Publishers) Ltd, 2011, pp. 139-150.
9. See James Bamford's supplemental notes with updates published online for *Body of Secrets*, Anchor Books, 2001, at <http://www.randomhouse.com/features/bamford/notes.html#page166>.
10. O'Malley and Craig, *op. cit.*, p. 168.
11. According to US government declassified documents. There are indications that this OTHR was moved to Ayios Nikolaos in the years following 1974. Whatever the case, the design and orientation of a specific antenna to the southeast of the Ayios Nikolaos station suggest it is an OTHR covering the former USSR. See the third part of my TV documentary *To Νησί των Κατασκόπων* (The Island of Spies), *op. cit.* Another OTHR, code named AN/FSQ-76 (over-the-horizon forwardscatter receiver) was located in Cyprus, probably in the 1950s and 1960s, to detect missile launches in the USSR.
12. See Hager, *op. cit.* and second part of my TV documentary *To Νησί των Κατασκόπων* (The Island of Spies), *op. cit.*
13. James Bamford, *The Shadow Factory*, Doubleday, 2008, pp. 161-163.
14. See http://www.subbrit.org.uk/rsg/features/ace_high.
15. See the European Space Agency's Bulletin 133, February 2008.
16. See *The Guardian* story titled *UK overruled on Lebanon spy flights from Cyprus, WikiLeaks cables reveal* at <http://www.guardian.co.uk/world/2010/dec/01/wikileaks-cables-cyprus-rendition-torture> and the actual cable titled HMG OUTLINES NEW PROCEDURES FOR REQUESTING INTEL FLIGHT CLEARANCES at <http://www.cablegatesearch.net>.
17. See my TV report for the CyBC, broadcast 15 July 1999, partly reproduced in the

Greek daily *Eleftherotypia* on 17 July 1999, p. 3. For more information on this extraordinary story see also http://en.wikipedia.org/wiki/Crypto_AG.

18. See Bamford, *The Shadow Factory*, *op. cit.*, pp. 213-214 and also Bamford, *Body of Secrets*, *op. cit.*, pp. 477 and 479-480.
19. Based on Frost's assessment I prepared an explosive story for the *Politis* daily newspaper, the owner of which eventually refused to publish it without even covering my agreed expenses. In the end it was published in two parts on 20 and 21 January 2001 on the front page of the daily *Haravgi* newspaper, which predictably excluded from my story Frost's SIGINT analysis of the Russian Embassy in Nicosia.
20. Cypriot Government Spokesman statement, 11 March 1987.
21. See OSC website at <https://www.opensource.gov>.
22. Roger Z. George, *Meeting 21st Century Transnational Challenges: Building a Global Intelligence Paradigm*, Center for the Study of Intelligence, Studies in Intelligence, vol. 151, no. 3, 10 September 2007.

La Question Chypriote devant les Juridictions Européennes

Jean Catsiapis*

ABSTRACT

Jean Catsiapis in his article The Cyprus issue before the European Courts examines the most important decisions of the Court of Justice and the European Court of Human Rights, which evoke the consequences of the invasion of Cyprus by the Turkish army in 1974. He analyzes the decisions of European courts, which punish violations of international law by Turkey and its army at the expense of the Republic of Cyprus and its citizens. The author of this article highlights the legal battle of Cypriots, who for obvious reasons cannot lead an armed struggle against the occupying Turkish, intend to devote the primacy of international law whose purpose is to protect the weak states against the imperialism of strong states.

RÉSUMÉ

Dans cet article l'auteur examine les décisions les plus importantes de la Cour de justice des Communautés européennes et de la Cour européenne des droits de l'homme, qui évoquent les conséquences de l'invasion de Chypre par l'armée turque en 1974. Il analyse les arrêts de ces juridictions européennes, qui sanctionnent les violations du droit international par la Turquie et son armée au détriment de la République de Chypre et de ses citoyens. L'auteur de cet article souligne le combat juridique des Chypriotes, qui ne pouvant pour des raisons évidentes mener une lutte armée contre l'occupant turc entendent faire consacrer la primauté du droit international dont l'objet est de protéger les Etats faibles face à l'impérialisme des Etats forts.

Introduction

La question chypriote, expression communément utilisée pour désigner les violations du droit international concernant Chypre, a concerné les institutions européennes avant même l'indépendance de ce pays intervenue le 16 août 1960. En effet, la Grèce par les requêtes n° 176/56 du 7 mai 1956 et n° 299/57 du 17 juillet 1957 introduites devant le Conseil de l'Europe contre le Royaume Uni

* Université de Paris X

demandait que soient sanctionnées les violations de la Convention européenne des droits de l'homme – en visant notamment des actes de torture – commises par l'occupant britannique contre les Chypriotes en lutte pour leur autodétermination.¹ Toutefois c'est avec l'invasion de la République de Chypre par la Turquie au cours de l'été 1974 que la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) et la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ont été amenées à constater ou réprimer certaines conséquences de l'occupation de Chypre par l'armée turque et à consacrer la légitimité du gouvernement de la République de Chypre.

La Question Chypriote devant la Cour de Justice des Communautés Européennes

A. L'obligation de non reconnaissance de la «République turque de Chypre»

La République de Chypre a d'abord conclu avec les Communautés européennes un accord d'Association entré en vigueur le 1^{er} juin 1973 avant de devenir le 1^{er} mai 2004 membre de l'Union européenne.² La partie nord du territoire chypriote sous occupation militaire s'est proclamée le 15 novembre 1983 «République turque de Chypre nord» («RTCN»), entité reconnue uniquement par la Turquie.

Le 18 novembre 1983, le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa Résolution 541 (1983) a considéré cette proclamation comme «nulle et non avenue» et a demandé «à tous les Etats de ne pas reconnaître d'autre Etat que la République de Chypre».

C'est par son arrêt du 5 juillet 1994, C-432/92, que la CJCE – sur saisine par la *High Court of justice* britannique de l'interprétation de 5 questions préjudicielles portant sur l'accord d'association entre la CEE et la République de Chypre – s'est opposée à l'acceptation par les autorités nationales d'un Etat membre de certificats de circulation et de certificats phytosanitaires délivrés par les autorités de la «RTCN». L'argumentation de la CJCE s'est fondée sur le fait que la «RTCN» n'avait été reconnue ni par la Communauté européenne ni par ses Etats membres.

Certes la CJCE n'a pas cru devoir fonder sa décision sur la Résolution 541 (1983) du Conseil de sécurité de l'ONU, sans doute pour éviter de faire prévaloir le droit international général sur le droit communautaire, mais elle a toutefois établi que l'exportation de marchandises en provenance du nord de Chypre devait être assortie de certificats délivrés par les autorités compétentes de cette

République, c'est-à-dire le gouvernement chypriote. Il est certain que l'arrêt du 5 juillet 1994 a eu pour effet d'empêcher le commerce direct des Etats membres de l'UE avec la zone occupée de Chypre non parce qu'il y avait un embargo décidé à l'initiative du gouvernement chypriote mais simplement parce qu'une entité non reconnue par la communauté internationale ne peut prétendre à bénéficier des droits que peut exercer tout Etat.

Toutefois il faut noter que l'Union européenne a décidé sous couvert de faciliter la réunification de Chypre d'apporter son aide économique aux Chypriotes turcs par trois initiatives.

Premièrement, un règlement sur le franchissement par les personnes, les biens et les services, de la ligne «verte» de démarcation – non assimilable à une frontière extérieure de l'UE- est entré en vigueur le 1^{er} mai 2004. Ce texte lève l'ensemble des droits applicables aux produits agricoles originaires des zones de la partie nord de Chypre, règlemente l'introduction temporaire des marchandises pour une durée pouvant aller jusqu'à six mois de la zone nord vers celle contrôlée par la République de Chypre, et enfin augmente de 135 à 260 euros la valeur totale des marchandises contenues dans les bagages personnels lors du franchissement de la ligne.

Deuxièmement, Une aide a été accordée à la partie nord de Chypre d'un montant de 259 millions d'euros pour la période 2004-2006.

Troisièmement, un règlement proposé par l'UE et relatif au commerce direct avec la zone occupée a été refusé par la République de Chypre. En effet le gouvernement chypriote craignait que par cette proposition de règlement la «RTCN» ne soit reconnue par l'UE. Au total l'esprit de l'arrêt de 1994 de la CJCE, sur la non reconnaissance de la «RTCN» a été en l'occurrence respecté.

B. La compétence des tribunaux chypriotes sur la totalité du territoire de la République de Chypre

A la suite de l'invasion du nord de Chypre au cours de l'été 1974 la quasi-totalité des Chypriotes grecs de cette région ont trouvé refuge au sud de l'île. Leurs biens ont été distribués à des Chypriotes turcs ou des colons turcs ou encore ont été vendus à des étrangers. C'est ainsi que la CJCE a rendu, le 28 avril 2009, un important arrêt C- 420 07K (*Meletis Apostolidès/ David Charles Orams et Linda Elisabeth Orams*), qui affirme clairement la compétence des juridictions chypriotes à statuer sur une propriété située en zone occupée.

En l'occurrence, M.Apostolidès dont la famille avait été expulsée du nord de Chypre où elle possédait une propriété avait obtenu deux jugements du tribunal de Nicosie condamnant les époux Orams à évacuer cette propriété et à lui verser différentes indemnités. Le requérant a ensuite saisi la Court of Appeal anglaise afin de faire reconnaître et exécuter ces deux jugements. La CJCE, interrogée par cette Court of Appeal sur l'interprétation du règlement n°44/2001 («Bruxelles I») relatif à la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale a consacré trois importants principes:

1. Malgré la suspension du droit communautaire dans la partie nord de Chypre en vertu du protocole n°10 du traité d'adhésion à l'UE, le règlement n°44/2001 peut être appliqué à une décision rendue par une juridiction chypriote au sujet d'un immeuble situé en zone occupée.
2. Les tribunaux chypriotes sont compétents pour trancher un litige sur un immeuble dès lors que l'immeuble en cause est situé sur le territoire de la République de Chypre.
3. Le fait que les jugements chypriotes ne puissent pas en pratique être exécutés sur le lieu où se trouve l'immeuble ne s'oppose pas à leur reconnaissance et exécution dans un autre Etat membre.

La décision relative aux Epoux Orams a eu pour effet de prévenir les étrangers, qui se procuraient en zone occupée des biens appartenant à des Chypriotes grecs, qu'ils pourraient subir dans leur pays d'origine l'exécution de jugements chypriotes sanctionnant l'illégalité de leurs acquisitions.

La Question Chypriote devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme

A. La République de Chypre contre la Turquie

Peu après l'invasion de son territoire par la Turquie la République de Chypre a agi contre ce pays sur le plan juridique dans le cadre du Conseil de l'Europe. Entre l'automne 1974 et 1994 Chypre a introduit 4 requêtes interétatiques contre la Turquie en raison des nombreuses violations de la Convention européenne des droits de l'homme commises par ce pays. Les trois premières requêtes³ ont fait l'objet de rapports de la Commission européenne des droits de l'homme, la quatrième a abouti à l'arrêt de la CEDH du 10 mai 2001.

Les rapports de la Commission

Les 2 premières requêtes n° 6780/1974 et n°6950/75 ont été traitées conjointement par la Commission, qui a fait un rapport adopté le 10 juillet 1976 mais n'a été publié que le 31 mai 1979.⁴ Ce rapport sur les violations massives des droits de l'homme par la Turquie vise presque tous les articles de la Convention. On peut citer notamment les violations des articles:

Art.2 sur le droit à la vie (constatation de meurtres de civils chypriotes par l'armée turque).

Art.3 contre la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants (séviées commises contre des prisonniers chypriotes).

Art.5 sur les droits à la liberté et à la sûreté (détention de Chypriotes grecs dans des écoles et des églises).

Art.8 sur le droit à la vie privée et familiale (expulsion de 170 000 Chypriotes grecs de leurs maisons, et refus d'autoriser leur retour dans leurs foyers).

Art.14 contre la prohibition de toute discrimination (constatation d'actes contraires à la Convention commises exclusivement à l'encontre des membres de l'une des deux communautés de Chypre).

La 3^{ème} requête de Chypre contre la Turquie, n° 8007/77 a fait l'objet d'un rapport de la Commission en date du 4 octobre 1983, et qui a été publié le 2 avril 1992 sur décision du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Ce rapport confirme les conclusions du précédent rapport de la Commission et constate de nouvelles violations des droits de l'homme commises par la Turquie en se référant à la question des Chypriotes disparus au cours de l'invasion de l'été 1974⁵ et en dénonçant la soi-disante loi de la «RTCN» du 16 août 1977, qui a exproprié des propriétés de Chypriotes grecs en violation de l'article 1 du Protocole additionnel à la Convention.⁶

L'arrêt de... mai 2001

La 4^{ème} requête de Chypre n°25781/94 a donné lieu à l'arrêt de la CEDH du 10 mai 2001. Cet arrêt comme l'arrêt *Loizidou* que l'on évoquera plus loin est remarquable car il a permis à la CEDH – comme l'ont remarqué certains commentateurs⁷ - de se référer à un ordre public européen conçu comme soumettant les Etats parties au mécanisme de contrôle de la Convention sans que ceux-ci puissent se référer aux règles classiques du droit international général pour échapper à leurs obligations. C'est ainsi que la CEDH a rejeté l'argument de la Turquie se prévalant de sa non - reconnaissance de la République de

Chypre pour que soit déclarée irrecevable la 4^{ème} requête de celle-ci.

Il convient de souligner que l'arrêt du 10 mai 2001 consacre la responsabilité de la Turquie non seulement pour les actes commis par ses propres agents (soldats, fonctionnaires) en zone occupée mais aussi pour ceux de l'administration locale, qu'elle soutient. Pour éviter que n'apparaisse une lacune dans le système de protection des droits de l'homme en Chypre nord la CEDH considère qu'il y a un transfert de responsabilité de l'Etat qui a perdu le contrôle effectif d'une partie de son territoire national – c'est-à-dire la République de Chypre - vers l'Etat qui l'a acquis(en l'espèce la Turquie sur la partie nord de Chypre).

L'arrêt du 10 mai 2001, outre une constatation d'une violation continue de l'article 8 «en raison du refus d'autoriser les Chypriotes grecs déplacés à regagner leurs domiciles dans le nord de Chypre», observe que «les pourparlers intercommunautaires ne sauraient être invoqués pour légitimer une violation de la Convention».

S'agissant de la question des personnes disparues la CEDH conclut à la violation continue par la Turquie de trois articles de la Convention:

- article 2, en ce que les autorités turques n'ont pas mené d'enquête effective sur le sort des Chypriotes grecs, qui ont disparu dans des circonstances mettant leur vie en danger.
- article 3, le manque de sensibilité de la part des autorités turques face aux vraies préoccupations des proches des personnes portées disparues a atteint un niveau de gravité ne pouvant être qualifié que de traitement «inhumain».
- article 5, car aucune enquête effective n'a été menée sur le sort des Chypriotes grecs, qui étaient détenus sous l'autorité de la Turquie lors de leur disparition et sur le lieu où ils se trouvaient.

L'arrêt du 10 mai 2001 en outre précise qu'il n'existe pas de recours internes effectifs dans la partie occupée de Chypre.

Les «autorités chypriotes turques» afin de tenir compte de cette absence de recours internes effectifs ont adopté la «loi» 49/2003 prévoyant la création d'une Commission d'indemnisation vers laquelle les requérants chypriotes grecs seraient dirigés avant d'introduire un recours devant la CEDH. Il faut noter que cette Commission à laquelle le recours n'est pas obligatoire si un requérant estime que les solutions proposées par celle-ci sont inefficaces, peut seulement décider de l'indemnisation ou de l'échange d'un bien mais n'a pas le pouvoir d'ordonner sa restitution.

B. Les citoyens chypriotes contre la Turquie

Par Déclaration du 29 janvier 1987 la Turquie a reconnu pour la première fois la compétence de la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe à recevoir des recours individuels. De nombreux citoyens chypriotes ont alors effectué des requêtes contre la Turquie. On étudiera ici seulement les affaires *Loizidou* et *Xenidès-Arestis*¹, qui connurent un grand retentissement et ont marqué une étape importante dans la démarche des Chypriotes à faire sanctionner les violations des droits de l'homme commises délibérément à leur encontre par l'armée turque depuis l'été 1974.

L' Affaire Loizidou

L'affaire *Loizidou* a eu un fort écho à Chypre car les arrêts de la CEDH sur cette affaire des 23 mars 1995, 18 décembre 1996 et 28 juillet 1998 ont consacré le droit des réfugiés chypriotes grecs à obtenir une indemnisation de la Turquie pour le refus d'accès de leur propriété en zone occupée en violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 1 du Protocole n° 1.

En l'occurrence Mme Tina Loizidou originaire de Kyrénia – actuellement en zone occupée de Chypre- a vainement essayé, le 19 mars 1989, à l'occasion d'une marche des femmes chypriotes grecques tentant de franchir la zone tampon pour rencontrer les femmes chypriotes turques, de pouvoir se rendre dans sa propriété. Des policiers chypriotes turcs ont procédé à son arrestation.⁸

La CEDH dans ses arrêts⁹ constate que Mme Loizidou a perdu en pratique toute maîtrise de ses biens ainsi que toute possibilité de leur usage et de leur jouissance. Elle considère que le gouvernement turc n'explique pas en quoi la nécessité de reloger des réfugiés chypriotes turcs peut justifier la négation totale des droits de propriété de la requérante par le refus absolu et continu de l'accès et une prétendue expropriation sans réparation. La CEDH conclut que le déni continu de l'accès à ces biens constitue une ingérence dans les droits que lui garantit l'article 1 du Protocole 1.

L'affaire *Loizidou* présente aussi un intérêt en ce qui concerne la légitimité de la République de Chypre. En effet si la CEDH comme la CJCE considère que la République de Chypre demeure l'unique gouvernement légitime de Chypre la Cour de Strasbourg à la différence de la Cour de Luxembourg se réfère expressément à la Résolution 550 du Conseil de sécurité de l' ONU, déclarant juridiquement invalide la proclamation d'indépendance de la «RTCN». La CEDH en outre rappelle que le Comité des ministres du Conseil de l'Europe

avait lui aussi condamné la proclamation de cette entité et invité tous les Etats à refuser de reconnaître la «RTCN».

Le refus de la Turquie de se conformer à la mise en œuvre des décisions de la CEDH dans l'affaire *Loizidou* a entraîné une condamnation de ce pays par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Sous la menace de sanctions la Turquie, en décembre 2003, a payé les indemnités¹⁰ prévues par l'arrêt du 28 juillet 1998 mais n'a pris aucune mesure concernant la restitution à la requérante de sa propriété.

L' Affaire Xenidis Arestis

La CEDH par ses arrêts du 22 décembre 2005 et du 7 décembre 2006 dans l'affaire *Xenides-Arestis* va confirmer sa position déjà consacrée par son arrêt du 10 mai 2001 et ses décisions dans l'affaire *Loizidou*: la Turquie a commis de multiples violations de la Convention, notamment de l'article 8 et de l'article 1 du Protocole additionnel. L'arrêt du 22 décembre 2005 refuse l'argument de la Turquie relatif au rejet par les Chypriotes grecs du Plan Annan.¹¹ La CEDH déclare, en effet, qu'un tel rejet n'a pas eu de conséquence sur les droits de propriété de la requérante.

La CEDH tient à souligner qu'elle a été saisie d'environ 1 400 requêtes de Chypriotes grecs semblables à la demande de Mme Xenenides-Arestidis et considère que la Turquie devrait établir une procédure de nature à remédier aux violations de l'article 8 de la Convention et de l'article 1 du Protocole additionnel.

L'arrêt du 7 décembre 2006 a accordé à Mme Xénidès-Arestis, en application de l'article 41 de la Convention et sur la base de la satisfaction équitable, les sommes de 800 000 euros pour dommage matériel, de 50 000 euros pour dommage moral et de 20 000 euros pour frais et dépens. Selon son habitude la Turquie tarde ou refuse à exécuter les arrêts, qui l'ont condamnée. Malgré les mises en demeure à la Turquie du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 4 décembre 2008, du 4 mars et du 15 septembre 2010¹² invitant ce pays à payer les indemnités décidées par la CEDH à Mme Loizidou, celle-ci, fin 2011, n'avait pas encore reçu d'argent d'Ankara.

La CEDH dans son arrêt *Demopoulos et autres c. Turquie* du 1^{er} mars 2010 a complété sa jurisprudence sur l'indemnisation des Chypriotes grecs ayant perdu leurs biens en zone occupée. Par cet arrêt sont déclarées irrecevables les requêtes de 17 Chypriotes grecs introduites entre janvier 1999 et mars 2004. La CEDH estime en effet que «la loi» 67/2005, qui a remplacé la loi 49/2003 promulguée par

la «RTCN», a créé une Commission des biens immobiliers. La Cour de Strasbourg déclare que la «loi» 67/2005 offre un cadre accessible et effectif pour le redressement d'allégations d'atteintes au droit au respect de biens appartenant à des Chypriotes grecs. C'est pourquoi les griefs des requérants propriétaires concernant une ingérence continue dans leur droit au respect de leur domicile tombent pour non – épuisement des voies de recours internes, les intéressés n'ayant pas saisi la Commission des biens immobiliers.¹³

La République de Chypre après l'invasion de son territoire en 1974 ne pouvait pour des raisons évidentes mener un combat armé contre la Turquie. Elle a préféré agir sur le plan diplomatique et devant les juridictions internationales. C'est ainsi qu'à l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU elle a obtenu l'adoption de Résolutions consacrant la légitimité de son gouvernement et les atteintes répétées à sa souveraineté de la part de la Turquie. Son adhésion à l'Union européenne a contribué à renforcer sa place dans la communauté internationale. Disposant du droit de veto au sein de cette organisation comme tous les Etats membres de celle-ci, la République de Chypre possède ainsi la prérogative de s'opposer à l'adhésion de la Turquie à l'Europe communautaire si cet Etat persiste à occuper la partie nord de son territoire et à s'opposer à l'exploitation des richesses se trouvant à l'intérieur de sa zone économique exclusive.¹⁴

Les différentes décisions sus indiquées de la CJCE et la CEDH rendues à l'initiative de l'Etat chypriote ou de ses citoyens ont incontestablement renforcé les positions juridiques de la République de Chypre en soulignant la violation par la Turquie des dispositions tant de la Convention européenne des droits de l'homme que du droit international. On peut ainsi comprendre pourquoi le Plan Annan de réunification de Chypre, qui faisait la part belle aux prétentions de la Turquie, avait prévu la radiation des requêtes devant la CEDH des Chypriotes grecs à l'encontre de ce pays.

François Mitterrand, qui a présidé la France de 1981 à 1995 a eu l'occasion avant son élection d'évoquer la question chypriote en exprimant «la sympathie que lui inspire les causes qui ont l'avantage du droit».¹⁵ Il est vrai que le droit, qui protège le faible contre le fort, est du côté du peuple chypriote.

NOTES

1. C'est la Commission européenne des droits de l'homme qui était chargée initialement d'examiner les requêtes visant les violations de la Convention. Si la requête était considérée comme recevable, la Commission, faute d'un règlement à l'amiable entre les parties concernées, devait transmettre la requête à la CEDH. A la suite de l'indépendance de la République de Chypre consacrée par les traités de Zurich et de Londres des 11 et 19 février 1959 le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a décidé de clôturer l'examen des requêtes de la Grèce contre le Royaume uni. La CEDH a tenu sa première session du 23 au 28 février 1959. Elle est chargée de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950.
2. L'accord d'adhésion de Chypre à l'Union européenne concerne tout le territoire de l'île, mais prévoit la suspension du droit communautaire dans la zone qui n'est pas soumise au contrôle du gouvernement chypriote.
3. Voir l'analyse des 3 premières requêtes de la République de Chypre par Daphné Chrysostomidès, *Les requêtes cypristes contre la Turquie devant la Commission et la Cour européenne des droits de l'homme et leur importance*, Institute for Political Research and European Affairs, Nicosie, 1998, pp.20-29.
4. La Commission, lors de l'adoption de son rapport n'a pas autorisé sa publication. Le 23 janvier 1977 le *Sunday Times* de Londres, a publié de larges extraits de ce rapport. En France l'Association des Amis de la République de Chypre a reproduit par encarts publicitaires les extraits les plus significatifs du rapport de la Commission dans différents quotidiens: *Le Figaro*, *L'Humanité* du 21 avril 1978 et *Le Monde* des 23-24 avril 1978.
5. 1619 Chypriotes grecs, hommes, femmes et enfants ont disparu au cours de l'invasion de l'été 1974. Environ 400 Chypriotes turcs ont également disparu pendant les incidents inter-communautaires de 1963-1964. Depuis quelques années grâce aux indications de ceux, qui les ont fait disparaître, des recherches ont actuellement mis à jour les ossements d'environ 700 Chypriotes grecs et turcs considérés comme disparus.
6. Texte de l'article 1 du Protocole additionnel:
Protection de la propriété
Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.
Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en œuvre les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes.
7. Voir en particulier Frédéric Sudre et autres, *Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2009, p.13.

8. Mme Loïzidou a été, après son arrestation, libérée, remise à des fonctionnaires des Nations unies (UNFICYP) et ramenée dans la zone libre de Chypre.
9. Pour l'analyse de ces arrêts voir Vincent Berger, *Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, Paris, Sirey, 2011, p.760-766.
10. Mme Loïzidou a obtenu 300 000 livres chypriotes au titre de son dommage matériel, auxquelles s'ajoutent 20 000 autres livres pour le dommage moral subi par elle ainsi que 137 084 livres pour les frais et dépens.
11. Au referendum du 24 avril 2004 les Chypriotes grecs ont rejeté avec une majorité de 76% le plan Annan, relatif à la réunification de Chypre.
12. Dans sa résolution du 4 mars 2010, réitérée le 15 septembre 2010, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe déclare que «le refus continu de la Turquie de se conformer à l'arrêt de la Cour est en contradiction flagrante avec ses obligations internationales, à la fois en tant que Haute Partie Contractante à la Convention et en tant qu'Etat membre du Conseil de l'Europe». De son côté la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a estimé dans son rapport n°12455 du 20 décembre 2010 que «le fait que ce versement [des indemnités à Mme Xénidès-Arestis] n'ait pas été effectué est inacceptable».
13. La CEDH indique que la «Commission sur les biens immobiliers» avait reçu 437 demandes à la date du 25 novembre 2009. Dans plus de 326 cas, les demandeurs ont sollicité une compensation pécuniaire pour la valeur de leurs biens et dans 14 cas un échange de propriétés. 37 millions et demi de livres sterling ont été payées à titre d'indemnisation pour la valeur des biens et pour les dommages causés par la perte de jouissance. Selon la CEDH plus de 360 000m2 de terrains ont été restitués et 1 196 739 m2 ont fait l'objet d'échange pour des terrains situés dans la partie libre de Chypre.
14. Chypre a fait savoir qu'elle s'opposait à la négociation du chapitre sur l'énergie – un des 35 chapitres de négociation de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne- car Ankara s'efforce d'empêcher l'exploitation de son gaz naturel dans sa zone économique exclusive. De son côté le Conseil européen des 14 et 15 décembre 2006 a décidé de geler 8 chapitres d'adhésion en raison du refus de la Turquie d'étendre à la République de Chypre – non reconnue par Ankara - son traité d'union douanière avec l'UE.
15. François Mitterrand dans un courrier adressé à l'Association des Amis de la République de Chypre –reproduit dans *le Monde* du 22 mai 1981- écrivait aussi: «les violations des principes qui permettent aux Etats de coexister constituent un danger grave pour la paix du monde. Ces principes, qui ont pour nom, droits de l'homme, droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, non-ingérence dans les affaires des autres, règlement négocié des différends ne sont plus respectés à Chypre depuis sept ans».

Réalisations de la littérature chypriote depuis le début de l'indépendance

Lefteris Papaleontiou*

ABSTRACT

This article presents schematically the contemporary Cypriot literature. The author follows the evolution of literary affairs of the past fifty years, since independence, with an emphasis on the «achievements» of the literature of this period, but only in the genres of poetry and prose. He concludes that the Cypriot contemporary literature is on track and, in general, tends to follow the evolution of modern Greek literature or even of world literature.

RÉSUMÉ

Cet article présente schématiquement la littérature chypriote contemporaine. L'auteur suit l'évolution des affaires littéraires des cinquante dernières années, depuis l'indépendance en mettant l'accent sur les «réalisations» de la littérature de cette période, mais seulement dans les genres de la poésie et de la prose. Il conclut que la littérature contemporaine chypriote est en bonne voie et, en général, a tendance à suivre l'évolution de la littérature grecque moderne ou même celle de la littérature mondiale.

Introduction

Sans ignorer les sommets antérieurs et les réalisations de moindre envergure de la production littéraire moderne chypriote depuis 1880 avec Vassilis Michaelides qui domine le genre de la poésie et Nikos Nikolaidis au premier plan de celui de la prose, on pourrait soutenir que la littérature à Chypre commence à se développer de façon plus systématique et à présenter des œuvres de plus grande valeur au cours des cinquante dernières années, c'est à dire depuis le début de l'indépendance de la République.

* Université de Chypre

Vers la fin de l'occupation britannique et surtout pendant les années 1960 s'affiche une nouvelle «génération» dynamique d'écrivains, appelée «Génération des années 1960» ou «génération de l'Indépendance», entourée d'écrivains plus anciens - dont se détachent Costas Montis et Thodosis Piérides en poésie et Theodore Marsellos et Georges Philippou Piérides en prose- mais aussi d'écrivains ayant émergé vers 1950 (par exemple Pantelis Mechanikos, Theodosios Nicolaou, Andreas Pastellas etc) qui arrivent à acquérir de la maturité et à donner leurs meilleurs travaux à partir des années 1960. A cette époque, Costas Montis retrouve sa voix poétique de *Moments* (1958), Thodosis Piérides produit quelques-unes de ses plus belles œuvres poétiques, *La rêverie sur les murs de Famagouste*, (1965), *Automne*, (1967), G.Ph.Piérides commence à composer son œuvre mature *Tétralogie des temps*, P. Mechanikos publie ses premiers remarquables ouvrages et atteint le point culminant de son œuvre poétique avec *La déposition*, (1975), tandis que Th. Nicholaou décide de publier ses premiers livres assez tard (1980).

En 1960 sont publiés simultanément deux nouveaux magazines littéraires: le premier *Pneumatiki Kypros* (Chypre spirituelle) (1960) dont l'équipe est composée d'auteurs de l'ancienne génération, proches de la Droite «conservatrice» de la génération de Costas Montis et Kypros Chrysanthis (ce dernier est resté le principal responsable de la revue jusqu'à son décès) tandis que le second *Kypriaka Chronika* (Chroniques de Chypre) dont les principaux responsables étaient Christakis Georgiou, Panos Ioannides, Yannis Katsouris, Alekos Constantinides, Ivi Meleagrou, Nikos Siafkalis, Ninos Fenek Mikellidis,-Takis Hatzidimitriou à côté d'autres est devenu le principal outil d'expression de la génération «de 1960». Ces revues, avec le magazine littéraire *Nea Epochi* (Ere Nouvelle) de la Gauche (1959) de contenu varié, dirigé successivement par Panicos Paionidis, Stavros Angelides, Minos Perdios, Achilleas Pyliotis et, plus récemment, Thomas Symeou, ainsi que celui paru un peu plus tôt, mais relativement de courte durée *Kairoi tis Kyprou*, (Temps de Chypre) (1957-1963) ayant comme premier directeur Charles Foley ont été, les principales publications littéraires, qui ont plus ou moins contribué à la promotion, l'évaluation et la formation de la production littéraire locale durant la transition de la domination coloniale britannique à la République de Chypre indépendante.

Les traités problématiques créant la République de Chypre ont été rapidement mis à l'épreuve et presque abolis par les affrontements intercommunautaires de 1963-1964 et la menace d'invasion turque évitée alors de justesse ont conduit à une scission du front intérieur, et relancé la demande de l'union avec la Grèce. La prédominance de la dictature de sept années en Grèce, la rupture du gouvernement Makarios avec la junte militaire, le retrait de la division de l'armée

grecque et par la suite la fondation de l'EOKA B, dirigée par Grivas ont contribué à une nouvelle crise politique et conduit inévitablement à la destruction de 1974.

Toutes ces turbulences politiques et frustrations imprègnent fermement la littérature chypriote, qui ne peut être que de nature politique, souvent liée à tout ce qui est local. La plupart des écrivains parlent souvent, si non exclusivement, dans leur travail de Chypre et de ses problèmes politiques. Certains d'entre eux (notamment P. Mechanikos) exploitent de façon créative l'exemple poétique de Georges Sféris, en particulier son recueil sur Chypre. La modernité poétique mais aussi des tendances littéraires assez récentes de l'après-guerre (littérature existentialiste, théâtre de l'absurde, le nouveau roman), commencent à fertiliser la production littéraire de l'île, avec des résultats plus visibles dans les années 1960. Nous essaierons de suivre l'évolution des affaires littéraires de ces cinquante dernières années, en mettant l'accent sur les «réalisations» de la littérature de cette période, mais seulement dans les genres de la poésie et de la prose. La production théâtrale et la critique littéraire semblent faire assez défaut par rapport à celles-ci, malgré le fait qu'il existe des échantillons convenables dans ces domaines.

La poésie

Il a été admis par des critiques et des neo-hellénistes non-chypriotes (par exemple, Alexis Ziras, Georges Kehagioglou, Georges P. Savvides etc) que la poésie contemporaine chypriote prospère et dans le meilleur des cas, enrichit la poésie grecque moderne. Les poètes les plus significatifs de la période, qui ont, soit complété leur œuvre poétique, soit acquis un visage poétique reconnu, notamment Costas Montis, Pantelis Mechanikos, Theodosios Nicolaou, Costas Vassiliou et Kyriakos Charalambides, sans cesser la pollinisation de leurs œuvres avec les idées venant de la poésie grecque et internationale moderne, s'inspirent inévitablement du destin historique de leur patrie particulière et, bien sûr, de problèmes, petits et grands de la vie quotidienne. L'idéologie de l'union avec la Grèce et la réfutation de cet idéal en liaison avec les tensions politiques, qui ont caractérisé les quatorze premières années de la République nouvellement établie, aboutissant à la catastrophe de 1974 et ses séquelles douloureuses, nourrissent l'inspiration de la plupart des poètes.

Si Thodosis Piérides a voulu chanter l'île dans de larges compositions poétiques, adoptant le ton haut ou le discours analytique (de poèmes analogues à ceux de Palamas ou de Ritsos), C. Montis a choisi de s'exprimer surtout avec ses courts poèmes contenus dans son recueil *Moments* et dans un deuxième temps

avec ses trois poèmes analytiques *Lettres à la mère*. La poétique de *moments* semble être la réalisation personnelle de C. Montis, et une nouvelle proposition à la poésie chypriote et à la poésie grecque moderne plus largement. Et si certains critiques et neo-hellénistes ont des réserves sur l'efficacité ou la conclusion poétique de *Moments* on ne peut nier l'importance de cette poésie instantanée catalytique de «flash», très concentrée et elliptique qui, dit moins et cache plus. Utilisant la tradition poétique et surtout la poésie de Cavafy et Karyotakis, la poétique du modernisme mais aussi des tendances plus nouvelles de l'après guerre, Montis se meut à la frontière entre la tradition et la modernité. Parmi les éléments les plus fondamentaux et fertiles de la poésie de *Moments* se trouve le langage de la subversion, à savoir l'utilisation d'éléments de l'ironie, de la satire, de l'humour et du sarcasme. La contestation et le «détricotage» de la parole sont, bien sûr, liés avec le paysage déchiré, le «pays dévasté» de la modernité, avec la psyché déchiquetée et l'angoisse existentielle de l'homme moderne, mais ne peuvent que se connecter avec l'ironie poétique. Montis, lorsqu'il renvoie à des aspects personnels et collectifs de son pays et de son temps ou aborde, des questions de poétique ou encore lorsqu'il décide d'utiliser le dialecte chypriote, choisit généralement d'éclairer les choses avec des regards obliques; c'est à dire ironiques, privilégiant le langage de l'ambiguïté, le sous-entendu, les mots portant double sens pouvant être interprétés de plus d'une manière, la répétition, le jeu de mots, etc.

Les milliers de poèmes *Moments* peuvent sembler comme des éclats poétiques, des sujets à développement ou même des poèmes inachevés, mais constituent finalement un défi constant pour le lecteur consciencieux et désireux de comprendre parce que ceux-ci l'invitent à les aborder de façon combinée et de les reconstituer, en tenant compte de leurs différentes «versions» et révisions. Finalement, les *Moments* ressemblent à un grand, poème unique, qui est en cours de développement, restant ouvert, et refusant de revêtir les caractéristiques d'un poème définitif et cohérent. Mais *Les trois lettres à la mère* (1965, 1972 et 1980 respectivement) peuvent être considérées comme le développement des *Stigmes* du fait que les noyaux poétiques y sont analysés par des répétitions persistantes et des retours en arrière pour permettre une escalade des sentiments et des humeurs.

Toutefois les *Moments* de Montis ont captivé et influencé de nombreux jeunes écrivains chypriotes, depuis les années 1960 (par exemple Dina Katsouri) jusqu'aux années les plus récentes (par exemple Vakis Loizides).

Si Montis se déclarait «antiseferikos», Pantelis Mechanikos a utilisé de façon créative l'exemple poétique de Séféris déjà dans ses premiers recueils. Mais il a

livré sa meilleure performance dans son troisième et dernier recueil (*Déposition*, 1975), qui s'ouvre avec son *Ode à un mort jeune Turc*, écrit en avril 1964 dans le sillage des conflits intercommunautaires. Ce poème, avec l'idéologie de pointe qu'il véhicule, est un moment de gloire dans la poésie de Pantelis Mechanikos et en général dans la poésie chypriote. Dans *Déposition* la langue satirique et sarcastique de P. Mechanikos atteint un sommet. Le poète fait appel à des gens du mythe et de l'histoire (Aphrodite, Ulysse, Onisilos) et également à la forme poétique ou le personnage de Rimachos, qui avait fait sa première apparition dans la poésie de Kyriakos Charalambides, pour exprimer son déchirement et surtout son sarcasme et pour flageller des esprits engourdis et fanatiques, des situations et des attitudes de la vie chypriote au niveau politique, culturel et autres, qui ont conduit à la destruction de l'île. Le sentiment blessé de l'union avec la Grèce imprègne plusieurs textes du recueil et connecte la poésie de Pantelis Mechanikos avec des poèmes analogues de C. Montis, S. Lazarou, A. Pastellas, C. Vassiliou, Pitsa Galazi, Eleni Theocharous etc.

Theodosios Nicolaou - qui a écrit peu - a publié ses premiers poèmes de jeunesse autour de 1950, mais a commencé à éditer ses recueils de poésie trente ans plus tard *Actes*, 1980, *Images*, 1988, *La Maison*, 2002. Le poète est maintenant pleinement mature et prêt à dialoguer avec ses ancêtres poétiques Solomos, Kalvos, Papadiamantis, Kontoglou, Kavafy, Seféris, Lorentzatos, T. S. Eliot, etc. Sa poésie est anthropocentrique et parallèlement a comme principal axe l'élément religieux. Dans une série de ses poèmes est illustré le personnage d'un héros poétique qui a recours au décapage ascétique, loin des habitudes viles et éphémères, à la recherche de l'essence des choses, la perfection divine, la merveille de poésie. Dans le long poème, *La Maison*, est décrit le chemin ascétique de l'orateur-auteur, qui est d'abord en contact harmonieux avec la nature et admire la sagesse de la création divine, mais tend progressivement vers les hauteurs et se réconcilie avec l'idée de la mort. Comme la coquille de l'escargot, *La maison* semble ainsi être seulement le corps corruptible qui détient l'âme prisonnière, ou du moins attachée à tout ce qui est terrestre. Quand celle-ci sera libérée du corps, elle va enjamber le seuil de la mort, converser avec les morts et atteindre un nouveau commencement. Plus que jamais, le poète compose dans le recueil *La Maison* quelques uns des ses thèmes préférés, des images archétypales, des croyances religieuses et le riche produit de ses lectures et expériences, souvent véhiculées par des contrastes qui sont familiers dans son œuvre: vie et mort, fin et début, corps et âme, morts et vivants, etc.

Dans sa poésie mature (*Le grand chaman*, 1977, O Porfyras, le Vermillon, 1978, *Pietà*, 1983, *L'Annonciation de Lygeri*, 1988, etc), Costas Vassiliou se

mesure de façon dynamique avec la tradition poétique (par exemple Solomos, en particulier dans *Porfyros*) et, entre autres choses, il crée des ponts entre la langue satirique, et non-conventionnelle de C. Montis et P. Mechanikos ou encore il dialogue de façon créative, souvent subversive, tant avec ces derniers qu'avec A. Pastellas et K. Charalambides. Costas Vassiliou crée une production poétique robuste, difficile d'accès et complexe, un réseau dense de symboles intertextuels; et aussi des allégories et des visages tirés du mythe, l'histoire et de la littérature, pour, «jouer» avec enthousiasme et avec des thèmes importants (comme la patrie, la religion, l'idéologie de l'Enosis-l'union avec la Grèce, etc) ou pour se moquer avec un langage dur, des situations difficiles et des comportements contemporains, en particulier de la vie chypriote. La Pietà est non seulement une lamentation funéraire pour P. Mechanikos perdu prématurément, mais qui évolue en constante lutte et confrontation sanglante entre le poète et ses personnages poétiques, Rimacho, et Rimachona.

Bien sûr, ici le sujet abordé ce n'est pas que «l'effet du stress» et l'agonie du poète moderne à surmonter et à «exterminer» les ancêtres poétiques, après avoir traité de façon satirique une variété d'autres sujets, tels que des nouvelles littéraires, la tragédie moderne de Chypre, etc. Et dans ses prochains livres, C. Vassiliou demeure un hérétique et non-conformiste, qu'il exploite le mythe chrétien et les chansons folkloriques (*L'Annonciation de Lygeri*) ou qu'il ramène des thèmes comme poésie et liberté, le poète-prophète, l'idéal non atteint de l'Enosis, etc. (*I Lampousa*). Ou encore lorsqu'il exploite systématiquement le dialecte chypriote contemporain, surtout dans un but particulièrement satirique *Kanollos*, 1997, *Ilantron*, 2000, *Notre tante Yougoslavie*, 2009.

Contrairement à l'ascétique et distant C. Vassiliou, qui est presque méconnu de la critique, Kyriacos Charalambides a rapidement gagné l'attention de la critique. Travaillant plus en laboratoire avec de larges inspirations, il cultive très tôt une poésie assez rugueuse et complexe, utilisant un langage riche et à plusieurs niveaux. Dans *Le Vase avec figures* (1973), qui a attiré l'attention de Georges P. Savvides et de Nora Anagnostakis, naît la figure emblématique de Rimacho pour aider le double personnage à se distancer des choses et à les éclairer à travers le regard «naïf» de son héros poétique. La poésie de K. Charalambides atteint un point culminant après 1974, principalement avec des poèmes et des compositions poétiques inspirés de la tragédie chypriote: *Famagouste Reine* (1982), *Le Dôme* (1989), *Methistoria* (1995) etc. Bien sûr, il y a plusieurs autres poèmes de différentes thématiques, liés à l'histoire et la mythologie nationale et mondiale et l'homme oecuménique. Le poète, soit compose l'hymne et fait l'élégie de sa ville, soit construit sa «voûte» poétique pour

y abriter les morts sans sépulture, les personnes portées disparues lors de l'invasion turque, soit encore écrit des poèmes historiques et mythologiques. Avec une variété thématique K. Charalambides, tente d'aborder les choses dans une perspective plus large et avec des techniques non-usuelles, en utilisant un large éventail de ressources littéraires et en dialoguant avec des poètes de premier plan. Dans plusieurs poèmes et dans ses recueils les plus récents (*Methistoria*, *Dokimin*, 2000, *La pomme de coing*, 2006) l'historicisme cavafien est promu pour présenter de façon plus élaborée la réécriture de l'histoire «officielle» à travers la poésie ou la relecture des événements historiques chypriotes ou autres. Ainsi, le problème chypriote est présenté à travers un réseau complexe de tours rhétoriques et d'expérimentations postmodernistes dans l'approche de l'histoire et ses démystifications.

La contribution de la «génération de 1960» ne se limite pas, bien sûr, à la poésie de Costas Vassiliou et de Kyriakos Charalambides. Plusieurs autres poètes, dont Pitsa Galazi, Andreas Thomas, Panos Ioannides, Dina Katsouri, Theoklis Kougialis, Sophoclis Lazarou, Costas Michaelides, Irini Panayi, Myrianthi Panagiotou, Michalis Pasiardis, Andreas Pastellas, Stephanos Constantinides, Dimitris Potamitis, Phivos Stavridis, Nassos Flogas, Andreas Christofides et d'autres, ont fourni de précieux et valables textes poétiques aux thématiques et styles variés. Dans le cadre limité de cet article, il n'y a pas de place pour faire une référence spécifique à ces poètes. En général, ces poètes se sont définitivement soustraits de «l'ombre lourde» de Palamas ou encore de l'effet prolongé de la poésie métasymbolique et sont plus réceptifs aux évolutions modernistes des entre-deux guerres et le début de l'après-guerre. Ceux-ci cherchent généralement à régler leurs démarches poétiques en fonction des rythmes stressants de la poésie moderniste d'Eliot ou de mettre en valeur la langue ironique et le sens historique de Cavafy, souvent de travers par les poèmes «chypriotes» de Séféris.

L'exemple de Ritsos, Vrettakos, Elytis, Anagnostakis, Katsaros et d'autres ne leur est pas non plus inconnu. Généralement leurs vers sont maintenant libérés de la métrique traditionnelle. Très souvent, les angoisses personnelles et les impasses existentielles se mêlent avec le problème politique du pays ou les questions universelles. La déception de l'évolution politique de l'île et l'escompte idéologique se mêlent inextricablement avec des thèmes plus personnels et des préoccupations existentielles ou humanitaires (par exemple, pacifistes etc). L'humanisme de C. Montis et de P. Mechanikos semble guider la plupart de ces poètes, qui essaient souvent de voir les choses dans une perspective globale ou internationaliste; par exemple, d'abord et avant tout ces poètes sont intéressés par

l'homme, qui souffre de l'angoisse existentielle moderne, obsédé par la perspective d'un holocauste nucléaire, le climat de guerre froide, le sort du soi-disant Tiers-monde, etc. Une partie de cette production se caractérise par ce climat, mais il arrive que des poètes parmi les plus importants ou les plus ambitieux présentent des spécificités.

Immédiatement après 1974 une nouvelle «génération» poétique assez multiforme, appelée «Génération 1974», fait son apparition, marquée par les tristes événements du coup d'Etat et de l'invasion turque. Dans la première période, au moins, de leur itinéraire, certains (comme Lefkios Zafirou, Doros Loizou et Christos Mavris) présentaient plus de convergences: par exemple, ceux-ci écrivaient des vers d'actualité, souvent crus, non-conformistes, selon l'exemple de certains représentants de la «Génération de 1970» de la Grèce (par exemple de Lefteris Poullos ou de G. Markopoulos) tout en s'inspirant en parallèle des poètes politiques de l'après-guerre. Bien que la «génération de 1974» n'ait pas encore dit son dernier mot, peu de poètes, qui sont apparus après 1980 (comme Panayiotis Avraam, Eleni Theocharous, Georgios Moleskis, George Moraris, Nasa Patapiou, Louis Perentos, Elena Toumazis-Rempelina, Mona Savvidou-Theodoulou) ont commencé à articuler, en particulier dans des recueils plus récents, une voix poétique plus personnelle et plus significative. Beaucoup d'autres, bien qu'ils aient écrit des poèmes remarquables à certains moments, ont cessé d'écrire ou n'ont pas sensiblement évolué par rapport à leurs premiers écrits.

Des poètes plus jeunes, qui ont commencé à publier leurs écrits après 1990 ou 2000, apparaissent plus détachés de la thématique de 1974, et néanmoins plus robustes dans leurs moyens rhétoriques. Cette dernière «génération» bien qu'elle ne néglige pas les événements collectifs, met davantage l'accent sur l'espace personnel et privé, en utilisant souvent un langage plus simple, sans prétention et, souvent plus efficace que celui grandiloquent et prétentieux, qui caractérise le travail des poètes plus anciens. Cependant, quelques-uns des poètes, qui ont fait leur apparition dans les années plus récentes (comme Christiana Avraamidou, Alexandra Galanos, Zeleia Grigoriou, Linos Ioannidis, Georgios Kalozois, Eleni Kefalas, Vakis Loizides, Panayiotis Nikolaidis, Eftichia Panayiotou, Michalis Papadopoulos, Stephanos Stavridis, Nena Filousi, Georgios Christodoulides, etc) ont été en mesure de donner des poèmes dignes de mention ou qui sont très prometteurs.

Il est intéressant de noter ici qu'après 1974 et surtout pendant les deux dernières décennies, l'utilisation du dialecte chypriote s'est développée progressivement. Il semble que le retour au dialecte local, qui a été parfois -

surtout pendant les dernières décennies de l'occupation britannique, mais aussi durant les années 1960- bloqué pour des raisons politiques et idéologiques, n'intervient désormais que comme un mouvement de meilleure connaissance de soi-même ou encore de mise en valeur des spécificités de la vie locale. Initialement, C. Montis et plus tard des dignes représentants de la «génération de 1960», notamment C.Vassiliou, Polyvios Nicolaou, Myrianthi Panayiotou, Michalis Pasiardis, Antis Hatziadamou, Kyr. Charalambides, ont écrit de remarquables poèmes idiomatiques, contredisant ceux qui disent que le dialecte chypriote n'a pas à offrir quelque chose de plus à la poésie que ce qui a été donné par Vassilis Michaelides, Dimitris Lipertis et Pavlos Liasidis.

Peu de poètes de la «génération de 1974» ou qui sont plus jeunes (par exemple, Tasos Aristotelous, Antonis Pillas, Leonidas Galazis, Vakis Loizides, Panayiotis Nikolaidis, etc) s'efforcent d'écrire des poèmes idiomatiques. En effet, le dialecte chypriote, utilisé plus systématiquement dans la production théâtrale, est de retour aussi dans le genre de la prose, surtout pour les histoires courtes et les nouvelles (C. Vassiliou, Maria Savva, A. Hatziadamos).

La Prose

Contrairement à ce qui est parfois avancé, la prose créative chypriote, tout au moins celle des cinquante dernières années, n'est pas de qualité inférieure par rapport à la poésie bien que les deux genres ne soient pas comparables. La «génération de 1960» continue à dominer par sa présence jusqu'à aujourd'hui dans le domaine de la prose. Bien entendu, durant cette période ont également été produites des œuvres de prose mûres et remarquables (histoires courtes, nouvelles et plus rarement, des romans); on compte aussi des écrivains plus âgés mais également, quelques écrivains plus jeunes qui ont fait leur apparition après 1974.

Le point culminant dans le travail de Georges Philippou Piérides est *La tétralogie des temps*, c'est à dire les quatre collections d'histoires courtes, *Temps durs* (1963), *Temps Immobiles* (1966), *Le temps des heureux* (1975) et *Le temps de l'épreuve* (1978), qui forment une fresque monumentale de la vie à Chypre depuis l'occupation britannique jusqu'aux années les plus récentes. L'auteur sculpte avec art, sans sautes d'humeur mais en adoptant un profil bas et en tirant profit des enseignements de la tradition réaliste. A l'aide d'un récit solidement structuré, G.Philippou-Piérides dépeint des coutumes, des attitudes et des perceptions et approche avec sympathie, les gens ordinaires et humbles, qui sont victimes de circonstances historiques ou des préjugés sociaux. Cet auteur soumet à un contrôle critique et satirique des bourgeois parvenus et aliénés, qui

étranglent des rêves et des sensibilités et se caractérisent par le culte de l'apparence et l'exhibitionnisme, ou encore sombrent dans l'eudémonisme et le culte des biens matériels.

Théodoros Marsellos, par contre, est surtout intéressé par l'étude de l'homme intérieur et l'exploration des relations interpersonnelles, des obsessions, des phobies, des psychoses et des névroses. Tant dans ses deux collections d'histoires courtes (*Le voleur de ma maison*, 1975, *Cinq histoires courtes*, 1993) que dans ses romans (*Etrangère et de passage*, 1975, *Utopie*, 1981) cet auteur décrit des situations cauchemardesques, à l'aide d'une narration simple, suivant l'exemple de la prose de Kafka, pour faire remonter à la surface les préoccupations existentielles ou autres de ses héros, la «peur du vide», l'isolation et leur aliénation de l'environnement et d'eux-mêmes. En général, l'intrigue et l'action sont rudimentaires, le récit coule sans exultation, aucune sophistication, toujours à voix basse; avec une écriture mesurée et évocatrice mettant l'accent sur les choses marginales et minimales, à travers lesquelles émergent les grandes questions de la vie, et les préoccupations persistantes de l'homme moderne.

Après ses histoires courtes de jeunesse mais dignes de mention, rassemblées dans la version enrichie de 1970, C. Montis a publié sa nouvelle *Les Portes Closes* (1964), pour réfuter ou «corriger» tant la chronique fictionnelle (sous forme de roman) *Citrons acides* (1957) de Lawrence Durrell que le roman post-colonial, *L'âge de Bronze* (1960) de Rodis Roufos. Toutefois, la prose de C. Montis est arrivée à son apogée avec son roman de maturité *Maître Batiste et les autres* (1980), l'un des quelques rarissimes sommets du roman chypriote du 20^e siècle. L'auteur a cherché à palper les origines les plus éloignées de sa famille et ses expériences d'enfance mais également son identité nationale (grecque, mais d'origine vénitienne lointaine) en effectuant des plongées répétées; il se replie dans l'espace historique chypriote depuis la fin de l'occupation franque et vénitienne jusqu'aux années les plus récentes - environ en 1974 - en soulignant parallèlement les aventures politiques du pays et en mettant en exergue les performances personnelles et collectives.

Dans le texte de C. Montis occupent une place prépondérante, l'expérience, les souvenirs et narrations d'enfance et de jeunesse et surtout les contes de grand-mère ainsi que les narrations réalistes du père ou relatives à la famille ou plus largement à l'environnement social et historique. À un autre niveau on peut suivre l'aventure d'écriture grâce à l'auto-représentation persistante et des commentaires modernistes, qui reflètent l'angoisse de l'écrivain pour donner une cohérence à sa matière narrative disparate, subordonnée à un genre littéraire légitime, celui du roman. Bien sûr *Maître Batiste et les autres* dépasse le caractère

d' un roman traditionnel historique ou autobiographique. L'auteur parodie même de façon inconsciente les stratégies narratives tant du roman historique que du roman autobiographique et commet des fissures modernistes dans les conventions de la fiction. Parmi les vertus les plus remarquables du roman il y a précisément cette persistance de Montis à décrire son aventure littéraire ou ses expériences de façon fructueuse pour combiner des choses différentes: la poésie, la prose, la narration, le lyrisme et la sagesse. Montis combine une variété de discours et des caractéristiques stylistiques, pour jumeler la preuve historique avec la narration mythique ou remplacer l'Histoire officielle avec la micro-histoire en atténuant le tragique, l'insupportable et l'émotionnel avec des évasions et des parenthèses légères et humoristiques.

En passant à la «Génération de 1960», et sans oublier la contribution d'autres écrivains importants, qui ont précédé (comme Loukis Akritas, Nikos Vrachimis, Nikos Nikolaidis, Yiannis Stavrinos Economides, Yiangos Piérides et Maria Rousia) écrivains plus âgés, nous dirions que la «génération» d' Ivi Méléagrou, Panos Ioannides et Yiannis Katsouris ont renouvelé la prose chypriote de manière significative. Déjà dans les années 1960 on a assisté à l'effort coordonné de cette nouvelle génération d'apporter quelque chose de nouveau en prose créative, non seulement pour les histoires courtes, qui ont dû faire leur preuve depuis l'entre-deux guerres avec des œuvres matures depuis les années de l'entre deux guerres, mais aussi pour le roman, genre qui avait été négligé.

En effet, plusieurs représentants de la nouvelle génération ont fait l'expérience de cultiver un roman plutôt nouveau, qui échappe beaucoup à la narration traditionnelle, adapté pour englober le rythme stressant de la vie et les préoccupations politiques et érotico-sexuelles ou autres de l'ère moderne. Ces romans intéressants, et des nouvelles et autres récits expérimentaux, ont été écrits avant 1974 par Tasos Stefanidis (*Le fils de l'eau*, ou *l'Apocalypse*, 1960), Tassos Psaropoulos (*Le bourreau, le calendrier de Fouskos*, 1962), Lina Solomonidou (*Ci-git*, 1964, *Le voyage*, 1969), Rina Katselli (*Les Carnets de ma sœur*, 1967, *Dans les montagnes du vent du nord*, 1973-1974), Avgi Siakalli (*L'homme bleu*, 1967, *La femme aux lunettes noires*, 1970, *Qui suis-je?*, 1973), Mary P. Stavrou (*Le cinquième sceau*, 1970), Mary Pattichi (*Salle d'attente*, 1973), et peut-être quelques autres. La présence des femmes dans l'écriture romanesque se fait désormais sentir.

Une œuvre importante en prose de Lina Solomonidou est la chronique-fiction *Chypre-Expériences vécues 1974* (1977), qui inclut des histoires et des témoignages de gens ordinaires et des victimes de guerre, des entretiens avec des auteurs du coup d'Etat et avec d'autres acteurs de premier plan ou des figurants de la tragédie de Chypre, et même avec des Chypriotes turcs, qui sont restés dans les

zones libres, ou encore avec des soldats turcs déserteurs. Par ailleurs, le projet comporte des « journaux » écrits au jour le jour et d'autres témoignages de l'époque, des publications et des nouvelles de la presse quotidienne et d'autres médias, formant une mosaïque kaléidoscopique de la catastrophe de 1974. Il ne s'agit pas seulement d'une chronique ordinaire ou d'une compilation de témoignages. Derrière tout cela se trouve la main sûre de l'écrivain, qui sait choisir et orchestrer la matière première historique. Il est certain que l'auteur tente de montrer les choses sous différents angles. Lina Solomonidou ne fait pas qu'enregistrer les témoignages, elle suggère ou montre ses réactions personnelles tout en cherchant à comprendre les paroles et les attitudes des ses interlocuteurs et d'éclairer leur passé. Malgré son intention de maintenir un équilibre et une présentation objective de son matériel historique « chaud », elle laisse souvent paraître ses opinions politiques et idéologiques, sa perception aiguë et son approche humanitaire.

La première conquête du roman chypriote se réalise avec *Méditerranée orientale* de Ivi Meleagrou, qui localise son action à Nicosie lors du premier conflit intercommunautaire, le « Noël sanglant » de 1963. Principalement dans la perspective de l'héroïne centrale, Marguerite, et secondairement à travers le regard de l'oncle Ion, nous voyageons dans l'espace (le plus souvent dans la vieille ville de Nicosie encerclée par des murailles, et même dans les quartiers chypriotes turcs, peu avant qu'ils ne deviennent des enclaves, avec le tracé de la soi-disant Ligne Verte, en raison des conflits intercommunautaires de 1963); et aussi dans le temps pour présenter rétroactivement et de façon fragmentée des moments de la guerre de libération de 1955 à 1959 et de la géographie humaine de l'île. Comme les héros des romans de Sartre, Marguerite, Ion et d'autres personnages de fiction de Méléagrou ont une aversion du monde de la matière, affirment leur liberté personnelle, leurs droits à l'amour, tout en reliant la liberté à la responsabilité sociale ou encore ils font face à la présence menaçante de l'autre. Assez inventive est la manière d'imprimer les monologues: en particulier avec des caractères bruns les pensées inavouables de l'héroïne centrale déchirée,, tandis que sont imprimées en pourpre les « journaux » écrits au jour le jour du jeune combattant Cornaro, pendu par les colonialistes britanniques.

Le second, plus ambitieux et extrêmement complexe roman-fleuve *L'avant-dernière époque* (1981) de Meleagrou fait suite au roman *Méditerranée orientale*. Avec des techniques narratives complexes, l'auteure a cherché à aborder dans ce roman les vicissitudes politiques de Chypre durant la décennie 1964-1974, c'est-à-dire depuis le conflit intercommunautaire jusqu'au coup d'Etat contre le gouvernement de Makarios. Ici aussi, les choses externes sont éclairées rétroactivement de

l'intérieur, comme elles résonnent dans la psyché des principaux personnages du récit. Le regard de l'écrivaine est essentiellement politique; elle cherche à retracer les origines politiques et idéologiques des individus, celles qui ont conduit à l'éclatement du «front intérieur». Personnage central du roman, l'oncle Ion émerge aussi ici et exprime le point de vue de ceux qui sont en faveur de l'Union avec la Grèce. En revanche, Marguerite est désormais limitée à un rôle secondaire. Par rapport à *Méditerranée orientale*, dans *L'avant dernière époque*, le monde des Chypriotes turcs est éclairé de manière plus systématique et sans préjugés. Plus précisément, le troisième chapitre du roman se déroule dans le quartier chypriote turc de Nicosie, où ont déménagé souvent malgré eux des réfugiés de la Communauté turque après les émeutes de 1963-1964.

En dehors de Méléagrou, trois autres romanciers remarquables du groupe de *Kypriaka Chronika* (Chroniques Chypriotes) sont passés graduellement de l'histoire courte au roman. Panos Ioannides, après la publication de quatre livres avec des histoires courtes, importantes et hérétiques (*A Chypre l'éthérée*, 1964, *Épopées chypriotes*, 1968, *Kronaka*, vol I, 1970, *Kronaka*, vol II, 1972), où il utilise la satire et la raillerie pour se moquer des figures historiques élevées au statut héroïque, la rhétorique creuse, l'arrogance du pouvoir, le commerce illicite, le culte de l'eudémonisme et les excès moraux de la vie chypriote, a présenté son premier roman en 1973 (*Recensement*). Il s'agit d'une œuvre historique aussi hérétique et originale, qui pourrait être lue comme une parodie du mythe biblique chrétien. Mais celle-ci constitue une entreprise beaucoup plus sérieuse, parce que le «drame laïque» rejoint la «Divine Comédie» et l'absurdité de la vie, qui se reflète à travers le drame divin ou est complétée par le mystère métaphysique et des images irrationnelles ou transcendantes. Ensuite P. Ioannidès publie la plus importante collection de ses histoires courtes (*Côté invisible*, 1979), avec son thème de l'invasion turque de 1974 et de ses séquelles douloureuses. Par son deuxième roman (*L'insupportable patriotisme de P.F.K., une parabole aristophanienne*, 1989), cet auteur présente une satire virulente des mœurs sous la forme de «parabole aristofanienne», dans laquelle il trouve l'occasion de ridiculiser les mœurs d'une partie des classes socio-économiques aisées, la décadence morale, la corruption, la servitude et le culte intéressé, égoïste, et stupide même des richesses et de l'eudémonisme dans les années suivant la catastrophe de 1974, en particulier dans les années 1980. Avec ses deux romans les plus récents P. Ioannidis se déplace à des endroits différents: *Les Deva* (2006), avec le sous-titre *Comme un roman* est une autobiographie et une chronique familiale, se concentrant sur l'amour pour les animaux. Dans son roman plus volumineux *Amérique '62. De profundis* (2008) est présenté un monde entier des États-Unis, celui de John F. Kennedy au début des années 1960.

La troisième collection d'histoires courtes de Yiannis Katsouris (*Donne-nous aujourd'hui*, 1979), pourrait être considérée comme une étape importante de son écriture dans laquelle celui-ci prend soin d'atténuer le tragique des événements historiques du coup d'Etat et de l'invasion turque de 1974, en canalisant sa colère et son déchirement en un humour amer et catalyseur proche de la satire et du sarcasme. Notables sont ses deux collections d'histoires courtes, qui ont suivi (*Jim Londos* et *Paraschos Boras*, 1997. *Les bergers aux mœurs douteuses et la canne honnête*, 2006, sont liés à des expériences personnelles de l'enfance de l'auteur. G. Katsouris publie assez tard son premier roman (*La montée de Stylianos*), avec des données se référant à un roman de formation juvénile ou d'adolescence, bien que sa dimension autobiographique et politique soient aussi indéniables. Au cœur de la narration se trouve un groupe d'enfants plus âgés et des adolescents vivant dans la vieille ville de Nicosie et qui commencent à percevoir le monde autour d'eux, le contexte socio-politique, leurs relations avec les Chypriotes turcs et les colonisateurs britanniques, tout en commençant à s'initier à l'amour, à la mort et au monde des adultes. La narration compréhensible et réaliste, le regard sensible et démystificateur jetés sur la réalité socio-politique et le langage humoristique et ludique constituent en permanence les ingrédients et les qualités essentielles de ce roman, comme d'ailleurs du reste de la prose de G. Katsouris. Son deuxième roman (*Très naïf oncle Michael*, 2001) se réfère au monde des migrants chypriotes, qui restent déchirés entre leur terre natale et leur nouvelle patrie. Dans son dernier roman (*Selon Evagoras et Eugénie ou les luttes en vain*, 2009), G. Katsouris se moque des mœurs entourant la vie érotique et les pratiques commerciales, en particulier la double vie et le génie des affaires du haut et du bas clergé ainsi que des laïcs.

Le quatrième auteur du groupe de *Kypriaka Chronika* (Chroniques Chypriotes), Christakis Georgiou, a initialement publié deux collections d'histoires courtes, dans lesquelles il tente de présenter avec une narration moderniste l'angoisse existentielle et l'aliénation de l'homme moderne. Puis il a travaillé sur l'écriture de vastes oeuvres en prose: la première (*Heures*, 1950, 1981), qui possède l'étendue et la composition d'une nouvelle, se déroule dans les années 1950 et dans les prisons du colonialisme britannique à Chypre, où se côtoient et s'affrontent des condamnés politiques et criminels, même des condamnés à long terme des différentes origines ethniques, des indigènes et des étrangers, principalement des Chypriotes grecs et turcs. L'auteur réussit assez efficacement à illustrer le monde des prisons. Les techniques modernistes de ses histoires courtes ont considérablement diminué dans cette nouvelle, qui est simple pour ce qui est du mythe et livrée avec un style simple et expressif, mais avec une structure légère et lente. Plus ambitieux et complexes se présentent les deux romans plus étendus, plutôt exubérants de Ch. Georgiou écrits plus tard

(Archipel, vingt ans de naissances, 1990, Archipel, le piège, 2002). En suivant des stratégies éprouvées dans *Cités à la dérive* de Stratis Tsirkas et *Méditerranée orientale* de Ivi Méléagrou, Ch. Georgiou cherche à rendre sous forme de fiction divers aspects du contexte historique chypriote depuis les dernières années de l'occupation britannique jusqu'à l'année charnière de 1974.

Il n'y a pas de place dans cet article pour présenter la contribution d'écrivains plus récents qui ont émergé après 1974. Toutefois, il convient de mentionner ici que certains auteurs, comme Myrto Azinas, Efterpie Araouzou, Christos Argyrou, Aris Georgiou, Yiannis Garpozis, Titsa Diamantopoulou, Lefkios Zafiriou, Chrystalla Thoma, Olga Kozakou-Tsiara, Chrystalla Koulermou, Dafni Lordou, Andreas Maloris, Niki Maragou, Nicos Nicolaou, Savvas Pavlou, Elena Rempelina, Emiliou Solomou, Stephanos Stavridis, Giorgos Charitonidis, Christos Hadjipapas, et peut-être d'autres, ont produit de précieux récits, en particulier dans les catégories de l'histoire courte et de la nouvelle et plus rarement dans le roman. La plupart de ces écrivains, surtout les plus jeunes, semblent assez détachés de la vie politique de leur pays ou de leur époque et échappent au contexte historique chypriote pour s'étendre sur les questions oecuméniques. Certains auteurs utilisent des techniques plus expérimentales et un langage subversif. Beaucoup d'écrivains, en particulier des femmes, choisissent de se déplacer sur le terrain du rêve et de l'irréel, pour créer des récits bizarres et irrationnels sur des relations interpersonnelles érotiques troubles, et sur des préoccupations métaphysiques ou pour aborder des questions de la vie quotidienne sous des angles inattendus et peu orthodoxes.

En complétant cette présentation schématique, on pourrait dire que la littérature contemporaine chypriote est en bonne voie et, en général, a tendance à suivre l'évolution de la littérature grecque moderne ou même celle de la littérature mondiale. Il est temps que les œuvres les plus importantes de cette production, soient diffusées en Grèce avec la préparation nécessaire pour être évaluées dans le contexte de l'ensemble de la littérature grecque moderne. La thématique chypriote, le dialecte local ou d'autres éléments locaux, une fois établis, reconnus et appréciés sur le plan esthétique et littéraire ne devraient pas freiner la réception de la littérature chypriote par les critiques grecs, les neo-hellénistes et le public. De tels ingrédients spécifiques «locaux» peuvent s'avérer plus fertiles et viables, d'autant plus qu'ils enrichissent la diversité et le pluralisme de la littérature grecque moderne.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Kyriakos Charambides, *Tissu glissant*, vol. 1-2, Athènes, Agras 2009.
Andreas Christofides, «Les rationnels et les paradoxes», Nicosie, Centre d'études du Monastère de Kykkos, 1995.

Photis Dimitrakopoulos, *Pour Séféris et Chypre*, Athènes, Epikairoti, 1992.

Leonidas Galazis, «Poètes chypriotes nouveaux», *Diavazo* 499 (2009), p. 94-99.
K. G. Giagkoullis, «Le dialecte chypriote dans la littérature» (à partir du 11ème siècle jusqu'à nos jours), Nicosie 1986.

Tatiana Gritsi-Milliex, *Critique de la littérature chypriote*, Nicosie, Publications AQ, 1970.

Yiannis Ioannou, «Le contexte socio - culturel de la production poétique de la période 1974-1990», *Anatomie d'une transformation, Chypre après 1974*, édité par N. Peristianis & G. Tsangaras, Nicosie, Intercollege, 1995, p. 253-273.

Yiannis Katsouris, *Le théâtre à Chypre*, vol. 1-2, Nicosie 2005.

Giorgos Kechagioglou, «Histoire et déontologie poétique: exemples chypriotes des quinze années 1974-1989» *I Lexi* 85-86, juin-août 1989, p. 616-627.

Giorgos Kechagioglou, «La littérature chypriote contemporaine et le contexte de la littérature grecque moderne: une littérature régionale, indépendante, se déterminant par elle-même», *Nea Epochi* 214, 1992) p. 19-33.

Giorgos Kechagioglou «La prose chypriote des vingt années 1974-1994: tendances et principales étapes», *Anatomie d'une transformation op.cit.* p. 229-251.

Giorgos Kehagioglou-Lefteris Papaleontiou, *Histoire de la littérature moderne de Chypre*, Nicosie, Centre de recherches scientifiques, 2010.

Giorgos Moleskis «Les tendances idéologiques dans la littérature chypriote contemporaine», *Politistiki* 14-15, 1986, p. 50-56.

Theodosios Nicolaou, «Textes littéraires et critiques», Athènes, Gavrielidis, 2008.

Lefteris Papaleontiou, «Des ajustements stochastiques. Pour l'histoire de la littérature grecque moderne générale», Athènes, Gavrielides, 2000.

Lefteris Papaleontiou, *Les magazines littéraires chypriotes dans les années de la domination britannique*, Nicosie, Centre de recherches scientifiques, 2001.

Theodosios Pylarinos, *Dans l'île de Chypre il y aura un chanteur, Essais sur la littérature chypriote*, Athènes, Aipeia 2011.

Georges P. Savvides, «La maison de la mémoire», Athènes, *Spoudastirio neou ellinismou*-, 1997.

Phivos Stavrides, Lefteris Papaleontiou, Savvas Pavlou, *Bibliographie de la littérature chypriote*, Nicosie, *Mikrofilologika*, 2001.

Costas Vassiliou «Honte à vous ô Argiens ou la face d' Ulysse. Commentaire sur la poésie chypriote» (en grec), *Akti 6* (revue littéraire chypriote) (1991) p. 187-194.

Lefkios Zafiriou, *La littérature moderne chypriote: esquisse littéraire grammatologique*, Nicosie 1991.

Alexis Ziras, *Aspects de la prose chypriote*, Athènes, Aipeia, 2010.

Alexis Ziras, «Fantasme, le rêve et le réalisme», Les 'termes contradictoires' de la fiction moderne», *Diavazo*, 499 (2009) p. 78-84.

Alexis Ziras, «La poésie chypriote récente. Thématiques, stratifications linguistiques et stylistiques «Point», 4, (1996), p. 225-246.

Hommages consacrés par les magazines: *Logotechnia* 2, février 1979, *Anti* 236 1983, *Diavazo* 123, 1985 et 499, 2009, *Politistiki* 14-15, 1986, *Antipodes*, Melbourne, 23-24, 1988, *I Lexi*, 85-86, 1989 et de 203 à 204, 2010, *Simeio* 4, 1996, *Études helléniques-Hellenic Studies*, Canada, 15, 2, 2007, *Nea Efthyni*- 4, 2011.

Colonialism and Independence in Cypriot Prose writings**

Maria Herodotou*

RÉSUMÉ

Cet article analyse des écrits en prose chypriotes dans le cadre de la théorie postcoloniale, en vue de montrer l'évolution de l'expérience coloniale et l'indépendance de Chypre telle que perçue par ses écrivains. Cette étude commence par une introduction générale au colonialisme et à son rejet en utilisant la théorie postcoloniale. Par la suite, elle se concentre sur les écrits en prose de 1950, principalement ceux qui se réfèrent à la lutte anticoloniale par laquelle le colonialisme a été renversé. Référence est alors faite aux *Citrons Amers* de Lawrence Durrell comme un exemple de discours colonial à travers lequel la lutte anticoloniale et l'identité nationale des Chypriotes grecs sont remises en question. La réponse intertextuelle (le rapport qu'un texte peut avoir avec d'autres textes) qui s'ensuit du côté grec, comme une forme de contre-discours ou d'anti-discours, fait aussi l'objet d'un examen. La dernière partie de l'article traite brièvement de la scène post-coloniale: en d'autres termes il est indiqué comment les auteurs représentent l'indépendance et les développements politiques contemporains (principalement les conflits entre Grecs et Turcs) en fonction de différentes idéologies et positions façonnées par l'entrelacement du passé et du présent.

ABSTRACT

This article analyses Cypriot prose writings within the framework of postcolonial theory with a view to showing the evolution of the colonial experience and Cypriot independence as perceived by its writers. It begins with a general introduction to colonialism and its rejection through the development of postcolonial theory. Thereafter it focuses on prose writings from the 1950s -mainly those recording the anticolonial struggle- through which colonialism is subverted. Reference is then made to Lawrence Durrell's work *Bitter Lemons* as an example of colonial discourse through which both the anticolonial struggle and the national identity of the Greek-Cypriots are questioned. The ensuing intertextual response, a form of counter discourse from the Greek side, is then examined. The last part briefly deals with the postcolonial scene: in other words

* La Trobe University

** Acknowledgment: This article has been translated from Greek by Dimitri Gonis and its writer. It was proofread by S. Gaultlett and D. Michael.

how the authors represent independence and the contemporary political developments (mainly conflict between Greeks and Turks) according to different ideologies and positions shaped by the intertwining of past and present.

Introduction: Colonial discourse

Colonialism (1878-1959) constitutes an important phase in the history of Cyprus, not only as being an integral part of its past, but as a legacy to its postcolonial present. In all colonised countries, the colonisers developed a mechanism of power politics which created 'Knowledge'¹ for their subjects in order to justify the conquest, surveillance and imposition of governance which was ultimately aimed at their exploitation. As a result, there was a development of colonial discourse through which the legitimisation of the conquest and the imposition of power was sought. Colonial discourse divides people into two fixed, invariable and antithetical zones: the 'superior' colonisers and the 'inferior' colonised (Said, 1989: 207).

It reduces the colonised, whom it considers degenerate, backward and underdeveloped², to a state of inferiority and dependence, whilst it simultaneously develops an ideology of superiority for the coloniser, whom it considers a modernising and civilising force for the locals or 'natives' as it broadly refers to them (Bhabha, 1983:23). All these are nothing but an attempt to disguise the real reasons for exploitation. In the words of Sartre, colonisers in reality refuse human rights to people whom they have subjugated through violence, and whom they continue to keep in a state of indigence and ignorance by employing violence –a state that Marx would term a 'subhuman condition'. Racism is deeply rooted in every action, institution and production mode applied by the colonisers (Sartre, 1991:XXIV).

The idea of an incompatible, irreconcilable *difference* with the inferior 'Other' constitutes the cornerstone of colonial thought. According to this, the inferiority of the locals extends to all levels of human existence, i.e. physical, spiritual and cultural and as a result these people are considered incapable of great western achievements. The interpretation of *difference* is presented in a number of ways the most important being *racism*.³ Ultimately *racism* became an axiom of colonialism. In other words, colonial thought concedes that some races are superior to others; that there is a racial hierarchy, at the top of which one finds those nations that can exploit the employment sectors and govern others (Osterhammel, 1997: 108). According to these stereotypes, the 'Others' (the subjugated people) are 'non-normal' and therefore the intervention of colonisers

is essential to the process of 'normalisation'. The reformation of the 'imperfect subject', i.e. the colonised, is based on *mimicry*.⁴ Through *mimicry* the subject will be led to a state where he will almost be the same -but not exactly the same- as the coloniser (Bhabha, 1984: 126). Thus, as a result of this fundamental position regarding difference and inferiority, emerges the belief in the 'sacred mission' of the superior race, which is to guide the inferior races, so that they may progress. The whole process is considered to be 'the white man's burden'.

British rule -which particularly concerns us here- was imposed by a combination of European ideas and local customs. In other words it combined the European views that as a superior nation it would bring progress and modernisation to an underdeveloped country and practices of local rule⁵ and forms of governance that served it. The forms of governance it implemented usually divided or encouraged rivalry between the various groups of the land (races or ethnic groups). This strategy was also implemented in the case of Cyprus.⁶ The European ideas of the Enlightenment were used by the colonial powers to a degree that did not threaten or undermine their rule. This is the reason they could not accept that the colonised could become totally like or equal to them (Mann, 2004:5 & Bhabha, 1983: 23)⁷.

Postcolonialism

Usually, the development of an ideology, theory or trend in any field is followed by another as a reaction, response or rejection after the former has prevailed for a long length of time. Postcolonialism likewise emerged as a response to colonial ideology. This has been strengthened by the historical and political developments on the world stage with the struggles for freedom and independence of countries, which were formerly colonies of various European powers. Its focus -as the term itself implies- concerns 'the postcolonial period of former colonies- although with the passage of time it was broadened in order to include the examination of different forms of inequality in different areas (civilisation, race, social classes, mainstream and margins etc). Its aim is to give a voice to the *subaltern*, i.e. the marginalised.

In order for the aims of postcolonialism to be achieved it is essential that history be examined, i.e. the production of history and its reception. History is very important because of the intertwining of past and present - because of the fact that different historical moments are not obsolete but "*interdependent, they overlap and coexist*" (Said, 1996:29-30). Postcolonialism functions as a resistance to the silencing of the consequences of colonialism. Rather, it aims at a return to

the past through memory in order to explore and 'interrogate' it (Gandhi, 1998:4) so that it may interpret the present. Postcolonial theory applies constant and careful examination of past ideologies, politics and power-play in an attempt to re-examine and correct oversights, mistakes, biased presentations or even a lack of understanding or familiarity with the local history and culture by the governing powers. The emphasis is now placed on the history of the postcolonial countries so that the picture may be completed. Postcolonialism therefore ends up taking on an interventionist, corrective role.

It is therefore evident that history plays a fundamental role, not only as an end in itself, i.e. to examine 'history and the historical truth', but also as a process of recognising the local culture and national identity. This is why history holds such a central place in Cypriot literature. Moreover, it creates a rational process of self-awareness through which the individual is reconnected to the collective identity of its nation (Gandhi, 1998:105).⁸ The constant threat to a nation makes its defence an imperative with its writers referring back to history as a means to achieve it. Through a cyclic course of history the nation seeks to return to a pristine state (a state of independence) (Innes, 1996:123). As expected, the way in which the writers of a nation deal with the colonial past and the postcolonial present is not uniform. The same applies to Cyprus' Greek writers.

Postcolonialism also focuses on the study of the political and cultural consequences colonialism had on the societies of both the colonisers' and of the colonised (Young, 2007:34).⁹ The theory is an indictment of power structures and every form of forced rule that results in inequality of any form (political, social, cultural). It also gives the opportunity to the liberated, newly established states to show their leadership and promote themselves. Now western discourse, which prevailed and spoke for all, is juxtaposed to the non-western, 'the Third-World'¹⁰ discourse, as Bill Ashcroft argued in his work *The Empire Writes Back* (1989), which is now, regarded a classic for those dealing with this field. Moreover, an opportunity is given to the 'margins' to move to the 'centre', as well as an opportunity to revise the perception regarding the hierarchy of world civilisation into superior (western) and inferior (eastern, non-western).

A more effective way of responding to history is also the intervention of literature (Ashcroft, 1998:25-26) through which an additional voice is added to the existing one, so that the situation may be remedied. Literature plays an even more important role, because it is often written not as a response to the colonisers, but actually addresses the people of the newly-established state in order to assist them with self-criticism and the redefinition of their cultural and national identity¹¹ or even, in order to assist in the shaping of the nation

(Quayson, 2000:77-78 & Innes, 1996:120,127). Following independence, the respective cultures of both the metropolis and its former colonies undergo a period of identity crisis until the relationship between them is redefined and transformed. In this case literature once again becomes part of a developing, urban, international culture (King, 1996:3).¹²

In former colonies, the combination of history and literature often becomes one of primary importance. The writers of these nations deal more with the political state of the nation, the public and political responsibilities, at the expense of personal issues. This is evident in the literature of Cyprus. The pre-eminent culture critic, Fredric Jameson, considers the relationship between history and literature to be very important and consequently that every cultural product (such as literature) should be seen as a lens through which a perspective of history is examined. Moreover, the study of history's great moments can offer us a new angle from which we can examine literature. He calls this retrogressive movement 'historicizing'. Furthermore it enables us to discover ever more complicated social relationships (Hardt & Weeks, 2011:11-12). Thus he ascribes great importance to the political approach and interpretation of literary works (Jameson, 2001:34, 36),¹³ because he believes that literature is a 'socially symbolic act'.¹⁴ He argues that in the literature of former colonised countries what dominates is the national allegory, since even in the case where the individual is projected, it is done to promote the national reality (Jameson, 2001:319-320).¹⁵ Despite the fact that Jameson's views have been widely criticized (Gandhi, 1998b),¹⁶ nevertheless, the examination of literature within the context of postcolonialism focuses on the presentation of history and culture rather than its aesthetic side, something which is congruent with Eagleton's views, that texts should not be separated from political discourse. For Eagleton, aesthetics must cease to be an end in itself, and once again take up the role of mediator between art and *social act* (Eagleton, 1990:1-4, 370).

Over the past two decades or so, and within the context of postcolonial theory, there has been a marked development in the area of literary criticism. There has also been an increase in the works that were written in response to, or to subvert both English and other writings of colonising countries. These works in different fields are known as 'writing back', 'counter- discourse', 'oppositional literature', 'contexts', etc. They also aim at overturning stereotypes created for the colonised (Thieme, 2001:1-4).

Keeping in mind the above views, we will examine selected Cypriot writings from the 1950s, when the anticolonial struggle and the scathing questioning of colonial thought begin. Following this, we will examine novels from the

postcolonial period, most of which were written under the influence of contemporary events, in particular the Turkish invasion. Thus, the colonial past now comes to the forefront filtered by the events of Greek-Turkish conflict and is dealt with according to its writer's ideology.

Subverting Colonialism and Colonial Discourse

The Greek-Cypriot resistance movement and struggle for independence against the British (1955-1959) has been the subject of several literary works. The works, however, that were written during the struggle or immediately after independence, are far fewer in comparison to the works written recently, and which either use this struggle as their central theme or as one of their themes. In the first case, the struggle is a contemporaneous eyewitness testimony which is expressed in direct relation to events as they occurred or shortly after the events. In the second case, the events are recalled to memory after a period of time and hence the perspective from which they are presented is influenced by the present in which the works are written.

In the 1950s, i.e. the eve of the outbreak of the anticolonial struggle and during the struggle itself, there is an emergence of writings which function both as a response to the prevailing colonial discourse and as an affirmation of the island's Greek identity. The driving force of the anticolonial struggle is Greek nationalism, the union of Cyprus with Greece being its ultimate aim. The writers of this period express no dilemma regarding the justice of the anticolonial struggle. The British presence on the island is considered as an illegal and unjust occupation. The approach to this issue and the way different aspects of the struggle are emphasised vary. However, the ideological nucleus during this phase remains the same.

Xanthos Lisiotis's work *Captain Yiannakis* (1953)¹⁷ could be considered as a precursor of the anticolonial struggle. It was published in the period between expectation and conflict (from colonialism to anticolonialism) and thematically begins to promote a heroic spirit. This spirit was of vital importance to the impending liberation struggle. The work (written as a poetic prose) combines significant, historical moments and tragic events viewed in a sentimental and idealistic way. The heroic spirit and resistance against the island's occupiers are glorified diachronically and projected as a supreme ideal. The narrator looks back at the revolt of October 1931 and then using the memories of three successive generations (his own, his father's and grandfather's) equates the conditions of slavery experienced by the people of the island. Through successive

narrations, which overlap, one can see the intertwining of past and present, as well as the national continuity. A fragmented plot works in a similar way, with its time gaps and condensing present and past. National identity, as well as the close, reciprocal relationship between Greece and Cyprus, are highlighted. Through carefully selected comments about the cultural identity (including the Christian Orthodox one) of the Greek-Cypriots, Lysiotis undermines the prevailing colonial ideology of the time, which questions the Greekness of Cypriots, as well as their capacity to revolt. It becomes clear then that the writer must turn to the past in order to validate the heroic spirit and the survival of Hellenism under successive occupations and concomitantly to emphasise the cultural influences of the motherland. Captain Yiannakis, the pirate, represents the island's free spirit, which is essential for the preservation of national consciousness, as well as for the anticipated revolution against a current enemy. In the story the English are but another occupier and their presence on the island means 'slavery' (Lysiotis, 1978:284).

Towards the end of the 1950s and the beginning of the 1960s there is an emergence of writings which centre on the armed struggle and the recording of '*a culture of terror – space of death*'.¹⁸ Their common theme and content is the personal experiences in the English concentration camps during the anticolonial struggle of EOKA (1955-1959). These themes and ideas pervade the works of Zeta Sigma Ro, *At Slavery's Wire Fences* (1959),¹⁹ Sophocles Lazarou's *Freedom's Street – Death's Stop* (Kastaniotis, 1997)²⁰, and Yiannis Stavrinou Economides's *A Number instead of a Man* (1956).²¹

These prose writings describe the horrifying interrogations, living conditions of the detainees in the concentration camps (Kokkinotrimithia, Karaolos and Pyla)²² and their reaction to the events surrounding the struggle as they learn of them through radio broadcasts and through relatives and friends who come to visit them. The importance of these works lies in the fact that apart from eyewitness' accounts of the anticolonial struggle, they are clear examples of subversion of colonial thought, since through their actions, the English prove they are no longer civilised Westerners but a harsh military power which shows contempt for the democratic process. It abolishes laws replacing them with emergency measures or with special military laws; it submits people to interrogation and torture and ultimately introduces hanging. In Zeta Sigma Ro's work (P. Nicolaou), which is written in the form of a diary, we have the recording of all English measures and the events of the anticolonial struggle. With his realistic descriptions, the author undermines English superiority, reversing the stereotypes they had created, with his own stereotypes.

In Sophocles Lazarou's work there is an emphasis on the ethical dimension of anticolonialism, which becomes obvious as much through the title as through the dedication. The author deals analytically with the issue of death through which an attempt is made to approach the issue of colonialism from an esoteric, psychological perspective, rather than a historical and political one. The whole story is an internal monologue, a stream of consciousness piece, with an emphasis on the emotions, thoughts and internal conflicts of the protagonist after the torture he was subjected to during his interrogation and which crushed his body but not his spirit. He remains, right until the end, one of the '*Free Besieged*' and thus the theme is associated with the meaning of moral freedom and national dignity. Finding himself in a state between life and death, because of the torture and his confinement in the oppressive space of a cell, the detainee externalises the ideology of the struggle. At no point during his interrogation ordeal or in his cell, does he question the struggle and its purpose nor the tactics that are followed in order for this purpose to be achieved. On the contrary, through the function of memory, he recalls everything and ends up idealising both the fighters (most of whom are very young) and the Struggle itself even more. He justifies this stance as a result of their school education, their collective national past, their great love for the motherland, as well as their sense of duty to ensuring the freedom of humankind. The whole process is a consequence of the individual's relationship with the 'Other', who in this specific, historic moment is represented by the English (mainly soldiers, interrogators, torturers) and the Turkish-Cypriot auxiliary unit (*Epikourikoi*).

Yiannis Stavrinos Economides also writes within almost the same context, recounting earlier events based on recollections. The author approaches his subject from a political perspective. Thus, in order to support his anticolonial stance, he includes an essay in which he briefly revisits the history of Cyprus, on the one hand pointing out the national desires of the Greek-Cypriots and on the other hand England's political games, as well as its economic and military interests. He considers them as the deeper causes behind Britain's harsh stance towards the demands and struggle of the Greek-Cypriots. He also analyses the reasons for the outbreak of the struggle as well as its enormous popularity, expressed in active participation. In addition, he examines the harsh living conditions and the physical and psychological torture that the population is submitted to. By doing so, he undermines the cultural superiority of the English, who are consequently transformed into barbaric occupiers. The work ends with a reference to the sacrifice of the young fighters at the *Liopetri* hayloft, and with a reminder of Gregory Afxentiou's sacrifice. These sacrifices are compared to those of the Hani tis Gravias and the Spartans of Thermopylae. The analogy works on two levels, as

on the one hand, the current struggle of the Greek-Cypriots becomes an extension of the struggles of Hellenism, and on the other hand, the individual transcends him for the sake of his country's salvation and independence.

In the early 1960s there is an emergence of works that mythologize and at the same time demythologize the anticolonial struggle by expressing their objection to its inherent violence, thus cancelling out the possibility of stereotypes on both sides. In two short stories titled '*Gregory*' and '*Somewhere to lay my eyes*' (1964)²³ Panos Ioannides boldly presents the negative aspect of violence. The first story is about the cold-blooded execution of an English soldier arrested by EOKA partisans and the dilemma of having to choose between friendship and one's duty to one's country. The soldier's execution is described realistically and in such detail that the reader is repulsed –which is the aim of the author. By using irony and language that is unemotional and minimalistic he demythologises the 'struggle'-a term he puts in inverted commas- as well as the brain of the struggle, which gives its inhumane orders²⁴ from afar. In the second story titled '*Somewhere to lay my eyes...*' the final moments of Grigoris Afxentiou are described –immediately following the fire-bombing of the cave in which he was hiding from the English.²⁵ As in the previous story, the author strips the situation bear of every trace of heroism. He presents the fighter Afxentiou as a simple man who, upon seeing the flames engulfing him, is totally aware that he is living his final moments. He remains consciously faithful to his duty towards his country but at the same time feels the need to live. What follows is a stream of consciousness-like presented as if he is alternating between a state of hallucination and reality. This technique allows the narrator to express logical thought and subconscious desires. In contrast to the way others see him, i.e. a hero, Afxentiou declares that he wants people to pity his loss of life rather than admire him. Time becomes timeless, a motley of his life's different scenes, most of which are not fulfilled. This externalisation of Afxentiou's feelings and desires touches on the surreal, without visual descriptions, but allusive expressions. The author's anti-heroic, condemnatory approach reaches its climax with Afxentiou's comment when the flames engulf him and begins to lose consciousness: '*they who would tomorrow commercialise his sacrifice awaited*' (Ioannides, 1992:23).

In the short stories of the collection titled '*Harsh Times*' (1963)²⁶ Giorgos Philippou Pierides takes a similar approach to Panos Ioannides's. Thematically the stories refer to different sides of the anticolonial struggle 1955-1959 –a period the author regards as 'harsh' as the title also implies. He approaches his themes from the perspective of everyday people, who either suffer from the events or become inhumane as a consequence. The story titled, *The Garden of*

Orange Trees focuses on the death of a young student (a flag bearer at a student demonstration) who was shot and killed by the English and is presented from the point of view of the parents, particularly, the father's. Closed up in their own worlds, many of the everyday people of the time can sense the change that is coming to their country and while it has captivated some, they themselves remain uninvolved. The author does not take sides regarding the struggle. He allows the protagonist to regard it as something inevitable, which has enthralled people, drawing them out of the banality of everyday life, and imbuing the young with enthusiasm and self-sacrifice. The involvement of his son –although a concern to him– at the same time makes him feel as if he himself is participating: '*all this uprising around him, was as if it were leaping forth from the roots of his existence – from deep within, very deep, from that place his conscience drew the essence of his ethnicity*' (1989:141). By using the death of a child, the author highlights the consequences the struggle has on the personal lives of people, who although initially lured by the general 'pulse' of Cyprus are then left alone to deal with the harsh reality of losing their children.

One story with the powerful title *Auto-da-fé* focuses on the residents of a village with their animosities and fanaticism during the anticolonial struggle. Always applying a realistic style of writing, the author reveals the way in which the villagers like a *Holy Inquisition* condemn to death and execute a fellow worker in cold blood, because he is a communist. Through nightmarish descriptions the author portrays the psychology of the mob, which in a state of frenzy commits a crime without any sign of conscience. He also indirectly criticises those who did not consent, yet out of fear passively witnessed the execution. Most importantly however, he portrays the ideological division of the time.

In the other two stories titled '*The Traitor*' and '*Harsh Times*' he deals with the issue of treason and its consequences, which he approaches from two angles: that of the traitor and that of society. In the first story 'The Traitor' -who has been smuggled out to England by the English– does not regret what he has done, despite the mood swings and the nightmarish moments he experiences. On its part, society shows no mercy or forgiveness for traitors and taking justice into its own hands, the traitors are executed. In the second story the focus is on the 'harsh times' immediately after the anticolonial struggle. The author considers it impossible for people to return to a peaceful life after years of occupation and violence. They become suspicious and fearing they will be wronged, they wrong others. This helps explain why people have become de-sensitised in their treatment of enemy informers, unhesitatingly becoming executioners. Through these themes the author conveys sadness for the wretchedness of human beings.

He is not interested in taking sides for or against the colonial struggle but only in presenting the consequences, which appear to be insurmountable.

Discourse and ‘counter-discourse’/ ‘writing back’

In the early 1960s works are produced as an express response to Lawrence Durrell's work, *Bitter Lemons* (1957). The work constitutes a typical example of colonial discourse, which also shows the colonisers' view of Cyprus and the Cypriots at the outbreak of the anticolonial struggle. It contains many contradictions regarding the way the author views the Greeks of Cyprus. While he initially shows a great interest in the place, its people and ‘their character’, he subsequently totally identifies with the colonial position, becoming an advocate of English interests as soon as he assumes his duties as Head of the Public Information Office. In this capacity he submits reports with suggestions regarding measures, which could be taken, and how the Turkish factor could be utilised as a counterweight to Greek demands. He then admits that he is a ‘conservative’ and as a result can ‘totally’ understand the colonial line, according to which: ‘when you have an Empire, you don’t start giving away bits of it as soon as they ask you’ (1964:158-159).

Durrell, like all colonisers who considered ‘the natives’ backward, also considered Cypriots incapable of governing their country. In his opinion, the constant occupations had contaminated the Cypriot character, erasing every trace of intelligence: ‘I was beginning to think that successive occupations had extirpated any traces of the Greek genius’ (1964:22). He found them lethargic and with attitude westerners found idle and frustrating. He even points out the ‘great’ (in his opinion) difference between the Greeks of mainland Greece and the Greek-Cypriots, regarding the latter as naive, foolish, cowardly and incapable of revolt. As far as the Greek identity of the Cypriots is concerned, his stance is also full of contradictions. At first he considers the fact that some colonial employees use English as deplorable, referring to them as *babus* (1964:22). He then, however, concedes that the English efforts to create a ‘Cypriot identity’ on the island failed for two reasons: firstly because there had been no cultural exchange between the two groups (colonisers and colonised) and secondly, because they failed to impose the English language on the education system. If the English language was made compulsory in the education system then the ‘English ethos’ would be promoted and the ‘natives’ would be able to participate in English culture. He therefore seems to wholeheartedly believe in the superiority of English culture and the English ethos which, had the Cypriots been able to adopt, would have ceased being ‘a bunch of Cyps’ –as one might say Chimps’ (1964:136). Durrell does not want to recognise the

ethnicity of Cyprus' people and its culture, nor the power of nationalism at that particular moment, continuing to focus his attention on the English perspective.

With the outbreak of the anticolonial struggle, Durrell's colonial thought identifies completely with colonial policy approving all the repressive measures taken by the colonial government. His students, whom he initially regarded as simple and naive village boys, but also 'wonderful kids' who are gripped by the national feeling of 'Enosis' with Greece, suddenly become terrorists and their actions terrorism; their arrest and sentencing a necessary application of justice. Although he condemns violence on the part of the Greeks, he approves of it on the part of the English. Similarly contradictory is Durrell's stance on EOKA, which he considers a terrorist organisation without the broad support of the people.

Another important issue that greatly concerns Durrell – and whose approach of it reveals many contradictions – is the issue of *Enosis*. Despite acknowledging the strength of national sentiment amongst Greek-Cypriots early on – which he neither questions nor seems at first to be bothered by – he then questions or undermines it. This is particularly the case when he realises that *Enosis* is being sought through anti-English actions. He ends up claiming that *Enosis* was being sought by only a few fanatics who were misleading the rest of the people.

It was inevitable that Durrell's colonial ideology as well as his position in the colonial government would draw reactions from the Greek side. Seferis was one of the first to cut off all ties with Durrell and other English writers and intellectual friends of his.²⁷ He opposed to the colonial ideology and the British intransigence in Cyprus. In some of his poems in the collection *Logbook III [1955]* (which 'is dedicated to the people of Cyprus') he deals directly with the issue ('Salamina of Cyprus' and 'In the Kyrenia District') or indirectly ('Neofytos the Recluse Saint' and 'Helen').²⁸ A direct intertextual response discourse to Durrell's work, was given by Rodis Roufos novel *Bronze Age* (1960) and was followed by a response to both of them by Costas Montis. In his novella *Closed Doors* (1964)²⁹ the writer approaches the issue from a Cypriot perspective. In Roufos's novel, which bears the clear subheading *Novel of the Cypriot Struggle*, we have an external validation of the anticolonial struggle, whereas in the second work we have an internal one. For Roufos the Cypriot struggle was a deeply personal experience, since at the time he was serving as Ambassador of Greece in Nicosia³⁰ and therefore experienced at close hand, its initial preparatory stages (Varikas, 1975:22). He had, in fact, been initiated into EOKA and had a personal relationship with Grivas.³¹ Durrell is fictionalised through the character of Harry Montague and the author himself through the mainland Greek Dionas, a close friend of the protagonist Alexis.

In his novella Costas Montis attempts to subvert colonial discourse and offer his own counter-discourse by concentrating on Durrell's fundamental theses. He also responds to some of Roufos's views with which he disagrees. Amongst Durrell's fundamental theses are the subversion of the Greek identity of Cyprus and the portrayal of the EOKA struggle as terrorism. From the start, Montis emphasises the Greek consciousness of the Cypriots, for whom national identity is a deeply personal experience. It is first formed in the family and then at school, where they learn about Greek history and their culture. For the author, the issue of national identity is self-evident and therefore he does not dwell on the subject, whereas Roufos, on the other hand, gives a lengthy response to the issue, pointing out not only Cyprus' Greekness, but the similarities in the characters of mainland Greeks and Greek-Cypriots. Montis focuses more on the particular historic moment, stressing the justness of the Greek-Cypriot struggle against Britain, which is ultimately aimed at union with Greece. Montis regards the struggle as part of irredentism, in other words the liberation from foreign occupation and the union with the 'National Body'/ the motherland. Through the plot he presents the pure, *Enosis* ideology of the student fighters, the complete support of the people and the diachronic nature of Cyprus' Greek history. The living, everyday use of the Greek symbols, as well as the Greek language and culture, are testament to the Greekness of the inhabitants. In his effort to subvert it, Montis puts a great deal of emphasis on the issue of terrorism as articulated by Durrell. Using his language, he plays with the words 'terrorist' and 'terrorism'; he repeats and mocks them in order to nullify them (Montis, 1987:1554, 1575).

As far as the youth of Cyprus is concerned, both writers (Roufos and Montis) take the same approach. Roufos's protagonist admires the youth for their faith in ideals, their national conviction and the change they would bring to the land. That is why he borrows the title from the well-known bronze statue by Auguste Rodin, which symbolises man's awakening from a deep sleep and his readiness for 'a transition to a new age'. He also evokes both man's sense of heroism together with his deeply personal, inner strength. At the same time, however, Roufos's protagonist looks at the older Greek-Cypriots in a condescending and almost contemptuous way, regarding them as lacking intellect to the extent that they have become subservient to the English. In contrast, he feels more comfortable associating socially with English administrative employees and educated people and a few Greek intellectuals -who also associate with the English instead of their Cypriot compatriots. This is why Montis also responds to both, pointing out the ordinary, everyday people's selfless contribution to the anticolonial struggle, to such an extent that they are able to transcend themselves.

Even in the past, the ones who contributed to the preservation of Greek identity on Cyprus were mainly everyday people, the Cypriot family.

Montis also reverses Durrell's opinions on 'the native' Cypriots (the 'Cyps') whom he considered cowards and unable to revolt against the British. By repeatedly pointing out the fact that the anticolonial struggle was purely the result of the will of Cypriots. Montis appears to be responding to Roufos's choice of a protagonist as well. His protagonist (like Durrell implied) came from Greece and despite his nominal Cypriot origins, has nothing in common with the Cypriots. He is presented as a restless intellectual, who left Cyprus when he was young, choosing to live away from his colonised country. He did not agree with the English occupation, but he also did not regard a revolt against it as necessary. What he repeatedly points out, is his disgust for violence. On the contrary, Montis highlights the collective participation in the struggle, and the ideals of the youth of Cyprus as its driving force. He considers violence as necessary means by which to achieve freedom. However, in order to avoid stereotypes, Montis presents some positive, human sides of the English soldiers.³²

Another issue Durrell³³ carefully implies, but purposely does not expand on, is the English role in fanaticising the Turks during the anticolonial struggle. Montis responds by highlighting their role, which led to the division of the two ethnic groups.

The title 'Closed Doors' is a strong metaphor, which functions on multiple levels. On a political level, the author attempts to keep the Cyprus issue open, although the English consider it 'closed'. On a personal level the doors remained closed for the people who lost their loved ones. Finally, on a metaphorical level he attempts to 'open' the 'closed doors' of colonial thought through textual dialogue.

Independence. Textual (self) critique

The end of the anticolonial struggle and the creation of an independent state following the Zurich-London Agreements drew a mixed reaction. The 'enosisists' (advocates of 'enosis' or union with Greece) regarded the Agreements as a betrayal of the aim for which the struggle had been fought. Others accepted the creation of the new state as a positive development, which would herald the beginning of peaceful coexistence with the Turks, as well as bringing progress to the island. Many writers fictionalised the ensuing historical and political developments, which led to the clashes between Greeks and Turks. The increase in literary output following independence and particularly after the 1974 Turkish

invasion is impressive. Most writers turn to the colonial scene to interpret the present through the use of history. The distance from which events are viewed makes for a greater degree of objectivity and a more critical approach, which is more congruent with the aims of postcolonial discourse. The authors' viewpoint, however, is always influenced on the one hand by their ideology and on the other hand by contemporary events. The binary relationship 'We' and 'Others' is now constituted in a different way. I will briefly give some indicative examples of various ideologies and political positions regarding the establishment of an independent Cypriot state in relation to the colonial past. Kypros Chrysanthis, Angeliki Smyrli and Nikos Orfanidis are among the writers who remained loyal and unyielding in their enosist ideology and expressed their opposition to the outcome of the struggle in their works.

In his novella *During the years of the Revolution* (1985) Kypros Chrysanthis turns to the anticolonial struggle. He dwells on the relations between Greece and Cyprus at that time and the rift between the two over the acceptance of the Zurich-London Agreements by the Greek government. The Greek ideological division, the betrayal and the prevailing climate of distrust are presented in an anti-heroic light. Although he condemns the extreme positions of all sides, the author implies an anti-communist stance. He concludes by criticising the island's supposed 'Independence' and expressing fears at the possibility of its being exploited by cunning operators, while those who truly fought for it find themselves disadvantaged and even persecuted. The announcement of the Zurich-London Agreements –with which the novella ends– portends a negative turn of events. Two rival groups immediately emerge: those who accepted the Agreements and the 'resolute' who consider them a betrayal. The author, who condemns the agreements, belongs to the second group. He sees the struggle and sacrifices of so many generations going to waste –mainly because the Turks, whom he portrays negatively, ended up as winners: '*All those sacrifices, those lives and effort wasted on a partnership with the Turks*' (Chrysanthis, 1985:113). We could say that the birth of the protagonist's child takes on a symbolic meaning, since it can be regarded as hope for the future. Its conception during the dangerous years of anticolonial struggle, the danger of miscarriage or the birth of a child with defects can be compared to the problems associated with the birth of a new state.

In Angeliki Smyrli's lengthy novels, the presentation of Cypriot history on a local level (centred on the Paphos district) and on pan-Cypriot level, becomes an end in itself. In order to substantiate historical events and in particular to highlight the island's Greek identity, the author turns to a combination of fictionalising and treatise. The plot in the novel *Galateia's and Pygmalion's* (Kedros

2003)³⁴ is set in the years following the Turkish occupation -i.e. the British colonial period, anticolonial struggle and creation of an independent state - right up until the conflict between Greeks and Turks in 1963-1964. *The Return of Agapinor* (Kedros 1992) focuses on the anticolonial struggle, the creation of the independent Cypriot State, through to the Turkish invasion and its consequences. The last novel *Report to Nikolaos Theseus* [Cyprus 1955-2004] (Kedros, 2009) mainly covers the period from independence to the Annan referendum.

The presentation of themes is pervaded by enosis ideology. Hence the author expatiates on the sentiment behind and struggle for enosis, as well as the disappointment or displeasure, which attended its demise. She thus highlights Cyprus's Greek identity by different means. It is clear that she holds opponents of Enosis, whatever their faction, responsible for the negative developments, which ensued in the island's political history. Regarding the post-independence period, the author evinces her disappointment at the loss of ideologies and ideals, as well as at the corruption and alienation that characterises Cypriot society during the establishment of the independent state through to the invasion -a society seeking material comforts and setting aside national aims and aspirations. She is clearly 'bitter' that the struggle for enosis has been forgotten even by some former fighters. On the other hand she sympathises with and excuses the 'struggles' of uncompromising enosisists. This questionable position is clearly propounded in the last novel, where she focuses on the political situation immediately after independence and on the development of the Cypriot state. Internecine clashes on both an ideological and a political level are depicted. The term 'We' (the Greeks) is split between two rival groups: the *Makarians* (supporters of Makarios), and the *Grivans* (supporters of Grivas) or those who accepted the Zurich Agreements and the disaffected who remained committed to the struggle for Enosis. The first group seeks to move forward by adhering to Makarios's policy and positions, creating and developing *the rule of law*. On the other hand, the second group considers the Agreements as something temporary and that the struggle for union with Greece should continue. The gap between the two groups grows during the Greek dictatorship, which has adverse implications for Cypriot politics. By moving from a thesis to an anti-thesis (advocating and then refuting a position) at times indirectly and at other times directly, the author lays the blame on Makarios's policy of neutrality, the repudiation of the constitution and his gradual dissociation from the struggle for Enosis. She also believes that in the end, through lack of insight, Makarios misjudged the Turkish factor and failed to anticipate Turkey's dichotomic plans. On the other hand, however, she excuses the attacks on 'Turkish enclaves'. Above

all, she criticises the 'dehellenisation' of Cyprus by the Cypriot government. That is why she excuses the activities of EOKA B' and Grivas, regarding them as a counterweight for the salvation of Hellenism. In her opinion, the coup against Makarios was not the cause, but the pretext for the Turkish invasion. She concludes with the division that was caused by the 'Yes' or 'No' vote during the Annan referendum. Paradoxically, she supports 'Yes', on the one hand as an atonement for the division that led to the invasion and on the other hand, as the only way to unite the island and avoid a permanent dichotomisation.

The intertwining of history with the present is clear in Nikos Orfanides's novels, *Passenger Ship 'Rethymno'* (Patakis, 1995), *The Angel left Happy* (Estia 1997) and *Cleo* (Kastaniotis 2000). In his works historical boundaries are fluid –past and present coexist. All three novels take the events of the Turkish invasion of Cyprus as their starting point. The historical events, however, are intertwined and consequently do not constitute autonomous chapters. All the periods are connected and each has its roots or causes in the other. Therefore, colonialism does not belong to a bygone era, since it is alive in both the individual and collective memory. Its consequences affect the country's present and are intertwined with the broader history of Hellenism. To the author, history becomes the medium through which he can present the continuous political crisis experienced by the nation and the individual alike; it also allows him to demonstrate the island's national and cultural continuity despite the multiple periods of occupation it endured. In all three novels he highlights the 'political adventure of Modern Hellenism and its grief at its 'shipwrecks' in a *Seferian* way (i.e. in the manner of George Seferis) (Orfanides, 1985:9). Using a technique of adopting and then refuting a position, stopping time and condensing present, past and future, the author once more brings to life the repeated drama of catastrophes, lost homelands and the ill-fated *Great Idea*. He also expresses his disappointment regarding the outcome of the anticolonial struggle and abandoning of union with Greece: '*He thought of the wasted years. The blood and the sacrifices*' (1997:73). Orfanides sees Hellenism's new adventure in terms of Cyprus's adventure; the colonial condition it experienced and the Turkish occupation it is still experiencing. This diachronic journey through the entirety of Greek history reveals how the individual can be crushed by historical fortune and become a tragic figure. Apart from history, the author dwells on the symbolism of the Greek nation and its national identity through an intertextual and intercultural dialogue with Greek literary works and oral tradition.

A totally different approach to the issue of independence is taken by the writers L. Zafiriou and G. Katsouris.³⁵

Lefkios Zafiriou's prose work '*The Gangsters*' (Roptro, 1982) synthesizes personal experience and objective, external reality. It covers the colonial period as well as the first stages of independence, up to the clashes between Greeks and Turks in 1963-1964. Everything is put into perspective by the events of 1974. In this work Zafiriou converses intertextually with other writings and works of art, which attest to Cyprus's cultural relationship with broader Hellenism. On a political level, however, he now turns to the new Cypriot reality that has emerged after the establishment of the state. In a *Seferian* manner he brings the tragedy that is taking place – both personal and national – to centre stage, using history, and focuses on the irresponsibility of those who often cause tragedies. Colonialism is seen as an oppressive foreign occupation. At the same time, he presents the ideological division between the Greeks of the mainland and that between the Greeks and Turks on Cyprus during the anticolonial struggle. He lays the blame on nationalists for later clashes whilst promoting an internationalist ideology in general, and the friendship between Greek and Turkish-Cypriots in particular, by presenting instances of the erstwhile peaceful and friendly symbiosis of the island's major and minor ethnic and religious groups.

Political independence is implicitly compared to that of children in transition from childhood to adolescence. Zafiriou successfully juxtaposes the independence of Cyprus and the enforced repudiation of union with the Greek motherland in favour of self-reliance with the imposed independence of the narrator who has to leave the children's home where he was raised (and earlier lost his mother). In both cases they need to move forward alone to the next phase of their lives, relying on their own abilities, putting aside their fears about the uncertain future.

The combination of personal experience and socio-political elements exposes vacillating tendencies towards or away from the Helladic centre. On the one hand the intertextual resonances evince the author's direct literary relationship with Greek tradition. Whereas on the other hand, the political dimension reveals a tendency of distancing from the motherland and from nationalist ideology in favour of a turn towards Cyprus itself and the ultimate aim of the island's development into an independent entity. An essential precondition of this is an ideology and policy, which will redefine the issues concerning the island's two major ethnic groups.

In his novel *Stylianou Anavasis* (Kastaniotis, 1990) Yiannis Katsouris chooses the same historical and political context as Zafiriou for the setting of his plot. The author undertakes an account of the development of nationalism in Cyprus and treats it with irony. He displays a similarly critical disposition in depicting the establishment and development of the Cypriot state. Children's transition from

childhood to adolescence; their maturing and socio-political development –their *anavasis*– is compared to the development of the newly established Cypriot state. He questions past and present ideologies and condemns intransigence on any side.

In the last part of the novel, the author's sarcasm is scathing with reference to 'Independence', 'the newly established state', and postcolonial society. On the one hand economic prosperity and upward social mobility is highlighted, and on the other hand, we see the political intrigues and exploitation of circumstances for personal gain. The 'nationalist fighters' have ended up occupying key government positions resulting in their controlling the future of the country and essentially having replaced the English colonisers. At the same time, although members of the government, they begin to undermine it from within.³⁶ Those who remained neutral during the anticolonial struggle and have now been advantaged by the new state of affairs have crossed over to the '*rightist opposition*' arguing that Makarios '*betrayed*' Enosis. The same negative situation is manifest in the debasement of ideologies. Sudden prosperity led to alienation during '*the age of the sublime*'.³⁷ The situation as it turned out, had a negative outcome a few years later with the Greek-Turkish clashes of 1963-1964. The author holds the English responsible for dividing Greeks and Turks, but even more he criticises the Greeks for their stance after the establishment of the Cypriot state. Due to its scathing criticism, the novel plays an interventionist, corrective role congruent with the aims of postcolonial theory.

In conclusion we could say that to a great extent, Cypriot prose writing focuses on the close relationship between history and literature. Moreover, that there is a preoccupation with the promotion of national issues. In that way, a voice is given to a (*subaltern*) nation, its history and its culture. An overt or implicit counter-discourse arises on the eve of the anticolonial struggle and persists through its duration. The texts become polemic aiming to call into question and subvert colonial ideology and the negative stereotypes of the colonised that the colonisers created. The colonised demythologise the colonisers and re-mythologise themselves. During the postcolonial period, the 'voice' is transformed, becoming much more 'vociferous' as a result of the multiplicity of ideologies expressed. The writers return to the past in order to interpret the present –which is more traumatic– and the texts have a dual function. On the one hand they function therapeutically by referring to heroic situations that evoke dignity or hope for the survival of the nation. On the other hand, they function in an interventionist way with their inward focus on the newly established state and the society that has developed. In all cases, however, the texts become a medium through which the land, the people and culture are affirmed.

NOTES

1. Regarding the 'knowledge' the West diachronically develops for the East, see Said (1996: 45-203).
2. For details regarding the views of Western colonisers on the colonised, and in particular the 'Anatolians', see Said (1996).
3. This *difference* has, for example, been interpreted in theological ways (they are different because they are depraved idolaters); in *technological* ways (they cannot control nature with technology); in *biological* ways (they have different racial characteristics); in *environmental* ways (the environment –mainly the tropical one– enfeebles them), etc.
4. For the definition, process and contradictions of *mimicry*, see Bhabha (1984).
5. An example of this combination (European ideas –local customs) applied by the British, is examined by M. Mann (2004) in a related study on British colonialism in India.
6. For example, in Cyprus it preserved the system of local self-governance and the segregation of the two communities (Greek-Cypriots and Turkish-Cypriots) because in this way it could, on the one hand keep them happy with various concessions of self-rule and a separate education system, and on the other hand it could indirectly control them. It also pitted one group against the other.
7. Details for the way in which colonial ideology functions, as far as the relationship between coloniser and colonised is concerned, as well as the deeper causes of why the former, armed with this ideology, create the particular 'knowledge' for the latter can be summed up in Homi Bhabha's essay (1983: 23).
8. When referring to history and its relationship with nationalism, Gandhi bases it on Hegelian philosophy. See her related study (1998:102-110).
9. Robert Young believes that Marxism constitutes the fundamental framework of postcolonial thought and that is why its historic role remains central to the history of anti-colonial resistance. He also argues that Marxism is in a sense anti-western as it has condemned the West's imperialistic practice on both a social and economic level. For details on Marxism and postcolonialism see 2007:34-40.
10. The term 'Third World' has also been criticised (mainly through a Marxist approach) because it is associated with backwardness and retrogression and all the negative characteristics that had been attributed to former colonies (Young, 2007:32).
11. Many researchers have shown that struggles for the political independence of colonised people were followed by an impressive efflorescence of literary works, which affirmed their cultural identity. It is a medium, which brings nations with very different cultures together (Innes, 1996:121-122).
12. Most researchers/critics refer to literature's strength and the role it can play. However, they are mainly referring to literature which has been written in English and which as a result becomes part of international, political relations (King, 1996:3).

13. Jameson is known for mostly basing his views on Marxism. He is regarded as the pre-eminent American critic of Marxism as well as the preeminent theorist of Postmodernism. What is noteworthy in his case is that he manages to combine these two theoretical and philosophical fields, while at least ostensibly, they seem to be clashing with each other. That is on the one hand Marxism aims at the final truth and certainty, whilst on the other hand Postmodernism –which is closely related to the study of culture– highlights the relativity of things (Hardt & Weeks, 2001:1)
14. For details regarding Jameson's arguments on the interpretation of literary works as a 'socially symbolic act' see the theoretical introduction of his book *The Political Unconscious* (1981). Its inclusion in *The Jameson Reader* (2001) has been used here.
15. The emphasis by Jameson. The article titled '*Third-World Literature in the Era of Multinational Capitalism*' was first published in the *Social Text* (1986). Its inclusion in *The Jameson Reader* (2001) has been used here.
16. For details on views opposed to those of Jameson, see Gandhi (1998b).
17. The work was first published in 1953. Its republication in the complete works titled *Harvest* (1937-1977) published in 1973 has been used here.
18. The expression has been borrowed from the title of a related study by Michael Taussig (1992:135-165). It is worth noting that Sophocles Lazarou gave the same title to his novel, a fact that brings together two different examples of colonial experience and resistance to it.
19. Polyvios Nicolaou had been arrested by the English on the 11th of December 1956 and was detained for 18 months. The book was first published in the spring of 1959 in Athens, but was confiscated by the English upon its importation to Cyprus. It circulated after independence and the creation of the independent state. The author wrote it in five exercise books, which he secretly sent to his sister in the form of a parcel wrapped in newspapers as 'a long letter'. For more details regarding the conditions of the writing and publication of the work, see 'Introduction' (pp 7-9).
20. The text in its original form was written in the summer of 1960. It was reworked before its 1969 publication. The author admits that the short amount of time between the writing of the book and the events which are described, as well as the rawness that characterises them, were literarily detrimental to it and hence he reworked it for the second publication.
21. Yiannis Stavrinos Economides was arrested in July of 1958 and remained in jail and the concentration camps 'almost four months' as number 2210. The author regards his work as 'novel', but it doesn't have the characteristics of a novel. Although written in 1965, the work was published in 1986. The publication however still bears the year 1965.
22. For the narrator in Stavrinos Economides prose writing, the arrival of detainees at camp 'Karaolos', located between Famagusta and Salamina, is the reason he

- enumerates all the concentration camps at the time. These take on a particular meaning for the Cypriots. He says: 'Kokkinotrimithia, Pyla, Polemi, Agyrta, Pyroi, Karaolos, Agios Loukas and mainly *Omorfita* (the Golgotha of Cypriot fighters) became renowned and will remain unforgettable. They are places where all who have been snatched by the English army's net, are penned up and suffer' (1965:53).
23. These stories are included in the collection titled *In Ethereal Cyprus...* which was published in 1964 in Athens by G. Fexi Publishers. Its republication in the collection titled *Anaplous I (Sailing Upstream I)* is used here, which was published in Nicosia by Alasia Publications, 1992.
 24. The story was adapted to theatre and was awarded at the International Theatre Festival in Sofia in 1976 (Ioannides, 1995:9).
 25. The theme and its internal dimension are reminiscent of Y. Ritsos' work *A Farewell/ Apohairtismos* (1957).
 26. The collection was later included, along with another three collections, in the collective volume titled *Tetralogy of (the) Times* (1989), which is used here. All the collections refer to particular historical periods of Cyprus (English rule; anticolonial struggle; independence and the establishment of the Cypriot state; the Turkish invasion).
 27. For details regarding Seferis's relationship with the English in general and Durrell in particular, as well as how his anglophile stance changes because of the Cyprus issue, see Pavlou (2000:155, 291-300).
 28. For details see Pavlou (2000:311-317).
 29. The publication of the novella in the *Complete Works of Costas Montis / Apanta* (published by the Leventis Foundation in 1987) is used here.
 30. Rufus served as Ambassador in Cyprus from 1954 to 1956. He also served in Vienna, London and Paris (Daskalopoulou, 1990:8).
 31. See also photographic material in Daskalopoulou (1990:12,22,29,). His diplomatic capacity gave him the opportunity to mingle with both the Greeks and the English (with citizens and officials/employees in the colonial government, including Durrell. His intention to respond to Durrell's discourse is clear by the fact that the novel was originally written in English and was first published in London in 1960 by Heinemann Publishers. See the author's 'Note' in the Greek publication by Daskalopoulou (1990:10). However, part of the novel was not included in the publication after the publisher was urged not to by his legal advisor (Pavlou, 2000: 299). The second Greek publication by Estia (1992) is used here.
 32. For example, see the incident where the English soldier takes the children's ball from the street when he knows they are unable to leave the house because of the 'curfew'. Also, the episode where the soldier lays down his arms in order to water the wilted flowers (Montis, 1987:1585-1586)

33. Durrell does not present the English role in the Turkish stance, implying that the Turks inevitably reacted to Greek actions.
34. The novel was reprinted twice by *Kedros* (1997, 1998, 2003), an indication that the work was well-received.
35. A similar approach is found in Christos Hatzipapas's novels, where the peaceful symbiosis of Greeks and Turks is emphasised, as well as the need for a policy readdressing the points at issue between the two communities.
36. The comment alludes to political assassinations (e.g. Polykarpos Giorkatzis).
37. In his collection of stories titled *The Age of the Sublime* (1975), Giorgos Philippou Pieridis used this expression (as well as a title) to accurately describe the social situation that developed in Cyprus after independence.

REFERENCES

- Ashcroft B., Griffiths, G., Tiffin, H. (1989), *The Empire Writes Back*, New York & London: Routledge.
- Ashcroft, W.D. (1998), "The literary writing of postcolonial history. Testimonio as postcolonial interpolation" in Edwards, B. and W. Ommundsen (eds), *Appreciating Difference. Writing Postcolonial Literary History*, Geelong, Vic., Australia: Deakin University Press.
- Bhabha, H. (1983), "The other question... Homi Bhabha reconsiders the stereotype and colonial discourse" in *Screen* Vol. 24, No 6 (Nov.-Dec.), pp18-36.
- Bhabha, H. (1984), "Of Mimicry and Man: The Ambivalence of Colonial Discourse" in *October* Vol. 28, pp 125-133.
- Bhabha, H. (1990), "Difference, Discrimination and the Discourse of Colonialism" in Bhabha, H. (ed.) *Nation and Narration*, London: Routledge.
- Daskalopoulou, D. (1988), "Rodis Roufos in *Metapolemiki Pezografia* (vol. Z), Athens: Sokolis Publications, pp 8-30.
- Durrell, L. (1964), *Bitter Lemons*, London: Faber and Faber Ltd.
- Eagleton, T. (1990), "Nationalism: Irony and commitment" in *Nationalism, Colonialism, and Literature* by Terry Eagleton, Fredric Jameson & Edward Said, Minneapolis: University of Minnesota Press, pp 23-39.
- Eagleton, T. (1990), *The Ideology of the Aesthetic*, Oxford: Basil Blackwell.

- Gandhi, L. (1998), *Postcolonial Theory. A Critical Introduction*, NSW, Australia: Allen & Unwin.
- Gandhi, L. (1998b), "The literary limits of postcolonialism" in Edwards, B. and W. Ommundsen (eds), *Appreciating Difference. Writing Postcolonial Literary History*, Geelong, Vic, Australia: Deakin University Press, pp 9-24.
- Halbwachs, M. (1992), *On Collective Memory*, Chicago & London: The University of Chicago Press.
- Hardt M. & Weeks, K. [eds] (2001), *The Jameson Reader*, Oxford: Blackwell.
- Innes, C. L. (1996), "Forging the Conscience of their Race", in King, B. (ed.), *New National and Post-colonial Literatures*, Oxford: Clarendon Press, pp 120-139.
- Jameson, F. (1981), *The Political Unconscious. Narratives as a Socially Symbolic Act*, London: Methuen.
- Jameson, F. (2001), "On Interpretation: Literature as a Socially Symbolic Act" in Hardt, Michael & Weeks, Kathi (eds) *The Jameson Reader*, Oxford: Blackwell, pp 33-60.
- Jameson, F. (2001), "Third-World Literature in the Era of Multinational Capitalism" in Hardt, Michael & Weeks, Kathi (eds) *The Jameson Reader*, Oxford: Blackwell, pp315-339.
- King, B. (1996), "New Centres of Consciousness: New, Post-colonial, and International English Literature" in King, B. (ed.), *New National and Post-colonial Literatures*, Oxford: Clarendon Press, pp 3-26.
- Loomba, A. (1998), *Colonialism/ Postcolonialism*, London & New York: Routledge.
- Mann, M. (2004), "'Torchbearers Upon the Path of Progress': Britain's Ideology of a 'Moral and Material Progress' in India" in *Colonialism as Civilizing Mission. Cultural Ideology in British India* by Harald Fischer-Tine and Michael Mann, London: Wimbledon Publishing Company, pp 1-26.
- Osterhammel, J. (1997), *Colonialism. A Theoretical Overview*, Princeton: Markus Wiener Publishers.
- Pavlou, S. (2000), *Seferis and Cyprus*, Nicosia: Cultural Services, Ministry for Education and Culture (PhD thesis series, No2).
- Quayson, A. (2000), *Postcolonialism. Theory, Practice or Process?* Cambridge: Polity Press.
- Said, E. (1989), "Representing the Colonized: Anthropology's Interlocutors" in *Critical Inquiry*, Winter, pp 205-225.

- Said, E. (1996), *Culture and Imperialism*, (Transl.: V. Lappa), Athens: Nefeli.
- Said, E. (1995²), *Orientalism*, London: Penguin Books.
- Sartre, J. P. (1991), "Introduction" in Albert Memmi, *The colonizer and the Colonized*, Massachusetts: Beacon Press xxi-xvii.
- Taussig, M. (1992) "Culture of Terror-Space of Death: Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture" " in *Colonialism and Culture* by Dirks, Nicholas (editor), Michigan: The University of Michigan Press, pp 135-165.
- Thieme, J. (2001), *Postcolonial Con-Texts. Writing Back to the Canon*, London, New York: Continuum.
- Young, R. (2007), *Postcolonial Theory. A historical Introduction* (transl.: G. Demertzides), Athens, Ekd. Patakis.
- Varikas, V. (1975), "The age of Bronze by R. Roufos" in *Writers and texts*, Athens: Hermes, pp 22-24.

Nikos Nikolaidis de Chypre

Jean Antoine Caravolas*

*« [...]vous verrez avec quelle dignité je mourrai
et alors vous comprendrez de quelle
manière enviable j'ai vécu».*

Lettre de N. Nikolaidis à St. Karakassis
(Voiskou 1983:97)¹

ABSTRACT

Although Nikos Nikolaidis, the Cypriot (1884-1956), was in his time acclaimed as a master short-story writer and a distinguished painter, he often in his older age complained to be neglected, if not forgotten, by critics his peers and the general public. My research proves the contrary. Nikolaidis was admitted to the Pantheon of Modern Greek literature already during his lifetime and his literary work continues to be published, discussed, translated and honoured in many countries.

As I hope to have shown in this paper, if Nikolaidis is still remembered it is not only because he was an excellent writer but equally because of his personality, the kindness, integrity and noblesse of his character, all qualities that permeated his writings, his paintings and his attitude towards all human beings.

RÉSUMÉ

Nikos Nikolaidis de Chypre (1884-1956) fût tôt dans sa carrière salué comme un maître du récit et un excellent peintre. Pourtant il se plaignait souvent d'être négligé, sinon oublié, des critiques, de ses pairs et du public en général. Ma recherche, cependant prouve le contraire. Nikolaidis, fut admis au Panthéon de la littérature néo-hellénique déjà de son vivant et ses ouvrages continuent toujours d'être publiés, traduits, étudiés et honorés dans nombre de pays.

Comme j'espère avoir démontré dans mon article, si Nikolaidis a laissé son souvenir ce n'est pas uniquement parce qu'il était un excellent écrivain mais également à cause de sa personnalité, la gentillesse, l'intégrité et la noblesse de son caractère, qualités qui se reflétaient aussi bien dans ses écrits et ses tableaux que dans ses rapports avec tous les hommes.

* Université du Québec à Montréal

Introduction

Nikos Nikolaidis (1884-1956) était un homme remarquable et un artiste aux talents multiples. «Écrivain, peintre, graveur, imprimeur, relieur, musicien, scénariste, architecte, pâtissier-il n'existe aucune expression de l'homme qu'il n'essaya», écrit Seferis le 14 décembre 1942 dans son *Journal*. On disait de lui qu'il était *un grand enfant* («ένα μεγάλο παιδί») dans le sens, d'«une âme simple, noble et honnête, d'un cœur chaud, candide et spontané, d'une pensée claire, dont l'intelligence et le savoir n'ont pu altérer ni la lumière ni la force intérieure» (Nea Estia, 1956, No 689: 386).

Je l'ai connu personnellement un jour d'automne de 1943² et je l'ai beaucoup fréquenté par la suite jusqu'à mon départ définitif de l'Égypte, en 1949. Je garde de nos rencontres le souvenir le plus vif. Il a marqué ma vie profondément. Dans les lignes qui suivent, je traite de ses liens avec l'Égypte et de son rapport avec la gauche. À la fin j'ajoute quelques réflexions sur sa place dans la littérature néo-hellénique.

Nikos Nikolaidis et l'Égypte

Nikos Nikolaidis est né à Limassol, à Chypre, en 1884,³ six ans après la cession de l'île par les Turcs aux Anglais.⁴ Resté orphelin à l'âge de six ans, il connut une enfance difficile. Il ne fréquenta l'école que pendant trois ans. Ensuite, il exerça différents métiers dans sa ville natale et à travers l'île. Au cours de ses errances, il s'arrêta longtemps en divers monastères où il apprit l'histoire et les légendes de son pays, à peindre et à écrire.

En 1907, à l'âge de 24 ans, il prit le bateau et débarqua au Pirée, en Grèce. En un an, il réussit à s'introduire dans les cercles littéraires et artistiques d'Athènes, à devenir membre de la rédaction de la revue *PANELLINIOS EPITHEORISIS* qui venait d'être créée et à y publier ses premiers contes. Pourtant, un an plus tard, il partit pour Alexandrie.

L'Égypte et ses habitants le séduirent illico. Sans perdre de temps, il entra en rapport avec les intellectuels grecs de la ville, participa à la fondation de la revue *SERAPION* (1909) et illustra la couverture des premiers numéros. Mais il était incapable de rester longtemps à un endroit. En 1909, il reprit donc son vagabondage. Il voyagea en Europe, en Afrique et au Moyen Orient. Il revenait toutefois fréquemment à Alexandrie, car depuis 1913, il collaborait à la prestigieuse revue *GRAMMATA*. En 1915 cependant, après une fâcheuse aventure en Syrie, il décida d'aller vivre à Athènes, pourtant en 1919, il s'établit à Chypre et en 1923, il retourne en Égypte, qui deviendra sa «seconde patrie».

Nikolaidis aimait l'Égypte et l'appelait affectueusement, comme la plupart des Grecs qui y vivaient, «η ευλογημένη Αίγυπτος» (*l'Égypte bénie de Dieu*). Il s'installa au Caire, la capitale du pays, une ville en cette époque bien moins cosmopolite qu'Alexandrie. Le Caire devait devenir son «île de Robinson» (Voiskou, 1983: 62, 406). Là, il espérait pouvoir enfin se consacrer entièrement à son œuvre sans être dérangé de personne, étant inconnu de tous. Nikolaidis toutefois ne pouvait pas vivre longtemps sans amis, sans visiteurs, sans admirateurs.

Des amis il en fit grand nombre et cela de bonne heure: des Égyptiens, des Grecs et des étrangers, des jeunes et des vieux, des millionnaires et des pauvres, des intellectuels et des illettrés. Beaucoup de ses amis égyptiens étaient ses voisins de Kasr el Aeni et de Boulak,⁵ des gens simples, ordinaires, modestes, doux et hospitaliers comme seuls les Égyptiens savent l'être. En dépit des barrières linguistiques,⁶ Monsieur Nicolas, comme les Arabes l'appelaient, réussissait à communiquer assez bien avec eux et à entretenir des relations affables avec tous, en particulier avec les enfants. Nombre de petits Arabes venaient régulièrement dans son atelier prendre des leçons de peinture gratuitement. Plusieurs jeunes et quelques adultes profitaient de sa générosité également.

Parfois je rencontrais chez Nikolaidis Fathy, un beau jeune homme d'origine nubienne (?), aux formes athlétiques, qui devint, selon certains, son assistant et, selon d'autres, son fils adoptif (voir Charalambous: 386).⁷ Parmi ses amis égyptiens, Mohamad Nagui (1888-1956), le fondateur de l'art moderne égyptien, tenait dans la vie de Nikolaidis une place tout à fait exceptionnelle. Nagui et sa femme d'origine grecque étaient très étroitement liés avec lui particulièrement pendant les quinze dernières années de sa vie.⁸

Deux jeunes peintres égyptiens: Gayed Guirgis Toma et Mohamed Aweis, qui avaient leur atelier dans le même bâtiment où habitait Nikolaidis, maintenaient aussi avec lui des relations très amicales et le consultaient souvent en matière de peinture.

L'amour de Nikolaidis pour l'Égypte et son peuple se reflète dans sa peinture et dans ses écrits. C'est en Égypte qu'il créa la plupart de ses tableaux et qu'il écrivit presque tous ses livres. Grand nombre de ses peintures représentent le désert, les palmiers dans le désert, les montagnes rocheuses de Mokattam et de Sinai, le visage grave des bédouins, les fellahs émaciés qui travaillent aux champs, leurs femmes au corps élancé, portant avec grâce de grosses jarres d'eau sur la tête, leurs enfants fluets qui les suivent ou qui jouent à côté, les chameaux épuisés qui se reposent, etc.

Les sujets de ses livres sont en grande partie inspirés, également, d'événements qui se sont passés en Égypte, mais sont transposés par l'auteur en Grèce ou à

Chypre (*La Fierté de la santé*, inspiré du dépotoir d'ordures de Shatby à Alexandrie, *Skelethras* (M. Squelette), etc. Un des plus saisissants témoignages de l'affection de Nikolaidis pour les Égyptiens est, à mon avis, *L'enterrement du Fella*h (*Το Ξόδι του πελλάχου*):

L'Enterrement du Fellah

Pourquoi mes braves musulmans
le menez-vous si vite?
tarde encore le soleil à se coucher
et le cimetière n'est pas très loin d'ici.
La caisse est certes légère –
puisque le malheureux Khalil fut consumé par la vie,
que d'autre a bien pu trouver la Mort
que des os et de la peau?

- Mais regardez Fatma comme elle halète!
Lourde, lourde est sa douleur,
lourd, lourd aussi le souci qui l'accable
et elle ne peut, de la manière que vous le menez,
suivre d'un pas funèbre,
Ah! elle ne peut pas courir et en même temps pleurer,
Ah! elle ne peut se lamenter en courant ...

Alors, mes braves musulmans,
doucement-doucement pour qu'elle arrive à
vous suivre en pleurant et dire
en agitant le mouchoir, couleur d'aubergine,
qu'il était gentil en ses bons moments
et que ses paroles étaient pleines de douceur,
quand pour tout son dur labeur
le bey lui laissait une petite récompense.
Doucement-doucement, musulmans ...
doucement ... vous vous êtes trop éloignés

quand elle se pencha sur la rigole et
prit de la boue pour s'enduire.
Doucelement... pour que le peu de mots que la douleur a fait fleurir
sortent [de sa bouche] au rythme propice,
et sonnent ..., roulent ... comme des bagues, comme des rubis.

«Fini l'ahan pour toi Khalil?
Reste à moi la corvée de tourner la noria,
pomper de l'eau du canal?
Seule, je trairai la vache?
seule, j'épaissirai le fromage?
Et seule, je pétrirai la bouse,
de l'allume-feu pour cuire le pain?».

Traduction fr. de J. A. Caravolas

Nikos Nikolaidis et la Gauche

La lecture de ce poème exerça une profonde impression sur le jeune Stratis Tsirkas (1911-1980) et lui inspira *Les Fellahs*, son premier recueil de poésie (1937). Tsirkas était déjà à cette époque un communiste militant. En 1935, il avait fondé avec son ami, le poète chypriote Thodosis Pieridis, l'*Avant-Garde Antifasciste*, sorte de filiale du parti communiste grec en Égypte. L'initiation de Tsirkas au marxisme date toutefois du début des années 1930, lorsqu'il fit au Caire la connaissance de Sakellaris Yannakakis⁹ et du groupe d'intellectuels grecs de gauche qui gravitait autour de ce dernier. Parmi eux figurait Nikos Nikolaidis,¹⁰ à cette époque écrivain déjà bien connu et artiste respecté.

Tsirkas avait à peine vingt ans quand il rencontra Nikolaidis. Il venait de publier ses premiers textes et rêvait de gloire. Il se rapprocha vite de l'écrivain admiré, l'accepta pour maître et apprit de lui les secrets de la composition et du style:

Moi personnellement, je lui dois beaucoup trop. Il m'apprit à écrire, c'est-à-dire à utiliser la ponctuation correctement. Comment faire mes périodes et mes phrases, tout cela je le dois à Nikolaidis, une de mes premières découvertes au Caire. Ainsi, quand je commençais à faire mes premiers pas en littérature, j'avais un maître à côté de moi.

(Diavazo, No 37, 280).

Avec le temps Tsirkas devint un des amis les plus proches de Nikolaidis et son homme de confiance. C'est à lui que Nikolaidis confia ses papiers personnels et ses manuscrits et c'est lui qu'il attendait à l'hôpital sur son lit de mort pour rendre le dernier souffle. De son côté, le jeune révolutionnaire exerça une influence certaine sur le positionnement idéologique,¹¹ de plus en plus à gauche, de son mentor.

Il faut dire toutefois que Nikos Nikolaidis n'avait pas attendu le groupe communiste du Caire pour choisir son camp dans la société. Par ses origines populaires et ses expériences de jeunesse, Nikolaidis fut toute sa vie spontanément et inconditionnellement porté du côté des humbles, des faibles et des opprimés. Même au début de sa carrière littéraire, quand ses préoccupations principales étaient la perfection de la forme artistique et la gloire).¹²

L'auteur chypriote C. Pilavakis écrit dans son livre (1977) que lorsqu'en 1919 Nikolaïdis retourna d'Athènes à Chypre, il répandait subtilement les idées de la révolution bolchévique.¹³ Le critique littéraire du journal athénien *Eleftherotypia* (16.04.2005) Vassilis Kalamaras, affirme que c'est Nikolaidis (avec Nikos Yavopoulos) qui initia en 1919 le futur grand critique littéraire Aimilios Chourmouziotis et plusieurs autres jeunes chypriotes «aux idées communistes». Giannis Lefkis Papangelou, qui connut Nikolaidis à Limassol, le présente comme un «humaniste qui croyait déjà profondément à l'idée du socialisme».¹⁴

Par ailleurs, il est connu que la plupart des personnes avec lesquelles Nikolaidis était à cette époque, et même plus tard, associé à Chypre, en Grèce et en Égypte, appartenaient à la gauche et que nombre d'entre elles sont devenues communistes (Varnalis, Avgeris, Galatia Kazantzaki, Yiofyllis, Glavkos Alithersis, les frères Pieridis, Evgenia Petronda, etc.). Il est indéniable que sous l'influence des ses amis de gauche et notamment de Yannakakis et de Tsirkas, Nikolaidis perdit progressivement ses dernières «illusions libérales» et adopta de plus en plus dans ses écrits les positions communistes. Sans cependant adhérer au parti. Il était très jaloux de son indépendance.¹⁵

Ainsi à la veille de la Seconde guerre mondiale commence la période «idéologique»¹⁶ de son œuvre. Il ne négligea pas pour autant l'aspect esthétique de ses textes et de ses peintures. «Je fais de l'art pour l'art; mais en vérité il n'y a aucune de mes œuvres qui soit exclusivement l'œuvre d'un esthète» disait-il, à son ami et biographe Karakassis. Un des plus importants ouvrages de sa période idéologique est son roman *Stravoxilo* (*L'Acariâtre*):

Un jour, l'adolescent Yorgos, le héros du roman, vit «avec un bonheur mystique», en divers endroits du village, des clôtures et des bornes emportées, des fossés comblés et plusieurs propriétés fusionnées en une seule. Il entend aussi les commentaires de certains paysans sur

cette «unification divine de la terre» et des plaisanteries à propos de l'«union de la richesse et du travail des hommes en une grande exploitation» qui, avec la bénédiction du ciel, rassasierait tous. «Vraiment!...comme cela serait bon si tous les hommes se trouvaient certains après-midis rassasiés et reposés! pensa-t-il, ils comprendraient alors rapidement que cela n'était pas tout ce dont ils avaient besoin», que «la maladie» dont ils souffraient «n'était pas, comme ils pensaient: la faim et la fatigue, mais autre chose». Et cette «autre chose» ils la demanderaient.

Un autre exemple de ses écrits de la même époque est *Le Chant de classe* que voici:

Le Chant de classe

Les chansons que m'envoya mon jeune ami
je les trouve avec art et même avec sentiment écrits.
trois fois jusqu'ici avec plaisir je les ai lus.
Je les lirai de nouveau, seul et avec d'autres,
car vraiment, j'aime en eux et le rythme
et le poulx et l'examen profond de la vie.
Mais dommage! – Excuse, jeune homme, ton vieil ami,
dans ce beau livre,
de te montrer les fautes.
Oui, quel dommage!... dans tant de chansons
-couronnes avec art et grâce tressées
Ne s'y trouve pas celui qui montre
- Comme la fleur le genre de l'arbre –
du poète la classe et aussi,
dans lequel des deux camps,
qui aujourd'hui serrent leur poing, il se situe.
Ne sois pas surpris, de ces mots-ci,
je ne te demande pas d'écrire «sur commande»
une chanson comme on dit.
Je demande que tu donnes ta fleur à l'Art,
et puis ton fruit dans l'Action,
ainsi que le pommier qui nous donne une fleur de pommier
et puis une pomme.

(Trad. fr. de J. A Caravolas)

La place de Nikos Nikolaidis dans l'histoire de la Littérature Néo-hellénique

Dès son arrivée à Athènes, en 1907, Nikolaidis se rapprocha du poète national Kostis Palamas (1859-1943), qu'il appelait son «maître respecté»,¹⁷ et de sa fille Navsika, qu'il appelait sa «sœur»; de Vlassis Gavrilidis (1848-1920), le «père» du journalisme grec; de Varnalis, d'Avgeris, de Voutyras et autres futurs classiques de la littérature néo-hellénique, en premier lieu d'Angelos Sikelianos (1884-1951). C'était la belle époque. Nikolaidis était pauvre, sans emploi, étranger, mais libre, jeune, la tête pleine de rêves et le cœur débordant de désirs. Il voulait s'amuser, être heureux.

En dépit de ses maigres revenus, il accordait beaucoup d'attention à son apparence: il se promenait la tête couverte d'un beau chapeau ou tête nue, exposant au regard des passants ses cheveux blonds, ondulés et bien coiffés; cultivait la moustache et la barbiche; portait un complet à la mode, un col à la Byron et un grand œillet dans la boutonnière de son veston, à la Oscar Wilde. Un artiste! Un dandy!¹⁸ Impossible de ne pas le remarquer dans la rue, ce qui devait lui plaire énormément. «Il [Nikolaidis] n'est ici [à Athènes] que depuis quelques mois et il n'y a pas un Athénien qui ne le connaisse et il n'y a personne qui n'envie sa joie éternelle, son éternel sourire», écrit Timos Depastas (1881-1920), journaliste et auteur de pièces de théâtre à grand succès.

Il mena longtemps une vie de bohème, mais trouvait toujours le temps de peindre et surtout d'écrire: des poèmes, des contes et des comptes-rendus.¹⁹ Conscient de sa valeur, de ses talents et de ses capacités, il attendait que les autres les reconnaissent aussi. Commentant la critique acerbe de Timos Malanos, qui qualifia son style de *rude* et de *grinçant* (τραχύ και γρατσουνάει), Nikolaidis proteste avec véhémence et rappelle, sans fausse modestie, que tout le monde le considère comme «un grand styliste». ²⁰ C'était, en effet, une époque où il publiait beaucoup car il plaisait et il était en grande demande.

Cela ne lui suffisait pas. Il voulait être accepté, honoré et admiré de ses pairs et du public cultivé comme un grand écrivain (λογοτέχνης), et cela sans plus attendre. Surtout après ses premiers succès à Athènes et à Alexandrie.²¹ «Il voulait l'éloge, la réputation, la gloire»,²² écrit Voiskou (1983:63). La gloire cependant n'arrivait ni aussi vite ni aussi éclatante qu'il le souhaitait et il en souffrait.²³ En 1921, peu après la publication de ses deux premiers livres (*La Fleur Bleue*, 1919 et les *Vies Florales et Humaines*, 1920) il écrit de Chypre à Pargas, à Alexandrie, que malgré les immenses services qu'il rendit à tant de revues, il reste encore inconnu («μένω ακόμη άγνωστος».²⁴) Jusqu'à la veille de sa mort, il se plaint d'être négligé, oublié, abandonné.²⁵

Ces plaintes sont-elles justifiées? Beaucoup le pensent. Un des premiers à signaler «l'indifférence» des critiques littéraires grecs à l'égard de l'œuvre de Nikolaidis fut Francos Anastasios:

Nikos Nikolaidis mérite le titre de maître d'œuvre grec du conte psychologique. L'œuvre de Nikolaidis en général est unique, mais surtout originale[...]. À l'exception de Valsa, de Cléon Paraschos et d'Alkis Thrylos [...] personne d'autre ne s'est occupé de Nikolaidis» *Kritika Simeiomata*, Athina, 1927, ekd. NEA TECHNI (Voir Voiskou, 1983:283).

Le critique littéraire Alexandros Argyriou aussi regrette, dans *Elefthera Grammata* (10,1948), que «l'œuvre de M. Nikos Nikolaidis, auteur de la génération précédente, n'ait pas été étudiée en son temps pour que sa valeur soit appréciée et qu'elle puisse exercer son influence».²⁶ Glafkos Alithersis, l'ami et compatriote de Nikolaidis, se demande, dans un long article dans la revue NEA ESTIA (1935: 823),²⁷ si ce n'est pas justement l'«indifférence» des critiques littéraires pour son œuvre, une des causes de l'«engourdissement» et la «déception» qu'on observe depuis quelque temps dans les textes de l'auteur de *M. Squelette*.

Aimilios Hourmouzos intitule l'article sur «l'incomparable virtuose»²⁸ qu'est selon lui Nikolaidis: *Un méconnu*. Tsirkas, plus radical, parle de «proscription consciente, calculée, opiniâtre» de la part des «mandarins» qui condamnèrent Nikolaidis à «la mort par le silence». Voiskou, de son côté, accuse les hommes des lettres et de la presse bien pensante de Grèce et d'Égypte de le marginaliser, entre autres, parce qu'il ne cultive pas ses relations publiques²⁹ et prône des idées «subversives» (Voiskou, 1983:439).

Il y a certes du vrai dans les plaintes de Nikolaidis et de ses admirateurs. Cependant, il est difficile d'oublier que pendant les années 1910-1930, l'auteur chypriote connu en Grèce une notoriété considérable. Des dizaines de critiques littéraires respectés, d'écrivains connus et de spécialistes de la littérature néo-hellénique estimés se sont exprimés longuement ou en passant sur ses ouvrages, généralement de manière très élogieuse, tant de son vivant qu'après sa mort. Il n'est ni nécessaire ni possible de faire ici un inventaire exhaustif des jugements portés oralement ou par écrit sur les textes littéraires de Nikolaidis. L'échantillon qui suit suffit amplement.

Une des premières et des plus précieuses évaluations orales des écrits de Nikolaidis est celle de Sikelianos. En 1915, le poète, ravi par la lecture du manuscrit de *La Fleur Bleue*, exhorta l'auteur à soumettre sa pièce, sans perdre

de temps, à un théâtre.³⁰ Nikolaidis suivit le conseil de son cher ami et donna *La Fleur Bleue* à Aimilios Veakis qui la fit monter en 1923 au théâtre Luna Park d'Alexandrie, avec beaucoup de succès. Kavafis, l'autre géant de la poésie grecque, disait de Nikolaidis qu'il était un «brillant peintre» et un «superbe auteur de contes» (Karakassis, 1953:111).

Les jugements exprimés dans des lettres personnelles sont beaucoup plus nombreux. En 1919, Sikelianos lui écrit: «Le seul désir que j'aurais [...] serait que certains de tes contes je les eusse écrits moi» (Voir Voiskou, 1983:19). Le 21 mai 1923, après la publication des premiers livres de Nikolaidis (*La Fleur Bleue*, *Les vies Humaines et Florales* et *l'Acariâtre*), le poète et critique Fotos Yofyllis (1887-1981), lui envoya d'Athènes au Caire une lettre inhabituellement laudative, dont voici quelques extraits.

Mais l'Acariâtre quel monde exprimé de manière originale! Quelle peinture de vies, d'âmes [...]! Quels contrastes de simplicité et de corruption. Et dans tout cela l'étrange âme qualitativement pathologique de l'Acariâtre. J'avais déjà lu la Fleur Bleue et les Vies Florales. L'un me releva, l'autre me rafraîchit. Que te dire. C'est une chose vulgaire que la critique. Devant les belles choses nous devons nous taire. Les goûter avec gourmandise et puis silence. Ces dernières années je n'ai pas lu d'ouvrages grecs plus beaux que les tiens [...]. Je te l'écris ouvertement parce que je sais qu'il n'y a pas de danger que cela te monte à la tête (Cité dans Voiskou, 1983: 95-96).

Il est vrai que le nombre de comptes rendus dans les journaux ou les revues et les analyses de ses ouvrages dans les traités des spécialistes de la littérature néo-hellénique était, de son vivant, inférieur à celui que Nikolaidis attendait. Mais il y en a eu et d'excellents. Celui qui sans doute le réjouit le plus fut le compte rendu particulièrement élogieux d'Alkis Thrylos,³¹ dans la revue NEA TECHNI (1-2, 1925). Elle considère Nikolaidis comme «un des rares auteurs néo-helléniques raffinés» et juge qu'il donna «dans le genre du conte analytique psychologique, probablement, l'étude la plus complète [...] en Grèce de l'homme intérieur, exprimée de manière littéraire». Elle affirme que «son originalité est tout à fait naturelle» et qu'«il vaut bien la peine que cette rare qualité soit particulièrement appréciée»; qu'«il serait souhaitable qu'une large analyse de toute son œuvre, bien qu'elle ne soit pas encore complétée, soit entreprise dès à présent, ne serait-ce que pour attirer l'attention du public qui l'ignore excessivement»; que «[...] sa langue, son style, tous ses moyens expressifs sont travaillés, «avec une extrême délicatesse» et que tout cela démontre «un tempérament d'écrivain rare».

Peu après la publication de sa recension, Alkis Thrylos, faisait parvenir à Nikolaidis un billet (non daté) dans lequel il exprimait de nouveau son admiration pour ses écrits et la nécessité que les critiques s'en occupent sérieusement (Voiskou, 1983: 96).

[...] Je pense que c'est un devoir pour nous critiques de nous occuper de votre œuvre qui offre quelque chose de totalement exceptionnel à la littérature néo-hellénique. C'est d'ailleurs aussi un plaisir. Il devient si ennuyeux de fustiger et de battre continuellement l'état de la plupart des confections néo-helléniques, que c'est une vraie joie de pouvoir parfois s'arrêter dans une oasis.

Non moins flatteur était le compte rendu d'Evpalinos, pseudonyme du poète Napoléon Lapathiotis (1888-1944), publié dans la revue *La Famille* (1932). Lapathiotis relève dans les contes de Nikolaidis, dont certains, tel *M. Squelette* sont, dit-il, des chefs d'œuvre. Il souligne aussi l'immense compassion de l'auteur pour les hommes qui souffrent, compassion qu'on ne trouve nulle part ailleurs, ainsi que «son talent de choisir le mot approprié, qui est probablement le plus grand secret de son art» et que seuls deux, trois ou quatre autres prosateurs grecs modernes possèdent (Voiskou, 1983:231).

Pour terminer, je citerai encore ces mots prononcés en 1952 par le poète, essayiste et traducteur Takis Papatsonis (1895-1976), dans une allocution radiophonique: «Nikolaidis représente une figure importante dans nos lettres et un tournant dans notre histoire» (Voir Voiskou, 1983:17)

Conclusion

En dépit des plaintes et des regrets de l'auteur lui-même et de ses nombreux admirateurs, on ne peut ne pas admettre que Nikolaidis est un des rares auteurs grecs modernes à être entré de son vivant dans le panthéon de la littérature néo-hellénique. Sa réputation était solidement établie depuis les années trente, elle s'est élargie et consolidée dans les années suivantes et après sa mort elle n'a cessé de grandir. La plus ancienne appréciation élogieuse de son œuvre que je connaisse date de 1927³², et vient de la plume d'Alithersis:

Aujourd'hui, c'est lui [Nikos Nikolaidis] qui se bat pour nous débarrasser de la pollution de la banalité, de la chronique (χρονολόγημα) et du facile habituel. Il a une originalité remarquable dans la sélection de ses sujets, et prend son envol, de la psychologie pure et de la simple description des mœurs jusqu'aux pays mystérieux des symboles» (Nea Zoï, 1927).

En 1976, lors des manifestations organisées à Athènes, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort, Petros Haris³³ (1902-1998), le directeur de la vénérable revue littéraire d'Athènes NEA ESTIA, voulut écrire aussi quelques lignes sur l'auteur chypriote mais se rendit vite compte que, comme la plupart des Grecs cultivés, il admirait l'écrivain sans vraiment connaître son œuvre. Alors, il «hésita». Avant d'expliquer au public ce que fut sa contribution à la littérature néo-hellénique et ce qui survit encore aujourd'hui de la «légende Nikolaidis», ne fallait-il pas qu'il le lise (*Ibid.*:89-90)? C'est ce qu'il fit. Une fois la lecture terminée, il exposa dans un long essai intitulé *Nikos Nikolaidis* (*Ibid.*: 1976:89-114) ses conclusions dont voici les principales:

[...] Ses contes les plus parfaits, et ils sont nombreux³⁴, lui ont assuré une place, à côté des auteurs de contes qui offrirent à notre littérature des pages durables» (Ibid.:106). [...] Nikolaidis a sa propre façon d'arranger les mots en phrases et les phrases en récit et souvent on sent sous ses images les plus réalistes une disposition lyrique retenue, un murmure musical qui élève et étend le récit» (Ibid.).

Haris termine son évaluation des ouvrages de Nikolaidis par ces mots: «Le profit [de la lecture de son œuvre complète] ne fut pas mince. Je puis dire que la «légende Nikolaidis» [...] recèle quelque chose de meilleur que ce que nous attendions. C'est une pérennité considérable dans notre époque catalytique (*Ibid.*:114).

Même le sévère Sahinis³⁵ range Nikolaidis parmi les plus grands auteurs de sa génération. Pourtant il n'aimait guère ses écrits. Les sujets, le style, la langue, la composition de ses livres laissent, selon le critique, beaucoup à désirer. Même *M. Squelette*, que Haris et tant d'autres considèrent comme un «conte parfait» est aux yeux de Sahinis, un échec (*Ibid.*:48-49).³⁶ Il reproche à l'auteur de manquer de compassion pour les malheurs de ses personnages, le soupçonne de «se moquer» d'eux, de les présenter comme des «marionnettes» ou des «hommes machines», de décrire leurs passions de manière «schématique», etc. (*Ibid.*:48). Néanmoins, il admet que:

[...] parmi les prosateurs de l'époque [1920-1930] cinq noms se distinguent, leur œuvre ayant laissé des traces plus permanentes: Petros Pikros, Petros Haris et Thrasos Kastanakis [...] et Nikos Nikolaidis et Fotis Kontoglou, qui restent dans notre prose moderne, originaux, particuliers et isolés (Ibid.: 45).

Nikolaidis fut donc très tôt considéré, presque unanimement, sinon «comme le pionnier de la génération de prosateurs de 1915» (Papadimas),³⁷ comme un des quatre ou cinq meilleurs auteurs de contes de sa génération. Il mérite bien notre admiration comme individu, comme artiste et surtout comme écrivain.

Comme individu: Ceux qui l'ont connu se souviennent de lui comme d'un homme fier, doux, généreux et intègre. Lui-même aimait répéter: «Mon ouvrage principal, c'est moi-même. Ma vie. Comme je l'ai créée, formée, vécue; c'est mon caractère, ma personnalité » (Karakassis 1953:56).

Comme écrivain: Il n'était certainement pas Balzac, ni Dickens, ni Hamsoun, ni Gorki comme certains de ses admirateurs l'ont prétendu. On admettra toutefois que ce n'est tout de même pas une petite chose que d'être reconnu de ses collègues et des critiques, depuis presque un siècle maintenant, comme un des meilleurs écrivains de sa génération.

Comme peintre: Les tableaux de Nikolaidis furent peu exposés et leurs qualités très peu étudiées.³⁸ Ceux qui ont eu l'occasion cependant de voir ce que cet artiste autodidacte a peint pour son propre plaisir,³⁹ prisent le haut niveau de perfection de son art. Acquis progressivement par un long effort assidu il lui assura une place honorable dans l'histoire de l'art grec (et chypriote) moderne.

Le 29 mai 1954, dans une lettre écrite à l'hôpital, où deux ans plus tard il mourra, Nikolaidis exprimait l'espoir [...]: «que ceux qui viendront après nous trouveront quelques moments de ma vie, et quelques pages de mon œuvre» dignes de leur intérêt (lettre aux jeunes des Associations culturelles grecques du Caire et d'Alexandrie, Voiskou, 1983:85). Son vœu fut exaucé. Ses contes continuent à être lus avec plaisir et ses livres à être réédités, traduits et étudiés; des thèses de doctorat sur les différents aspects de son œuvre sont soutenues et des conférences et des colloques sont organisés régulièrement en Grèce, à Chypre et ailleurs dans le monde. De tous les auteurs grecs de contes du 20^e siècle, peu sont ceux qui ont connu la même attention que Nikos Nikolaidis de la part des critiques, des éditeurs, des chercheurs et du public cultivé.

NOTES

1. De nombreuses citations sont tirées du livre de Eleni Voiskou, *Kai Avrio Nikos Nikolaidis, Enas Stathmos sti Logotechnia mas*, Athina, 1983. Son ouvrage est une mine d'informations sur Nikos Nikolaidis, autrement difficilement accessibles.
2. Voir mon article: *O Nikos Nikolaidis opos ton thymamai*, in WEB-Pentalia, Kypros (20.6.2011).
3. La date de sa naissance est contestée,
4. En 1914, les Anglais annexèrent Chypre à l'empire britannique.
5. Quartiers populaires du Caire.
6. Nikolaidis parlait mal l'arabe et toutes les langues étrangères.
7. Charalambous Valentinos: *Sta vimata tou Nikou Nikolaidi* in Papaleontiou Lefteris (éd.). *Nikos Nikolaidis o Kyrios (1884-1956). Mia epanektimisi tou ergou tou*, Politistikes Ypiresies Ypourgeiou Paideias kai Politismou Kyprou, Vivliorama Ekdoseis, Athina, 2007.
8. Le peintre égyptien laissa trois beaux portraits de son ami chypriote.
9. Yannakakis Sakellaris (1896-1946), marchand d'éponges au Caire, «intellectuel autodidacte», un des fondateurs du Parti communiste égyptien (1924). Timos Malanos, *Anamniseis enos Alexandrinou*, Ekd, Boukoumani, Athina, 1971:95-99. Il était un des fondateurs du Parti communiste égyptien (1924).
10. Nikolaidis devint vite un ami intime de S.Yannakakis.
11. Dans sa jeunesse Nikolaidis traversa une longue période d'individualisme extrême.
12. Une attention particulière à la situation de la femme (*Au delà du bien et du mal*), aux rapports entre les patrons et les employés (*La jambe de bois, Les domestiques*), aux problèmes des jeunes de condition modeste (*Stravoxilo*), etc.
13. « Des jeunes intellectuels [...] se chargent avec leurs articles à expliquer le socialisme [...]. L'écrivain d'ailleurs qui est venu à Limassol en 1919 apporta avec lui aussi les «nouvelles idées» et les transmettait aux jeunes de son groupe». C. Pilavakis, *Limassol en d'autres temps*, Limassol, 1977. Voir Voiskou, 1983:39.
14. «[...] Nikos Nikolaidis n'était pas simplement un artiste et un écrivain mais aussi un humaniste qui croyait profondément à l'idée socialiste (Voiskou, 1983:208).
15. Pourtant, à en croire Voiskou (1983:73), pendant la Seconde guerre mondiale, il a pensé un moment passer, avec Sakellaris Yannakakis et autres amis de gauche, en Union Soviétique. Hélas, elle n'explique ni comment ils comptaient se rendre au pays de Staline ni pourquoi ils voulaient entreprendre ce voyage si difficile, en pleine guerre.
16. «J'écrivais alors des livres idéologiques » (Voiskou, 1983: 208).
17. M. Rota & Lefteris Papaleontiou, *Epistoles tou N. Nikolaidi* [...] in Papaleontiou L. (éd.) 2007:322.

18. Voir les photos et les dessins qui montrent Nikolaidis jeune ; lire également les témoignages des personnes qui l'ont connu à cette époque, notamment de Malanos: *Anamniseis enos Alexandrinou, Athina, Ekd. Boukomanis, 1971: 95-96*; et de Aimilos Chourmouzos, *Nea Estia* 659, 1954:195-106).
19. Il collabore avec cinq revues.
20. «Tous me considèrent, [permettez-moi] que je me vante – un grand styliste». Voir Voiskou, 1983:121.
21. «[...] j'ai beaucoup changé. Je ne sais pas si cela provient de certains de mes succès littéraires» (Lettre à Pargas, 4.8.1916.). Voir Maria Rota, in Papapaleontiou, L. (Édit.) (2007:321)
22. «Il voulait la louange, la renommée, la gloire» (Voiskou, 1983:63).
23. «Une des exigences de son âme qui le torturait le plus était, pendant longtemps, de se faire connaître, de s'imposer sans rien sacrifier pour autant de ce qu'il était. Que s'impose Nikos Nikolaidis de Limassol, Chypre. Fils d'un tel et d'une telle, petit-fils d'un tel», *Alexandrini Logotechnia*, 1950:66.
24. M. Rota & L. Papaleontiou, *Lettres de N, Nikolaidis*, in Papapaleontiou, L. (Édit.) 2007:320.
25. « Tu ne sais pas combien grande est ma solitude. (Pas solitude, la solitude, moi, je ne la ressentirais pas). Il s'agit d'abandon». Cependant quelques paragraphes plus bas il écrivait: «Je suis heureux parce que parmi tous les écrivains qui vivent les derniers moments de leur vie, je n'ai pas, en plus des autres désagréments, le souci de ma réputation posthume», Tsirkas, *Mnimi Nikou Nikolaidi, Eikosi chronia apo to thanato tou*. Nea Epochi, vol 117 mai-avril, 1976: 9-13).
26. « Dommage que le travail de M, Nikos Nikolaidis, auteur de la génération précédente, n'ait pas été étudié, afin qu'il soit évalué et qu'il exerce son influence» *Elefthera Grammata* 19, 15 avril 1948.
27. «L'engourdissement et la déception ont peut-être pour cause l'indifférence des critiques pour son œuvre» Glafkos Alithersis, *NEA ESTIA*, 1935: 823.
28. *Kathimerini* 2.4.1953: *Un méconnu*. «Il est un incomparable virtuose qui se meut sur toute l'échelle tonique avec une habileté impressionnante.
29. Nikolaidis répond à Seferis, qui lui rend visite au Caire: «Afin que je m'occupe de mon œuvre, je dois faire de la politique et moi je ne veux pas faire de politique» (Georgios Seferis, *Meres D* . Athina, Ikaros 1977:108-109).
30. Voir M. Rota: *O Nikos Nikolaidis, o Sikelianos kai to alexandrino periodiko Grammata*, in Papaleontiou L. (édit.) (2007: 311-312).
31. Alkis Thrylos était le nom de plume d'Eleni Ourani (1896-1971), critique littéraire très respectée pendant plus de 50 ans.

32. Les auteurs de la génération de 1930 (Theotokas, Myrivilis, Venezis, Terzakis, etc.) n'avaient pas encore publié les livres qui, plus tard, leur assurèrent la gloire.
33. P. Haris, académicien, écrivain, essayiste et directeur (1933 - 1987), de la vénérable revue littéraire NEA ESTIA.
34. Par exemple *M. Squelette*: «rien ne manque à ce conte et rien n'est pléonasme» (102), *Les Domestiques*, («une fine broderie, ce conte. Quand tu le lis tu as l'impression d'entendre de la musique du bon vieux temps, des doux tons nostalgiques» (p.103)
35. Apostolos Sahinis (1919-1997) était académicien, universitaire et un des critiques littéraires grecs les plus connus, trois fois honoré du prix d'État pour ses essais.
36. Dans son livre *Anazitiseis (Recherches*, 2^e édition, Athènes, Constantinidis, 1978), où il examine les œuvres en prose publiées dans les années 1920-1930, il réserve les pages 45-52 à Nikos Nikolaidis.
37. Papadimas, Ad. (1897-1987) écrivain et essayiste athénien auteur de *Logotechnia kai Zoi*. Ekdoseis Dimarakou, 1976.
38. Voir Eleni Nikita, *Anafora ston eikastiko Niko Nikolaidi*, in Papaleontiou L. (édit.) (2007: 361-374).
39. «Je peins parce que cela me plaît. C'est un plaisir personnel». *Kypriaka Grammata*, 1940, No. 64.

Livres Reçus / Books Received

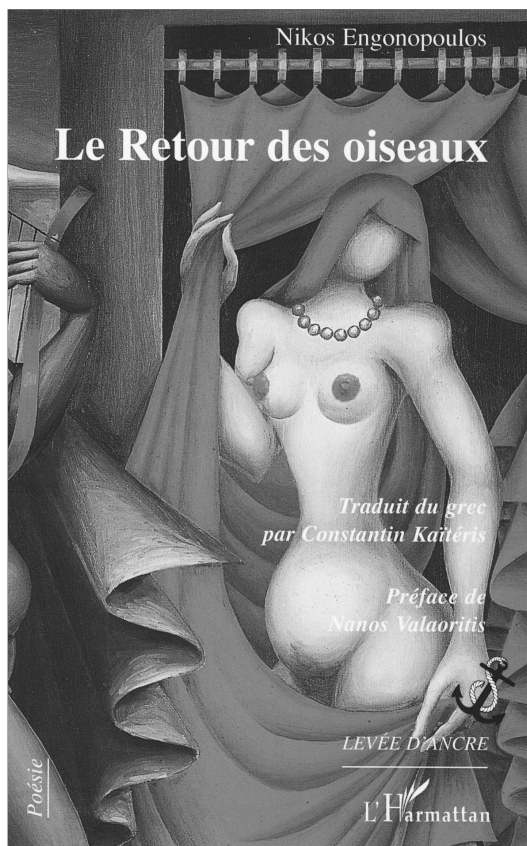
Nikos Engonopoulos

Le Retour des Oiseaux

Traduit du Grec par Constantin Kaiteris

Préface de Nanos Valaoritis

Paris, Éditions l'Harmattan, 2010



Nikos Engonopoulos est un des grands poètes de la génération des années '30. Mais il est en même temps aussi un grand peintre. Il est d'ailleurs le seul de cette génération, comme le note Nanos Valaoritis, «à incarner simultanément le poète et le peintre. Sa peinture reflète sa poésie et sa poésie sa peinture».

Constantin Kaiteris a traduit du grec le recueil des poèmes d'Engonopoulos *Le Retour des Oiseaux (I Epistrophon Poulion)*, préfacé par Nanos Valaoritis qui a connu le poète ainsi que la plupart des poètes et écrivains de la décennie 30. Ce recueil des poèmes a été publié en grec pour la première fois en 1946. Cependant Kaiteris a ajouté dans cette édition des poèmes

qui proviennent d'autres recueils d' Engonopoulos.

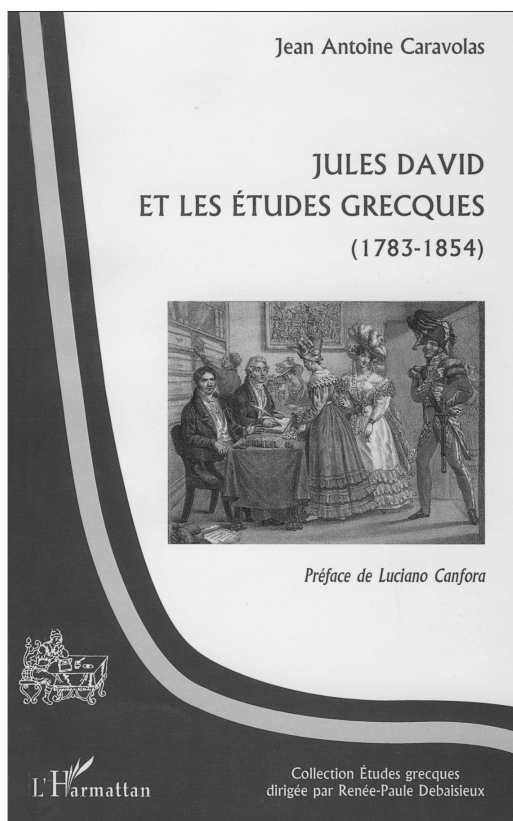
La traduction rend justice au langage d'Engonopoulos, un langage riche, qui se nourrit de ses lectures de textes antiques et byzantins.

Jean Antoine Caravolas

Jules David et les Études grecques (1783-1854)

Préface de Luciano Canfora

Paris, Éditions l'Harmattan, 2009



Ce livre porte sur l'helléniste Jules David, fils aîné du peintre Louis David. Il avait visité la Grèce, encore occupée par les Turcs et a enseigné le grec moderne ainsi que le grec ancien à la Sorbonne. Jean Caravolas rend justice à cet helléniste dont, il souligne que «150 ans après sa mort sa vie et ses travaux demeurent pratiquement inconnus, même des spécialistes».

Jules David avait connu l'éminent représentant des lumières grecques Adamantios Coray qui lui a proposé d'enseigner le français dans une école à Chio (île grecque où Coray était né).

Jean Caravolas suit tout le parcours de Jules David tant à Chios et puis à Smyrne, ainsi qu'en France. Dans un

document en annexe il cite une lettre de David écrite à Coray de Chio en grec. Elle est écrite dans une langue compréhensible qui montre une très bonne connaissance du grec moderne par son auteur.

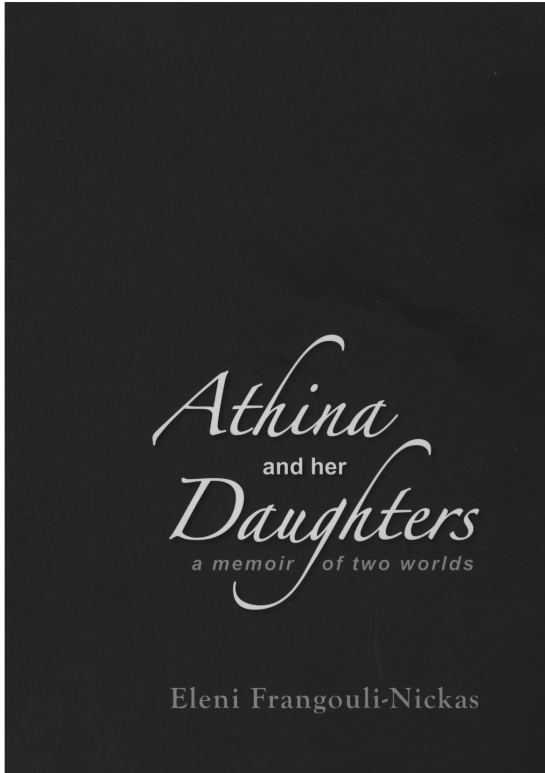
Un livre très intéressant sur cet helléniste méconnu et sa contribution aux lettres grecques.

Eleni Frangouli-Nickas

Athina and her Daughters

A Memoir of two Worlds

Melbourne, Owl Publishing 2009



This is a book written from the heart as the author tells us from the very beginning. Indeed it's a powerful family story and especially a tribute to the wonderful women of this family. This is the story of a Mother and her five daughters written by the youngest one Eleni, the only migrant who was fortunate enough - as she writes in her prologue - to gain an education in Melbourne.

I have composed this memoir, intitled again Eleni, which spans almost all of the twentieth century, in a polyphonic way with each of the six women-like characters in a play-relating

a personal snapshot of particular events, while a central narrator provides the unifying connection.

This is a real story and at the same time is read like a novel with plenty of information about life in a rural area of Greece but also about Greek migration. In a sense this is a precious sociological observation about Greece of the fifties, sixties and seventies and about greek migration of the same period by a privileged observer.

Chronologies

Chypre 1^{er} avril - 15 novembre 2011

7 avril: 3000 Chypriotes turcs ont manifesté en zone occupée de Nicosie pour dénoncer un plan d'austérité imposé par la Turquie ainsi que la présence de l'armée sur l'île envoyée par Ankara. Deux manifestations similaires ont eu lieu en janvier et mars 2011 .

21 mai: Elections législatives à la Chambre des Représentants. Le parti DISY (Rassemblement démocratique), formation de droite remporte les élections avec 34,28% des voix et 20 sièges sur 56. Le parti communiste AKEL du président de la République Dimitri Chistofias obtient 32,67% des suffrages et 19 sièges. Suivent le parti DIKO (parti démocratique) avec 15,76% et 9 sièges, le parti socialiste EDEK avec 8,93% et 5 sièges, le parti européen EVROKO 3,88% et 2 sièges et le parti écologiste KOP avec 2 ,21% et 1 siège .

2 juin: Yannakis Omirou, président du parti socialiste EDEK est élu président de la Chambre des Représentants grâce notamment au soutien du parti de droite DISY.

11 juillet: Explosion sur la base navale de Mari qui a tué 13 personnes et détruit la principale centrale électrique de Chypre. Les dégâts causés par l'explosion sont évalués à 1 milliard d'euros. Le ministre de la Défense Costas Papacostas et le ministre des Affaires étrangères Marcos Kyprianou présentent leur démission.

28 juillet: Le gouvernement dans son ensemble présente sa démission au président Christofias.

5 août: Nouveau gouvernement chypriote: Mme Erato Kozakou-Marcoullis est nommée ministre des Affaires étrangères et Dimitri Eliadès devient ministre de la Défense.

10 août: L'agence de notation Fitch dégrade de 2 crans à BBB la dette souveraine de Chypre.

26 août: Le gouvernement chypriote présente un plan d'austérité adopté par la Chambre des Représentants de 600 millions d'euros dont le but est de ramener le déficit à 2,5% du PIB en 2012.

19 septembre: Malgré les protestations de la Turquie la société américaine *Noble Energy* commence pour le compte de la République de Chypre ses forages de gaz naturel au large des côtes de cette île.

3 octobre: La commission d'enquête sur l'explosion de Mari présidée par Polys Pliviou constate que le rôle du président Christofias dans cette explosion est «direct, spécifique, sérieux et sans ambiguïté».

4 octobre: Nicos Anastasiadès, chef du parti DISY, appelle à la démission du président Christofias à la suite des conclusions de la commission d'enquête mettant en cause la responsabilité du chef de l'Etat chypriote dans l'explosion de Mari.

6 octobre: le «ministre des affaires étrangères» de la «République turque de Chypre nord», Hussein Ozgurkiour, déclare au quotidien turc *Milliyet* que 100 000 Chypriotes turcs possèdent un passeport de la République de Chypre.

27 octobre: L'agence Standard & Poor's a abaissé la note de Chypre d'un cran à BBB en raison de l'exposition de l'économie chypriote à la dette grecque.

1^{er} novembre: Le Secrétaire général de l'ONU déclare que les discussions entre le président Christofias et Dervis Eroglu, le chef de la communauté chypriote turque, tenues les 29 et 30 octobre à Gentree près de New York «ont été positives».

10 novembre: Le ministre turc des affaires européennes Egemen Bagis déclare que l'interdiction faite aux navires et avions chypriotes de se rendre en Turquie sera levée le jour où les compagnies aériennes étrangères pourront desservir l'aéroport de Tymbou en zone occupée de Chypre.

15 novembre: 28^{ème} anniversaire célébré en zone occupée de la proclamation d'indépendance de la «République turque de Chypre nord». Le Premier ministre turc, T. Erdogan, déclare que la «RTCN» avance depuis 28 ans comme un Etat indépendant, qui soutient le dialogue et le compromis.

GRECE 1^{er} avril – 15 novembre 2011

30 avril: Décès à l'âge de 89 ans de Lakis Santas, qui, le 31 mai 1941, a arraché avec Manolis Glézos le drapeau nazi flottant sur l'Acropole d'Athènes.

11 mai: Grève générale contre le plan d'austérité imposé par le gouvernement de Georges Papandréou.

17 juin: A la suite de l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale le Premier Ministre Grec remanie son gouvernement formé uniquement de ministres appartenant au parti socialiste Pasok. Evangelos Venizelos remplace au ministère des finances Georges Papaconstantinou et obtient le rang de Vice Premier ministre.

21 juin: Vote de confiance au gouvernement par 155 voix sur 300.

29-30 juin: Vote sur le plan grec d'ajustement et de la loi d'application de ce plan, qui prévoit d'ici 2015 des économies budgétaires de 28,4 milliards d'euros et des privatisations de 50 milliards.

1^{er} juillet: Le Parlement par 206 voix contre 9 vote le renvoi devant le tribunal spécial de l'ancien ministre du Pasok, Akis Tsochatzopoulos avec l'accusation de corruption lors de l'achat par la Grèce de sous-marins de type 214.

21 juillet: Deuxième plan de sauvetage de la Grèce par l'Union européenne et le FMI d'un montant de 158,6 milliards d'euros.

16 août: La Finlande signe un accord avec la Grèce concernant le collatéral attaché aux prêts consentis par Helsinki à Athènes dans le cadre du plan de sauvetage du 21 juillet. Berlin dénonce l'exigence de la Finlande de garanties pour ces prêts.

28 août: Décès de Léonidas Kyrkos, personnalité de la gauche grecque à l'âge de 87 ans.

29 septembre: Le Bundestag ratifie le plan de sauvetage de la Grèce du 21 juillet.

19 et 20 octobre: Grève générale contre l'adoption d'un nouveau plan d'austérité. 125 000 personnes manifestent dans les grandes villes de Grèce. Un mort en marge de la manifestation d'Athènes. Mme Louka Katseli, ancien ministre du Travail, est exclue du Pasok pour avoir voté contre un article du plan d'austérité- adopté par le Parlement hellénique- prévoyant le gel de conventions collectives.

21 octobre: Les ministres des Finances de la zone euro demandent aux banques privées d'accepter une perte d'au moins 50% de la valeur de la dette de la Grèce à leur égard.

27 octobre: Le Conseil européen décide d'alléger la dette de la Grèce: les banques acceptent de renoncer à 50% de leurs créances soit 100 milliards d'euros.

28 octobre: Des manifestants anti-austérité perturbent dans plusieurs villes de Grèce les cérémonies de la fête nationale et obligent le président de la République Karolos Papoulias à quitter la tribune officielle à Thessalonique.

31 octobre: Le Premier ministre annonce la tenue d'un referendum pour le 4 décembre afin de faire approuver le dernier plan de sauvetage de la Grèce décidé le 27 octobre par l'Union européenne. Réactions négatives en Grèce et dans les capitales européennes sur ce projet de referendum, qui est abandonné.

4 novembre: Le gouvernement Papandréou obtient un vote de confiance du Parlement par 153 voix contre 145.

9 novembre: Démission du Premier ministre Georges Papandréou et de son gouvernement.

10 novembre: Nomination sur proposition du Pasok, de la Nouvelle démocratie et du parti Laos, de Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne au poste de Premier ministre.

11 novembre: Prestation de serment du gouvernement de Papadémos, formé de ministres issus du Pasok, de la Nouvelle Démocratie et du Laos.

14 novembre: Le Premier ministre Papadémos, qui demande un vote de confiance aux députés - accordé, le 16, par 255 voix contre 38 - expose que la Grèce aura besoin d'un nouveau programme d'ajustement pour redresser son économie et que les 100 jours donnés à son gouvernement ne suffiraient pas à accomplir cette tâche. Antonis Samaras, président de la Nouvelle démocratie, indique son soutien aux mesures déjà approuvées pour tenter de sortir le pays de la crise mais précise que son parti ne voterait pas de nouvelles mesures d'austérité. Il affirme aussi qu'il est hostile à toute politique qui empêcherait la reprise économique et ne signerait pas de lettre d'engagement demandée par Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, en ajoutant que sa parole suffisait.

15 novembre: Selon l'Autorité des statistiques grecques le PIB a reculé de 5,2%

au 3^{ème} trimestre 2011 par rapport à la même période de 2010 , soit une contraction de 15% depuis le début de la crise. La Commission européenne prévoit un recul de 2,8% en 2012 et une reprise de la croissance en 2013 avec une progression du PIB de 0,7%.

DIRECTEURS / EDITORS

(1983-1985)

Stephanos CONSTANTINIDES

Leonidas BOMBAS

DIRECTEUR / EDITOR

(1985-2005)

Stephanos CONSTANTINIDES

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL BOARD

(1983-1985)

Michel LAFERRIERE (†), McGill University (Canada)

Remerciements / Thanks to

Panayiotis Constantinides

Jean Catsiapis

Thalia Tassou

CONCEPTION GRAPHIQUE / GRAPHIC DESIGN: Iraklis Théodorakopoulos

COMPOSITION / MISE EN PAGE: Constantina Metaxa

ADVICE TO CONTRIBUTORS

Études helléniques / Hellenic Studies welcomes manuscript submissions presenting original research on, and critical analysis of, issues prevailing among Greeks in both Greece proper and the numerous Greek communities abroad.

Manuscripts should be original and should not be under consideration elsewhere. Recommended length is approximately 7000 words. Authors should submit (either by postal mail or by email) three typed and double-spaced copies of manuscripts. Submissions must be either in English or in French, but quotations, terms, and references in other languages (especially Greek) are encouraged, especially if they are considered as supportive to the argument of the manuscript. In such instances, English translations should follow. Manuscripts should also include a 150-word abstract and endnotes. Manuscripts, published or unpublished, are not returned.

For more submission guidelines, please find the style sheet at:
<http://www.mediterraneanstudies.gr/hellenicstudies>

The Editors and Editorial Board of *Etudes helléniques / Hellenic Studies* take no responsibility for the opinions or data presented by contributors to the journal.

AVIS AUX COLLABORATEURS

Études helléniques / Hellenic Studies accueille des manuscrits présentant des recherches originales et des analyses critiques sur des questions qui prévalent parmi les Grecs de la Grèce métropolitaine ainsi que de ceux se trouvant dans les nombreuses communautés helléniques de la diaspora.

Les manuscrits doivent être originaux et ne pas avoir été proposés à d'autres revues. La longueur recommandée est d'environ 7000 mots. Les auteurs doivent envoyer (par courrier postal ou électronique) trois copies dactylographiées en double interligne de leurs articles. La présentation doit être en anglais ou en français, mais les citations ainsi que les références dans d'autres langues (en particulier le grec) sont encouragées, en particulier si celles-ci favorisent l'argumentation de l'auteur. Dans de tels cas, leur traduction anglaise ou française doit les accompagner. Les manuscrits doivent également inclure un résumé de 150 mots et de notes; publiés ou non ceux-ci ne sont pas restitués.

Vous pouvez trouver des indications plus détaillées, à l'adresse:
<http://www.mediterraneanstudies.gr/hellenicstudies>

Les éditeurs et le Comité de rédaction de la revue *Études helléniques / Hellenic Studies* déclinent toute responsabilité pour les opinions ou les données présentées par leurs collaborateurs.

